

مكة المكرمة

Initiatives : Les banlieues luttent pour l'emploi

# Le Monde

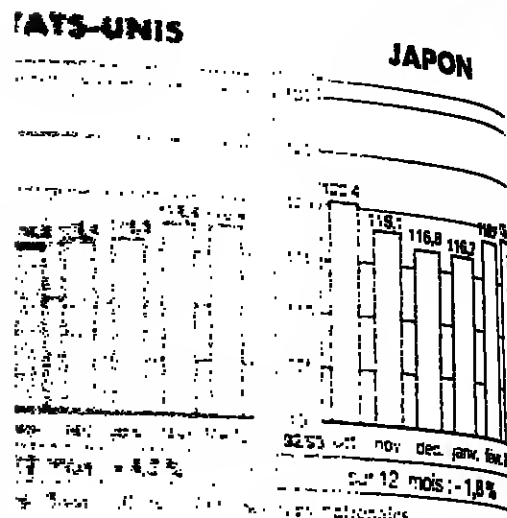
15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 16036 - 7 F

MERCREDI 2 JUIN 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE



## Péripéties serbes

C'EST au tour maintenant de Dobrica Cosic, jugé « trop modéré », de céder la place. Les députés des deux Chambres du Parlement de la « nouvelle Yougoslavie » (Serbie et Monténégro) ont, décidés, dans la nuit du 31 mai au 1<sup>er</sup> juin, de limoger le président yougoslave, sans même lui donner une chance de se défendre. A Belgrade, le nettoyage est généralement vite fait.

Parler de « courants modérés » et de « fractions dures » au sein du régime serbe et de ses alliés en Croatie et en Bosnie est quelque peu audacieux. MM. Milosevic, Cosic, Karadzic et consorts, ainsi que leurs chefs militaires respectifs, sont d'abord, en réalité, tous des nationalistes plus ou moins virulents. Leur objectif commun demeure la Grande Serbie. Lorsqu'ils donnent l'impression de se quereller, leurs désaccords sont minimes : ils ne portent que sur la manière d'atteindre leur but et le tracé exact des frontières de l'Etat de leur rêve.

Il n'y a pas à Belgrade des « pacifistes » et des « belliqueux », des colombes et des faucons. Il y a surtout, depuis le début du conflit, des rivalités de tacticiens : quelle stratégie choisir pour s'emparer, d'abord, des « territoires » serbes de Croatie (Krajina, Slavonie orientale et occidentale), puis pour occuper 70 % de la Bosnie-Herzégovine ? Et cela, sans trop choquer les Européens et en évitant habilement la menace d'une intervention militaire internationale.

Le seul homme qui a tenu véritablement un « discours de paix », comme il se plaisait à dire, fut Milan Panic, ex premier ministre un peu fantasiste, venu d'Amérique qui, en 1992, se targua de n'appartenir à aucun clan. Il ne resta que cinq mois au pouvoir avant de retourner, au début de l'année, vaquer à ses affaires outre-Atlantique. En fait, les stratèges serbes avaient astucieusement exploité cette « colombe » qui sillonnait l'Europe et les conférences internationales avec, en poche, ses slogans contre la guerre. Ils avaient ainsi gagné un peu de temps pour poursuivre la purification ethnique en Bosnie.

DOBRIKA COSIC était-il vraiment un « modéré » ? Les ultranationalistes serbes du ministre Vojislav Seselj disent que non... Il fut pourtant, en coulisses, à l'origine de la destitution, le 29 décembre dernier, de Milan Panic. Le rôle de cet homme de lettres - à qui l'on doit quand même quelques pages d'anthologie sur la Grande Serbie - a longtemps été ambigu. On le présentait tantôt comme le fidèle parmi les fidèles de Slobodan Milosevic, tantôt comme son rival, mais on est en droit de se demander s'ils n'étaient pas l'un et l'autre l'avant et le revers de la même médaille.

Toujours est-il que la révocation inattendue de Dobrica Cosic ne peut être que le résultat d'un ordre donné par le président serbe aux députés du Parti socialiste (ex-communiste). Cette nouvelle et confuse péripétie, sur la scène politique serbe, cadre mal en tout cas avec l'image conciliante que Slobodan Milosevic veut donner de lui-même depuis quelque temps, en promettant notamment de couper les vivres à ses amis de Bosnie qui ne veulent pas entendre raison, même s'il refuse des observateurs sur la frontière serbo-bosnienne.

Lire page 3 l'article de notre correspondant à Belgrade  
FLORENCE HARTMANN

M0147 - 0602 0 - 7.00 F

## Un entretien avec Charles Pasqua

### « La France ne veut plus être un pays d'immigration »

« La France a été un pays d'immigration, elle ne veut plus l'être », affirme Charles Pasqua dans un entretien au Monde où le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, commente le projet de loi sur l'immigration. Présenté en conseil des ministres mercredi 2 juin, ce texte entend encadrer et limiter le regroupement familial,

permettre à la police de filtrer les demandes d'asile et faciliter les expulsions. Défendant les choix du gouvernement, M. Pasqua déclare avoir « évolué » depuis son premier passage au ministère de l'intérieur et plaide pour une nouvelle synthèse politique dans une France « faite à la fois de valeurs de droite et de valeurs de gauche ».

« Nationalité, contrôles d'identité, immigration : les trois premiers grands projets de loi du gouvernement visent les étrangers. Ne craignez-vous pas de les désigner ainsi comme les trois piliers de la politique de notre société, et d'alimenter les peurs, la xénophobie, voire la violence ?

« Je ne peux pas laisser dire cela. Il s'agit, avec ces textes, de répondre à trois des principales préoccupations des Français : leur identité, leur sécurité et la réussite de l'intégration de ceux qui vivent régulièrement sur leur sol. En ce qui concerne les contrôles d'identité, la police ne disposait pas des moyens nécessaires pour prévenir les atteintes à l'ordre public. La jurisprudence de la Cour de cassation conduisait à annuler toute procédure engagée à la suite d'un contrôle

d'identité qui ne serait pas directement lié à la commission d'un délit. Ce n'était pas acceptable. Nous souhaitons que toute personne présente sur le territoire national puisse être amenée à justifier de son identité, qu'elle soit française ou étrangère.

« De même qu'il ne serait pas convenable de montrer du doigt les étrangers, il ne serait pas convenable non plus qu'ils bénéficient d'un privilège, et qu'on ne puisse pas les contrôler du fait qu'ils seraient réputés être étrangers. Préférez-vous qu'un jour les gens descendent dans la rue ou votent massivement à l'extrême droite ?

« Néanmoins vous avez mis à plusieurs reprises, dans vos discours, les violences urbaines, le trafic de drogue, et l'immigration irrégulière...

« Ce n'est pas parce qu'ils sont

étrangers qu'ils sont délinquants, c'est parce qu'étant clandestins ils n'ont pas de ressources régulières. Les étrangers qui sont entrés légalement ont le droit de vivre en France et d'y travailler à l'égal de nos lois. Mais le seul moyen pour qu'ils puissent vivre tranquillement, c'est de combattre l'immigration clandestine et ses conséquences. Les étrangers y aspirent comme les Français.

« Que diriez-vous à un étranger résidant en France qui ressent cette succession des projets gouvernementaux comme une agression à son égard ?

« Ceux qui sont installés depuis longtemps sur notre sol sentent bien qu'ils n'ont rien à craindre.

Propos recueillis par  
PHILIPPE BERNARD  
ERICH INCIVIAN  
et EDWY FLENET

Lire la suite page 13

Baisse des crédits et trouble dans les états-majors

## Le RPR multiplie les attaques contre François Léotard

François Léotard continue d'être la cible de nombreux élus RPR et en particulier de M. Pons, président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, qui réclame le report du plan de réorganisation des armées et considère qu'il existe « un problème de relation » entre Edouard Balladur et son ministre de la Défense. Soumis à ces restructurations, les armées attendent avec un certain trouble le printemps 1994, date prévue pour la prochaine programmation militaire.



Lire nos informations page 9

## MM. Mitterrand et Balladur au sommet franco-allemand de Beaune

Le premier exercice international de la « nouvelle cohabitation ».

Page 3

## Le pèlerinage de Libyens à Jérusalem

Une « première » saluée par les Israéliens et dénoncée par les Palestiniens.

Page 8

## Le Japon face aux pressions américaines

Malgré une « récession » sans commune mesure avec celle qui sévit en Europe, Tokyo refuse l'« économie contrôlée » et la « yen forte » que voudraient lui imposer les Etats-Unis.

Page 22

Le sommaire complet se trouve page 28

## Au banc des initiés

### Le procès de l'affaire Pechiney, impliquant des proches du pouvoir socialiste, s'ouvre le 2 juin à Paris

par Laurent Greilsamer

Michel Rocard l'avait promis, un jour de contre-attaque politique : « La justice passera quoi qu'il advienne ». Et François Mitterrand, la voix toute de colère contenue, l'avait confirmé : « Il faudra que justice passe, quels que soient les coupables ! ». Promesse tenue. Quatre ans après que l'affaire Pechiney et quelques autres aient été mis au jour, la justice est au rendez-vous.

Neuf prévenus - parmi lesquels Alain Boublil, ancien directeur du cabinet du ministre de l'économie et des finances Pierre Bérégovoy, Max Théret, financier et généreux donateur du Parti socialiste, Samir Trabonli, homme d'affaires libanais parvenu à se couler dans les plus hautes sphères du gouvernement - attendent comme un supplice de s'expliquer, à partir du mer-

credi 2 juin, devant la 11<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris.

C'est que le procès Pechiney promet d'être tendu, passionné. Pour la première fois en France, des juges vont examiner durant plus d'un mois les tours et détours d'un délit d'initié d'importance (quelque 60 millions de francs de plus-values ont été réalisées par une poignée de protagonistes).

Ce dossier projettera inmanquablement une lumière crue sur les libertés prises avec la morale publique par certains proches de l'Elysée, du ministère des finances et du Parti socialiste. Comme si le procès de l'affaire dite du Carrefour du développement, dans laquelle le collaborateur de l'ancien ministre de la coopération Christian Nucci fut condamné au milieu des années 80, n'avait été qu'un pâle lever de rideau. La fibste en Bourse opérée par les initiés

requiert en effet un goût prononcé pour la razzia financière et un solide réseau de relations.

Le principe consiste, après avoir bénéficié d'une information confidentielle, à acheter des actions d'une société à leur cours le plus bas pour les revendre ensuite à un cours élevé. Jean Gandois, PDG du groupe Pechiney, a fort justement comparé devant le juge d'instruction Edith Boizette ce vol en gants blancs à « une loterie » qui peut faire « perdre 20 % mais aussi gagner 500 % ».

Dans l'affaire Pechiney, véritable typhon moral et politique, l'évidence aveugle : les fibsteurs furent les plus forts. En dépit du secret voulu et exigé par Jean Gandois, le PDG du groupe nationalisé français, et Nelson Peltz, le propriétaire boulimique du groupe américain Triangle.

Lire la suite page 12



CHAUMET

15, PLACE VENDÔME - PARIS - (1) 44 77 34 00

A L'ÉTRANGER : Maroc, 8 DH ; Tunisie, 800 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 ATS ; Belgique, 46 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 46 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 180 PTE ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.



## DÉBATS

Chômage

# Récuser les vérités premières

par Philippe Vasseur

**A** l'évidence, le problème numéro un de la France d'aujourd'hui est l'emploi. Le chômage atteint les dimensions d'une crise extrêmement grave qui évoque celles de l'après-guerre. Les Français sont désemparés : pour eux-mêmes, pour l'avenir de leurs enfants. Si demain la situation de l'emploi ne s'améliore pas, ils risquent de basculer vers des illusions inquiétantes à l'heure des nationalismes exacerbés, des égoïsmes et des exclusions. Pour en sortir, il est urgent de faire bouger les mentalités. Car, pour apporter des solutions, il faut d'abord voir les faits tels qu'ils sont et récuser les tabous. Nous devons avoir le courage de dénoncer un état d'esprit, une manière de voir qui s'est imposée en France au point de devenir une idée dominante, fruit des corporatismes, de l'idéologie et des intérêts.

Notre vision de l'emploi se trouve déformée par plusieurs postulats que nous acceptons comme des vérités premières. Faisons l'effort de les récuser : après, nous pourrions voir les choses différemment, nous donnant ainsi les moyens d'agir.

● Le chômage est une fatalité mondiale : faux ! La France est en pointe du chômage parmi les grands pays développés (hors le cas très particulier de l'ex-RDA) : près de 11 % de la population active, 25 % des jeunes, la moitié des chômeurs en chômage de longue durée, des poches géographiques où le sous-emploi atteint les niveaux de la grande dépression. Il existe, dans le monde contemporain, des économies où la situation est radicalement différente : le Japon, où le sous-emploi n'est que de 2,5 %, ou même les États-Unis avec 7 %.

● Une croissance forte est indispensable à l'emploi : faux ! Si une croissance forte bénéficie à l'emploi, on peut imaginer une économie en croissance zéro et en plein emploi, mais alors il est vain, avec une productivité et des revenus stagnants. Très concrètement, l'économie amé-

ricaine est, depuis vingt ans, en croissance modérée (2 à 3 % par an), augmentant le nombre de ses emplois de 2 % par an (2 millions d'emplois créés chaque année en moyenne), mais les revenus ne progressent pas.

● Le préalable à la reprise de l'emploi, c'est la qualification et la formation professionnelle : faux ! L'amélioration de la qualification et la formation professionnelle sont indispensables, mais il existe des millions d'emplois ne nécessitant pas de qualification élevée. Une part appréciable des 2 millions d'emplois annuels créés aux États-Unis sont des emplois de ce genre : services aux particuliers, restauration, gardiennage, etc.

### Tracer des pistes

Les Français n'ont certes pas envie de vivre comme les Japonais, ni même comme les Américains, même si c'est à la fois à payer pour retrouver le plein emploi. Il existe un modèle européen tout autant que français d'organisation économique et de progrès social qu'il faut préserver précieusement. Les idées que l'on peut retenir de l'examen des modèles étrangers ne doivent donc pas être copiées servilement. Mais elles peuvent être utiles pour tracer des pistes. Sinon, c'est le modèle français tout entier qui risque d'être emporté.

Il convient de faire la distinction entre les solutions à court terme et les solutions à long terme, non pas pour les opposer mais au contraire pour les conduire de front, en sachant précisément ce qu'on peut attendre, et ce qu'on ne peut pas attendre des uns et des autres.

Des gisements d'emplois insuffisamment exploités existent. Les économies de plein emploi en montrent de multiples exemples, et on ne le répètera jamais assez : il s'agit d'augmenter d'emplois de services, à la

périphérie des entreprises et à proximité des particuliers, que d'emplois industriels ou d'emplois administratifs. Dans une conception étirée et erronée de l'emploi, génératrice de chômage, ces emplois du « tiers-secteur » sont souvent traités par le mépris comme s'ils étaient « faillibles » du tiers-monde ou du tiers état.

Pourtant, les activités qui concourent à la qualité de vie, au confort, à la convivialité des relations humaines, sont essentielles dans une société hypertechnisée. L'appellation péjorative de « petits boulots » dont elles sont injustement affublées doit être définitivement abolie. Les économies créatrices d'emplois accentuent des gains de productivité faibles ou nuls dans le secteur des services. C'est le modèle de l'économie duale du Japon, tant décrié il y a quelques années par certains idéologues : un tiers de la population active dans le secteur industriel exposé à la compétition internationale, deux tiers dans le secteur abrité, où les gains de productivité sont tempérés par la nécessité de créer des emplois (petits commerces, services aux particuliers, sous-traitances, etc.).

L'excès des coûts indirects du travail et des rigidités constitue à l'évidence une spécificité de l'économie française. Ainsi aux charges salariales directes s'ajoutent quelque 70 % de charges indirectes : taxes, travail, c'est évidemment pénaliser l'emploi. Une profonde réforme à mobiliser les esprits dans une logique de temps et de courage pour la mener à bien. Mais on peut commencer tout de suite à alléger et à déplacer la charge au bénéfice du travail humain.

Pour la gestion de la conjoncture économique aussi il convient d'ouvrir les yeux et de réviser les conceptions dominantes. Ne nous trompons pas d'époque : poursuivre une politique byper-monetariste en période de récession, alors qu'il y a trop d'épargne thésaurisée, c'est

commettre la même erreur que d'avoir fait du « keynésianisme » et de la relance artificielle lorsque la croissance fonctionnait, donc de l'hyper-inflation. Le monétarisme a abattu l'inflation, en dix ans. C'est bien : il fallait le faire. Il importe désormais, de voir les choses différemment. L'emprunt émis par Edouard Balladur devrait être prioritairement utilisé en faveur d'un programme de grands travaux. Dans ce domaine, il y a des possibilités importantes pour améliorer la qualité de vie et l'environnement. EDF, par exemple, pourrait, pour le bien de tous, dépenser 5 milliards de francs par an pour accélérer l'enfouissement de ses réseaux.

Sur le fond, outre la poursuite et l'amplification de l'allègement des coûts indirects du travail, il est indispensable et urgent de remettre en cause nos conceptions du commerce international. Relisons à la lettre les traités que nous avons signés. Adaptons nos raisonnements aux structures contemporaines du marché mondial. Ne nous laissons pas imposer les vues des théoriciens. Les signataires des accords du GATT ont déclaré, à l'origine, vouloir « le relèvement des niveaux de vie, la réalisation du plein emploi et d'un niveau élevé et toujours plus croissant du revenu réel et de la demande effective ». Les échanges internationaux sont aujourd'hui parfois bien plus loin de cet état d'esprit. Livrer sans réserve la France à la vente de produits fabriqués par une main-d'œuvre exploitée et maltraitée dans des pays plus ou moins lointains, c'est exporter de la régression sociale et importer du chômage.

Il est temps, grand temps, de reconnaître que c'est intolérable et d'en tirer toutes les conséquences.

► Philippe Vasseur est secrétaire général du Parti républicain.

## BIBLIOGRAPHIE

### La renaissance des universités

#### L'AGE DES SAVOIRS

Pour une renaissance de l'Université, de Claude Allègre, Gallimard (« Le Débat »), 247 p., 120 F.

**C**LAUDE ALLÈGRE a été pendant quatre ans ministre en fait des universités, grâce à la confiance constante de Lionel Jospin, dont il était le conseiller spécial. Le travail qu'il a effectué ensemble est aujourd'hui reconnu, après avoir été contesté. Le récit de l'œuvre accomplie suffirait à rendre passionnante la lecture de *L'Age des savoirs*, mais il n'est pas seulement question dans ce livre du passé récent : il y est aussi, et surtout, question de l'avenir, comme l'indique le sous-titre : *Pour une renaissance de l'Université*.

Comme tous ceux qui connaissent bien la vie scientifique internationale, Allègre sait que les universités françaises, dans leur ensemble, ne font pas le poids, même si la France possède dans presque tous les domaines – mais plus souvent à côté des universités qu'en elles – des chercheurs et des penseurs de premier plan. Il rappelle en particulier le retard de nos universités à enseigner la mécanique quantique, la biologie moléculaire et la tectonique des plaques. Cette constatation critique se transforme vite chez Allègre en un diagnostic, formulé dès le départ, complet et nuancé ensuite, mais qui doit garder sa force tranchante : il faut remplacer une Université des professeurs par une Université des étudiants, c'est-à-dire répondant à des demandes sociales.

#### Rénover à partir du centre

Et c'est seulement en démontrant que leur rôle de chercheurs et de formateurs est fondamental pour le pays que les universitaires obtiendront pour eux et pour leurs universités les moyens qu'on leur mesure si chichement aujourd'hui. Il ajoute aussi que les sciences ont une importance capitale pour l'État, pour leur université et pour la société. Allègre est un chercheur de grande réputation internationale et un enseignant ; il ne plaide évidemment pas pour une université « supermarché » ; il cherche au contraire à définir les conditions qui amèneront la société, le gouvernement et l'opinion à donner aux universités les moyens qui leur sont indispensables. Il ajoute que ce géologue est un défenseur aussi informé des sciences humaines que des sciences de la nature.

Pour parvenir aux mutations nécessaires, il se méfie de l'idée d'autonomie : il a peur qu'elle soit la dernière protection d'un corporatisme déformé. Le plus grand danger, pense-t-il, est le repli des universités et de chaque groupe de spécialistes sur eux-mêmes. C'est pourquoi, tout en souhaitant plus d'initiative pour les universités et une intervention active des régions, il veut que l'État garde un rôle essentiel dans l'enseignement supérieur et la recherche. Il n'est pas pour autant centralisateur, et c'est dans les universités elles-mêmes qu'il a été signés les contre-

Etat-universités qu'il a préparés. Sa ligne politique s'est traduite par des décisions importantes : forte augmentation des effectifs des IUT et des BTS, création de nouvelles filières d'ingénieurs conçues par Bernard de Comps, et surtout création des instituts universitaires professionnels, malgré les résistances de bien des lobbies.

La stratégie qu'il a suivie a donc été : augmentation importante des moyens pour rétablir la confiance, changement d'orientation des universités, établissement d'un plan de développement territorial – Université 2000 – incitation à la création de pôles et de centres d'excellence, avec une mention spéciale pour la création de l'Institut universitaire de France, qui offre à de très bons enseignants, surtout de province, de meilleures conditions de travail, à condition qu'ils restent sur place. En revanche, il préfère remettre à plus tard les grands débats qui bloquent en fait tout progrès et surtout la question explosive de la sélection.

Toutes ces idées s'inspirent de ce que l'on a appelé « le choc de la pensée » : un choc à partir du centre que l'ensemble du système peut être réanimé. Avec l'espoir que les universités prennent ensuite une part de plus en plus active à leur propre transformation. Le danger de cette politique est d'intervenir de plus en plus directement, même dans le petit domaine où les universités avaient acquis quelque autonomie. C'est ce qui se produit à la fin de cette période et qui déclenche des conflits, puis des reculs, de l'autorité centrale.

La question qui s'impose au lecteur de ce livre est : peut-on créer des universités responsables et dynamiques en faisant partir leur transformation du bureau du ministre ou de son conseiller spécial, si informés et si imaginatifs soient-ils ? Tout le livre d'Allègre cherche à expliquer pourquoi sa stratégie n'était pas contradictoire. Elle ne l'était pas, en effet, si on accepte que la politique universitaire doit se développer en deux temps : donner une impulsion centrale et augmenter les moyens ; ensuite faire basculer la capacité de décision vers les universités elles-mêmes et définir clairement le rôle respectif de l'État et des régions.

Le grand mérite de l'équipe Jospin-Allègre est d'avoir fait le premier pas ; reste à faire le second. En particulier, il faut montrer maintenant, par quelques exemples bien choisis, et qui seront vite imités, qu'on peut donner aux universités une vraie autonomie et qu'elles savent innover tout en restant dans le cadre d'une gestion publique et de diplômés en partie nationaux. Claude Allègre est assez passionné par la renaissance indispensable des universités pour accepter cette conclusion, car l'essentiel pour lui est que notre pays donne enfin à la production, à la transmission et à l'application des connaissances une place centrale.

Rarement, autant de passion intelligente a été mise au service des universités.

ALAIN TOURAINE

# Pour une révolution programmée

par Jacques Rozner

**N**OTRE économie – elle n'est pas la seule – subit un double phénomène : une crise conjoncturelle et une métamorphose structurelle. Des mesures gouvernementales appropriées à l'aspect conjoncturel – sont attendues pour insuffler des doses d'oxygène dans les circuits économiques. Elles ne peuvent qu'avoir des effets bénéfiques sur l'activité, à court terme, de nombreux secteurs de l'économie, bâtiment en tête. Cela pour l'aspect conjoncturel. Mais le problème de fond n'en restera pas moins inchangé : celui de la transformation profonde qui s'opère dans notre société comme dans celle des autres pays évolués économiquement. C'est l'aspect structurel : il ne s'agit plus d'une crise mais d'une mutation en profondeur.

Cette mutation résulte des avancées fulgurantes des sciences applicables en de nombreux domaines comme des innovations technologiques. Elle pose problème dans la mesure où se crée un fossé entre le génie créatif des hommes de recherche et l'insuffisance d'imagination politique des hommes d'Etat pour en cerner les retombées et procéder aux transformations que cela implique au sein de la société. Croire, par exemple, que la croissance économique sera demain productrice d'emplois procède d'une vision que l'expression populaire « avoir l'œil dans le dos » caricature fort bien.

La vérité, que traduit notre fin de siècle, est que l'on est en mesure de produire de plus en plus en requérant de moins en moins le travail des hommes, mais en exigeant une sorte d'intellectualisation de leur effort. Ce qui explique :

1) que l'investissement s'oriente plus vers la mise en place d'ensembles techniques automatisés que dans le travail traditionnel de l'homme ;

2) que les métiers s'effacent devant les fonctions entraînant l'exigence de compétences accrues capables de maîtriser les automatismes techniques qui se substituent à la « gestuelle » répétitive des travailleurs d'hier.

Ainsi, l'homme commence-t-il à subir la plus extraordinaire révolution de tous les temps, celle qui va le faire passer d'un monde placé sous le signe du travail forcé à un monde s'ouvrant au loisir forcé.

Quand les hommes politiques d'ici et d'ailleurs mettent, dans leurs programmes, la lutte contre le chômage ils entreprennent assurément une action opportuniste dans le court terme, même si les effets doivent en être limités. Mais cette action ne peut être

significative que si elle s'accompagne d'une réflexion fondée sur le fait qu'il s'agit moins dans l'avenir de résorber le chômage que de le transformer en loisir dans une société placée dans le même temps, sous le signe de l'abondance économique. Ne nous y trompons pas ! Le monde moderne sera de plus en plus capable de se libérer de la malédiction biblique « Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front » : ce seront désormais des esclaves d'acier électroniques que les hommes devront exploiter à leur profit.

### Trois événements majeurs

Ce nouvel impératif au caractère révolutionnaire est souligné par trois événements historiques majeurs : l'effondrement du communisme, le dépassement du socialisme et l'incapacité présente du capitalisme à maîtriser l'inédit des temps modernes.

Le communisme s'est effondré parce qu'il n'a pas su précisément sortir d'une période de pénurie où l'homme exploite cruellement l'homme sous la domination totalitaire d'une bureaucratie d'Etat.

Le socialisme est dépassé parce qu'il n'a pas compris que l'insertion de la plus forte dose de « social » dans un régime de concurrence et de profit sécrétait une incompatibilité de nature.

Le capitalisme d'aujourd'hui ne sait comment faire parvenir au consommateur les biens qu'il crée en abondance. Il engendre, dès lors, un régime où coexistent de plus en plus des produits invendables face à des besoins insolvables. En somme, le capitalisme dans l'abondance !

Devant cette perspective paradoxale, apparaît une exigence politique essentielle : mettre l'imagination au pouvoir. L'originalité des temps présents, implique de concevoir des rapports directs production-besoins, un système monétaire adapté à de nouveaux circuits économiques d'efficacité, des institutions et des articulations institutionnelles d'un nouveau style et une éthique sociale renouvelée assurant à l'homme-au-travail comme à l'homme-au-loisir, le niveau de vie le plus élevé possible, selon les capacités productives du système.

En somme, il faut inventer, après le communisme, après le socialisme, après la forme de capitalisme que nous vivons, une économie sociale, d'aucuns l'appelleront « distributive ». Les hommes de pouvoir, ceux de demain – et demain commence

aujourd'hui – devront avoir moins des connaissances livresques du passé que des tempéraments de « bâtisseurs », dotés d'une capacité à imaginer, à inventer, et d'une aptitude à mobiliser les esprits dans une incessante recherche des fondements d'un nouvel humanisme. Nous sommes à un de ces grands carrefours de l'histoire où coexistent une perspective de civilisation majorée et une menace de retour à la barbarie.

Déjà, de divers côtés de l'échiquier politique français, on est stupéfait d'entendre dire qu'il va falloir freiner les progrès des sciences et de la technologie pour remplacer la machine par l'homme, réinventer les pointonniers de tickets de métro, etc. Bref, privilégier le travail de l'homme fût-ce par des petits boulots – sur une organisation technique séduisante à la fois l'abondance des biens et l'élimination croissante du travail humain.

En fait qu'observe-t-on aujourd'hui ? Déjà l'Occident est en voie de désindustrialisation, ses producteurs s'installant au pays lointains ou dans des zones à faible coût de main-d'œuvre. Dans l'abondance des biens et l'élimination croissante du travail humain.

En fait qu'observe-t-on aujourd'hui ? Déjà l'Occident est en voie de désindustrialisation, ses producteurs s'installant au pays lointains ou dans des zones à faible coût de main-d'œuvre. Dans l'abondance des biens et l'élimination croissante du travail humain.

### Sauvegarder l'humanisme

Ce n'est plus de la concurrence, c'est une invasion. Plus même qu'une invasion, c'est une substitution de civilisation. C'est pourquoi le moment est venu de stopper pareille évolution : l'heure est à la réaction. Non aux réactions.

Ainsi, là où il n'y a pas d'équivalence dans les lois économiques et sociales, dans les mœurs législatives, là où des enfants de moins de quinze ans fournissent une main-d'œuvre à coût dérisoire, là où une forme de barbarie sociale menace notre éthique de civilisation, l'Occident se doit de sauvegarder son identité et son humanisme. On devrait instituer sans tarder des quotas efficaces, non seulement à l'immigration des hommes mais aussi à l'importation de produits venus des régions évoquées.

Le gouvernement de M. Balladur semble sensibilisé à cet impératif. Tant mieux ! Cela permettrait, aux Européens notamment, après avoir freiné le processus de désindustrialisation de leurs économies, de se concentrer pour promouvoir des formes renouvelées de société dans une modernité à définir où la gestion des « temps de travail libérés » chez les hommes permettra d'authentiques avancées sociales.

Par contre, l'échec (inévitable) de politiques obsolètes peut faire resurgir des démagogues capables de rassembler le plus grand nombre d'esprits « contre » ce qui est en nom d'arguments fallacieux de circonstance. Une fois de plus, nos sociétés pourraient alors sombrer dans une anarchie préjudiciable à de nouvelles dictatures.

Dans ces conditions et dans l'immédiat, ne serait-il pas opportun de constituer un niveau de l'écoulement des pays concernés une instance internationale composée de scientifiques, d'économistes, de sociologues et de politiques ? Cette instance aurait pour mission d'explorer les perspectives scientifiques et technologiques des années à venir, d'en apprécier la nature, d'en cerner les contours et d'en évaluer les retombées sur les structures économiques et sociales des pays en cause. Ainsi, les gouvernements pourraient mettre en place les dispositifs faisant évoluer la société vers les transformations exigées par les incidences économiques, sociales et aussi morales des grands bouleversements scientifiques et techniques prévisibles – la maîtrise d'ici à une quinzaine d'années de la fusion thermonucléaire débouchant sur la création d'une énergie illimitée n'en étant pas le moindre des aspects !

Ce serait la révolution programmée. Elle devrait éviter l'implosion des structures rigides de nos sociétés avec les conséquences dramatiques qu'on imagine, alors qu'un certain âge d'or est saisissable, étant à portée de nos moyens ! L'exigence de cette fin de siècle, c'est cela !

Saura-t-on le comprendre à temps ? La question est posée. La réponse se fait attendre à l'heure où le désarroi des esprits et le désordre des choses vont s'amplifiant. Aube ou crépuscule ? Tel est le dilemme que dégage l'approche du vingt et unième siècle !

► Jacques Rozner est vice-président de la délégation française de la Fondation de l'Europe des sciences et des cultures.

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesquenne, gérant directeur de la publication  
Bruno Frenet, directeur de la rédaction  
Jacques Gulu, directeur de la gestion  
Manuel Liebert, secrétaire général

Rédacteur en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé  
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Thomas Ferenzi,

Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)  
André Laurens (1982-1989), André Fontaine (1989-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 16  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 49-60-30-10



# ÉTRANGER

MM. Mitterrand et Balladur au sommet franco-allemand de Beaune

## Le premier exercice international de la « nouvelle cohabitation »

MM. Mitterrand et Balladur, accompagnés par neuf ministres (1), devaient rencontrer mardi 1<sup>er</sup> et mercredi 2 juin à Beaune, en Côte-d'Or, une délégation du gouvernement allemand présidée par le chancelier Kohl. Ce 81<sup>e</sup> sommet franco-allemand est la première occasion pour le président de la République et le premier ministre de s'exprimer en commun sur des affaires internationales.

L'Élysée, par la voix de son porte-parole Jean-Michel Ducloux, a annoncé que les deux chefs d'État et de gouvernement se réuniraient à Beaune, en Côte-d'Or, du mardi 1<sup>er</sup> au mercredi 2 juin. Les deux chefs d'État et de gouvernement se réuniront à Beaune, en Côte-d'Or, du mardi 1<sup>er</sup> au mercredi 2 juin. Les deux chefs d'État et de gouvernement se réuniront à Beaune, en Côte-d'Or, du mardi 1<sup>er</sup> au mercredi 2 juin.

Le premier ministre a certes tenu à faire sa propre réunion

d'information pour la presse vendredi 28 mai, quelques heures après celle de l'Élysée. Mais il a rappelé qu'il tenait à ce que « la France présente un visage cohérent à l'étranger » et qu'il était mis d'accord, lors de son entrée en fonction, avec le chef de l'État pour éviter toute crispation sur les questions protocolaires.

### « Malentendu » sur la Bosnie

MM. Mitterrand et Balladur devaient rencontrer séparément le chancelier mercredi, avoir ensuite plusieurs réunions en commun, notamment un petit déjeuner mercredi, et participer l'un et l'autre avec Helmut Kohl à la conférence de presse finale. Quant au fond des dossiers qui doivent être abordés, Jean-Michel Ducloux a affirmé qu'il n'y avait « aucune dissonance d'aucune sorte » entre les deux dirigeants français et qu'une « très grande cohésion » régnait

dans le « domaine partagé » de l'action extérieure.

Les « dissonances », ou du moins les différences d'appréciation, sont pour l'instant plutôt avec les Allemands et c'est elles que les responsables français essaient d'apaiser. Elles portent toujours sur les négociations du GATT, bien que le ton, en particulier depuis la publication par M. Balladur de son mémorandum, ne soit plus aussi virulent qu'il y a quelques mois.

D'autre part, la politique française à propos de la Bosnie a donné lieu la semaine dernière à des représentations de M. Kohl et Kohl, assez peu habituelles de la part de Bonn, d'autant qu'elles ont été publiques.

Les dirigeants allemands se sont plaints en substance de n'avoir pas été consultés, contrairement aux habitudes qui se sont instaurées entre les deux pays, avant la tenue du 22 mai à Washington où Alain Juppé a

arrêté avec ses homologues britannique, américain, russe et espagnol, un « programme d'action » sur la Bosnie qui ne cesse d'être contesté depuis.

Les dirigeants allemands ont mis en garde contre la dérive que représenterait à leurs yeux l'accord de Washington par rapport aux positions défendues jusqu'à par les Douze et en particulier contre l'idée des « zones de sécurité » qui risquent, selon eux, de figer le statu quo militaire aux dépens des musulmans de Bosnie.

Les Allemands ont « mal compris », a estimé à ce sujet M. Mitterrand vendredi, en indiquant que le président de la République juge que l'accord de Washington est un bon accord, un accord utile, dès lors qu'il entérine les positions européennes. Quant à M. Balladur, il a déclaré ne pas comprendre la réaction des Allemands. Certains responsables français ne cachent pas ces derniers jours en privé qu'ils trou-

vaient un peu fortes ces critiques de la part des Allemands, qui n'ont pas de soldats en Bosnie et n'envisagent pas d'en avoir.

Bref, ce sujet méritait une vraie explication. Il en résulte peut-être une détermination commune selon laquelle tout malentendu est dissipé. Mais il semble qu'en réalité on soit revenu sur cette affaire à une mésaventure franco-allemande proche de celle qui s'était manifestée au début de la crise dans l'ex-Yougoslavie et pendant toute la guerre de Croatie.

Ce contexte n'est pas des plus propices à M. Balladur pour le lancement de son idée d'une conférence internationale sur la stabilité et la sécurité en Europe qu'il avait présentée quelques jours après son entrée en fonction.

Sur ce projet, qui lui tient à cœur, le premier ministre n'a voulu donner aucune précision vendredi. La réflexion menée de concert entre Matignon et l'Élysée

prend apparemment plus de temps que prévu. Pour autant qu'elle soit assez évanée, M. Balladur devrait profiter de la rencontre de Beaune pour la « tester » auprès des Allemands.

Permi les autres thèmes, on évoquera aussi la préparation du sommet des Douze qui aura lieu dans trois semaines à Copenhague, avec à son menu la récession en Europe, les perspectives de l'entrée en vigueur du traité de Maastricht et l'élargissement de la Communauté notamment.

CLAIRE TRÉAN

(1) Doivent participer à ce sommet du côté français, outre MM. Mitterrand et Balladur, MM. Lottin (défense), Juppé (affaires étrangères), Bayrou (éducation), Alphandéry (économie), Longuet (industrie, commerce extérieur), Besson (équipement, transport), Pouch (agriculture), Bazier (environnement), Lamassoure (affaires européennes).

## La situation en Bosnie-Herzégovine et la motion de censure au Parlement de la nouvelle Yougoslavie

### Radovan Karadzic menace de faire entrer les forces serbes à Sarajevo

Le responsable politique des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, a menacé de faire entrer les forces serbes à Sarajevo « si la force musulmane continue ses attaques » sur le front de la capitale bosnienne, à la suite des violents combats de dimanche, qui ont fait au moins vingt-cinq morts dans la ville. Dans une déclaration citée, lundi 31 mai, par l'agence serbe bosnienne SRNA, M. Karadzic, dénonçant « l'offensive » de l'armée bosnienne à Sarajevo, a déclaré que « si la force musulmane continue ses attaques, les soldats serbes seront forcés d'entrer dans Sarajevo pour délivrer leurs cinquante mille compatriotes qui sont en mauvaise posture dans cette ville ».

Les affrontements de dimanche, dont les deux parties s'accusent mutuellement d'avoir pris l'initiative, avaient commencé dans le sud de la capitale et sur le mont Trebevic, où passe une route stratégique menant des quartiers sous contrôle serbe au bastion serbe de Pale. Si les tirs se sont ralentis lundi à Sarajevo, les combats se sont en revanche poursuivis dans l'ouest musulman assiégé de Gorazde, où, selon Radio-Sarajevo, il a été fait une trentaine de morts soixante de la population civile. Bien que déclarée « zone de sécurité » par le Conseil de sécurité des Nations unies, les observateurs de l'ONU se sont vus, une nouvelle fois, empêchés par les forces serbes de gagner Gorazde (à 70 km au sud-est de Sarajevo).

« Si [le président bosnien] Alija Izetbegovic insiste sur la pour-

suite de la guerre jusqu'à la défaite de l'une des parties, nous aurons à lui infliger une défaite, et la Bosnie sera partagée entre Serbes et Croates, non parce que nous l'aurons voulu mais parce que les choses seront telles », a déclaré M. Karadzic, ajoutant que « si M. Izetbegovic entend poursuivre la guerre jusqu'au bout, le mieux pour nous serait de remporter une victoire rapide, comme nous le suggèrent certains cercles en Occident, et d'arrêter toutes ces souffrances ».

Pour sa part, le président izetbegovic, assurait que les forces serbes « volent vers les frontières de Serbie », a lancé un appel aux Nations unies pour qu'elles protègent Gorazde. Parallèlement, le chef de l'armée bosnienne, Seter Halilovic, s'est élevé contre la « notion de « zones de sécurité » ». Nous devons nous battre pour notre liberté. Nous ne les laisserons pas nous enfermer dans des réserves », a-t-il déclaré.

Cependant, les forces croates de Bosnie ont intensifié ces derniers jours leur campagne d'épuration ethnique dans la ville à population islamique de Mostar, a-t-on indiqué lundi au Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). « Le HCR tente d'imposer sa présence à Mostar, mais il s'agit d'un exercice extrêmement difficile d'arrêter cette épuration dont une bonne partie se passe de nuit », a déclaré un responsable du HCR, Peter Kessler. (AFP, AP, Reuters)

Lire aussi page 28 la chronique de DANIEL SCHNEIDERMAN.

### Le président Dobrica Cosic a été destitué par les partisans de M. Milosevic alliés à l'extrême droite

L'écritain serbe Dobrica Cosic, premier président - depuis le 15 juin 1992 - de la nouvelle Yougoslavie, réduite à la Serbie et au Monténégro, a été destitué de ses fonctions, dans la nuit du lundi 31 mai au mardi 1<sup>er</sup> juin, par les deux Chambres du Parlement yougoslave. Cette décision instantanée, dont personne n'est encore parvenu à saisir le sens, a suscité une forte indignation à Belgrade.

BELGRADE

de notre correspondant

Si la plupart des députés yougoslaves ont se doutaient pas de la tournure qu'allait prendre la session de lundi, le coup de force auquel ils ont finalement participé avait pourtant été soigneusement préparé : jusqu'aux bulletins de vote qui avaient été imprimés à l'avance. Pourtant, la censure n'était pas inscrite à l'ordre du jour de cette session, officiellement consacrée aux affaires courantes et au sort de la Yougoslavie sur la scène internationale.

Invocant une motion déposée ce février dernier contre le président Cosic, les ultranationalistes de Vojislav Seselj, qui contrôlent 30 % des sièges du Parlement fédéral, ont obtenu que les débats soient élargis à cette question.

De concert, ultranationalistes et socialistes serbes (ex-communistes du parti de Slobodan Milosevic) ont entamé un violent réquisitoire contre le président Cosic, l'accusant implicitement de vouloir servir de l'armée yougoslave pour préparer un putsch. Vojislav Seselj, chef du Parti radical (SRP), qui a pris à partie à maintes reprises le président yougoslave, a réitéré ses accusations en affirmant que M. Cosic avait abusé de son pouvoir et trahi le peuple serbe en négociant en secret et de son propre chef avec son homologue croate, Franjo Tudjman, la restitution des territoires occupés par les Serbes en Croatie, en échange d'un statut spécial pour la communauté serbe. Une formule suggérée par la communauté internationale dans le cadre du règlement du conflit serbo-croate et que les ultranationalistes rejettent catégoriquement puisqu'ils militent en faveur de la Grande Serbie.

Rumeurs de putsch

Le leader ultranationaliste reproche encore à M. Cosic de vouloir « déconner » le Kosovo afin d'en conserver une partie à la Serbie et de reconstruire au reste en faveur des Albanais. Il l'accuse, enfin, de préparer « un coup d'État » des rumeurs de putsch, lancées d'abord par les députés de Slobodan Milosevic, visant à semer la confusion parmi les élus monténégrins qui avaient, certes,

quelques griefs à l'encontre du président yougoslave qui s'était déclaré, au moment de son investiture, en faveur d'un Etat fédéral privant le Monténégro de tous ses attributs d'Etat souverain. Les alliés de M. Milosevic ont notamment affirmé que M. Cosic était prêt à faire donner l'armée pour étouffer toute velléité indépendantiste dans cette petite République qui constitue désormais la seule sortie sur la mer de la nouvelle Yougoslavie et où s'est retranchée toute la flotte de l'ex-Yougoslavie.

Cartes brouillées

Refusant de jouer le jeu de M. Milosevic, les Monténégrins ainsi que l'ensemble de l'opposition serbe ont pris la défense de Dobrica Cosic et ont dénoncé les méthodes « scandaleuses » utilisées pour renverser le président que Slobodan Milosevic et ses alliés ultranationalistes avaient eux-mêmes élu il y a presque un an.

Dans leurs réquisitoires, les hommes du président de Serbie ont également accusé Dobrica Cosic d'avoir placé l'armée yougoslave sous sa férule et de s'être, en même temps, opposé au renforcement des effectifs de la police de Serbie. Dans cette dernière République, la police, qui compte plus de cinquante mille hommes, constitue une véritable armée.

A l'issue des débats qui ont servi à dégriser celui qui semble, désormais, gêner le pouvoir de M. Milosevic, les deux Chambres ont

decidé de destituer Dobrica Cosic, assurant qu'il avait « violé la Constitution ». En effet, la loi fondamentale yougoslave prévoit la possibilité de destituer le président de la Yougoslavie dans ce seul et unique cas.

Majoritaires dans les deux Chambres, socialistes (ex-communistes) et ultranationalistes ont, sans difficulté, réussi leur coup de force. A l'issue d'un vote secret, mardi à l'aube, 75 des 138 députés de la Chambre des citoyens se sont prononcés en faveur de la destitution de M. Cosic et 34 contre. Dix bulletins étaient nuls.

En s'alliant avec les ultranationalistes serbes de M. Seselj contre Dobrica Cosic, le président Milosevic pourrait torpiller ses propres efforts pour apparaître comme « l'homme de la paix ». Car, pour avoir essayé de convaincre les Serbes de Bosnie - avec le soutien de M. Cosic - de signer le plan Vance-Owen, puis avoir annoncé un embargo en réponse à leur refus, M. Milosevic pouvait espérer régner, petit à petit, la confiance de la communauté internationale. Aujourd'hui, M. Milosevic a, une fois de plus, brouillé les cartes.

FLORENCE HARTMANN

# LOUIS GARDEL



Si le roman de Gardel est aussi attachant, c'est que l'auteur réussit à concilier la fresque et l'intimité, la luxuriance du romanesque et l'étude plus fine et secrète des aléas du cœur.

Jean-Noël Pancrazi / Le Monde

Un roman de lumière, maîtrisé, fiévreux, magnifique, dont la beauté changeante tient des éternités du désert, un roman de pure émotion. Anne Pons / L'Express

C'est toute l'épopée de l'histoire coloniale au Maroc que traverse ce roman dévoré de passion. Louis Gardel recompose l'incroyable saga avec une telle ivresse de plume qu'on en reste ébloui.

Jean-Louis Esine / Le Nouvel Observateur

Editions du Seuil

## MARILIOGRAPHIE

### La renaissance des universités

DES SAVOIRS

Les universités qu'il y a quelques années encore étaient considérées comme des lieux de formation et de recherche, sont aujourd'hui devenues des lieux de consommation et de divertissement. Les universités sont devenues des lieux de consommation et de divertissement. Les universités sont devenues des lieux de consommation et de divertissement. Les universités sont devenues des lieux de consommation et de divertissement.

Les universités sont devenues des lieux de consommation et de divertissement. Les universités sont devenues des lieux de consommation et de divertissement. Les universités sont devenues des lieux de consommation et de divertissement. Les universités sont devenues des lieux de consommation et de divertissement.

### Radovan Karadzic menace de faire entrer les forces serbes à Sarajevo

Le responsable politique des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, a menacé de faire entrer les forces serbes à Sarajevo « si la force musulmane continue ses attaques » sur le front de la capitale bosnienne, à la suite des violents combats de dimanche, qui ont fait au moins vingt-cinq morts dans la ville. Dans une déclaration citée, lundi 31 mai, par l'agence serbe bosnienne SRNA, M. Karadzic, dénonçant « l'offensive » de l'armée bosnienne à Sarajevo, a déclaré que « si la force musulmane continue ses attaques, les soldats serbes seront forcés d'entrer dans Sarajevo pour délivrer leurs cinquante mille compatriotes qui sont en mauvaise posture dans cette ville ».

### Le Monde

Le Monde est un journal de référence. Le Monde est un journal de référence. Le Monde est un journal de référence. Le Monde est un journal de référence. Le Monde est un journal de référence.



## EUROPE

# L'Espagne désenchantée

Suite de la première page

L'Espagne a bougé bien sûr. Elle a changé certainement. Des mutations se sont opérées, rançon du modernisme. L'Espagne est devenue plus cool, plus tolérante mais aussi moins civique, plus indisciplinée et toujours aussi vivante, chaleureuse et noctambule.

La movida, cette explosion de vitalité dont les Espagnols disent qu'elle a été considérablement exagérée par les médias au-delà des frontières, et notamment en France, n'est plus qu'un lointain souvenir, mais la fiesta est encore un phénomène bien ibérique et le sera toujours. Tout reste encore prétexte à la fête. Chaque fin de semaine, dans les rues qui donnent sur le carrefour de la Gloriosa de Bilbao, à Madrid, la jeunesse se donne rendez-vous dans les bars, les clubs, les discothèques pour des nuits sans sommeil. La foule déborde de partout sur les trottoirs, verre à la main, pour célébrer le plaisir de se retrouver, de danser et de discuter sans fin. Là et ailleurs !

Au début de l'année, les tentatives de plusieurs municipalités à travers le pays - de fermer les bars à 3 heures du matin, à la demande des voisins, se sont soldées par des émeutes et de violents affrontements avec la police. « Que no te corten el rollo » (« ne laisse pas emmerder »), disaient les jeunes d'Alicante tandis que ceux de Logroño se sont enfilés dans l'église pour protester, au pied de Santa Maria de Palacio, contre les horaires restrictifs. Quelques semaines après, les anciennes habitudes ont partout repris le dessus.

Les bars, au nombre de 250 000 à 300 000, demeurent le lieu privilégié de rencontre, le carrefour de la vie sociale, le point de échanges et des événements familiaux, le point de ralliement de la jeunesse. Ce qui n'est pas sans poser de plus en plus le problème de la violence en raison notamment du cocktail explosif drogue-alcool. Deux fléaux qui minent la société espagnole. La drogue, tout d'abord, est devenue depuis quelques années un souci majeur des autorités. En dix ans, de 1982 à 1992, le nombre des victimes de surdose est passé de 61 à 805 (813 en 1991). Les sautes de baschich ont été multipliées par quatre,

celles de cocaïne par sept et d'héroïne par huit.

Des familles, des quartiers se sont regroupés pour lutter contre les dealers. Au mois de mai, des mères venues de Galice se sont rassemblées devant le palais de justice de Madrid pour défendre la « vie de leurs enfants » et demander une sanction exemplaire lors du procès d'un gros trafiquant arrêté à Vigo. A Alcalá de Henares, à proximité de la capitale, trois distributeurs fournissent des seringues stérilisées en échange des usages. « Un service de santé publique », a expliqué un responsable de la mairie à l'origine de cette initiative. Trois exemples pour illustrer l'importance du phénomène.

### « La culture des cafés »

La progression de l'alcoolisme dans la jeunesse prend également des proportions préoccupantes. Les jeunes commencent de plus en plus tôt et boivent de plus en plus. Il y a quelques semaines, un enfant de dix ans qui jouait au garçon de café avec ses petits amis à Almería est mort après avoir ingurgité pratiquement un litre de whisky et un autre de gin. Selon des enquêtes des communautés autonomes révélées par l'hebdomadaire *Cambio* 16, 97 % des Basques entre 16 et 24 ans boivent régulièrement de l'alcool en fin de semaine et 20 % des Andalous entre 14 et 20 ans sont au bord de l'alcoolisme.

« La culture des cafés », comme l'a celle du sociologue Gérard Imbert, directeur de l'Institut français de Madrid et connaisseur averti de la société espagnole, a inévitablement des effets négatifs. Il est coutumier de voir des bébés dans les bras de leur mère à minuit au comptoir d'un bar. Rien de plus normal, puisque « c'est une institution familiale », selon l'expression d'un autre sociologue, Amando de Miguel auteur d'une enquête sur la société espagnole 1992-1993.

Pour cet universitaire, les Espagnols sont cependant en train de redécouvrir le foyer, la maison, « ce qui est totalement contraire à notre tendance naturelle puisque nous avons toujours vécu dans la

rua ». De nombreux indices sont révélateurs de cette tendance, comme le développement du bricolage, l'augmentation du nombre d'animaux domestiques et d'heures passées devant la télévision, le culte de la cuisine. La nouvelle vedette de la télévision est précisément un cuisinier, Karlos Arguiñano avec son émission « Le samedi, je cuisine ». Une sorte de Raymond Oliver pour apprendre à préparer des plats simples.

Cela dit, ce n'est pas demain que quarante millions d'Espagnols vont se transformer en « *ama de casa* » (femme au foyer) et désertar les terrasses et les restaurants pour le traditionnel repas en famille du dimanche ou la célébration des commémorations et des baptêmes. Et pourtant - mais ce n'est pas tout à fait la même chose - il existe indubitablement un phénomène d'idéalisation des racines, du village natal, un romantisme du retour aux origines. La « *patria chica* » (petite patrie) dont parle Amando de Miguel, et qui fait désormais dire aux gens « qu'ils sont d'une ville au lieu d'être d'une région, d'un pays ». Peut-être une réaction contre le rapprochement des nations au sein de l'Europe, le nivellement des valeurs, l'uniformisation et la réduction du monde.

Ce besoin de refuge peut aussi s'expliquer par le manque de mobilité sociale qui caractérise l'Espagne d'aujourd'hui. « Tout s'est gelé au cours de ces dix dernières années. Maintenant plus personne ne bouge. Tout le monde est à sa place », déplore Amando de Miguel, constatant qu'il est plus facile pour lui d'aller enseigner à Paris qu'à Copenhague qu'à Valence en raison des pesanteurs héritées du système des autonomies. Une sorte de pétrification, source d'une paralysie qui constitue un handicap certain pour l'économie du pays.

### Les femmes « clefs du changement »

Au cours des trente dernières années, le tissu social s'est modifié à une vitesse extraordinaire pour finalement se figer. Alors que, dans les années 50, la moitié de la population était constituée d'agriculteurs, ceux-ci, aujourd'hui, ne représentent que 8,6 % de la population active (1,3 million). Ce bouleversement a donné naissance à une classe moyenne et a accéléré le rapprochement des villes et des campagnes. Les modes de vie se sont uniformisés, homogénéisés.

En revanche, alors que la génération des années 60 résistait au changement, l'actuelle se précipite vers la nouveauté et démontre, selon l'enquête réalisée par Amando de Miguel, « une forme d'esprit expérimental pour ce qui vient de l'extérieur, pour ce qui est nouveau, pour ce qui va à l'encontre des usages traditionnels ». Le fameux mimétisme caractéristique de la société espagnole d'aujourd'hui a remplacé, à l'opposé, cette résistance aux influences extérieures qui lui faisait refuser, il y a pas si longtemps, les jeans et le coca-cola.

Tout cela donne quelquefois lieu à des images-choques, rapprochements décalés où la soutane côtoie encore la coupe punk iroquois, et la traditionnelle voilette, le bustier provocateur. Puisque

miste, sans idéal sinon celui de reproduire le modèle familial et encore, le plus tard possible. Une génération molle, sans ambition ni désir sinon celui de gagner de l'argent et de vivre le mieux possible. Toutes les études le démontrent, les jeunes Espagnols restent de plus en plus longtemps au foyer familial. 70 % des 18-29 ans mijotent avec papa et maman dans un double confort plutôt que de s'installer ou de se marier. Il n'est pas rare d'ailleurs que de jeunes couples continuent de vivre avec les parents.

Plus que partout ailleurs et surtout en période de crise, la famille joue le rôle d'un matelas protecteur qui permet à la jeunesse de refuser jusqu'à l'ultime moment l'entrée effective dans le monde des adultes, la prise de

fait remarquer Amando de Miguel, les Espagnols ont cru que la démocratie serait la solution à tous leurs problèmes, la recette miracle. Après la mort de Franco, comme la transition traînait en longueur, les Espagnols se sont pris à douter des vertus de la démocratie. Il y eut un premier *desencanto*.

Aujourd'hui, après plus de dix ans d'être socialistes et une déception certaine en raison du chômage, de la corruption et d'un rêve évanoui, le pays est victime d'un autre « *desencanto* ». Beaucoup plus sérieux apparemment. « Le problème n'est plus, dit José Luis Abellán, professeur analyste de la pensée espagnole, de savoir qui peut gagner les élections mais qui peut faire face à la situation de désorientation intellectuelle et de dévalorisation sociale dans laquelle s'est placée la société espagnole mettant ainsi en péril le système démocratique lui-même. »

### Le déclin des passions

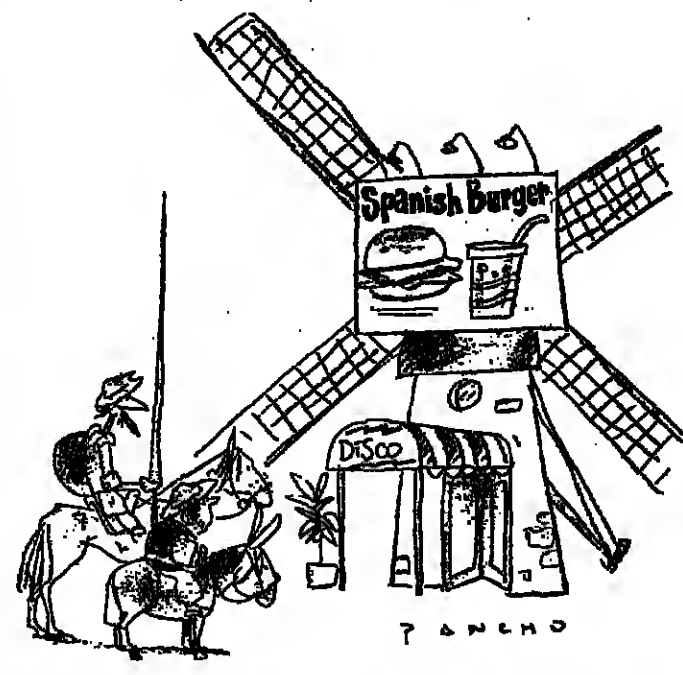
Les Espagnols sont déabusés. Trois sur quatre ont la télévision en couleur. Ils n'ont jamais été aussi bien nourris, aussi bien soignés, aussi bien équipés mais ils ne font pratiquement plus d'enfants (1,1 pour mille), sont de plus en plus « *dépassionnés*, conformistes et faibles », selon une enquête sur « les nouvelles valeurs de la société espagnole », et désertent de plus en plus les églises.

De 1960 à nos jours, la pratique religieuse est passée de 76 % à 13 %, d'après l'étude de Amando de Miguel. Ce qui ne signifie pas forcément la perte de la foi. 70 % des Espagnols croient en Dieu, et la grande majorité respecte la hiérarchie catholique. « Ce qui a presque disparu », dit le sociologue, c'est la notion de péché. Ce qui va de pair avec la disparition d'une forme de morale. Presque la moitié des jeunes de 18 à 30 ans ne voient aucun mal à acheter des objets volés ou à commettre l'adultère. Le débridement des mœurs, le culte de l'argent et le développement de l'individualisme au cours des années 80 ont donné « une société qui ne croit plus qu'aux valeurs comptables », selon le sentiment du chanteur Miguel Ríos.

Elle est bien finie l'Espagne guerrière, rigoureuse, intrinsèque, passionnée. C'est aujourd'hui « une société de gens libres et bien alimentés qui mènent une vie plutôt ennuyeuse », résume Amando de Miguel. L'ennui se corrige par un maximum de fêtes, de bruit et de comportement grégaire. « En fait, conclut-il avec beaucoup de précaution, les seuls survivants de l'Espagne d'avant, de celle d'il y a cent ans, ce sont les *etarras*, les nationalistes basques ». De quoi, pour un Castillan, avaler son chorizo de travers.

MICHEL BOLE-RICHARD

Prochain article : Une « nation de nations »



l'on parle des femmes, elles sont, selon Amando de Miguel, « les clefs du changement social ». Ce sont elles qui illustrent le mieux les bouleversements de la société. Elles occupent de plus en plus de hauts postes. La première femme présidente de l'une des dix-sept communautés autonomes, celle de Murcie, vient de prendre ses fonctions. Il y a un million de femmes actives de plus qu'il y a dix ans alors que le nombre des hommes n'a pratiquement pas bougé. Elles sont plus nombreuses que les hommes dans les universités (51,3 % contre 49,7 %).

Alors, le célèbre machisme - d'ailleurs originaire du Mexique - est-il promis à une mort prochaine ? Pilar ne le pense pas car, dit-elle, « nous sommes des *Latinas* ». Elle appartient, selon ses dires, à « une génération sandwich », celle des quadragénaires qui s'est affranchie professionnellement de la tutelle des hommes mais qui n'est pas encore parvenue à faire partager les tâches ménagères par le mâle. L'espace d'une autre génération et cela va changer sans aucun doute pour cette mère de famille de trois enfants qui, à quarante ans, « préfère nettement vivre en 1993 dans un pays plus ouvert, dans un monde plus tolérant, offrant infiniment plus de possibilités » qu'il y a seulement vingt ans. Une évidence !

Depuis le début des années 70, à l'heure du franquisme finissant, « tant de choses ont basculé », selon Clemente. D'abord, l'Espagne est devenue démocratique et ce n'est pas une mince affaire que d'avoir franchi tant d'embûches, d'avoir définitivement levé l'hypothèque que constituait le pouvoir des militaires même si, aujourd'hui, cet état de fait apparaît normal à la nouvelle génération. Franco est mort, pas oublié mais ignoré. « L'ablation de la mémoire historique », selon le mot d'un sociologue pour caractériser ce refoulement d'un passé encore si proche.

La notion de patrie est devenue pratiquement étrangère à la jeunesse. L'objection de conscience est revendiquée par un nombre d'adolescents de plus en plus important (35 700 en 1992 contre seulement 5 300 en 1986) et donne lieu à un mouvement de contestation très vif. Vingt-sept insonnis sont actuellement emprisonnés. « Les jeunes sont contre le service militaire parce qu'ils n'ont pas confiance dans les grandes institutions, ni dans l'église, ni dans les partis, ni dans les syndicats. Il y a de moins en moins de militants constate Amando de Miguel, ce qui ne veut pas dire qu'ils sont égoïstes. »

Pour Gérard Imbert, « la nouvelle génération n'a aucun modèle positif à reproduire. Elle s'est distancée de la politique, du civisme, pour devenir hédoniste, confor-

responsabilités. Ce phénomène explique par ailleurs pour les sociologues cette tendance des Espagnols à se prononcer en faveur de la légitimité instaurée, pour le pouvoir en place en se disant en substance : « On sait ce que l'on tient mais on ne sait pas ce qu'on peut avoir. »

Une sorte de conservatisme naturel bizarrement allié à un penchant pour transgresser ce que Carmen appelle « l'éducation civique, le respect de l'autre, les bonnes manières ». Les Espagnols sont les premiers à le reconnaître, « ils sont des individualistes forcés », bafouant allègrement le sens commun. Ce qui veut dire qu'ils peuvent garer leur voiture en double file et partir en fermant la portière à clef sans se soucier de l'autre.

Le laxisme envers les règlements s'expliquerait selon Pilar par la croyance selon laquelle la démocratie est synonyme de permission de tout faire. Les pouvoirs publics ont d'ailleurs plus de mal à sévir qu'ils critiquent d'être taxés d'autoritarisme, un travers qui relève du passé insupportable du franquisme et qu'il faut donc à jamais reléguer aux oubliettes. Cependant, comme le

## PRATIQUE FISCALE

# C'est tout réfléchi.



...et aussi :  
des guides spécialisés,  
des périodiques d'actualité  
et de jurisprudence,  
une encyclopédie sur fenilles  
mobiles, des logiciels de calcul  
d'impôts, des services  
télématiques et vocaux.

Parce que vos décisions sont souvent lourdes d'implications fiscales, celles-ci méritent mûre réflexion.

Avec les Editions Francis Lefebvre, c'est tout réfléchi.

Vous agissez en parfaite sécurité.

Pour toute information, n'hésitez pas à nous adresser  
aux EDITIONS FRANCIS LEFEBVRE  
5, rue Jacques Bligny - 75 017 Paris - Tél. : (1) 47 63 12 60  
ou consultez le service minitel : 36 17 code EFL

EDITIONS  
FRANCIS  
LEFEBVRE

LPA ÉDITION - 40 15 05 75



**VENTES PAR ADJUDICATION**  
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS  
TEL. : 40.75.45.45 - FAX. : 45.63.89.01  
MINITEL 36.15 Code A37 puis OSP

### APPARTEMENT à PARIS 10<sup>e</sup>

51, rue du Faubourg-du-Temple  
composant 2 pièces principales - Loué  
Mise à Prix : 100 000 F  
M<sup>rs</sup> Yves TOUILLIE, avocat à Paris 9<sup>e</sup>, 48, rue de Clichy.  
Tél. : 48-74-45-45 - M<sup>rs</sup> BELHASSEN-POITEAUX, mandataire  
Liquidateur à Paris, 39, rue Etienne-Marcel.  
Visite le 7 juin 1993 de 14 h 45 à 15 h 45.

### APPARTEMENT à PARIS 16<sup>e</sup>

21, rue Pierre-Guérin et 8, rue Bosio  
au 3<sup>e</sup> étage, porte gauche, comprenant : entrée, salon, salle à manger,  
2 chambres, cuisine, salle d'eau avec w.c., dégagement - CAVES au sous-sol.  
MISE à PRIX : 570 000 F  
S'adresser à M<sup>rs</sup> Denis TALON, avocat à Paris 1<sup>er</sup>, 20, quai de la Mégisserie.  
Tél. : 40-26-06-47 - A tous avocats postulant près le TGI de Paris.  
Au Greffe des Créances au Palais de Justice de Paris où le cahier  
des charges est déposé - et sur les lieux pour visiter.

### LA VILLE DE PARIS vend LIBRES

En la Chambre des Notaires de Paris, place du Châtelet  
le MARDI 15 JUIN 1993, à 14 h 30  
**4 APPARTEMENTS 2, 4 et 5 P.**  
(Dont 1 APPART. 2 P. avec TERRASSE de 75 m<sup>2</sup> env.)  
à PARIS (16<sup>e</sup>)  
Entre le bd SUCHET et le CHAMP de COURSES d'AUTEUIL  
M<sup>rs</sup> BELLARGENT, notaire associé, 14, rue des Pyramides, PARIS 1<sup>er</sup>  
Tél. : 44-77-37-48 et 44-77-37-34.  
VISITES sur place, 23, av. du Maréchal-Lyautey, les 3, 5, 7, 10, 12  
et 14 JUIN 1993, de 10 heures à 13 heures.



## De nouvelles et violentes manifestations ont eu lieu à Solingen

La police a dû s'interposer pour empêcher la fin de incidents entre les deux groupes. Les manifestants de gauche d'Ankara, mais aussi les nationalistes ont eu lieu ensuite entre manifestants et policiers. Au cours de la nuit, les émeutiers, un nombre de 150 contre 300 la nuit

Le ministre allemand des affaires étrangères a lancé, conjointement avec l'ambassadeur de Turquie à Bonn, un appel au calme aux Turcs vivant en Allemagne. M. Kinkel doit assister jeudi aux funérailles des victimes, ainsi que Rudolf Seiters, le ministre de l'intérieur. M. Kinkel se rendra également vendredi en Turquie pour une autre cérémonie. — (AFP, AP, Reuters.)

## Les démocrates doivent faire face à l'alliance « des bruns et des rouges »

La séance a été ouverte par Andreï Kozyrev, le ministre russe des affaires étrangères, dont la pré-

voyage à Moscou comme un acte de soutien à l'ensemble du « camp de la démocratie » russe, prenant tout à fait au sérieux le nouveau

**LUC ROSENZWEIG**

□ **ROYAUME-UNI** : un tuf dans un attentat en Irlande du Nord... Un membre des forces de sécurité a été tué lundi 31 mai près de Londonderry dans l'explosion d'une bombe sous sa voiture, selon la police, un lendemain du meurtre d'un catholique près de Belfast, revendiqué lundi par un groupe protestant paramilitaire l'otéridit. « Les commandos de la majorité rouge ». - (AFP.)

Les chances d'une victoire à l'automne d'une coalition favorable aux réformes ont été renforcées avec la décision de M. Welesa, annoncée également lundi, de promulguer la nouvelle loi électorale, qui permettra de limiter le nombre de partis représentés au Parlement. — (AFP, Reuter.)

Pendant ce temps, des voix s'élèvent, dans la classe politique et dans la presse, pour réclamer la destitution du chef de l'Etat. Le ministre de la culture, Sheikh Rasheed, a déclaré que, « dans son désir de détruire Nawaz Sharif », le président « est maintenant en train de détruire le pays ». Craignant une

□ **SAINT-MARIN** : le gouvernement garde la majorité. - La coalition gouvernementale (Parti démocratique chrétien et Parti socialiste) de Saint-Marin, République de 60 kilomètres carrés et de 20 000 habitants sur l'Adriatique, à l'est de Florence, a gardé la majorité des sièges au Grand Conseil, lors d'élections qui se sont tenues dimanche 30 mai. - (AFP)

**Le meilleur du confort.**

\* Bonus de bienvenue accordé si le premier voyage est effectué dans les trois mois suivant l'inscription.



## AFRIQUE

Le sommet économique de Libreville

### Quand les Noirs américains irritent les chefs d'Etat africains...

Un millier de Noirs américains et quinze chefs d'Etat africains ont participé au deuxième sommet économique entre Africains et Afro-Américains (après celui d'Abidjan, en 1991), qui s'est achevé vendredi 26 mai dans la capitale gabonaise. Plusieurs personnalités américaines se sont vu offrir la nationalité gabonaise, gabonaise ou ivoirienne en cours de cette rencontre, organisée par le pasteur américain Leon Sullivan, président de la Fondation internationale pour l'éducation et l'autosuffisance.

LIBREVILLE

de notre envoyé spécial

En prenant l'initiative d'offrir au Révérend Sullivan un passeport gabonien, le président Dawda Jawara ne se doutait sans doute pas de la réaction qu'il allait déclencher dans la salle. Dans un tonnerre d'applaudissements, l'instigateur de ce forum s'empara d'un micro et, comme dans une église du Bronx, se lança dans un discours improvisé, mêlant incantations divines et références historiques.

« La révo de N'Krumah et de Martin Luther King vient de se réaliser », s'écria le vieil homme aux cheveux blancs. Des dizaines de milliers de jeunes Afro-Américains vont commencer à traverser ce pont entre l'Amérique et l'Afrique que nous construisons aujourd'hui. Il n'en fallait pas plus pour que l'auditoire se lève. « Yeah... »

« Go ahead! » (« Oulà... continue! »). M. Sullivan n'attendait visiblement que ça pour poursuivre : « Ils nous ont séparés de nos ancêtres, de notre héritage, de nos racines. Jesse Jackson, ancien candidat à l'investiture démocrate, et Andrew Young, ancien maire d'Atlanta, pleuraient à chaudes larmes. « Ils ne nous feront plus jamais ce qu'ils nous ont fait. » « Plus jamais », martela le révérend baptiste devant un public au bord de l'hystérie.

Les quinze chefs d'Etat africains observaient la scène, circonspects. Ils n'avaient pas encore tout vu. Un autre prédicateur américain, musulman cette fois, Louis Farrakhan, le chef du mouvement intégriste Nation of Islam, prit la parole, entouré de ses quatre épouses voilées. « Nous sommes toujours des esclaves, nous allons dans les capitales d'Amérique et d'Europe comme des mendiants », dit-il avant de se lancer dans une violente diatribe contre la France : « Tous les pays francophones sont liés à la France et le sang du colonialisme recouvre tous les leaders francophones. » Applaudissements dans la salle. Grimaces parmi les chefs d'Etat.

« Pas besoin de maîtres français »

Ce n'était pas terminé. « Nous n'avons pas besoin de maîtres français pour nous dire comment éduquer nos enfants. » Discrettement, le Révérend Sullivan tenta d'interrompre l'insolent. « Juste une minute! », répondit Louis Farrakhan. Une minute pour accabler les présidents africains : « Comme

leaders, nous vivons dans de belles maisons, nous portons de beaux vêtements, nous conduisons de belles voitures, mais nos peuples n'ont rien à manger! ». Le chef des Black Muslims, visiblement ravi, avait auparavant été reçu par le président Omar Bongo, dans son imposant palais de marbre.

Cette grand-messe fut également une tribune pour le secrétaire d'Etat adjoint américain pour les affaires africaines, qui rochait le nouveau discours de la Maison Blanche sur l'Afrique. M. George Moose, lui-même afro-américain, se fit le chantre de la libre entreprise et de la démocratie. « Les concepts de démocratie sont profondément enracinés dans les traditions sociales et politiques de l'Afrique », affirme l'ancien ambassadeur des Etats-Unis au Sénégal. « Il faut maintenant adapter et appliquer ces traditions à la gestion d'un Etat moderne (...), ajouta-t-il, les citoyens africains demandent la fin de la corruption et de la délégitimation ».

Interrogé sur ses relations avec la France, à la suite de l'offensive diplomatique américaine et de l'activisme des compagnies pétrolières d'outre-Atlantique dans les pays francophones, M. Moose répliqua : « Il n'est pas question d'une concurrence quelconque; ce qui est important, c'est une meilleure collaboration entre les amis de l'Afrique pour voir dans quelle mesure nous pouvons concourir nos efforts. »

La grand-messe s'acheva sur une fausse note, illustration du manque de coordination entre les Américains et les Africains,

observé tout au long des débats. Au moment où le Révérend Sullivan s'apprêtait à lire la communiqué final, le président Omar Bongo, visiblement agacé, comme le plupart de ses homologues, demanda une suspension de séance. « Nous ne pouvons pas rendre public un document que les chefs d'Etat n'ont pas encore vu », affirmait-il.

La « Déclaration de Libreville » fut finalement dévoilée : les participants ont émis le souhait d'une annulation immédiate de la dette africaine et invité le groupe des sept pays les plus industrialisés à inscrire cette question à l'ordre du jour de leur prochaine réunion. Le seul résultat tangible de ce sommet aura été la signature d'un accord entre le Nigeria et la Fondation dirigée par le Révérend Sullivan, sur le forage de 50 000 puits destinés à l'irrigation des terres du nord du Nigeria.

Avant de se séparer, les participants ont promis de se retrouver dans deux ans à Abuja, capitale fédérale du Nigeria, bien qu'il y ait eu visiblement malentendu sur la finalité de ce forum. Les Afro-Américains étaient d'abord venus à Libreville pour célébrer en grande pompe, dans une sorte de psychothérapie de groupe, le retour vers l'Afrique. Les Africains attendaient, eux, des engagements financiers, « un véritable partenariat économique », comme l'a précisé le premier ministre ivoirien, M. Alassane Ouattara.

JEAN-KARIM FALL

BURUNDI : premier scrutin pluraliste

### L'élection présidentielle est un test de l'apaisement des rivalités ethniques

Sous le regard d'une centaine d'observateurs étrangers, 2 360 000 électeurs burundais étaient appelés, mardi 1<sup>er</sup> juin, à élire leur président. Ce premier scrutin pluraliste entre dans le cadre de la politique « d'unité nationale » visant à réduire les tensions entre les communautés tutsis et hutus, mais les clivages ethniques demeurent.

BUJUMBURA

de notre envoyé spécial

Au nord, le Rwanda en proie à la guerre civile, à l'est, l'anarchie zairoise, au sud, la dictature malawite : dans cet environnement tourmenté, le Burundi fait figure de pays politiquement avancé mais à la merci d'un coup de vent. L'Institut national démocratique (IND) basé à Washington, qui a suivi la période préélectorale depuis deux mois, a relevé « un climat de coopération ». Après une mission d'évaluation qui avait conclu à des conditions favorables au déroulement d'un scrutin honnête, l'organisme américain a accepté de superviser cette élection.

Trois candidats briguent la présidence, mais celui du Parti de la réconciliation du peuple (PRP, monarchiste), M. Pierre Claver Sindigweya, est d'ores et déjà gratifié d'un score insignifiant. Tout se joue entre le président sortant, Pierre Buyoya, de l'Unité pour le progrès national (UPRONA, au pouvoir depuis l'indépendance), et Melchior Ndadaye, du Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU, légalisé en mars 1992).

L'enjeu est de taille, dans un pays où l'histoire a été marquée par de sanglants massacres ethniques. M. Buyoya, quarante-quatre ans, au pouvoir depuis septembre 1987, parle sur la politique de réconciliation nationale qu'il a lancée au lendemain des derniers massacres, ceux de l'été 1988, qui firent, dans le nord du pays, entre cinq mille et vingt-cinq mille morts, selon les sources. Il a large-

ment ouvert le gouvernement, le parti et les institutions aux Hutus (85 % de la population), totalement exclus du pouvoir depuis le début des années 70. Parallèlement, il a fait approuver par référendum une Charte de l'unité nationale, puis une nouvelle constitution instaurant le multipartisme (mars 1992).

Son principal rival, M. Ndadaye, quarante ans, a dévoué ces démarches, estimant que l'opposition n'y avait pas été associée, et que cette politique laisse de côté beaucoup d'exclus. « Les Hutus qui participent au gouvernement ne sont que des collabos », assure un militant de son parti, le FRODEBU. Assis à la terrasse de son palais, qui surplombe la capitale et le lac Tanganyika, le président Buyoya réplique posément que « l'opposition a toujours une phase de retard, car ce qu'elle dénonce n'est plus vrai aujourd'hui ». « L'unité nationale est en bonne voie », explique-t-il, il faut encore l'approfondir de manière à créer un pouvoir burundais où toute trace d'ethnocentrisme aura disparu.

Résultat

incertain

Le « grand réconciliateur » affirme qu'il a complètement transformé l'ancien parti unique qui, dans l'esprit de beaucoup, reste pourtant associé aux massacres tribaux. Pour le FRODEBU, l'UPRONA trahira toujours ce boulet, d'où son impopularité. A l'inverse, du côté du pouvoir, on répète à qui veut l'entendre que le parti de M. Ndadaye est infiltré par le Palipehutu, un mouvement extrémiste qui milite pour la domination exclusive des Hutus. A partir de ses bases au Rwanda, celui-ci a tenté de soulever la population du Nord, en novembre 1991. L'armée burundaise a rapidement étouffé ce début de révolte, au prix de quelque cinq cents morts (officiellement). Mais M. Ndadaye se défend vigoureusement d'une quelconque accointance avec le Palipehutu : « Si nous étions infiltrés par ces gens, la campagne aurait été marquée par des violences. »

Le scrutin s'annonce sinon serré, du moins incertain. Après avoir constaté l'émotion qui émanait des rassemblements du FRODEBU, dans les collines de l'arrière-pays, un observateur déduit que ce parti représente surtout une chance, pour les Hutus, d'accéder enfin au pouvoir. L'incertitude plane sur les lendemains de l'élection : si le FRODEBU l'emporte, il sera difficile de savoir si M. Ndadaye a été élu pour ses idées ou sa qualité de Hutu. En revanche, si l'UPRONA gagne, il sera clair qu'une bonne partie de la population aura dépassé les clivages ethniques.

Enfin, comment l'armée, dernier refuge des extrémistes tutsis, réagira-t-elle en cas de victoire du FRODEBU ? Un coup de force des militaires n'arrangerait pas les milieux d'affaires, également dominés par les Tutsis. Mais on assure, ici, que le major-président a su rendre l'armée légaliste. A l'inverse, le sentiment de frustration qui surgit parmi les adversaires du régime, en cas de défaite du FRODEBU, risque de bénéficier aux extrémistes du Palipehutu. Les premiers pas de la démocratie burundaise sont semés d'embûches.

JEAN HÉLÈNE

### Un trou noir pour l'expansion de votre univers



### PCM-CIA 2.0

Les trous noirs de tous nos nouveaux modèles portables, y compris les modèles T1900 et T4600, semblent minuscules et insignifiants, mais leur pouvoir d'attraction va bouleverser l'univers de l'informatique. Ils renferment le dernier cri en matière de possibilités d'extension : les connecteurs au standard industriel PCM-CIA 2.0. PCM-CIA 2.0 est synonyme d'évolution. Disques durs,

cartes réseau et cartes fax-modem au format carte de crédit donnent à votre portable Toshiba une puissance et une souplesse qu'aucun ordinateur de bureau ne peut égaler. C'est pourquoi tous nos nouveaux modèles sont équipés de PCM-CIA 2.0.

Nul ne peut résister à l'attraction de ces trous noirs. Pour en savoir plus, contactez Toshiba au (1) 44.67.68.67 ou 3615 Toshiba.



L'Empreinte de Demain  
**TOSHIBA**

**Le Monde**  
DES LIVRES

**LE PLAISIR  
DE  
LIRE**

Chaque jeudi dans le  
Monde daté vendredi



مركز العمل

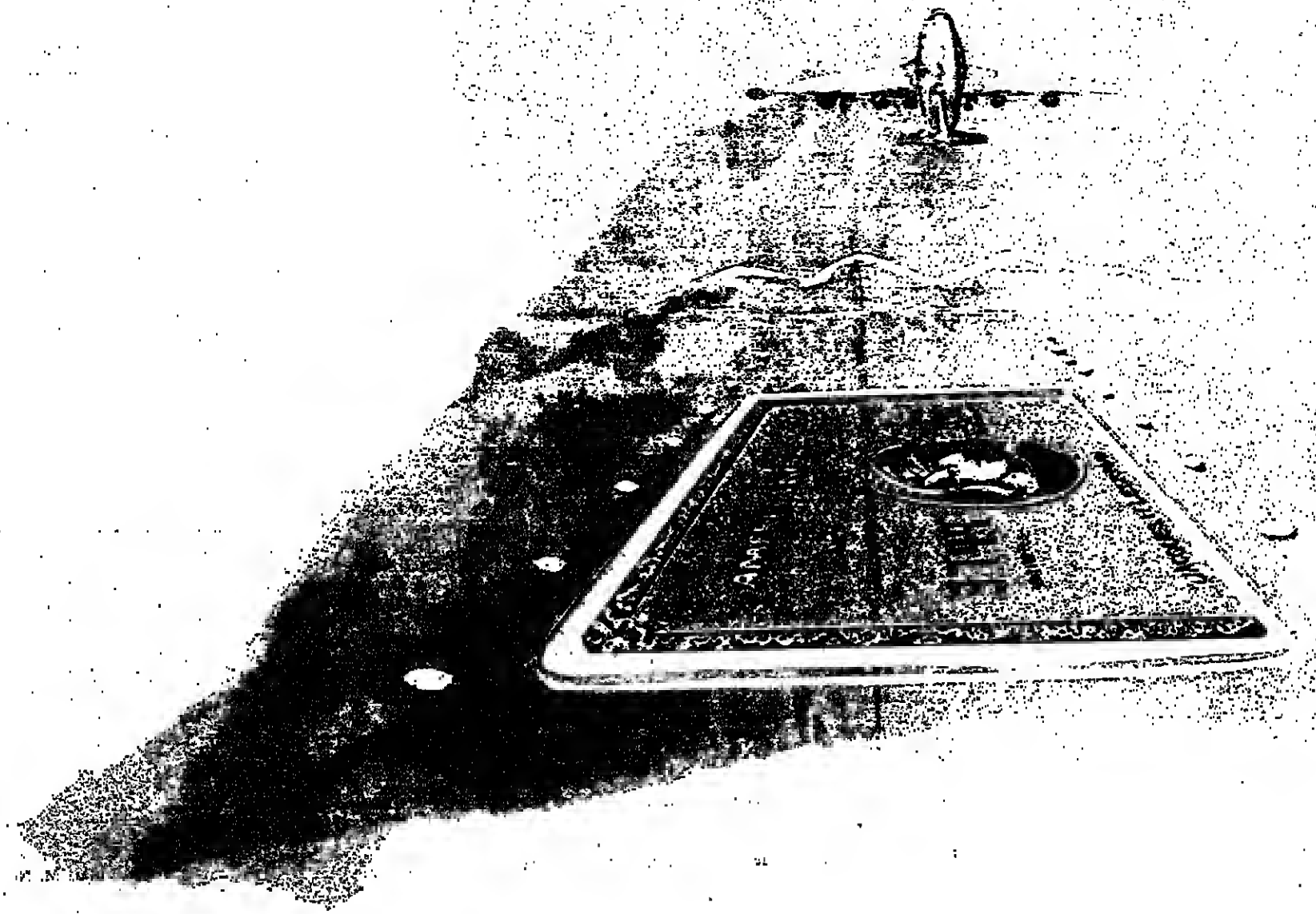
**BURUNDI : vers un certain pluralisme**

**élection présidentielle est un test**  
**maîsement des rivalités ethniques**

Après deux semaines de négociations, le gouvernement burundais a annoncé hier, mardi 1er juin, la tenue d'élections présidentielles et législatives. Ce processus, qui a été précédé par une série de consultations et de négociations, est considéré comme un test pour le maîsement des rivalités ethniques. Le gouvernement a déclaré que ces élections sont une étape importante vers la construction d'un État démocratique et pluraliste. Les opposants ont également exprimé leur soutien à ce processus, soulignant l'importance de la transparence et de l'équité dans les élections.

**Résultat incertain**

Le résultat des élections est incertain. Les tensions ethniques restent présentes, et les opposants craignent que les élections ne soient manipulées. Cependant, le gouvernement insiste sur son engagement à organiser des élections libres et équitables. Les observateurs internationaux seront présents pour surveiller le processus électoral.



**La Carte American Express vous présente**  
**Membership Miles.**  
**La nouvelle manière de voyager. *Gratuitement.***

Regardez bien la Carte American Express,  
elle est toujours la même et pourtant, tout change.  
Désormais, chaque fois que vous utilisez  
la Carte American Express, en France comme à l'étranger,  
vous gagnez des Miles American Express,  
que vous pouvez transformer en billets d'avion gratuits  
par l'intermédiaire des programmes de fidélité  
de nos compagnies aériennes partenaires :  
Air France et Continental Airlines.  
Alors pour capitaliser les Miles  
et accroître la distance du voyage auquel vous avez droit,  
misez donc sur la Carte American Express, et vous aurez l'impression de décoller !  
Pour toute information, (1) 47 77 75 72 ou 3615 Amex.

Le Monde  
DES LIVRES

LE PLAISIR  
DE  
LIRE



Chaque fois que vous pensez à elle, la Carte American Express pense à vous





## AMÉRIQUES

VENEZUELA : un entretien avec le président suspendu pour détournement de fonds

### Carlos Andres Perez prétend être un « bouc émissaire »

Suspendu par le Sénat, le président vénézuélien Carlos Andres Perez, dont le procès pour détournement de fonds s'est ouvert le 27 mai devant la Cour suprême, affirme, dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, payer pour dix ans de décadence de la classe politique. Il n'explique toutefois pas ce qu'il est advenu des 17 millions de dollars de fonds secrets qui ont transité par son bureau en 1989.

CARACAS

de notre envoyé spécial

« Moi un voleur ? C'est absurde. J'ai soixante-dix ans. M'arrêter pour quoi faire ? Pour avoir un cercueil en or ? » Un éclat de rire ponctue cette prophétie funèbre. A le voir si sûr de lui et presque détendu à son bureau de la Casana, la résidence officielle des chefs d'Etat, où il s'est installé depuis sa suspension par le Sénat, on jurerait qu'il est encore au palais présidentiel de Miraflores.

Le protocole est le même : soldats d'élite en beret rouge, « gorilles » portant des talies-vagues dans les couloirs, antichambre où patientent industriels, ministres, politiciens et équipes des chaînes de télévision américaines. La Casana est une ruche bruyante et Carlos Andres Perez reçoit, sans désamparer comme le président constitutionnel qu'il est encore en titre.

Il intervient même s'il ne gouverne plus. Il se déplace en province. Il est interdit de voyage à l'étranger, mais le téléphone international sonne sans arrêt pendant l'entretien. Il a appelé le président Serrano, du Guatemala, pour lui faire des « remontrances » après son coup d'Etat civil ; il a consulté plusieurs chefs d'Etat d'Amérique centrale sur cet événement « tellement négatif pour la démocratie en Amérique latine ». Il fait comme si, il continue sur sa lancée de président-médiateur, dynamique et influent. Pour combien de temps encore ?

Là est la faille. Il offre sans doute un visage impénétrable face à l'adversité. C'est un Andin, né dans les montagnes du Tschir, à la frontière colombienne, un dur, dans la lignée des caudillos civils ou militaires du début du siècle. Mais à l'intérieur, manifestement, il est blessé. Il se touche la poitrine. « Comment, dit-il, peut-on me traiter comme un vulgaire délinquant, moi qui ai plus de cinquante ans de vie militante, qui ai connu les exils, les prisons, la clandestinité, la lutte victorieuse contre les guerillas prosoviétiques des années 60 et qui ai participé à une force active à la pacification en Amérique centrale dans les années 80 ? Le seul Vénézuélien à avoir été élu deux fois à la présidence et qui a eu le courage, en 1989, d'adopter la seule politique économique possible à ce moment-là. Je suis un bouc émissaire. Je paie dix ans de décadence évidente de la classe politique. »

#### « J'ai fait quelques erreurs »

Un silence. « Si je n'étais pas tellement convaincu de mon innocence, alors, oui, je préférerais le mort. Mais pas l'échafaud où vont me conduire les aigles, les jaloux, les ambitieux, ceux qui réclament la liberté pour les pouschistes de 1992. Cette mort-là, je n'en veux pas. J'étais le couvercle. On l'a fait sauter. Maintenant la marmite bout et ça se voit. La confusion, l'indécision, les petites querelles partisans et méprisables, la paralysie du pays, tout cela est très dangereux et me préoccupe bien plus que mon sort personnel. Quand il y a vide de pouvoir, les militaires sont toujours disposés à le remplir. »

« Il est vrai, dit un diplomate, que ce procès exceptionnel est aussi un exorcisme. La société vénézuélienne croit que la chute de Perez est la condition sine qua non pour une relance de la démocratie et pour une solution de la crise économique. » Carlos Andres Perez continue pourtant à se croire très populaire. « Je reçois, dit-il, des milliers de messages me demandant de ne pas démissionner. Caracas, oui, est radicale et frondeuse, mais pas le Venezuela profond. »

Fourtant, au fil des jours, il a inféchi sa position. Il se dit prêt maintenant « à remettre immédiatement tous les pouvoirs à un président provisoire » si ce dernier « faisait du bon travail » et si lui-même « pouvait revenir à Miraflores et être réélu ». Il s'accroche encore à ce rêve un peu fou d'une absolution par les juges et d'une résurrec-

tion solennelle qui le laverait de toutes les accusations. Alors, là, oui, il partait le cœur léger. Il admet aussi avoir « fait quelques erreurs de bonne foi ». Mais lesquelles ? Alors il se tait. Les 17 millions de dollars de fonds secrets détournés ou mal utilisés depuis 1989, motif officiel de sa mise en accusation ? Il concède « une erreur administrative incompressible » dans le processus de transfert de fonds. Selon lui, l'accusation est « absurde », car « ce n'est pas le président qui gère les fonds secrets utilisés pour la sécurité de l'Etat, mais les ministres », encore qu'il admette « être bien entendu informé. »

#### L'ironie de l'Histoire

Il semble encore espérer que son procès sera terminé avant le 2 février 1994, date de la passation officielle des pouvoirs (une élection présidentielle est prévue pour décembre). Les magistrats laissent déjà entendre qu'un délai de plusieurs mois est probable. En outre, il n'est pas exclu que d'autres accusations viennent se greffer sur la première.

« C'est la partie visible de l'iceberg », affirme Teodoro Petkoff, dirigeant du MAS, socialiste, qui soutient maintenant la candidature de l'ex-président démocrate-chrétien, Rafael Caldera. « Carlos Andres Perez risque de tomber sur un détail de procédure, comme Al Capone avec ses impôts... » Même son de cloche dans l'entourage de Ramon Escovar Salom, le procureur général et principal accusateur du président. « Beaucoup de gens, dit-il, sont prêts à lancer d'autres attaques. »

« Ce qu'on reproche en vrac à

Perez, ajoute un diplomate, c'est un plan économique d'austérité approuvé par toute la classe politique en 1989 mais qui a durément frappé le peuple et les classes moyennes. C'est aussi de nombreux cas de corruption, tolérés pendant son premier gouvernement, de 1974 à 1979, au moment du boom pétrolier, mais qui reviennent à la population à l'heure des restrictions. C'est son style de gouvernement peu enclin aux concessions, son goût pour les affaires internationales au détriment de l'industrie domestique, son penchant pour le spectacle : ses largesses envers ses amis politiques étrangers en difficulté. C'est enfin sa fidélité à des collaborateurs impliqués depuis deux ans dans des affaires de pots-de-vin et d'achats d'armes. »

La vox populi est éloquent. Caracas a poussé un soupir de soulagement en apprenant la chute d'un président booni. Pour la majorité, la page est tournée bien que le procès puisse réserver des surprises. Ses adversaires les plus résolus s'exaspèrent de sa présence à la Casana. « Ce n'est pas constitutionnel », déclare un dirigeant démocrate-chrétien. « Nous avons deux présidents », dit Ramon Escovar Salom. Et de réclamer l'élection présidentielle par le Congrès d'un président intérimaire qui resterait en fonction jusqu'en février 1994.

Ironie amère de l'Histoire. Le président va être jugé selon la même procédure que le général dictateur Marcos Perez Jimenez. Le jeune Carlos Andres et ses amis de l'Action démocratique avaient largement contribué à le renverser en 1988.

MARCEL NIEDERGAANG

ÉTATS-UNIS : la célébration du Memorial Day

### Bill Clinton a été autant hué qu'applaudi devant le Monument aux morts du Vietnam

WASHINGTON

de notre correspondant

Comme il se doit, le psychodrame a eu lieu sous un ciel d'orage washingtonien, en l'un des endroits les plus poignants de la capitale fédérale, le Monument aux morts de la guerre du Vietnam. Il y avait, d'un côté, un président et commandant en chef des forces armées, qui a échappé à la conscription au moment de ce conflit, et, de l'autre, d'anciens combattants qui, pour cette raison, n'appréciaient pas beaucoup Bill Clinton.

C'était, lundi 31 mai, Memorial Day, jour du souvenir des Américains tombés au combat, et, devant la tranchée abritant l'âme de marbre noir sur laquelle sont gravés les noms des 58 191 soldats morts au Vietnam, l'atmosphère était assez tendue. Après le salut au drapeau et l'hymne national, Bill Clinton fut accueilli par autant d'applaudissements que de huées. Dans l'assistance, les uns applaudissaient un homme qui, en droit - ou à cause - d'un passé « militaire » contesté, avait estimé de son devoir d'être le premier président depuis douze ans à accepter l'invitation des anciens combattants du Vietnam. Ce n'était pas une cérémonie officielle. Il n'y avait aucune obligation.

Les autres participants, au moins aussi nombreux, étaient venus siffler un homme de quarante-six ans qu'ils accusent d'avoir manifesté contre la guerre et de n'avoir jamais dit toute la vérité sur la manière dont il a réussi à prolonger son surris au début des années 70. Bérêts et vestes de combat piquées de badges et médailles militaires, nombre d'entre eux arboraient des pancartes venge-

resses : « Menteur », « Gauchiste-hypocrite-égoïste », « Réticent à servir, incapable de commander », « Planqué », « Lâche », « Où étais-tu, Bill ? ».

Brutalement, la scène résumait, en partie, les relations difficiles que le président entretenait avec l'institution militaire. Bill Clinton n'est pas le premier commandant en chef à n'avoir jamais porté l'uniforme. Il partage cette caractéristique avec des hommes qui présidèrent aux destins du pays en temps de guerre, Abraham Lincoln, Franklin D. Roosevelt ou Lyndon Johnson, et avec l'un des présidents les plus admirés des militaires, Ronald Reagan, qui ne mit l'uniforme qu'à... Hollywood, en tant qu'acteur au service cinématographique des armées. Seulement M. Clinton a, d'emblée, exaspéré la hiérarchie et une bonne partie de la troupe en voulant mettre un terme à l'interdiction des homosexuels dans l'armée. Premier chef des armées de l'après-guerre froide, il est aussi celui à qui il revient de tailler dans le budget du Pentagone.

#### L'ombre de la Bosnie

A tout cela, qui suffirait à le rendre impopulaire dans les casernes, il faut ajouter une manière d'incompatibilité culturelle entre une partie de l'entourage du président, ex-intellectuels « libéraux » (« de gauche ») des années 70, et l'univers militaire. Sur les conseils du général Colin Powell, chef d'état-major inter-armes, Bill Clinton a entrepris de resserrer ces liens.

Sur la question des homosexuels, qui doit être tranchée en juillet, il s'en tiendra à un compromis : on ne demandera plus aux candidats à la carrière militaire quelles sont leurs « orientations sexuelles », comme c'est aujourd'hui le cas ; pour peu qu'ils n'en fassent pas état, l'enquête s'arrêtera là. Samedi, M. Clinton s'est rendu dans l'Etat de New-York à la cérémonie de fin d'études des cadets et cadettes de l'académie militaire de West Point. Après un moment de froid, il a été chaleureusement applaudi par les futurs officiers du pays.

Lundi, ce fut plus difficile. Une partie des « vets » du Vietnam, barbus, cheveux longs, ne pardonnaient pas au président d'avoir échappé, dans des conditions jamais vraiment éclaircies, à la conscription. Bill Clinton a été très franc : « Nous continuerons à être en désaccord au sujet de la guerre » (du Vietnam). Puis, se tournant vers les manifestants, il a ajouté, résolu : « A tous ceux qui sont en train de crier à mon adresse, je dis : je vous ai entendus, maintenant écoutez-moi. Est-ce qu'en ce jour ce n'était pas l'endroit où un commandant en chef devait être ? »

Mais le président et les anciens combattants qui ont pris la parole se sont retrouvés sur un point, martelé dans toutes les interventions et notamment par M. Clinton : l'armée américaine ne doit plus intervenir à l'extérieur que pour une cause qui a le soutien du pays et qui se prête à « une mission claire », réalisable de manière « rapide et décisive ». L'ombre de la Bosnie planait sur le Monument aux morts du Vietnam.

ALAIN FRACHON

## PROCHE-ORIENT

Dénoncé par les Palestiniens

### Le pèlerinage de Libyens à Jérusalem : une « première » saluée par les Israéliens

Peu après son arrivée à Jérusalem, lundi 31 mai, un groupe de 192 pèlerins libyens s'est rendu à la mosquée Al-Aqsa. Dénoncée par les Palestiniens, cette « première » a été saluée avec insistance par les Israéliens, la Libye étant,

officiellement, toujours en guerre avec Israël et son régime s'étant jusqu'alors montré l'un des plus hostiles à l'« entité sioniste ». Le premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin, a déclaré : « Le colonel Kadhafi sera le bienvenu à Jérusalem

s'il décide d'y venir », tandis que Tripoli minimisait la portée de l'événement, l'agence officielle JANA affirmant que ce pèlerinage a lieu dans « la capitale d'un Etat arabe, la Palestine » et « sans aucun contact avec les Israéliens ».

### Un joli coup diplomatique

JÉRUSALEM

de notre correspondant

L'action d'un ancien officier du Mossad, spécialiste des coups tor-dus, d'un mystérieux homme d'affaires italien et d'un ministre en exercice ; beaucoup de télégrammes ultra-secrets ; quelques rencontres discrètes ; des mois de tractations délicates ; et finalement une double récompense : le feu vert du département d'Etat américain et l'annonce publique de ce qu'il faut bien appeler un joli coup diplomatique.

Le colonel Kadhafi avait, semble-t-il, promis ce geste, en avril dernier, à une journaliste du New York Herald Tribune. A l'occasion de la fête musulmane du sacrifice, présentée comme « d'honorables pèlerins musulmans » qui souhaitent, depuis toujours, prier au Dôme du Rocher et à la mosquée Al-Aqsa de Jérusalem - troisième lieu saint de l'islam après La Mecque et Médine en Arabie saoudite - les visiteurs libyens ont pris la route de « la capitale éternelle » de l'Etat juif.

Cet événement, fortement médiatisé, pourrait connaître des développements inédits : visites de citoyens israéliens à Tripoli dès cet été, invitation en bonne et due forme aux deux grands rabbins d'Israël à se rendre, au mois d'octobre, à l'occasion d'une grande conférence inter-religieuse, dans la capitale libyenne. Ce geste sera-t-il le prélude à une normalisation des relations entre la Libye et l'Etat hébreu ? La trame de l'opération est encore compliquée, et certains de ses acteurs demeurent inconnus.

Sur le devant de la scène, il y a deux hommes : Shimon Pérès, ministre des affaires étrangères et grand spécialiste des rencontres

discrètes ou secrètes avec des dirigeants arabes, le roi du Maroc, puis celui de Jordanie en leur temps. C'est lui qui, aujourd'hui, a suivi, voire « piloté », toute l'affaire depuis son début, par l'intermédiaire d'un homme d'affaires italien, Raffaello Fellah. Président de l'association internationale des juifs originaires de Libye et secrétaire général d'un groupe de dialogue inter-religieux baptisé « Trialogue », qu'anime son « cher ami » Giulio Andreotti, ancien premier ministre italien, M. Fellah dit avoir des intérêts dans le tourisme mais refuse de préciser quel autre genre de « business » il traite : « On est au Moyen-Orient, non ? »

#### « Aide technique »

Ce qui est sûr, c'est qu'il a reçu, pour cette opération, l'aide - « uniquement technique », nous précise-t-il - d'un certain Yaakov Nimrodi. Cet ancien colonel du Mossad, en poste à Téhéran sous le règne du chah, avait conclu, en 1981, avec le vice-ministre de la défense du nouveau régime iranien, un beau contrat de fournitures d'armes. Quelques années plus tard, ses relations avec certains généraux iraniens convertis aux idées de la révolution khoméniste allaient lui permettre de monter une affaire plus compliquée : la livraison à Téhéran, via Israël, d'armes américaines. Entreprise qui allait aboutir au scandale dit de l'Irangate.

Né à Jérusalem d'une famille originaire d'Irak, M. Nimrodi a beaucoup de relations dans le monde arabe. Il connaît bien, entre autres, le milliardaire saoudien Adnan Khashoggi, lequel aurait traité, plusieurs fois, avec le colo-

nel Kadhafi. Il est aussi un vieux ami de M. Pérès. M. Nimrodi possède des agences de voyages en Egypte et en Israël. C'est l'une d'entre elles, la Ziyara Travel, qui a justement organisé le pèlerinage des 192 Libyens en Terre sainte, où ils doivent visiter, pendant cinq jours, non seulement les acquisitions de Jérusalem et de Jéricho mais encore Saint-Jean-d'Acre et Tibériade.

Volubile, M. Fellah nous invite à « résoudre le problème politique de Kadhafi qui a évolué, pris la mesure des changements intervenus dans le monde et qui, fait unique, devient le premier chef d'Etat arabe à autoriser un pèlerinage en Terre sainte ». Même l'Egypte, qui a signé un traité de paix avec Israël en 1978, dissuade ses ressortissants de visiter les lieux saints de l'islam à Jérusalem. Ce serait, pense-t-on au Caire, reconnaître l'annexion, en 1967, de la partie arabe de la ville « trois fois sainte ».

La motivation du « Guide de la révolution » dans cette affaire est évidente. Soumise, pour cause de terrorisme, à un embargo aérien et militaire des Nations unies depuis le 15 avril 1992, la Libye cherche à briser son isolement. « Comme beaucoup d'Arabes », explique un diplomate, Kadhafi surestime le pouvoir du lobby juif international et espère que son geste ouvrira nous l'aidera à mettre fin aux mesures qui le frappent. »

#### Tourner la page ?

Naïveté ? Il est vrai que les services spéciaux israéliens doutent de la culpabilité libyenne dans l'attentat d'Amman le 25 février 1992, au Pan-Am au-dessus de Lockerbie, en Ecosse. Ils pointent le doigt vers

l'organisation palestinienne dissidente d'Ahmed Jibril, couverte par la Syrie et l'Iran. Le FPLP-Commandement général était basé naguère à Tripoli, avec d'autres mouvements ultra-violents comme le groupe d'Abou Nidal. C'est à partir de Tripoli que fut préparée, en 1989, la tentative de débarquement sur une plage, près de Tel-Aviv, d'un commando de terroristes palestiniens.

« Kadhafi a changé », répète M. Fellah. Il faut avoir tourné la page. Il ne faut pas laisser le colonel tout seul dans son coin. Les Etats-Unis, qui, selon le ministre du tourisme, Ouzi Baram, ont donné leur feu vert à ce surprenant rapprochement, se préparent-ils à hisser la Libye de leur liste noire des Etats qui soutiennent le terrorisme ? Tout n'est pas joué. « Pour l'instant », déclare-t-on au ministère israélien des affaires étrangères, il ne s'agit que d'une visite touristique sans conséquence politique. »

Même si le colonel Kadhafi affirme que les juifs originaires de son pays sont désormais « chez eux à Tripoli », le guide de la Jamahiriya « est tout de même assez fan-

tasque », souligne-t-on à Jérusalem. La majorité des trente-huit mille juifs de Libye ont quitté le pays à la création d'Israël. Aujourd'hui, la quasi-totalité d'entre eux ainsi que leurs descendants - cent mille personnes au total - vivent en Israël. A Tripoli, affirme M. Fellah, « il n'en reste plus que trois ».

Les Palestiniens sont très mécontents. Saïb Herakat, le vice-président de la délégation aux négociations de paix avec Israël, nous a déclaré : « C'est tout de même incroyable que des Libyens puissent venir alors que des Palestiniens qui habitent à 2 kilomètres de la mosquée (Al-Aqsa), ne peuvent pas s'y rendre librement. » Depuis le bouclage des territoires occupés, il y a deux mois, les habitants arabes de Gaza et de Cisjordanie, y compris ceux des villages voisins de Jérusalem, doivent, en effet, obtenir, des autorités militaires israéliennes, des permis spéciaux, délivrés avec beaucoup de parcimonie. « J'ignore quelle est la motivation de Kadhafi dans cette affaire », assure M. Herakat. Mais je suis bien sûr que tout ceci n'a rien à voir avec la religion. »

PATRICE CLAUDE

pas concernés par cette mesure. - (AFP)

□ YEMEN : deux Américains enlevés ont été libérés. - Enlevés au début de la semaine dernière à l'est de Sanaa par les membres d'une tribu, deux ingénieurs américains ont été libérés, samedi 29 mai, et sont sains et saufs, a annoncé la compagnie pétrolière Hunt qui les emploie. Le Yémen a connu ces derniers mois une série d'enlèvements d'étrangers et de vols de véhicules appartenant à des compagnies pétrolières. - (AFP)



# POLITIQUE

## Le RPR reproche au ministre de la défense de ne pas respecter l'arbitrage de Matignon

peut dessiner les contours du futur, ne serait-ce que ceux tenus européens, avec assez de précision pour en saisir les lignes de défense et en mesurer les capacités militaires ? Ce n'est pas simple. La tâche n'est plus ardue que, dans nos programmes d'armement « normaux », d'armes s'évaluent en tonnes, se comptent d'options, ce n'est pas un risque majeur, qui exclut les Etats-Unis et la France est le seul pays de l'Europe qui, jusqu'à présent, ait la résoudre la quadrature du cercle : l'absence de front capable d'autonomie et d'indépendance. Est-ce encore envisageable ? Devant un retrait prévisible des Français en Europe, les Français, contraints, en période d'attente, de porter la charge d'un rôle collectif avec les autres pays. C'est une authentique « crise » dans des mentalités imprégnées d'une « idée » qu'un pays est toujours à sa sécurité. Au nom de la sécurité, on a fait

JACQUES ISNARD

## par Olivier Biffaud



D.

Canada  
AIR FRAID

FAIRFRAIS

**rusalem :  
Israéliens**

Il s'agit d'un homme qui a été élevé dans une famille juive et qui a été élevé dans une famille juive et qui a été élevé dans une famille juive.

[illegible]

1. The first part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

2. The second part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

3. The third part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

4. The fourth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

5. The fifth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

6. The sixth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

7. The seventh part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

8. The eighth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

9. The ninth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

10. The tenth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

مكتبة العبد المذنب

Two snow globes are shown side-by-side. The globe on the left has a label at the bottom that reads "MONTREAL". The globe on the right has a label at the bottom that reads "TORONTO". Both globes contain a large maple leaf and are filled with small white specks representing snow.

Si vous allez à Montréal, arrêtez-vous à Montréal.  
Mais si vous allez à Toronto, arrêtez-vous à Toronto.

**Paris-Montréal et Paris-Toronto sans escale tous les jours.**

Cet été, tous nos vols sont sans escale: vous n'avez donc plus à attendre à l'aéroport de Montréal que votre avion reparte pour Toronto.

C'est vrai, voyager sur nos lignes est un perpétuel enchantement. Mais nous sommes sûrs que vous ne nous en voudrez pas d'abréger un peu votre plaisir.



**Air Canada**  
UNE BOUFFÉE D'AIR FRAIS.



# POLITIQUE

A la Martinique

## Les békés, la banane et l'Europe

L'entrée en vigueur de l'Acte unique européen, le 1<sup>er</sup> janvier dernier, a créé des difficultés aux producteurs martiniquais de banane. Les békés - descendants de colons venus de métropole - dont deux des plus riches familles contrôlent le marché, sont divisés sur la stratégie à adopter face à la concurrence américaine.

FORT-DE-FRANCE

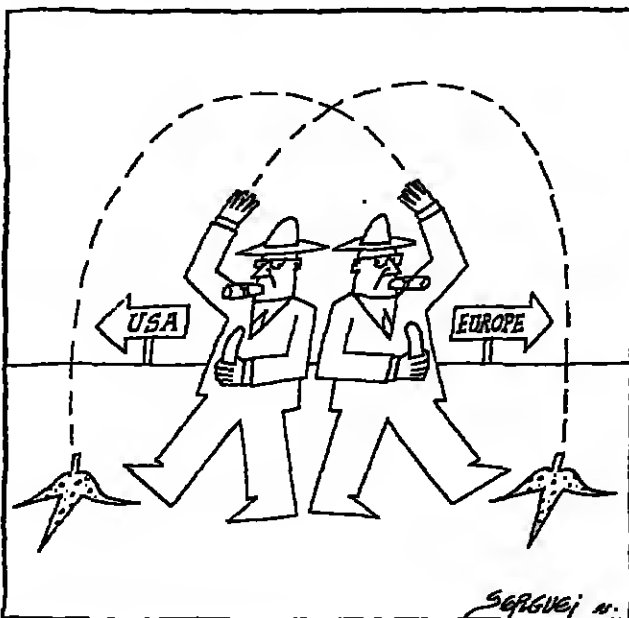
de notre envoyé spécial

Rien ne va plus chez les békés martiniquais. Choc de mentalités, guerre de communications, intolérance et manœuvres politiques : la crise de la banane est en train de mettre sous pression les « maisons de maître », d'où ce petit groupe, descendant de colons, règne sur l'économie insulaire depuis quatre siècles. Sous l'œil gourmand des multinationales américaines, qui ajustent leurs jumelles à leurs plantations d'Amérique centrale, les lointains héritiers de Josephine de Beauharnais affrontent un Manopoly tropical d'un genre bien spécial.

Car il y a de la survie - rien de moins - de la culture de la banane, qui pèse, ici, bien plus que les mille deux cents plantations et les quinze mille emplois directs et indirects recensés dans les rapports officiels. C'est, avant tout, une identité collective gravée dans les fers de l'histoire qui se joue aujourd'hui à coups de directives bruxelloises et de contrats sur le fret maritime. Autant la canne à sucre a pu être associée à l'esclavage, autant la banane reste, pour les Antilles, le symbole de la liberté retrouvée. On ne sabote pas un tel héritage sans s'exposer à de rués soubresauts.

Rien ne va plus, donc, chez les békés martiniquais depuis que l'entrée en vigueur de l'Acte unique a effacé les marchés. Pour éviter un déséquilibre général, on avait imaginé le dépeçage d'un écorde sanitaire - l'organisation commune des marchés (OCM) dans le jargon bruxellois - afin de sortir le douanier du dialogue quasi exclusif entre Paris, Fort-de-France et Pointe-à-Pitre, en vertu duquel le banane entilleuse bénéficiait d'un écoulement garanti sur le marché français (1).

Ces digues protectrices de l'OCM ont tardé à s'ériger. Le calendrier a connu un retard de six mois. Un pénible vide juridique s'est ainsi ouvert depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1993, provoquant l'afflux, sur le marché européen, de bananes à bas prix en provenance des pays d'Afrique et de la Caraïbe. Confronté à un effondrement brutal des cours, le gouvernement français a été contraint de solliciter auprès de Bruxelles le recours à la



clause de sauvegarde, inscrite dans la convention de Lomé liant la CEE aux pays ACP (Afrique, Caraïbe, Pacifique). Les Antilles pourront donc souffler jusqu'à l'été.

Pour combien de temps ensuite? Le salut viendra-t-il de ces trois lettres, « O.C.M. », que l'on égrène, ici, pieusement, comme a l'église d'une formule magique à caresser de la voix? Quel symbole! Au pays du poète Aimé Césaire, cet épouvantable sigle administratif est le dernier vocable à la mode. Les élus décariquant l'OCM dans les cocktails de la préfecture de Fort-de-France. Les petits planteurs inscrivent l'OCM à l'ordre du jour de leurs réunions de coopérative. Et les békés s'entrechoient au sujet de ces trois lettres ensorcelées.

### La pierre philosophale

La partie se joue autour de deux hommes, deux poids lourds, deux tempéraments. Le premier s'appelle Yves Hayot, Neuvième général délégué sur l'île en 1980. Yves et son frère Bernard sont, aujourd'hui, à la tête de la première fortune de l'île et de l'une des premières fortunes de France, qui plonge ses racines dans le rum, les concessions de voitures, les hypermarchés et les produits chimiques agricoles. Surnommé « Big Grand Cheffou », Yves Hayot est surtout le grand chaperon de la banane insulaire en sa qualité de président de la Société d'intérêt collectif agricole de la banane martiniquaise (SICABAM), le tout-puissant groupement des producteurs locaux qui a toujours été bien en cour à Paris.

En face de lui se dresse le ténacé et incontrôlable Marcel Fabre. Ancien président de la SICABAM lui-même, trônant sur un empire qui mêle banane, immobilier et tourisme de luxe, Marcel Fabre a hérité sa fougue de compreneur de ses ascendants « aventuriers » arrivés en Martinique en 1836. « J'ai soixante-cinq ans et je pourrais très bien repartir à zéro », clame cet adepte du combat, de la compétition et de la liberté. Colosse au charisme redouté, cet ultra-libéral ne craint pas de faire la nique à ses anciens compères de l'établissement bananier de l'île.

L'objet de litige? Yves Hayot croit à l'OCM bruxellois, à ses barrières et à ses revenus garantis. Marcel Fabre, lui, y croit si peu qu'il vient de voter un tabou en s'alliant avec une multinationale « yankee », la Martinique, en effet, est toujours sous le choc de l'acquisition par la Compagnie des bananes (CDB), filiale française de Chiquita Brands International, de 33 % du capital de la Société bananière caribéenne (SOBACA) de Marcel Fabre. Bien plus, le couple Fabre-Chiquita rachète certaines exploitations de petits planteurs étrangers de l'île.

### « L'unité de la profession »

Dénouant l'archaïsme de ses anciens amis, toujours accrochés aux « marchés protégés de l'ère coloniale », Yves Hayot fait miroiter aux producteurs martiniquais l'espoir d'un réseau performant de distribution en Europe, du bénéfice garanti de la marque Chiquita, « très rémunératrice », et, sur-

tout, d'économies sur le fret en court-circuitant la traditionnelle Campagne générale maritime (CGM). En somme, une formule miracle, qui permet de relever le prix de vente tout en abaissant le prix de revient. La pierre philosophale!

« C'est du bluff », mettent en garde ses adversaires. La plus virulente est Yves Hayot, qui trouve sans mal des accords néo-néolibéraux pour fustiger la « vente de la Martinique par appartements » des multinationales américaines. Cas démiures, se plait-il à souligner, vivent sur « l'exploitation de la misère humaine », tandis qu'en Martinique, nous travaillons la banane des droits de l'homme. A l'en croire, Marcel Fabre serait donc le cheval de Troie de l'hégémonie américaine.

Au total, ce pugilat public, où chacun accuse l'autre d'écouler la Martinique à la fâche, est du plus mauvais effet. C'est même la première fois que la petite communauté des békés (environ trois mille personnes) étale ses dissensions sur la place publique, si l'on excepte cet épisode des années 1950, au cours desquelles un colon désargenté par ses pertes fut contraint de payer ses nuivres avec de la monnaie de sa propre facture (des macarons). De passage à la Martinique du 25 au 28 mai, Dominique Perben, ministre des DOM-TOM, a bien tenté de penser les uns et les autres que le gouvernement avait besoin de l'unité de la profession pour appuyer ses démarches à Bruxelles. Actifner quelques leviers politiques peut-il être d'un quelconque secours? Les deux protagonistes, c'est vrai, sont de fervents soutiens locaux du RPR, mais les affrontements qui se font entre Yves Hayot, d'un côté, et Bernard Fabre et Marcel Fabre, de l'autre, n'ont pas encore prouvé leur vertu diplomatique.

Cette crise commence, en tout cas, à mettre à vif les nerfs des petits planteurs, qui, dépourvus de toute base arrière à Paris, à Trinidad-et-Tobago ou en Floride, craignent d'être les principales victimes du charivari qui mène la profession. Le jour où il n'y aura plus de bananes, disent-ils, ce sera la révolution en Martinique. La pie, c'est que tout le monde le sait.

FREDERIC BOBIN

(1) Au début des années 60, le général de Gaulle avait institué une règle selon laquelle les terres de marais français étaient réservées à la banane antillaise, tandis que le dernier tiers revenait aux pays francophones ACP. Cette protection a été supprimée par le traité de 1993. L'Organisation commune des marchés (OCM), dont l'entrée en vigueur est prévue le 1<sup>er</sup> juillet prochain, prévoit, notamment, la fixation de quotas pour les productions non communautaires (ACP et zone dollar), ainsi que de taxes dissuasives en cas de dépeçage.

Ambitions concurrentes à droite

## Les grandes manœuvres ont commencé pour la conquête de la mairie de Nice

Deux ans avant la date normale des élections municipales, le droit républicain se déchire à Nice. De nombreux candidats, sautillant en effet d'assaut dans le fauteuil laissé libre à l'hôtel de ville par Jacques Médecin, le maire actuel. Honoré Baillet, sénateur RPR, n'assurant, aux yeux de tous les postulants qu'un intérim.

NICE

de notre correspondant régional

« Nice, aujourd'hui, c'est Beyrouth. Il y a des clans dans tous les coins qui vont d'assaut à la conquête de la mairie de Nice », explique Bruno Miraglia, conseiller régional (RPR). Si la métaphore est hardie, elle n'est pas totalement dénuée de fondement. Deux ans après la fâche en Uruguay de Jacques Médecin, l'ancien maire (CN) de la ville, force est de constater que la situation politique locale ne s'est pas normalisée. Honoré Baillet, sénateur RPR, donne toujours l'impression d'assurer un intérim ingrat à la mairie. Tandis qu'en coulisses, les appétits s'engouffrent et les manœuvres se multiplient, alors que, normalement, les élections municipales ne sont que dans deux ans. Les dernières législatives n'ont, du moins, sensiblement modifié la donne politique.

Avant le 21 mars, le député RPR, Christian Estrosi, parrain du mouvement chiraquien dans le département, faisait figure de favori. En octobre 1990, il avait, certes, échoué, dans sa tentative pour prouver une élection anticipée, au lendemain du départ de Jacques Médecin. Mais aujourd'hui il peut se flatter d'avoir alors pris ses distances avec une équipe municipale de jour en jour à la peine. D'autant que depuis il a conforté sa position en devenant premier vice-président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Entrepreneur, M. Estrosi parvient à jouer, par ailleurs, de solides appuis dans les sphères parisiennes de son parti, dont celui de Charles Pasqua. Confiant dans son étoile, il espérait que les dernières législatives lui permettraient d'asseoir son prestige (Le Monde du 27 mars). Sa victoire électorale contre le candidat du Front national, Jacques Peyrat, (51,57 % des exprimés) lui fit perdre une partie de son crédit.

### « Des gens compétents et honorables »

Dans le même temps, un autre député niçois, Rody Salles (UDF-PR), l'emportait nettement sur Jean-Marc Le Pen, lui-même, après avoir été contraint, au premier tour, à une dure « prière » l'opposant à un conseiller général RPR soutenu par Charles Pasqua et Christian Estrosi. Par ailleurs, dans la circonscription binoise, un nouveau venait en politique, Jean-Louis (div. droite), fils de l'ancien ministre Fernand Icart, « accroché », au premier tour, (avec 18,52 % des suffrages exprimés) le candidat officiel de l'UPF, Gaston Franco, conseiller général (RPR) et « lieutenant » de Christian Estrosi. Soutenu par le quotidien Nice-Matin, M. Icart, un chef d'entreprise comblé de quarante-six ans, avait clairement annoncé son intention de poursuivre son combat sur le terrain municipal en offrant aux électeurs niçois un autre choix qu'entre les békés Médecin et le Front national.

Au lendemain de ces législatives, les certitudes de la veille ont, ainsi, fait place à des réalités différentes. Rassené, M. Baillet a aussitôt annoncé qu'il n'était pas « homme à renoncer ». Le moral de beaucoup d'élus municipaux n'est pas, certes, des plus élevés. La gestin de M. Médecin a laissé, pour plusieurs années encore, les cuisines de la ville en piteux état. Et les propos de M. Baillet, en distorsion avec ses absences répétées de Nice, n'ont pas convaincu tous les élus de sa majorité. Certains de ceux-ci, comme Rody Salles, s'interrogent, même, ouvertement, sur le cantin qu'ils lui apportent au détriment de leurs intérêts électoraux futurs.

Au sein de la droite parlementaire les candidats à la mairie ne cachent plus leurs prétentions, leur seul point commun semblant être leur volonté de conjurer le danger du Front national. Fort de son expérience d'ancien prési-

dent de l'Union patronale M. Miraglia s'est efforcé, à travers la création de l'association « Renaissance Côte d'Azur », de jeter les bases d'un rassemblement à partir de l'étude d'un « projet pour Nice » dans les grandes lignes duquel figurent des propositions de développement de la culture, de la formation supérieure continue, des hautes technologies et du sport. « Ce qu'il faut, aujourd'hui, plaider-il, c'est écrire la pièce. On verra, plus tard, qui en sera l'interprète principal ».

La démarche volontariste de M. Miraglia a été regardée avec sympathie. Sans pour autant créer le consensus politique espéré. M. Icart, pour sa part, se juge le mieux placé de réunir sur son nom « des gens compétents et honorables ». Son « coup de commanda » aux législatives doit, selon lui, « avoir servi de leçon aux élus-majors politiques parisiens », lesquels, espère-t-il, n'ont pas d'autre choix que de le soutenir...

### Une ville RPR

Il est évident, pourtant, que le RPR et l'UDF ne laisseront pas le sort de la cinquième ville de France se jouer sur de simples critères locaux. Le RPR, qui a déjà cédé à ses alliés du PR et du CDS les mairies de Cannes et de Menton, tient à garder celle de Nice qu'il considère comme une mairie sortante (avant de passer au CNL, M. Médecin était RPR... après avoir quitté le PR). Mais le problème est de savoir si M. Estrosi, forcément combattu, comme ses amis, par Nice-Matin, reste, toujours, son candidat privilégié. « J'ai toujours gagné, assure-t-il, les combats qui m'ont fait gagner. Y compris celui contre Jacques Peyrat que personne d'autre, que moi, n'était en mesure de battre. Mais je ne suis pas le seul à pouvoir être candidat et je ne conteste ce droit à personne. Je suis un homme d'union ».

Au sein de son parti, M. Estrosi s'est ostensiblement heurté à la forte personnalité de l'ancien préfet, Pierre Costa, soixante ans, directeur de cabinet d'Albio Chalandou du temps où celui-ci était ministre de l'équipement, ex-secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes et qui, surtout, occupa pendant près de dix ans, avec poigne, les fonctions de directeur général des services du département. M. Costa, actuellement PDG d'un bureau d'études, à Nice, a soutenu, en mars dernier, la candidature de Jean Icart, ce qui a failli lui valoir son exclusion du RPR. Manifestement amer, Pierre Costa se déclare néanmoins « disponible » pour conduire, éventuellement, une liste aux municipales. « Mais, tranche-t-il à sa manière, je ne ferai pas le tapin... ».

Du côté de l'UDF, son succès électoral a fait remonter les actions de Rody Salles qui nous a confié sa volonté d'être, lui aussi, candidat à la mairie, comme tête de liste. « Je suis, explique-t-il, le seul élu, légitime, du conseil municipal, j'en ai été battu. Estrosi a été mal élu. Costa n'a jamais été élu. Je suis le seul à avoir été élu malgré des circonstances difficiles ». « L'UDF, observe-t-il, par ailleurs, est, électoralement, majoritaire à Nice ».

Le rassemblement appelé de ses vœux par le banillat M. Miraglia n'est donc pas, précisément, en marche. D'autant que certains outsiders, comme le président de la chambre de commerce, Gilbert Stollard, n'ont pas renoncé à abriter leur carte, le moment venu. Reste une solution : celle du parachutage d'une personnalité nationale qui mettrait tout le monde d'accord. Ici, on pense, en priorité, à Jacques Joubon, Niçois d'origine. Ce qui, selon M. Miraglia, équivaldrait, à une sorte de « paix syrienne... ».

GUY PORTE

Pour avoir reçu un don excédant le maximum prévu par la loi sur le financement des campagnes électorales

## Un conseiller général (PC) du Val-de-Marne est invalidé

Le tribunal administratif de Créteil, après avoir examiné les comptes de la campagne de Roger Gréval, conseiller général (PC) d'Ivry-sur-Seine-Ouest, premier vice-président du conseil général du Val-de-Marne, pour les élections cantonales de mars 1992, l'a déclaré démissionnaire d'office de son mandat et inéligible pour un an. M. Gréval avait reçu un don de 20 000 francs pour cette campagne, alors que le montant maximum fixé pour chaque don était de 15 470 francs. En application de la

loi du 15 janvier 1990, le total des frais de campagne d'un candidat aux élections cantonales ne pouvait dépasser, pour ce scrutin, la somme de 154 700 francs.

Aucun don d'une personne physique ou morale ne devait excéder 10 % de cette somme, soit 15 470 francs. L'aide reçue par M. Gréval dépassait ce chiffre de 4 530 francs, mais il s'agissait de deux chèques de 10 000 francs chacun, émis sur deux sociétés distinctes, la SIES et la SIES-Espaces verts. Cependant, le signataire étant identique, le tribunal administratif a considéré qu'il s'agissait d'un même don.

Cette décision a été critiquée par plusieurs élus, à l'image de Jacques Martin (RPR), adjoint au maire de Nogent-sur-Marne et conseiller général, pour qui « il est choquant de constater combien cette loi est ridicule et, en réalité, inapplicable de façon équitable ». M. Gréval, qui a fait appel devant le Conseil d'Etat, continue de siéger en attendant la décision de cette juridiction.

FRANCIS GOUGE

Réunie en congrès près de Bordeaux

## La Fédération anarchiste refuse le partage de l'emploi

BORDEAUX

de notre correspondant

Le cinquantième congrès de la Fédération anarchiste (FA) s'est tenu à Cénon, dans la banlieue de Bordeaux, du 9 au 31 mai. Il a réuni environ deux cents délégués sur le millier de militants revendiqués en France.

Les anarchistes ont d'abord dressé le bilan de leur campagne en faveur de l'abstention pour le référendum sur le traité de Maastricht. « On ne peut plus dire, maintenant, que l'abstention est un phénomène marginal », ont-ils souligné. Une bonne partie de ceux qui se sont abstenus l'ont fait sur des thèmes proches des nôtres. Nous leur proposons, maintenant, d'agir plutôt qu'être.

Trois grands thèmes ont dominé les travaux : pour dénoncer la montée des nationalismes, les anarchistes se proposent d'organiser, autour du 11 novembre, dans chaque pays européen, une grande manifestation contre la guerre, peut-être plus spécialement du côté de Trieste, près de la Yougoslavie, pour faire de cette journée un symbole européen.

Deuxième sujet de préoccupation : la progression de « l'ordre moral », des thèmes sécuritaires et la mise en place du nouveau code de la nationalité, jugé plus dange-

reux que le problème qu'il prétend résoudre. « Il se crée un état de non-droit pour les jeunes immigrés de moins de dix-huit ans, estimant les anarchistes. Ils sauront encore moins ce qu'ils sont qu'ils ne le savent avant. Leur crise d'identité va se renforcer et, là encore, nous créons une société à deux vitesses ».

Le troisième débat, le plus important, a porté sur la notion de partage du temps de travail, qui consiste, selon les anarchistes, à opposer les « exploités » entre eux pour sortir du débat traditionnel entre patronat et salariés. « Nous assistons à un glissement de vocabulaire qui ne nous paraît pas innovateur », estime la FA. Il s'agit de substituer à un conflit entre travailleurs et patrons, à une problématique de lutte de classes, une problématique appartenant à une classe homogène, celle des travailleurs et des chômeurs. Il ne s'agit pas d'un partage du travail, mais d'un partage de l'emploi ».

Face à ce qu'ils considèrent comme la mise en place d'une nouvelle flexibilité du travail, « au gré du patronat », la Fédération anarchiste se propose d'inviter, au début de l'automne, tous les mouvements qui lui sont proches à des « états généraux », pour engager une nouvelle forme de lutte sociale.

PIERRE CHERRUAU





MÉDECINE

Avec l'actualisation des capacités des établissements de santé

# 60 000 lits hospitaliers inutilisés devraient rapidement disparaître de la carte sanitaire

Une circulaire émise de Simone Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, et de Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé, devrait rapidement conduire à la disparition d'environ 60 000 lits inutilisés dans les hôpitaux publics. Préliminaire à l'instauration des schémas régionaux d'organisation sanitaire, cette mesure vise à introduire une plus grande cohérence dans le paysage des établissements de santé.

Datée du 25 mai, la circulaire signée de M<sup>me</sup> Veil et de M. Douste-Blazy relative à l'actualisation des capacités en lits des établissements de santé est remarquable de concision. S'adressant aux préfets et aux directeurs départementaux des affaires sanitaires et sociales, les deux ministres rappellent « la priorité absolue qui s'attache à résorber, dans les meilleurs délais, les surcapacités hospitalières résultant d'une inutilisation du parc hospitalier existant ».

« Il vous est notamment demandé de faire coïncider les notions de lits autorisés, de lits installés et de lits réellement occupés, cette opération constituant un préalable indispensable à l'élaboration des schémas régionaux d'organisation sanitaire », écrivent les deux ministres. Ces schémas régionaux visent en effet à adapter l'offre hospitalière réellement utilisée aux besoins de santé, offre qui doit donc être préalablement redimensionnée par soustraction de toutes les capacités inemployées.

Ces instructions devront être mises en œuvre « sans délai » et le premier bilan des opérations

conduites devra être fait au plus tard le 30 juin. Il s'agit, en pratique, de faire disparaître soit des lits qui sont vides de manière continue lorsque le taux de remplissage des services se situe loin des 100 %, soit des lits qui n'existent que sur le papier.

## Nouvelles formes d'évaluation

La surcapacité du parc hospitalier français s'est notamment accentuée sous l'effet de certaines pratiques médicales ou chirurgicales qui permettent de réduire notablement les durées d'hospitalisation, voire de proposer des solutions thérapeutiques ne réclamant pas d'hospitalisation. On n'en a pas moins, sous divers prétextes – politiques notamment – accordé des dérogations par rapport aux critères de la carte sanitaire, et l'on a ainsi continué à inaugurer des lits nouveaux jusqu'à la fin des années 70 en sachant pertinemment que l'on aggravait ainsi cette surcapacité.

A la fin des années 80, on comptait, pour les seules activités de médecine, de chirurgie et d'obstétrique, plus de 50 000 lits d'hospitalisation excédentaires par rapport aux besoins fixés par la carte sanitaire. Les observations s'élevaient aujourd'hui entre 50 000 et 80 000 l'actuelle surcapacité en lits d'hospitalisation. Ce trop-plein ne concerne que les hôpitaux publics qui, avec 1 100 établissements, recensent environ 500 000 lits. Il faut y ajouter le secteur privé à but non lucratif (1 200 établissements, 120 000 lits).

Déjà le précédent gouvernement avait entrepris, par voie de circulaire (datée du 14 septembre 1992) la résorption d'un tel excé-

dent, mais n'avait pu, faute de temps notamment, atteindre son objectif. L'actuel parviendra-t-il sans mal à réaliser cette « opération de nettoyage de la carte sanitaire » ? Celle-ci est indispensable à la poursuite de la réforme hospitalière. Parmi les obstacles, il y a les maires (présidents des conseils d'administration des hôpitaux) et les médecins chefs de service, qui trouvent dans le nombre de lits une véritable forme de puissance. La volonté gouvernementale de procéder à des évaluations médicales d'établissement devrait pourtant conduire à trouver d'autres éléments que le seul nombre de lits pour juger de la qualité d'un hôpital.

JEAN-YVES NAU

## ESPACE

■ Mise à feu réussie du moteur de la fusée japonaise H-2. L'agence spatiale japonaise NASDA a testé avec succès, lundi 31 mai, le moteur de sa fusée H-2, qui a été allumé durant cent secondes au centre spatial de l'île de Tanegashima. Cette mise à feu expérimentale, qui devrait être répétée le 15 juin, ne représente qu'une étape dans le développement de ce lanceur à deux étages, que les Japonais espèrent voir, à terme, concurrencer la fusée européenne Ariane 4. Un projet qui connaît depuis deux ans une série de revers, au point que le lancement de la fusée H-2, initialement prévu pour 1992, est désormais reporté à février 1994 (Le Monde du 10 juillet 1992). — (AFP)

ÉDUCATION

Réuni en congrès constitutif à Nantes

# Le Syndicat des enseignants en quête de nouveaux publics

Le congrès constitutif du Syndicat des enseignants (SE-FEN), qui fonctionnait depuis un an avec des statuts provisoires, s'est ouvert mardi 1<sup>er</sup> juin à Nantes. Né en pleine crise de la Fédération de l'éducation nationale, de l'ancien Syndicat national des instituteurs, il a pour ambition de rassembler l'ensemble des enseignants du primaire, du secondaire et de l'enseignement technique.

## L'enjeu du lycée

Mais depuis le début des années 80, le débat politique n'était plus l'enjeu majeur. Quand ils représentaient, à eux seuls, quelque 300 000 adhérents de la FEN, les instituteurs du SNI pouvaient, sans grand danger, cohabiter au sein de la même organisation avec les professeurs du SNES : tenant le SNI, ils tenaient également la FEN. Douze ans plus tard, avec un effectif diminué de moitié, et dans un contexte démographique favorisant le SNES, le danger était bien réel de perdre la majorité au sein de la FEN. Outre l'érosion massive de ses propres

miers, réunis au sein de la tendance UID (Unité indépendante et démocratique) « tenant » le SNI-PEGC, les seconds, regroupés sous la bannière de la tendance UA (Unité et action), étaient majoritaires chez les enseignants du second degré syndiqués au SNES (Syndicat national des enseignants de second degré).

troups, le SNI-PEGC a dû affronter, ces dernières années, la montée en puissance du SNES, naturellement porté par l'augmentation de la scolarisation en lycée.

D'où un projet fort simple, destiné à maintenir coûte que coûte l'hégémonie des instituteurs et de la tendance UID au sein de la FEN : la création d'un grand syndicat regroupant tous les enseignants, de la maternelle au baccalauréat. La FEN n'y a pas résisté et le SNI, dans la bataille, a perdu quelque 50 000 adhérents partis gonfler les rangs de la FSU.

Sans points d'appui réels dans le second degré et mal à l'aise sur un terrain qu'il a longtemps utilisé comme repoussoir avant d'essayer de s'y implanter, le Syndicat des enseignants mettra sans doute beaucoup de temps à se débarrasser des oripeaux du SNI. Il n'est pas sûr que le contexte politique, plutôt favorable à la surenchère revendicatrice où excelle la jeune FSU, soit, pour lui, le meilleur tremplin.

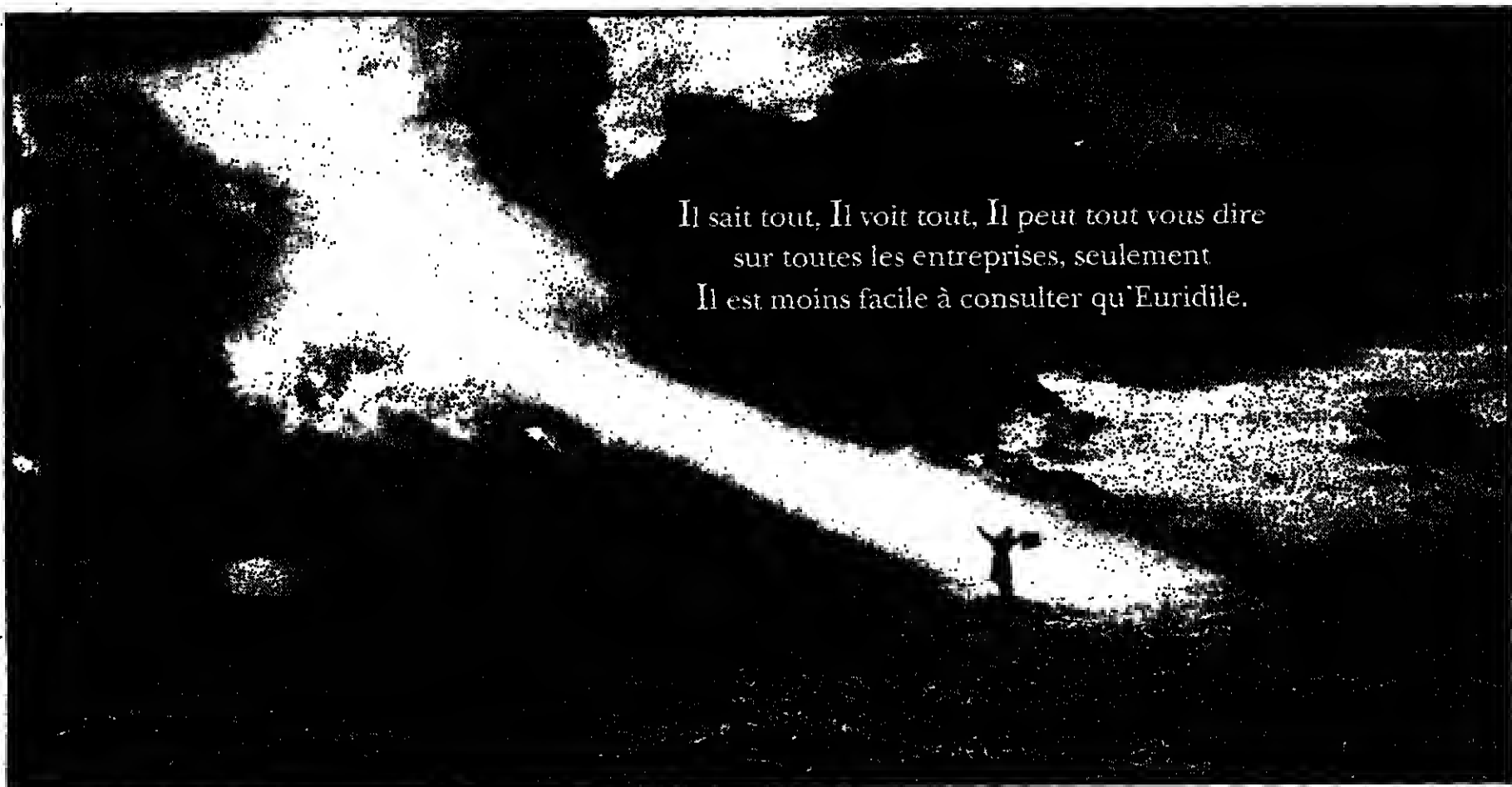
CHRISTINE GARIN

## DESORMAIS, RETROUVEZ VOLVIC AUX MEILLEURES TABLES.



Grâce à son extrême pureté issue du filon naturel des volcans d'Auvergne, l'eau de VOLVIC respecte et garde intactes les saveurs les plus fines. C'est certainement pour cette qualité que l'on rencontre aujourd'hui VOLVIC sur la plupart des grandes tables en France, comme ANDRIEU à Durtol.

volvic. L'EAU DES SAVEURS INTACTES



Il sait tout, Il voit tout, Il peut tout vous dire sur toutes les entreprises, seulement Il est moins facile à consulter qu'Euridile.

# LE NOUVEAU 3617 EURIDILE, C'EST TOUT LE REGISTRE NATIONAL DU COMMERCE

Identification des entreprises. N° de registre du commerce, adresse, siège, forme juridique, activité, dirigeants, ancienneté, capital social, établissements secondaires. Informations financières. Grandes masses du bilan, soldes intermédiaires de gestion, les ratios d'analyse financière comparés aux ratios médians du secteur d'activité de l'entreprise. Possibilité de surveillance. Sur votre demande, une information suivie sur les entreprises de votre choix. Plusieurs portes d'accès. Recherche d'une entreprise par son activité, son volume d'affaire, son secteur ou même par le nom de ses dirigeants. Minitel 3617 Euridile.





سكزا من لامل

## SOCIÉTÉ

### JUSTICE

## Au banc des initiés

Suite de la première page

En dépit de leurs rencontres toujours discrètes depuis 1987, lorsque Nelson Peltz lognait sur la société Cebal, filiale de Pechiney spécialisée dans l'emballage, et que Jean Gandois rêvait de racheter American Nations Can, la filiale de Triangle qui produit des boîtes de soda et de bière en aluminium, ces deux hommes inondent le marché.

Quand Pechiney rachète finalement le groupe Triangle, le 20 novembre 1988, à New-York,

sions entre Triangle et Pechiney. Ainsi de la brève croisière en Méditerranée des familles Boubill et Traboulsi à bord du *Pamir*. Semir Traboulsi, public relations surdondé et représentant du groupe Triangle en Europe, a loué le yacht au prince de Wurtemberg. Le 11 août, il jette l'ancre face à Bonifacio. Deux dirigeants du groupe Pechiney montent à bord pour rencontrer Nelson Peltz, de passage en France.

Ainsi de la réception organisée le 3 octobre, à l'occasion de la

monde des affaires et la haute fonction publique... Car dès le 8 décembre 1988, les inspecteurs boursiers américains de la Securities and Exchange Commission (SEC) saisissent en effet leurs homologues français de la Commission des opérations de Bourse (COB). Ils ont détecté sur le marché new-yorkais des opérations suspectes. Ainsi un délit d'initié va-t-il bêtement ternir un superbe « coup » industriel.

L'enquête de la COB et de l'instruction judiciaire vont établir en quelques jours que plusieurs initiés ont procédé à des achats massifs d'actions de Triangle avant son achat, le 20 novembre 1988. Au premier plan surgit la société suisse Socofinanc, dirigée par Charbel Ghanem. Epousant parfaitement les hauts et les bas de la négociation Pechiney-Triangle, la Socofinanc a racheté, vendu, racheté 91 000 titres de Triangle du 18 août au 25 octobre. Sa plus-value dépasse les 21 millions de francs.

Qui fut le bénéficiaire ? Charbel Ghanem, directeur général de Socofinanc, désigne un client fantomatique : l'International Discount Bank and Trust Ltd, représenté par un télé, et Georges Samia, un Libanais en exil quelque part à Anquilla, au bord des mers éboulées des Caraïbes. Qui fut l'intermédiaire ? Le ministère public accuse Samir Traboulsi, relation d'affaires de Charbel Ghanem.

### Un «banquier» malheureux

Grâce aux standards téléphoniques informatisés, la liste des incommensurables appels entre les deux hommes, passés par Samir Traboulsi de sa suite de l'hôtel de Paris, à Monte-Carlo, ou du Waldorf Astoria, à New-York, a en effet été saisie. Mais Samir Traboulsi assure qu'il s'entretenait avec le responsable de Socofinanc de ses placements sur les métaux. Il se défend d'avoir voulu mettre en péril une affaire qui lui a rapporté 1 % de commission sur le montant de la vente Pechiney-Triangle et devait, surtout, lui permettre de « passer du statut d'intermédiaire à celui de financier, d'entrer dans l'établissement financier par la grande porte », comme il l'écrit dans un document cité par Roland Jacquard et Dominique Naepey dans *l'Afrique Pechiney* (Ed. Jean Picollet).

Au second plan apparaissent bien d'autres initiés. Ceux-là ne se mettent en ordre de marche qu'en novembre mais ont des détachements dans les Girones seulement Max Théret, cofondateur de la FNAC, militant de gauche invétéré, « banquier » malheureux du quotidien socialiste *le Matin*, qui se lance dans la bataille en compagnie de son associé Remy Bédigier, le 15, 16 et 17 novembre. Avec autorité, ils demandent à leur agent Patrick Gruman d'acquiescer pour 6 millions de francs de titres Triangle. Le marché ne leur permet d'en acheter « que » pour

2 millions. Leur plus-value sera tout de même de 9 millions de francs.

Initié, Max Théret ? Ses paupières se plissent pour expliquer que son ordre d'achat a été déterminé par une analyse financière et industrielle du marché de l'emballage. Des articles de la presse s'auraient attiré son attention, notamment l'un d'eux, paru dans *la Lettre confidentielle de la communication et du livre*.

Malheureusement pour lui, l'instruction judiciaire a établi que le numéro en question n'avait pu être posté avant le 14 novembre en raison d'une grève des postes. De plus, les conversations téléphoniques entre son agent parisien et son broker londonien, enregistrées selon l'usage anglais, ont révélé que Patrick Gruman ne connaissait pas précisément la société Pelat. Sa réponse, reprise par le ministère public, désigne sans hésitation Alain Boubill, directeur du cabinet du ministre des finances, qui proteste hautement.

Ses liens d'amitié avec Roger-Patrice Pelat et Samir Traboulsi s'expliqueraient en le propulsant toujours, avec son plein consentement, au centre des négociations et des décisions. Peut-il oublier les vacances familiales passées en Tunisie avec les Pelat et les Bédigier en 1982 ? Peut-il démentir avoir aidé son ami Roger-Patrice à bien vendre sa société Vibracho, la même année ? Peut-il contester avoir fondé avec lui, en 1985,

deux opérations boursières séparées et d'envergure. A visage découvert, il passe par sa banque pour acheter 25 000 titres Triangle. La banque Rottlinger ne pourra lui en trouver « que » 10 000. Parallèlement, il téléphone à la société suisse Expertia Treuhand et transmet un ordre d'achat de 20 000 actions. Le jour même, un responsable de la société suisse acquiesce la société panaméenne Ello pour accueillir discrètement cette opération... Au total, Roger-Patrice Pelat réalisera une plus-value dépassant les 6,5 millions de francs.

### «Délit d'initié» ?

L'instruction s'est légitimement employée à déterminer qui avait pu informer Roger-Patrice Pelat. Sa réponse, reprise par le ministère public, désigne sans hésitation Alain Boubill, directeur du cabinet du ministre des finances, qui proteste hautement.

Ses liens d'amitié avec Roger-Patrice Pelat et Samir Traboulsi s'expliqueraient en le propulsant toujours, avec son plein consentement, au centre des négociations et des décisions. Peut-il oublier les vacances familiales passées en Tunisie avec les Pelat et les Bédigier en 1982 ? Peut-il démentir avoir aidé son ami Roger-Patrice à bien vendre sa société Vibracho, la même année ? Peut-il contester avoir fondé avec lui, en 1985,

une société de négoce des vin au reste plus proche du club d'amis que de l'entreprise capitaliste ?

Peut-il effacer de sa mémoire sa croisière avec les Traboulsi au large de la Corse, et ce déjeuner chalcédonien au restaurant Chez Edgar, le 13 novembre 1988, à l'occasion du quarantième anniversaire de mariage des époux Bédigier en compagnie de ses amis Traboulsi et Pelat ? « Je suis poursuivi pour délit d'initié », résume-t-il d'un mot.

Belle répartition, qui souligne en creux à quel point le délit d'initié est difficile à prouver matériellement. Les « tuyaux » murmurés aux amis ne s'évaporent-ils pas aussitôt transmis ? La justice n'est-elle pas dangereusement désarmée pour rapporter la preuve d'une infraction par définition provoquée par une information échappée au hasard d'une rencontre ?

Questions pour l'heure sans réponses. De même que l'oo se demande encore si l'annonce d'un rachat imminent de Triangle par Pechiney n'a pas été confiée à quelques proches du pouvoir socialiste pour qu'ils se remboursent à point nommé des prêts qu'ils auraient consentis lors de la campagne présidentielle de 1988.

LAURENT GRELSAMER



le secret de cette vente est en réalité tressé depuis trois mois. Emallées de ruptures et de réconciliations, d'accéléérations brutales et de coups de bluff, les négociations n'ont-elles pas été suivies par l'état-major des deux groupes, leurs avocats d'affaires, leurs banquiers et, en bout de course, une poignée de membres des cabinets ministériels français ? Pas moins d'une quarantaine de personnes. Beaucoup trop pour un secret d'Etat.

### Une brève croisière

La presse et tout particulièrement *le Monde* ont raconté, avant que l'instruction judiciaire ne les confirme, quelques-uns des moments forts de ces contacts entre Pechiney et Triangle. Ainsi de la rencontre fortuite entre Jean-Louis Vinciguerra, le directeur financier de Pechiney, et Alain Boubill, lors du week-end des 25 et 26 juin 1988.

Les deux hommes se croisent au Racing Club. Alain Boubill, déjà alerté de la négociation belotante entre les deux groupes, se propose de faciliter les discus-

remise des insignes de la Légion d'honneur à Samir Traboulsi par Pierre Bédigier « dans un consensus d'alternance politique », ote Airy Routier dans un livre icicis, *la République des loups* (Le Livre de poche). La réception dans les salons du ministère des finances est suivie d'un dîner de quarante couverts où le frère du président de la République, Robert Mitterrand, prononce un discours.

Ainsi de cette journée du 14 novembre, alors que l'accord définitif est quasiment conclu, qui voit Jean Gandois téléphoner à Alain Boubill, déjà mis au courant par Traboulsi du succès des négociations, pour obtenir un rendez-vous d'urgence avec son ministre, qui le recevra le jour même.

Ce simple survol pour résumer quatre mois de manège conclut par une « grande nouvelle économique pour la France », selon la formule de Michel Rozard, Pechiney, grâce aux fonds propres accordés par l'Etat français, devieot le numéro un mondial de l'emballage au risque d'avoir légèrement brisé les frontières entre le

### Une décision du Conseil national de l'ordre des médecins

#### La sanction contre le docteur Garretia est atténuée en appel

Le docteur Michel Garretia, qui avait été interdit de vie d'exercice de la médecine par le conseil régional d'Île-de-France de l'ordre des médecins, a vu sa sanction largement atténuée, mardi 1<sup>er</sup> juin, par le Conseil national de l'ordre des médecins : il se voit infliger une interdiction d'exercer la médecine pendant deux ans. Cette décision intervient alors que l'ancien directeur général du Centre national de transfusion sanguine (CNTS) est réjugué actuellement par le 13<sup>e</sup> chambre de la cour d'appel de Paris pour « tromperie » sur les produits sanguins vendus aux hémodialysés.

Des salles d'un lycée d'Aulnay-sous-Bois sacrées. - Douze salles de classe ainsi que des ateliers du lycée professionnel de la rue Voilaume, à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), ont été sacrées, dimanche 30 mai, par des inconnus. Ils auraient pénétré dans l'enceinte de l'établissement en franchissant probablement une barrière qui sépare le lycée d'un chantier situé derrière l'établissement. Des ordinateurs ont été cassés et d'autres volés.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT ARTS Le Monde et SPECTACLES

### Proche de l'ancien président Fernando Collor

## Un homme d'affaires brésilien a été entendu comme témoin dans l'affaire Botton

Joachim Monteiro de Carvalho, homme d'affaires brésilien, proche de l'ancien président Fernando Collor, a été entendu durant un peu plus d'une heure, vendredi 28 mai, à titre de témoin par le juge Philippe Courroye, chargé du dossier Botton (*le Monde* du 28 mai).

### LYON

de notre bureau régional

La famille Monteiro est l'une des principales fortunes du Brésil, liée à l'ex-épouse du président déchu Fernando Collor, et le groupe Monteiro de Aranha aurait sûrement pu honorer sans difficulté les deux factures de 750 000 francs et de cinq millions de francs libérées à son nom et retrouvées dans la luxuriante comptabilité de Pierre Botton, en date des 4 janvier et 30 mars 1991. Mais M. Monteiro

de Carvalho, qui possède deux pied-à-terre en France, l'un avenue Montaigne à Paris, l'autre à Saint-Jean-Cap-Ferrat (Alpes-Maritimes), refuse d'assumer ces libéralités-là.

S'il admet connaître Pierre Botton, qui lui aurait été présenté en 1984 par Charles Giscard d'Estaing (1) - inculpé le 4 décembre 1992 d'abus de biens sociaux et de faux en écritures, - il affirme n'avoir jamais été en affaire avec lui. Lors d'une de ses auditions, M. Botton avait pourtant prétendu qu'il avait été rémunéré pour avoir introduit son ami brésilien dans « les milieux médiatiques et politiques français ». Le gendre du maire de Lyon citait alors plusieurs noms de champions de formule 1, de journalistes et d'un animateur dominical de télévision. Il affirmait que, en 1988, il s'était rendu au Brésil chez M. Monteiro en compagnie de Patrick Peltz d'Arvor. Enfin, grâce à son coté-gent M. Monteiro aurait pu assister, en 1991, au Grand Prix de formule 1

de Monaco avec, pour invité « dans son loge, le sœur d'Ayrton Senna ».

A propos des deux factures, M. Botton précisait toutefois qu'il les avait conservées dans sa comptabilité, mais qu'il ne les avait sans doute pas envoyées au Brésil et qu'en fait il s'agissait d'un perçevoir qu'environ deux millions de francs. Pour d'autres factures de 1991 imputées à des entreprises étrangères ou à des particuliers (suisses, allemands ou libanais), Pierre Botton a s'avoué qu'il s'agissait de fausses factures couvrant des rémunérations assumées en réalité par des entreprises françaises qu'il ne souhaitait pas nommer.

R. B.

(1) Au début des années 80, Charles Giscard d'Estaing avait travaillé au Brésil comme attaché de direction d'une filiale d'une holding Monteiro de Aranha visant à faciliter l'implantation dans ce pays de sociétés étrangères.

### Analysant les conditions de détention dans vingt-deux pays

## L'Observatoire international des prisons veut lutter pour le droit à la dignité des personnes incarcérées

Créé en octobre 1990, l'Observatoire international des prisons (OIP) a présenté son premier rapport annuel au cours d'une conférence de presse internationale qui s'est tenue, jeudi 27 mai, au Palais des Nations, à Genève. Présidée par Christine Daur-Serfaty, cette organisation non gouvernementale, dont le secrétaire général est Bernard Boze, s'est donné pour objectif de lutter pour le droit à la dignité des personnes détenues, quel que soit le motif de leur enfermement, au moyen d'une surveillance des conditions carcérales dans divers pays (*le Monde* du 5 avr.).

### GENÈVE

de notre correspondante

Si Genève s'est choisie, c'est pour souligner le caractère international de l'activité de l'Observatoire, et aussi parce que cette ville, où sont nées les conventions humanitaires qui portent son nom, abrite le siège du Centre des droits de l'homme de l'ONU, celui du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et celui d'autres organismes de défense des droits des prisonniers, tels que la Commission internationale de juristes et diverses associations de lutte contre la torture.

La présidente de l'OIP, Christine Daur-Serfaty, souhaite que grâce à cet Observatoire une vigilance

constante puisse être exercée sur toutes les prisons afin qu'il ne puisse plus exister de bagues telles que celle de Tazmamart (Maroc), où les prisonniers, pendant de nombreuses années, étaient enfermés coupés du monde et ne pouvaient que se sentir totalement oubliés (1).

Jusqu'à présent, il n'existait pas d'organe international pour se pencher sur le sort des détenus non politiques. Amnesty International accomplit un travail remarquable, mais ne se préoccupe, en principe, que des prisonniers d'opinion. Les délégués du CICR, pour leur part, visitent et assistent sans témoin et de manière répétée les détenus politiques - ou ceux dits de sécurité - auxquels ils peuvent avoir accès, mais leur devoir de réserve les empêche de rendre publiques les exactions qu'ils ont pu constater.

### Le sort des prisonniers «ordinaires»

Le premier rapport annuel de l'OIP fait état des conditions de détention de prisonniers « ordinaires » de vingt-deux pays. Celles-ci sont décrites pour chacun d'eux en termes à la fois concrets et percutants, résultant d'enquêtes approfondies menées avec impartialité.

Ainsi, en ce qui concerne l'Allemagne (pour prendre le pays qui vient en premier dans l'ordre alphabétique), où le nombre d'incarcérés est de soixante-douze pour cent mille habitants, on trouve ces réflexions : « Les personnes

condamnées à de longues peines - parfois jusqu'à perpétuité - constituent une part grandissante de la population carcérale. La vie dans les prisons allemandes est de plus en plus soumise à des problèmes de toxicomanie, la propagation du virus du sida représente une nouvelle cause d'inquiétude ».

La situation est évidemment plus grave dans des pays où sévit la guerre civile, par exemple au Salvador, où ce nombre est de cent deux pour cent mille et où « le coût et les règlements de comptes entre gangs chaque semaine la mort d'un détenu dans certains établissements pénitentiaires [...] Cette violence extrême s'explique en partie par l'apathie chronique de l'administration ». Autre point préoccupant, « l'institutionnalisation du trafic de drogue et les mauvais traitements subis [de la part d'autres détenus] par les compagnes de détenus lors des visites ».

Il est à souhaiter que l'OIP dispose de moyens suffisants pour étendre ses investigations à davantage de pays, voire à la totalité d'entre eux, car il n'est malheureusement guère de pays où les conditions réelles de détention puissent être considérées comme satisfaisantes.

ISABELLE VICHNIAC

(1) Christine Daur-Serfaty est l'auteur de *Tazmamart, une prison de la mort au Maroc* (Stock, 1992).

► Observatoire international des prisons, 11, rue du Puits-Gaillot, BP 1198, 69203 Lyon Cedex 01. Tél : 72-00-27-78.

**STAGIUS ANGLAIS USA**  
Dans une grande université de Californie ou de Floride.  
Départs possibles tous les 2 mois.  
année (8 mois) : 50.000 F env.  
semestre (4 mois) : 28.000 F env.  
Cours, logement, repas inclus.  
University Studies In America  
CEPES 42, avenue Bosquet 75007 PARIS  
(1) 45-50-28-28

Centre formation professionnelle, avocat.  
**C.F.P.A.**  
Préparation intensive  
4 semaines, du 23 août au 17 septembre  
Inscriptions avant le 14 juillet  
**CEPES**  
42, avenue Bosquet, 75007 PARIS  
(1) 45-50-28-28







## SOCIÉTÉ



TENNIS : les Internationaux de France

## A propos d'Andreï Medvedev

Deux attaques, Pete Sampras et Stefan Edberg, seront opposés à deux spécialistes de la terre battue, Sergi Bruguera et Andreï Medvedev, dans les quarts de finale du haut du tableau masculin des Internationaux de France de tennis. Les deux joueurs ont l'honneur dans le bas du tableau avec Jim Courier et Karel Novacek, qui rencontreront Goren Pripc et Richard Krajicek.

Andreï Medvedev est la coqueluche des journalistes accrédités aux Internationaux de France de tennis. Ses performances sur le court sont séduisantes, mais son jeu n'est pas la cause première de cet engouement. Si les conférences de presse de l'Ukrainien font salle comble après chacune de ses matches, c'est qu'il ne se contente pas de répondre par des phrases toutes faites. Il a de l'humour, de la répartie. Sur un exercice imposé, trop souvent insipide, il parvient à improviser.

Mardi 25 mai, par exemple, il sort dégoûtant de transpiration d'une partie séchée en cinq manches avec l'Argentin Guillermo Pérez-Roldán. On lui demande comment il se sent : « J'étais trop gros avant le match, maintenant ça va », répond-il. Puis il raconte comment deux ou trois fois par mois il signe des centaines de photographies pour pouvoir les distribuer à ses admirateurs en sortant des courts. Et il philosophe sur la vanité du sentiment de star qui peut habiter certains champions.

Deux jours plus tard, Andreï Medvedev bat l'Italien Renzo

Furlan et il explique que s'il a souri pendant la rencontre ce n'était pas pour se moquer de son adversaire, mais pour répondre à une jolie fille qui l'avait encouragé dans les gradins. On remarque qu'il s'exprime dans un anglais presque parfait. « C'est utile pour demander un court d'entraînement et savoir à quelle heure on joue son match », lance-t-il avant de préciser qu'il s'est perfectionné dans les discothèques.

## Liberté de ton

Samedi 29 mai, il est mis en difficulté par l'Argentin Gabriel Markus. Andreï Medvedev avoue avoir été très nerveux pendant la deuxième manche, au point de faire une double faute, qui aurait permis à son rival de prendre l'avantage. Et sans transition il entame une dissertation pour justifier les privilèges accordés par les organisateurs du tournoi aux meilleurs joueurs. Il se lance ensuite dans une diatribe contre l'effondrement de l'URSS : « C'est un pays qui a décliné pour des raisons politiques, je trouve cela stupide. » Il note que, dans son pays, il est jaloux parce qu'il a réussi et termine en précisant qu'il n'a préparé la saison sur terre battue aux États-Unis : « C'était un entraînement intensif, pas drôle. Le soir en rentrant à l'hôtel, la seule chose que j'avais envie de faire, c'était vomir. »

Cette liberté de ton n'est pas nouvelle. Avec Andreï Medvedev, Roland-Garros a déclaré à la suite d'un match perdu à Monte-Carlo qu'il avait mal à l'épaule en entrant sur le

court après avoir trop joué aux machines à sous du casino. Il a aussi expliqué qu'il répugnait à retourner dans sa ville natale, Kiev, parce qu'il craignait d'être affecté par les radiations émises par la centrale nucléaire de Tchernobyl. Quant aux dirigeants du tennis ukrainien, il les a traités de « fascistes communistes ».

Andreï Medvedev apparaît comme un joueur ne faisant mystère de rien, ignorant la langue de bois en usage sur le circuit. Plus ses rivaux se veulent impénétrables - Jim Courier a interdit à ses entraîneurs d'évoquer avec les journalistes sa préparation physique et ses états d'âme - plus il semble transparent par contraste.

Autant de candeur est-elle fortuite ? Andreï Medvedev n'a que dix-huit ans. Il n'a encore jamais été trahi par ses propos ou la relation qui en est faite. Si cela arrive, peut-être se refermera-t-il comme une huître après tant d'autres. A moins que, en dépit de son jeune âge et de son inexpérience supposée, Andreï Medvedev ne parle que pour braver les pistes, cacher son jeu, travestir ses intentions.

## Visage d'icône

Peut-on faire enfance à ce visage d'icône, à ce corps épilé d'épice nappé d'une fine moustache blonde ? Il est presque trop beau pour être honnête. D'ailleurs, au fil de la saison, on a vu Andreï Medvedev en flagrant délit de mensonge : au lieu de reconnaître qu'il n'était pas très en forme à la suite d'une défaite, il a raconté une fois qu'il avait été dérangé la nuit précédente par des coups de téléphone intempestifs. Andreï

Medvedev bourlingue à travers le monde, loin de sa famille, depuis qu'il a seize ans. Avec l'anglais, la première chose qu'il ait apprise est à se méfier des autres. Le tennis professionnel est une jungle. Alors mentir ou se taire pour se défendre ? Il n'a choisi de parler.

Lundi 31 mai, l'Allemand Marc Goellner est à deux doigts de faire rater à Andreï Medvedev son examen de passage sur le circuit. Il peste contre l'organisateur du tournoi de Bordeaux qui ne lui a pas fait parvenir les 600 bouteilles de vin promises pour une victoire l'an passé. Il s'extasie sur Sacha, quatre ans et demi, le fils de son entraîneur Alexander Dolgoplov : « Il est l'énergie personnifiée. » Il évoque sa stratégie contre Goellner : « J'ai fait beaucoup d'amorçages pour casser son rythme. » Il avoue une certaine anxiété à l'idée de rencontrer Stefan Edberg en quart de finale : « La qualité de jeu qu'il a montrée dans ce tournoi, est telle que je n'ai pas de mots pour l'exprimer. » Puis il se contredit dans la même envolée : « Je ne m'attendais pas à arriver à ce stade du tournoi mais mon but n'est pas encore atteint. Je ne suis pas encore là où je voudrais être. »

On vent en venir ce garçon qui décoche des aces sans que ses pieds franchissent la ligne de service, qui ajuste des passings à la manière du Slave Mikolajev Meir nague, et qui fait des phrases belles ou drôles ? On sait d'où il est parti (un huitième de finale surprise en 1992). On sait qu'il en est cette année (quart de finale). On croit deviner la suite...

ALAIN GIRAUDO

## Elimination de la paire Leconte-Ivanisevic

Il y avait encore un petit espoir de voir un Français figurer au palmarès des Internationaux de France : Henri Leconte disputait le double avec Goran Ivanisevic, une paire inédite, réunie par Jon Tiriac, manager du Croate après avoir été celui du Français. Les deux gauchers ont été battus lundi par les frères américains Luke et Murphy Jensen (6-7, 7-6, 6-3).

Tous croyaient au retour du « vengeur masqué » et les apparitions de la paire franco-croate pravaient des épreuves. Match après match, Henri Leconte et Goran Ivanisevic faisaient le spectacle et faisaient l'admiration : une attraction.

## Un joueur ambidextre

Après avoir éliminé les paires David Wheaton-Richy Renberg, têtes de série numéros 15 du tournoi, et Cesc Motta-Javier Sanchez, les deux gauchers s'étaient hiés, dimanche, en quart de finale en battant les têtes de série numéros 2, John Fitzgerald et Anders Jarryd. Lundi, ils ont été éliminés par une paire coupée du tournoi de double, Luke Jensen est ambidextre et sert aussi puissamment de la main droite et de la main gauche.

B. M.

## Les résultats du lundi 31 mai

**SIMPLE MESSIEURS**  
Huitièmes de finale  
Premier quart du tableau  
P. Sampras (EU, n° 1) b. M. Washington (EU, n° 16) 6-3, 7-6, 6-1; S. Bruguera (Esp, n° 10) b. F. Meligeni (Bré) 6-3, 6-1, 7-5.  
Deuxième quart du tableau  
S. Edberg (Sué, n° 3) b. P. Haarhuis (PB) 6-4, 3-6, 6-3, 7-6; A. Medvedev (Rus, n° 11) b. M. Goellner (All) 6-4, 6-4, 4-6, 6-3.  
Quatrième quart du tableau  
J. Courier (EU, n° 2) b. T. Muster (Aut, n° 15) 6-3, 2-6, 6-4, 6-2.  
Entre parenthèses, la nationalité des joueurs et, éventuellement, leur numéro de tête de série.

BÉNÉDICTE MATHIEU

## TAUROMACHIE

A Vic-Fezensac

## Le culte du « toro-toro »

Alors que, à chaque week-end de Pentecôte, le foule déferle sur Nîmes pour se faire millénaire, Vic-Fezensac (Gers) célèbre discrètement mais sans faiblesse le culte du « toro-toro ».

Mais il y faut un tel concours de circonstances que les trois piques données au taureau de Barcial - la troisième sans porter la fer, simplement pour exalter la beauté et la sincérité de la charge, - rentrent comme un de ces moments qui consolent et relancent l'imaginaire.

## VIC-FEZENSAC

de notre envoyé spécial

Qu'une image, une seule, fixe le souvenir et symbolise une fête, qu'en site se condense la légende gravée des matins du monde, cela suffit et n'arrive pas tous les jours. A Vic-Fezensac, le dimanche de Pentecôte, la novitade de des aires de fête, de fleurs et d'ovations. Les novilles sont des taureaux de moins de quatre ans. Chaque sortie de ceux-ci, six exemplaires de l'élevage Barcial, superbes, à la musculature déliée et au pelage pie (on les appelle les pates blanches), les cinq mille fidèles applaudissent de joie. Carnes langues, intactes, fines, fortes et caste équilibrées, on se croirait en ténia plutôt qu'en représentation. On se croirait dans ces petites places d'élevage où se juge la vérité et non pas le spectacle. Comme pour renforcer l'illusion, 107 personnes (c'est beaucoup) se pressent dans le callejon, ce couloir réservé aux professionnels. Comme pour la nuancer (l'illusion a toujours besoin de nuance), une jeune fille blonde fait la marche de l'arastre, cet attelage qui entraîne la dépouille des taureaux, elle mècheait du chewing-gum.

Pour Batemario, sorti en troisième position, trois ans et trois mois révolus, avec sa tête charpentée, boudée, une vraie tête de taureau à l'ancienne, Michel Bouix, picador nîmois, sortit le grand jeu. Qu'il soit avec Richard Millan ou aux côtés d'un débutant - cette fois le jeune Gilles Raoux, - Michel Bouix, seul picador luguano de l'histoire, cherche le grand jeu : intègre, sincère et passionné.

## Tour de piste

Castoreño (le couvre-chef de picador à plumet noir) an sein, Michel Bouix a fait le tour de piste comme naguère à Madrid Martín Toro, le picador de Ruiz Miguel. Le mayoral de Barcial, représentant de l'élevage, a salué aussi. Vic n'aime rien tant qu'inventer sa vérité vicde. Dans ce grand bourg de 3 700 âmes, dont 200 se sont évaporées entre les deux derniers recensements, on aime le « toro-toro ». Pendant ces jours de Pentecôte où l'Andalousie marche en dansant, en claudant, vers le rocío, en un pèlerinage païen aux fresques limitées, pendant que Nîmes s'applique à se faire millénaire mise au point en 1952, Vic, sans infrastructures, en silence, remplit ses arènes d'abonnés au milieu d'un paysage très italien.

Loin de tout, sauf de la mémoire terrienne, Vic fête le taureau, consentant du bout des doigts le samedi à accueillir ses vedettes de l'heure mais avec de vrais taureaux (César Rincon et Enrique Ponce dans un duel malentendu dirigé par Curro Vasquez). Ce que Vic attend véritablement, ce sont les statues préhistoriques élevées par Paba ou Justo Nieto, mais surtout, Vic est à tout moment prêt à se remplir d'un seul souvenir d'estampe, celui de Michel Bouix attendant, lancé en l'air, comme gravé par Goya, en jaurie dieu au front d'airain. Quand on aime les taureaux, on peut vivre longtemps d'une telle image.

FRANCIS MARMANDE

## REPÈRES

## JUSTICE

Le PSG porte plainte après les incidents de Marseille

Le conseil d'administration du Paris-Saint-Germain, réuni lundi 31 mai, a décidé de porter plainte contre X... auprès du procureur de la République, afin « que toute la lumière soit faite » sur les incidents survenus au cours du match de championnat Marseille-PSG (le Monde du 1<sup>er</sup> juin). Les dirigeants parisiens demandent aussi aux pouvoirs publics et au ministre de la jeunesse et des sports de poursuivre l'étude de textes législatifs permettant de « lutter avec succès contre le hooliganisme, l'incitation à la haine raciale, les débordements dans les stades, etc. » Le PSG a décidé de suspendre les déplacements de ses supporters pendant une durée indéterminée, « mais au moins jusqu'à la fin de l'année 1993 », et de mettre en place une surveillance accrue lors des deux derniers matches contre Saint-Etienne, mercredi 2 juin, en championnat et face à Laval, dimanche 6, en demi-finale de la Coupe de France.

Le MRG dénonce « les nazis du PSG ». - Après les incidents survenus samedi 29 mai, à Marseille, à l'occasion du match de football opposant Paris-Saint-Germain à l'Olympique de Marseille, que préside Bernard Tapie (MRG), Jean-François Hory, président du Mouvement des radicaux de gauche, a demandé, lundi 31 mai, à Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, de « mettre hors d'état de nuire » les « nazis » de l'équipe parisienne. M. Hory assure que « depuis des années, une bande de nazillons (...) fait régner la terreur pendant les rencontres » que dispute le PSG. Le MRG conclut M. Hory, « suggère à M. Pasqua, qui nous oblige régulièrement de rododromes sur l'ordre public, de mettre hors d'état de nuire les individus qui déshonorent un club, par ailleurs animé par ses amis politiques ».

## RELIGIONS

Dix mille traditionalistes réunis à Chartres

Environ dix mille catholiques traditionnalistes, dont une grande majorité de jeunes, ont assisté, lundi 31 mai, en la cathédrale de Chartres, à l'office eucharistique pèlerinage de chrétienté, qui a débuté samedi matin à Peña. Reprenant le thème de la marche : « Pour que France, pour que chrétienté continuent », l'abbé Pozzetto, aumônier du pèlerinage, a mis en exergue dans son homélie « la France défigurée », « La France des héros et des saints, que nous faisons en ce bicentenaire du soulèvement de la France chrétienne (...), peut-elle le reconnaître dans la France des droites de l'homme (...) qui, chaque jour, élimine ses enfants et poursuit les défenseurs et sauveurs de la vie ? » Un message du pape Jean-Paul II a été lu à l'assistance.

Un second pèlerinage, rassemblant environ trois mille catholiques intégristes de la Fraternité Saint-Pie-X, fidèles de Mgr Lefebvre, était parti samedi 30 mai, de Chartres pour rallier Paris.

## SANTÉ

Le vaccin contre l'hépatite A sera remboursé à 100% pour les hémophiles

Le ministre délégué à la santé, Philippe Douste-Blazy, a indiqué, lundi 31 mai au Club de la presse d'Europe 1, qu'il avait « demandé à la Sécurité sociale de rembourser à 100 % tous les vaccins contre le virus de l'hépatite A pour tous les hémophiles ». M. Douste-Blazy a indiqué par ailleurs que seraient impartés « immédiatement » des lots de facteur VIII fabriqués par génie génétique au Allenagis et aux États-Unis. Ce facteur VIII, a-t-il précisé, a « l'avantage d'être beaucoup plus sûr que celui qui concerne la transmission du virus de l'hépatite A ».

## Jim Courier, puncheur des courts

Ce n'est plus un court de tennis, c'est un ring de boxe. Jim Courier sautille, renoue la tête, roule des épaules. Le souffle sord, le regard plombé, il compte les points qui le rapprochent de la victoire. On est à la quatrième reprise, le quatrième set. Depuis une heure, maintenant, il domine le combat. Il titillait pour éviter les coups de Thomas Muster, et il le fait fort bien. Il bloque un passing-shot d'un poignet ferme, il récupère un service plus vite qu'il n'est arrivé, il pilonne le revers de son adversaire, mézoreusement renvoyé dans les cordes.

Les coups pèsent si lourd désormais. L'Autrichien ne voit plus grand-chose qu'une balle qui vient de lui filer sous le nez. Il implore le ciel en levant les bras. Le ciel n'en peut mais. Jim Courier frappe encore et encore : c'est un uppercut pour un loup, un crochet du droit, et un autre du gauche pour les retours de service, un direct pour plier les genoux l'espace d'un round, mais ils ont finalement jeté l'éponge. Ils ont fait office de spar-

ring-partners, pour les plus talentueux, ou de punching-balls pour les plus faibles. Lundi, c'était au tour de Thomas Muster de monter sur le ring. Avec lui, la rencontre promettait d'être rude. Elle le fut au-delà de toutes les prévisions.

Un match de brutes, avec une raquette en guise de gants de boxe, une balle en guise de poings.

## Un bonheur brutal

La partie, le combat, a commencé avant même que les deux hommes ne pénètrent sur le central. Une petite guerre psychologique. Thomas Muster clamait haut et fort que Jim Courier n'était qu'une machine et qu'il fallait briser ce robot en mille morceaux. L'Américain rétorqua qu'il allait jouer contre, sinon son double, du moins son reflet.

Les joueurs de tennis sont de méchantes langues. Il est vrai que le numéro deux mondial n'est pas un artiste. Sa raquette produit peu souvent la caresse d'une amortie ou le claquement d'un service-volé. Ses matches ne soulèvent que très rarement de subtiles émotions. Ils sont des instants de sensations brutales, où chacun frissonne en comptant les coups et désire le voir pulvériser son adversaire.

Comme il y a une ivresse des profondeurs qui menace le plongeur imprudent, il y a sur le court une ivresse de la force de frappe. Jim Courier sait donner ce vertige à ses adversaires comme naguère Jimmy Connors. Thomas Muster n'a jamais en assez de lucidité pour ne pas se laisser aspirer dans ces profondeurs. Après que l'Autrichien lui eut tenu tête une manche, l'Américain a entrepris ce travail d'aspiration vers le fond.

Sur la terre battue, Jim Courier semble le seul à savoir qu'une rencontre n'est terminée qu'après le deuxième rebond de la balle de match et qu'il faut savoir attendre cela pendant des heures. Et Thomas Muster, après Jeff Tarango, n'a pu tenir la cadence que pendant une manche. Jim Courier n'est pas une machine, seulement une force de la nature, un joueur qui ne recule jamais devant les coups de son adversaire. Un monolithe. « Je suis très content de mon jeu, de tous les coups que j'ai dans ma raquette. J'ai une énorme confiance en moi », assure-t-il. Après avoir boxé contre Thomas Muster, il est parti à petites foulées déborder ses muscles dans le bois de Boulogne. Il n'a pas pris de corde à sauter.

**Cet avocat ne se mettra à table qu'en présence de son Tabasco.**

Tabasco is a registered trademark of the McIlhenny Co.

La biodiversité en



# Le Monde

## SCIENCES • MEDECINE

La diversité biologique en question

### L'inventaire de la nature

La préservation de la biodiversité passe par le recensement des espèces vivant sur la planète

Au Sommet de la Terre organisé en juin 1992 à Rio-de-Janeiro, une seule convention avait rencontré de la résistance: celle dite de la biodiversité, c'est-à-dire portant sur la préservation du patrimoine biologique de la planète, qu'il s'agisse de flore ou de faune sauvages. Les Américains,

inquiets d'éventuelles contraintes qui seraient imposées à la recherche et à l'industrie pharmaceutique, en particulier, avaient alors refusé de signer. Les obstacles sont aujourd'hui aplanis. Tout le monde s'accorde à reconnaître le bien-fondé d'un inventaire général des ressources biologiques,

afin de faire porter l'effort sur les espèces menacées. On s'est en effet aperçu, bien tard, que notre connaissance du milieu vivant reste très limitée, en particulier dans les zones tropicales qui s'avèrent être les plus riches. Sans parler du fond des océans... La conférence que les Nations unies vien-

nent de réunir à Trondheim, en Norvège, marque la volonté de la communauté mondiale de préserver la richesse du patrimoine vivant qui nous entoure. Le maintien de la diversité biologique apparaît en effet comme une nécessité pour la survie de l'homme... le plus grand prédateur du milieu vivant.

**U**RBANISATION galopante, déforestation tropicale, pollution des mers et des fleuves, tourisme à tout va: la biodiversité, elle aussi, est aujourd'hui en crise. Pour l'avenir de la planète comme pour celui de l'humanité, il est devenu urgent de multiplier la protection des espèces naturelles. De déclarer zones protégées, par exemple, certaines zones de la forêt amazonienne, à préserver en priorité en raison de la richesse de leur écosystème.

Mais comment choisir celles-ci en connaissance de cause, sans s'être au préalable donné les moyens d'étudier la composition et la répartition géographique des espèces animales, végétales et microbiennes qui les peuplent? Telle était l'une des préoccupations majeures des experts réunis du 24 au 28 mai à Trondheim (Norvège), sous l'égide du Programme des Nations unies pour l'environnement (le Monde du mercredi 26 mai), pour tenter de mettre en œuvre la convention sur la biodiversité signée à Rio, lors du Sommet de la Terre, il y a tout juste un an.

Depuis l'œuvre de Linné, le premier grand ordonnateur du vivant, la biologie des organismes est certes sortie des ténèbres. En 1758, l'édition définitive de son *Système nature* contenait — et c'était une promesse — la description de plus de 9 000 espèces végétales et animales; aujourd'hui, on en totalise 1,4 million. Un record pourtant dérisoire au regard du nombre d'espèces vivant sur la planète, que l'on estime — et cette incertitude même donne la mesure de notre ignorance — comprise entre 5... et 50 millions.

Plus grave encore d'un point de vue écologique, la disproportion de nos connaissances entre les différentes catégories d'espèces. Si le recensement des oiseaux (environ 9 000 espèces) et des mammifères (4 000 espèces) est aujourd'hui quasi exhaustif, si celui des plantes à fleurs (250 000), comme celui des insectes (750 000), ne démontre pas, il n'en va pas de même, et de loin, pour les autres représentants du règne vivant.

Une chose est de protéger quelques centaines d'espèces à l'heure et à l'autre, une autre est de sauvegarder, à l'échelle de la planète, les écosystèmes garants de son équilibre, rappelle Dan Janzen, professeur de biologie à l'université de Pennsylvanie (Philadelphie) et spécialiste reconnu de l'écologie tropicale. Or, pour connaître l'importance relative de ces écosystèmes, pour comprendre les mécanismes qui

gouvernent leur survie, leur résistance aux pollutions, leur évolution face aux changements climatiques, toutes les formes de vie qui s'y associent doivent être prises en compte. A commencer par les plus rudimentaires, celles, précisément, que l'on connaît le moins.

Un exemple? Celui des champignons. On en connaît 70 000 espèces, mais leur nombre réel est sans doute vingt fois supérieur. Une ignorance d'autant plus injuste que ces organismes, « en ridant les plantes à coloniser les sols secs, en participant à la dispersion et à la diversification des plantes vasculaires et des insectes, ont indéniablement contribué au développement de la diversité biologique », souligne Robert May, professeur à Oxford et à l'Imperial College de Londres (1). Et d'autant plus paradoxale au plan scientifique que les champignons contribuent à la décomposition des matériaux organiques et à la formation des sols, et jouent ainsi un rôle fondamental dans la plupart des écosystèmes.

#### Un projet titanique

Au rayon des espèces délaissées, il faudrait aussi citer les nématodes, ces vers qui pullulent dans les sols ou dans les intestins qu'ils parasitent: les espèces marines (moins de 15 % des espèces décrites); que les océans recèlent peut-être par millions; les virus et les bactéries (5 % des espèces décrites); dont les interactions avec le règne animal et végétal, bénéfiques ou non, sont inconnues.

Peut-on espérer, dans un avenir proche, inventories ces millions de créatures? A l'échelle du globe, personne n'y songe sérieusement. Car le projet, même à un niveau plus modeste, prend très vite des allures titaniques. La National Science Foundation (NSF), qui subventionne aux Etats-Unis l'essentiel des recherches menées dans ce domaine, en est la première consciente: récemment encouragée par le nouveau secrétaire du département américain de l'intérieur, Bruce Babbitt, elle tente actuellement de mettre sur pied le premier recensement exhaustif de la biodiversité jamais effectué, dans une zone de la forêt tropicale amazonienne n'excédant pas 300 km<sup>2</sup>. Une entreprise qui revient à peu près à débarquer, sans les moyens ad hoc, en terre inconnue, comme l'a souligné, le temps d'un colloque préparatoire (2), la cinquantaine de spécialistes mondiaux réunis par la NSF, début avril.



Fragment du tableau «Paradis terrestre» d'André Normil. (Voyage au pays des nuées) chez Hatier.

à l'université de Pennsylvanie. Premier obstacle: combien de scientifiques, aujourd'hui, sont-ils à même de mener ces recherches? Si le métier qui consiste à identifier et classer les espèces vivantes a gardé le joli nom de systématique, il reçoit en revanche, au fil des ans, de moins en moins de crédits.

Partout dans le monde, les muséums d'histoire naturelle connaissent des difficultés financières croissantes — jusqu'au prestigieux Museum de New-York, dont le budget a été amputé de 20 % en 1992. Au point

qu'une Société de systématique s'est créée, en France, en 1985, afin de défendre les intérêts de cette discipline essentielle aux sciences de la vie. Forte de plus de cinq cents membres, cette société avait, en 1989, jeté dans un livre blanc un véritable cri d'alarme (le Monde du 21 juin 1989). « Plus de la moitié des personnes coopérant de près ou de loin à la systématique en France ont aujourd'hui cinquante ans ou plus. En revanche, 8 % seulement appartiennent à la tranche des vingt-cinq-trente-cinq ans, qui devrait constituer la génération de

remplacement », avait-elle souligné. Depuis, la situation ne s'est guère améliorée. Délaissée par les pouvoirs publics et par les étudiants — au profit, notamment, de la biologie moléculaire —, la systématique finira sans doute par bénéficier de la prise de conscience actuelle. Mais un chercheur, dans cette discipline, plus encore que dans d'autres, ne se forme pas en un jour...

Deuxième pierre d'achoppement: la gestion des données. « Pour pouvoir accélérer le recensement d'espèces nouvelles, il faudrait commencer par s'y retrouver parmi les milliers de spécimens qui dorment dans les collections déjà constituées », s'exclame Dan Janzen. Autant dire disposer d'une banque de données informatisée, susceptible de délivrer, à tout moment, toutes les informations disponibles sur une espèce. Une perspective encore lointaine, puisque l'on estime à moins de 10 la quantité d'informations taxinomiques actuellement gérées dans le monde par ordinateur.

#### Réseau de surveillance

Pour maintenir la diversité biologique, la nécessité d'associer systématiquement et informatiquement d'autant plus tous en sont convaincus, que seul un réseau de données à l'échelle planétaire permettra de suivre au fil du temps les évolutions de l'environnement. « Nous savons que l'interaction entre l'humanité et la biosphère se traduit, dans les années à venir, par de multiples changements écologiques. Mais nous sommes incapables de prévoir quels types d'espèces seront les plus touchées, ni où, ni en quelle proportion », souligne Eduardo Fuentes, écologiste à l'université catholique du Chili (Santiago), pour lequel il est urgent de mettre en place, à l'échelle locale, régionale et globale, un réseau de surveillance de la biodiversité.

Où trouver le financement nécessaire à la mise en œuvre d'un tel programme, dont tout indique qu'il sera démesuré? La solution pourrait, en partie, venir des fonds privés. De la lutte biologique à la pharmacologie, de la datation de terrains pétroliers à l'agronomie, les cas ne manquent pas où l'identification précise de micro-organismes, de plantes ou de fossiles sont venues au secours d'une recherche appliquée. Quelques grandes entreprises l'ont déjà compris, qui s'enthousiasment aujourd'hui à investir dans la biodiversité. En témoigne l'entreprise tentée depuis un

peu plus d'un an au Costa-Rica, où la forêt a perdu, en quinze ans, 15 % de sa superficie.

Là, au flanc de la cordillère volcanique qui traverse le pays de part en part, une trentaine de personnes ont entrepris, depuis novembre 1991, de dresser l'inventaire du vivant (estimé à plus de 500 000 espèces) sous l'égide du tout jeune Institut national de biodiversité (Inbio). Créé en 1989 sous l'impulsion d'une poignée d'universitaires, celui-ci vit pour l'essentiel des subventions de Merck and Co, le géant américain de la pharmacie. Objectif du groupe industriel: valoriser les ressources locales, pour en extraire les molécules actives qui, peut-être, constitueront les médicaments de demain.

L'expérience menée au Costa-Rica fera-t-elle des émules? Resterait-elle un cas isolé? Rodrigo Gamero, directeur de l'Inbio, qui a reçu récemment le soutien supplémentaire d'Intergraph Corp, afin de développer une banque de données informatisée, se montre confiant. « La conservation du vivant demande la création de nouvelles structures institutionnelles, et un partenariat entre secteurs traditionnels séparés, voire opposés », estime-t-il. Un optimisme qui est loin, cependant, de convaincre tous les chercheurs. « Aujourd'hui, il est souhaitable pour l'industrie que la biodiversité survive. Mais comment être certain qu'il en sera de même dans vingt ans? », souligne ainsi Madhav Gadgil, professeur de biologie à l'Institut des sciences de Bangalore (Inde).

Seule certitude partagée par tous: pour être véritablement efficace, le recensement de la faune et de la flore requerra la mobilisation de moyens humains et financiers considérables. Est-ce trop demander? Certains font remarquer que le dénombrement des étoiles n'aura pour l'humanité que des conséquences lointaines, et que personne, pour autant, ne songe à mettre l'astronomie en péril. D'autres rappellent avec amertume que l'on s'apprête à consacrer des milliards de francs, dans le monde, au décapage de notre patrimoine héréditaire. Avant que la folie démographique et industrielle des hommes ne détruise irrémédiablement l'œuvre de la nature, la connaissance de la diversité biologique, elle aussi, devra avoir son prix.

CATHERINE VINCENT

(1) Pour la science, n°182, décembre 1992.  
(2) Science, vol. 260, 30 avril 1993.

### La biodiversité en réduction

L'île de la Réunion offre, sur une toute petite surface, un bel échantillon de diversité biologique. Mais cette richesse, déjà entamée, est encore très menacée

**A**VEC un territoire grand comme seulement le tiers de la Corse, l'île de la Réunion présente une richesse biologique exceptionnelle. « C'est une des dix îles du monde où l'homme n'a pas introduit le plus d'espèces », résume à Paris Denis Clément, le nouveau directeur régional de l'environnement (DIREN). L'explication est d'abord géographique. Située en pleine région tropicale, sous les vents alizés de l'est qui apportent les pluies, la Réunion connaît une diversité de climats étonnante: certains de ses sommets reçoivent jusqu'à 15 mètres de précipitations par an, ce qui frise le record mondial; quant à la côte sous le vent, à l'ouest, elle ne reçoit que 600 mm (moins qu'à Paris). De sorte que la végétation, étagée du niveau de la mer à 3 000 mètres d'altitude, comprend aussi bien de la forêt tropicale humide que de la savane sèche vulnérable à l'incendie, et même de la pelouse de montagne.

Les premiers marins qui abordèrent l'île en restèrent ébahis. On n'a pas de récit des navigateurs arabes et portugais qui visitèrent l'île dès le XVI<sup>e</sup> siècle et lui donnèrent le nom de Mascareigne. (Mascarelinhas). Mais l'Anglais Samuel Castleton, débarqué

en 1613 à «Mascarin», la rebaptisa *England's Forest*. « L'île est partout verte et agréable, écrit-il, parait agréablement revêtue d'une belle forêt, particulièrement de plusieurs sortes d'arbres dont la hauteur est admirable et le bruyage plus épais qu'en aucun autre lieu du monde (1) ». Cette jungle abrite une grande variété de touffes et de perroquets, et les étangs littoraux regorgent d'oies, canards et flamants roses, ainsi que d'anguilles géantes atteignant 25 livres!

Mais le plus étrange, pour les premiers voyageurs, est la présence d'une grosse espèce de volaille de la taille d'un dindon, si grasse et si agile qu'elle ne peut voler. Dix hommes en avaient pour nourrir quatre personnes. Non, il ne s'agit pas du fameux «dodo» ou dromé (Raphus cucullatus), cet étonnant pigeon qu'on ne trouvait que dans l'île voisine de Maurice, et qui a disparu en 1693. C'est un cousin du dodo, le solitaire, présent seulement dans les îles de la Réunion et de Rodrigues, mais dont on ne possède aucun squelette ni aucune reproduction. Il se serait éteint au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle.

L'autre animal providentiel pour les marins de passage était la tortue.

Aussi bien les tortues marines venant pondre naturellement sur les plages que la tortue terrestre (*Dipsosaurus elephantina*), monstre préhistorique qui ne subsiste plus à l'état sauvage que dans l'île d'Aldabra, aux Seychelles, et dans l'archipel des Galapagos. Les malheureuses étaient embarquées à bord des navires comme chair fraîche, car elles sont capables de survivre plusieurs semaines sans s'alimenter.

#### Surge de la mer

L'île Mascareigne, rebaptisée Bourbon en 1648 par le naturaliste français Etienne de Flacourt, apparaît alors comme un paradis terrestre, épargné par les fauves, serpents, insectes et miasmes qui pullulent sur le continent africain. On y vient pour s'approvisionner sur la route des Indes, on y débarque les malades qui non seulement guérissent, mais ne veulent plus rentrer. Un seul obstacle à la colonisation par l'homme: ce volcan qui tombe à pic dans la mer s'offre pratiquement aucun ancrage sûr pour les navires. Hollandais et Anglais lui préfèrent donc Maurice, au relief moins tourmenté pour l'agriculture et aux criques mieux abritées

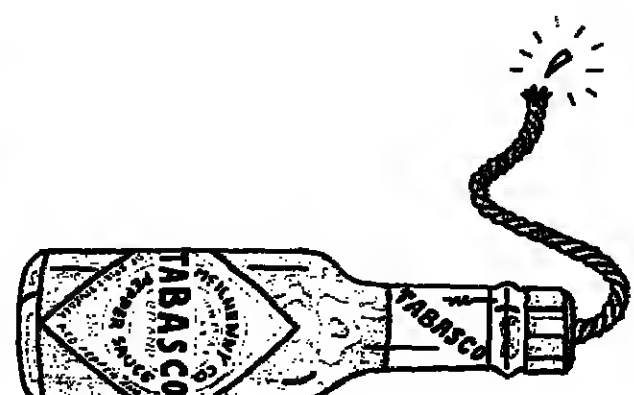
pour les navires. L'île va donc rester une escale garde-manger, où l'on vient faire le plein d'eau potable et de chair fraîche: tortues, solitaires, canards, anguilles, ainsi que chèvres et porcs introduits à dessein.

Cette luxuriance végétale et cette profusion d'animaux paisibles, pourtant, est relativement récente. L'île de la Réunion a surgi de la mer il y a entre deux et trois millions d'années. Une accumulation de lave, entassée sur une épaisseur de 4 000 mètres sous la mer, a fini par faire émerger un premier volcan, le piton des Neiges, qui culmine aujourd'hui à 3 069 mètres, puis un deuxième, le Piton de la Fournaise (2 631 mètres). Mais faune et flore n'ont pu coloniser le volcan que lorsque le piton des Neiges s'est arrêté de vomir sa lave, il y a vingt mille ans. A un moment où, dans le reste du monde, presque toutes les terres émergées étaient déjà peuplées par la flore et la faune contemporaines.

ROGER CANS  
Lire la suite page 17

(1) Sous le signe de la tortue, par Albert Lounnon (Fénelon Assemblée).

La méthode forte pour ne pas laisser froid un quart de poulet.



TABASCO is a registered trademark of W. McIlhenny Co. Louisiana



SCIENCES • MEDECINE

# L'industrie de l'adénome de

Nouveau médicament, nouveaux matériels, effet placebo, conflits d'intérêt... Le traitement de l'adénome de la

SAN-ANTONIO (TEXAS)

de notre envoyé spécial

**R**ÉUNIS dans le monumental Convention Center pour le 80<sup>e</sup> congrès de l'American Urological Association, 5 500 urologues, venus du monde entier ont, du 15 au 20 mai, abordé les multiples chapitres de leur discipline. Au sein d'une exposition internationale de matériels diagnostiques et thérapeutiques, ils ont langüement parlé de calculs du rein, de cancer de la prostate, de la vessie ou du testicule, de l'impuissance masculine et de l'impuissance masculine. Mais, conséquence de l'évolution des mœurs et des techniques, la rencontre de San-Antonio a été marquée par de très longues interventions consacrées aux mérites comparés des dernières proposi-

tions thérapeutiques dans le domaine de l'adénome de la prostate (1).

Nouveau et déjà principal acteur dans ce domaine, la multinationale pharmaceutique Merck Sharp and Dohme était largement présente, occupant les troisième et quatrième pages de couverture de l'épais programme de la réunion, où elle vantait les mérites de sa toute dernière molécule, baptisée Proscar, décrite comme le premier traitement oral de l'adénome prostatique. Il ne s'agit nullement là d'un effet de mode, mais bien de marchés en pleine expansion, dont les perspectives sont considérables.

L'adénome de la prostate — également désigné sous le terme d'HBP (hypertrophie bénigne de la prostate) — est une tumeur de la glande masculine située à la face intérieure de la vessie, qui assure notamment la synthèse de certains

composants du sperme. Bien que cette tumeur soit de caractère bénin, son développement progressif fait que l'HBP est une pathologie rapidement gênante. Ses conséquences mécaniques (rétrécissement de la lumière de l'urètre, obstacle à l'écoulement normal de l'urine) font qu'elle est à l'origine de nombreux symptômes désagréables et parfois handicapants : augmentation de la fréquence du besoin d'uriner la nuit, puis le jour, incontinence, etc.

La fréquence de cette pathologie est particulièrement élevée. Elle touche huit hommes sur dix de plus de cinquante ans, et un quart de ceux qui atteignent l'âge de quatre-vingts ans ont dû avoir recours à une intervention chirurgicale. Cette fréquence est à mettre en parallèle avec la forte proportion de ceux qui ignorent totalement le rôle de cette glande,

comme le montre une récente enquête auprès d'un millier d'hommes âgés de différents pays européens. De nombreuses personnes font un amalgame entre l'adénome et le cancer de la prostate, estimant, à tort, que la tumeur bénigne peut, au fil du temps, évoluer vers la malignité.

## La résection chirurgicale

Les nouveautés thérapeutiques en matière d'adénome de la prostate succèdent, dans le domaine de l'urologie, à celles développées au cours des années 80 concernant la destruction non chirurgicale des calculs urinaires (lithotritie). Grâce à une série de progrès d'ordre biologique et technologique (échographie, notamment), la glande masculine peut être mieux visualisée et on peut avoir, à partir de prélèvements sanguins, des indications précises sur la pathologie dont elle peut être l'objet (2).

Le dernier progrès majeur avait été la mise au point et le développement de la résection chirurgicale endoscopique de la tumeur, procédé plus simple que l'ablation chirurgicale traditionnelle, « sanglante », qui n'est plus aujourd'hui pratiquée que dans les cas les plus difficiles, rare, notamment, aux adénomes volumineux. Plus que l'anesthésie ou les quelques jours d'hospitalisation qu'elle nécessite, cette intervention a pour principal handicap d'entraîner une éjaculation de type rétrograde, qui doit être expliquée au préalable et ne doit en rien être assimilée à une forme d'impuissance.

Ainsi, jusqu'à ces derniers temps, l'alternative était simple. Une fois le diagnostic d'HBP confirmé et celui de cancer éliminé, le malade pouvait soit se voir prescrire un traitement médicamenteux, soit accepter la proposition d'une intervention chirurgicale. En matière de médicaments, différentes classes pharmacologiques étaient jusqu'à présent disponibles : des extraits de plantes (dont la réelle efficacité est toujours discutée), des « alpha-bloquants » (capables de libérer le tonus de l'urètre et de faciliter ainsi l'écoulement de l'urine) et des substances placebo. Sans qu'on soit en mesure d'expliquer pourquoi, l'HBP est l'une des pathologies les plus sensibles à l'effet placebo, le fait de consommer une substance sans effet physiologique spécifique entraînant très fréquemment chez le patient une réduction de ses symptômes.

## L'utilisation de la chaleur

La situation a brutalement changé avec l'arrivée d'une nouvelle catégorie de matériel qui se propose de détruire la tumeur prostatique au moyen de la chaleur. Ce matériel peut être utilisé au cabinet du spécialiste et est unanimement présenté par ses promoteurs comme s'inscrivant dans l'amélioration de la thérapeutique, au même titre que la résection endoscopique avait été un progrès par rapport à l'ablation chirurgicale « sanglante ». « L'utilisation de la chaleur générée par des micro-ondes à des fins théra-

peutiques n'a d'abord été mise en œuvre dans le domaine de la cancérologie, en combinaison avec l'utilisation de rayons X. On postulait alors que les tissus cancéreux étaient plus sensibles à l'action de la chaleur que les tissus sains, et l'on a ainsi cherché à traiter des cancers superficiels comme certains lésions du sein ou de la sphère ORL », explique le docteur Marian Devnec (département d'urologie, hôpital de l'Antiquaille, université Claude-Bernard, Lyon).

« Nous avons été, pour notre part, poursuivis le docteur Devnec, les premiers au monde, à la fin des années 80, en collaboration avec la firme Technomed International, à proposer l'utilisation de cette source de chaleur pour traiter une affection non cancéreuse. C'est ainsi que nous avons développé une technique visant à détruire l'adénome prostatique par la chaleur, sans qu'il soit nécessaire d'avoir recours à l'anesthésie générale et sans hospitalisation. A la suite de nos travaux et de nos résultats, les constructeurs de matériel d'hyperthermie utilisé dans le domaine de la cancérologie se sont dit qu'ils pouvaient, eux aussi, traiter l'adénome de la prostate, alors même qu'ils soutenaient quelques années auparavant que la chaleur qu'ils délivraient grâce aux micro-ondes ne pouvait pas détruire les tissus normaux ; une démarche tout à fait stupéfiante. »

Pour le docteur Devnec, il convient impérativement de faire la part entre la thermothérapie (qui, grâce à la diffusion de températures élevées au sein de la glande prostatique, à partir d'une sonde munie dans l'urètre, permet la destruction par nécrose de l'adénome) et l'hyperthermie, qui délivre des températures inférieures et n'offre, selon lui, ni les avantages ni les mêmes résultats. C'est là le paramètre essentiel autour duquel s'articule l'intense compétition qui oppose une dizaine de constructeurs (américain, belge, allemand, israélien, etc.), parmi lesquels la firme française Technomed.

Grâce à une approche technique différente, les Français affirment pouvoir atteindre, sans risque ni douleur, les températures nécessaires à la réelle destruction de la tumeur prostatique. M. André Caban, directeur général de Technomed International, a annoncé à San-Antonio l'implantation de son matériel (d'un coût unitaire de 3 millions de francs) dans 132 sites hospitaliers de 30 pays, ainsi que le traitement de près de 16 000 patients.

Mais comment distinguer entre le discours scientifique, les preuves médicales et les arguments publicitaires ? Compte tenu de l'effet placebo, il est essentiel de disposer de critères permettant de juger au mieux de la réalité de l'apport thérapeutique de ces matériels. En pratique, les urologues disposent de deux catégories de critères : les signes dits « subjectifs » (fréquence des mictions, caractéristiques du jet urinaire, miction en plusieurs temps, etc.) et les signes « objectifs » (mesure du débit urinaire et du résidu vésical post-mictionnel).

Seuls ces derniers signes témoignent sans conteste que l'on a bien levé l'obstacle que constituait

l'adénome. Or les urologues affirment que leurs patients peuvent avoir l'impression d'une amélioration sans pour autant que les signes « objectifs » soient, quant à eux, modifiés. Toutes les controverses sont des lurs possibles, et les constructeurs peuvent, à l'envi, développer des arguments pseudo ou parascientifiques sans jamais pouvoir être contredits.

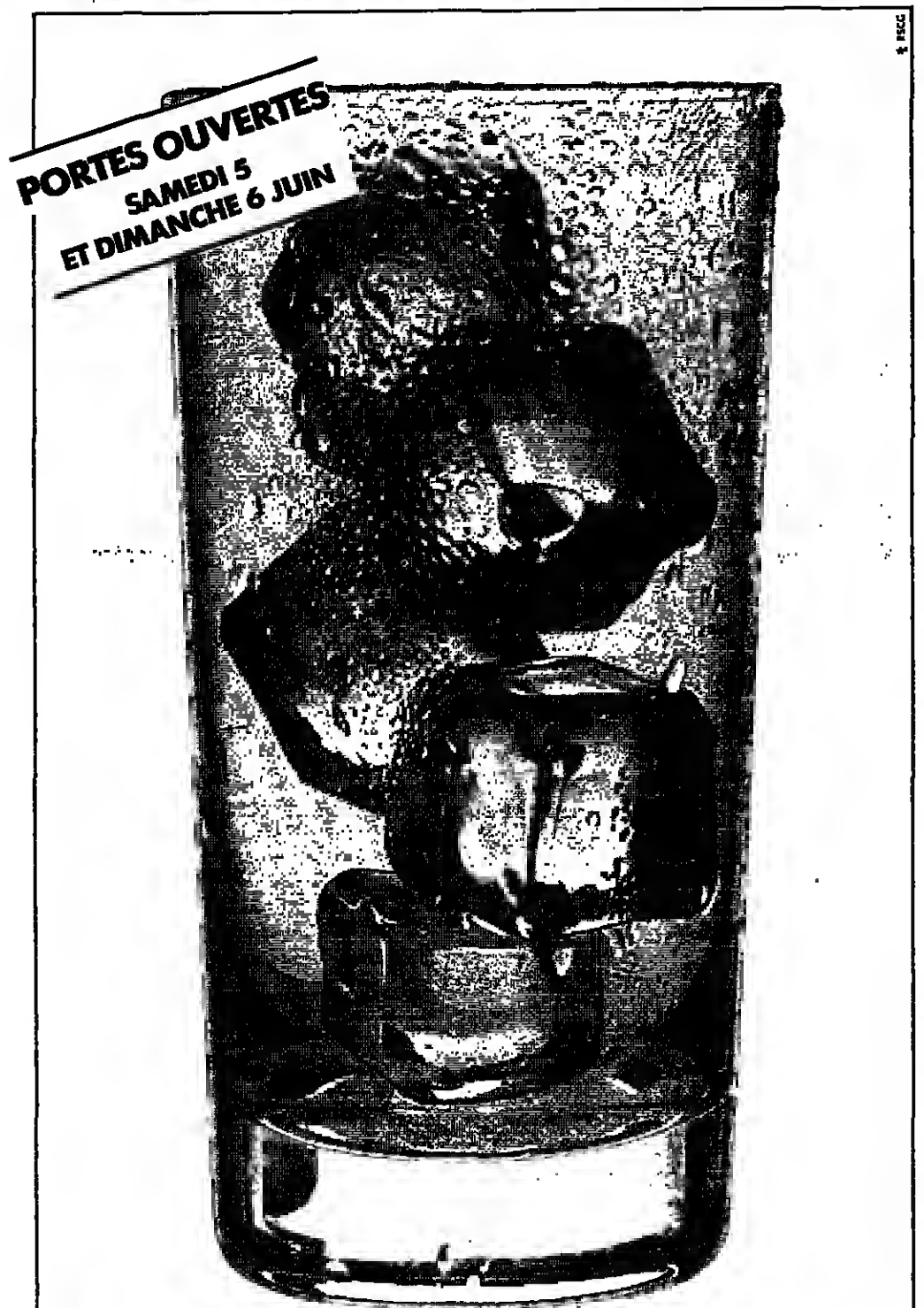
L'Association française d'urologie (AFU) a, pour la première fois, tenté d'évaluer de la manière la plus objective possible (contre placebo) les performances des différents matériels présents sur le marché international (Le Monde des 21 novembre 1990 et 19 avril 1991) avant de conclure que les « chauffe-prostate » étaient inefficaces selon les critères « objectifs » (Le Monde du 31 mars). Sans doute pourrait-on s'interroger sur les vraies motivations qui font que l'on en vient à préférer des critères « objectifs » aux sensations et aux impressions des patients.

« Il faut, en médecine, savoir ce que l'on fait et ce que l'on veut faire, résume le professeur Guy Vallancien (clinicien médico-chirurgical de la Pitié de Choisy), qui fut longtemps secrétaire général de l'AFU. Si l'on s'agit de guérir, à priori thérapeutiques mais qui relèvent en réalité du confort, nous devons nous interroger sur leur prise en charge. La collectivité doit-elle être impliquée ? Doit-on multiplier les examens complémentaires, le suivi de ces malades, entrer dans un engrenage infernal ? Quel est au fond notre rôle ? »

## L'« espéranto » de l'urologie

Ces questions sont plus que jamais d'actualité. La multiplication de nouvelles approches thérapeutiques de l'adénome de la prostate coïncide avec une double tentative : d'une part, celle de la mise en place d'un langage commun, véritable « espéranto » de l'urologie (Le Monde du 18 mars 1992), entreprise qui continue à progresser ; comme l'a montré le congrès de San-Antonio ; d'autre part, la volonté manifeste d'une fraction importante de spécialistes d'urologie de mettre en œuvre des processus d'évaluation qui permettent d'établir une hiérarchie et de formuler des choix rationnels entre les différents traitements proposés.

Pour ce qui est des traitements par la chaleur, on demeure encore dans l'expectative. Le fabricant français a décidé, pour diverses raisons, de se retirer de l'évaluation de l'AFU, avant de manifester son intention de réintégrer son protocole d'évaluation, jusque-là dominé par les matériels d'hyperthermie (3). Il fait état d'un gain « significatif », tant dans le champ des critères « subjectifs » (42 %) qu'« objectifs » (30 %) par rapport au placebo. Certains spécialistes, très critiques, estiment que ce matériel français, s'il permet d'obtenir un « petit effet subjectif » (à la différence des « chauffe-prostate » transrectaux), ne fournit pas à terme l'amélioration promise et devra, pour démontrer son efficacité, augmenter tellement les températures délivrées qu'il provoquera des lésions tissulaires inacceptables.



PORTES OUVERTES  
SAMEDI 5  
ET DIMANCHE 6 JUIN

CHEZ CITROËN DU 19 MAI AU 30 JUIN.  
**LA CLIMATISATION POUR SEULEMENT 1500 F\* DE PLUS, C'EST CLIM.**

SUR LES SÉRIES CITROËN «CLIM» AX, ZX, BX, XM\*\* ET XANTIA

- ou bénéficiez de :
- 6 000 F DE REPRISE minimum ou Argus + 6 000 F\*\*\* pour tout achat d'une CITROËN neuve d'une cylindrée égale ou supérieure (hors séries spéciales).
- 90 % DE REMISE sur les options CITROËN, à concurrence de 6 000 F TTC maximum d'achat.



CITROËN

Offres non cumulables entre elles, réservées aux particuliers, pour toute commande avant le 30/06 et immatriculation avant le 31/07/93 d'un véhicule CITROËN AX 93, dans la limite des stocks disponibles et dans les points de vente affichant l'opération. \* Tarif spécial Série CITROËN CLIM, du 19 mai 1993, Année Modèle 93. \*\* Sauf sur séries CITROËN CLIM XM équipées d'un climatiseur à automatique intégral pour 3870 F TTC de plus. \*\*\* Valeur de reprise au cours moyen de l'Argus du jour en fonction du kilométrage, déduction des frais de remise à l'état standard et de 15 % de frais et de charges professionnels.

Depuis 1894  
DE LA SIMPLE RETOUCHE  
AU PLUS BEAU VÊTEMENT  
avec la garantie  
d'un grand maître tailleur  
A qualité égale, nos prix sont les plus bas.  
**LEGRAND Tailleur**  
Hommes et dames  
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra  
Téléphone : 47-42-70-61.  
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

**OISE**  
Les écoles de langue  
en Angleterre et en Allemagne  
pour adultes,  
étudiants et jeunes  
La qualité et l'efficacité  
pour maîtriser une langue.  
Informations et conseils :  
21, rue Théophraste Renaudot  
75016 Paris - tél (1) 45 33 13 02

**Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS**  
JUIN 1993  
**L'ONU à la recherche d'un nouveau souffle**  
En vente chez votre marchand de journaux - 10 F

**Le Monde INITIATIVES**  
**CONSTRUISEZ VOTRE AVENIR PROFESSIONNEL : FORMATIONS, CARRIÈRES, ÉVOLUTION DES MÉTIERS, ET LES OFFRES D'EMPLOI**  
Chaque mardi dans le Monde daté mercredi















## CINÉMA

## LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT  
47-04-24-24

## MERCREDI

Séance spéciale jeune public : *Sciucia*, v.f., de Vittorio de Sica, 14 h 30 ; *Sol*, de S. P. Vassou, 19 h ; *Le Président* (1992), de Valérie Jégou, 21 h.PALAIS DE TOKYO  
47-04-24-24

## MERCREDI

Cannes 93 à Paris, un certain regard : *Wendell* l'enfant du Bon Dieu (1992), de S. P. Vassou, 19 h ; *Le Président* (1992), de Valérie Jégou, 21 h.

## CENTRE

GEORGES-POMPIDOU  
SALLE GARANCE (42-78-37-23)

## MERCREDI

Les Châliques du Canada : *Enfantillages* (1990, v.o. a.f.), de Pierre M. Trudeau, les Martini infidèles (1986, v.o. a.f.), de François Bourcier et Jean Beaudry, 14 h 30 ; *Prémiers Jours* (1990, v.o. a.f.), de Clotilde Wigny, Suzanne Gervais, Lina Gagnon, Sonatine (1984, v.o. a.f.), de Michèle Laroche, 17 h 30 ; *Two Bagatelles* (1963, v.o. a.f.), de Norman McLaren et Grant Munro, les Éclats (1957, v.o. a.f.), de Bernard Devlin, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie,  
porte Saint-Eustache,  
Forum des Halles  
(40-28-34-30)

## MERCREDI

Les Saventès : 2<sup>e</sup> partie : l'épave-Mai 68 : les Heures négatives (1979) de Marguerite Duras, la Navire Night (1976) de Marguerite Duras, 18 h 30 ; *Salomé* (1976) de Théo Hernandez, 18 h 30 ; *Altan* (1973) de Philippe Garrel, *Duella* (1978) de Jacques Rivette, 20 h 30.

## LES EXCLUSIVITÉS

L'ADVERSAIRE (Ind., v.o.) : L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63).  
AGAGUK (Fr.-Can., v.o.) : Gaumont Parnasse, 14 (45-43-41-63).

AGANTUK LE VISITEUR (Ind., v.o.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34).

LES AMIES DE CŒUR (It., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-86).

ANTONIA &amp; JANE (Brit., v.o.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34).

L'ARBRE, LE MAIRE ET LA MÉDIA-THÈQUE (Fr.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (43-33-67-77) ; Saint-Lambert, 15 (45-43-41-63).

ARIZONA OREAM (Fr.-v.o.) : Forum Orient Express, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26) ; Les Trois Luxembourgs, 6 (43-33-67-77) ; 36-65-70-43 ; George V, 8 (45-42-41-46) ; 36-65-70-74 ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63).

BASIC INSTINCT (U.S.A., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) ; 36-65-70-43 ; 36-65-70-74 ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63).

LA BATAILLE DE SALAMMBO (Fr.) : La Géode, 16 (40-06-80-00).

BEAUCOUP DE SUIVI POUR RIEN (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26) ; Opéra, 6 (45-43-41-63) ; Les Trois Luxembourgs, 6 (43-33-67-77) ; 36-65-70-43 ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63).

BAD LIEUTENANT (U.S.A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopia, 5 (45-43-41-63).

BASIC INSTINCT (U.S.A., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) ; 36-65-70-43 ; 36-65-70-74 ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63).

LA BATAILLE DE SALAMMBO (Fr.) : La Géode, 16 (40-06-80-00).

BEAUCOUP DE SUIVI POUR RIEN (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26) ; Opéra, 6 (45-43-41-63) ; Les Trois Luxembourgs, 6 (43-33-67-77) ; 36-65-70-43 ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63).

BAD LIEUTENANT (U.S.A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopia, 5 (45-43-41-63).

BASIC INSTINCT (U.S.A., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) ; 36-65-70-43 ; 36-65-70-74 ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63).

LA BATAILLE DE SALAMMBO (Fr.) : La Géode, 16 (40-06-80-00).

BEAUCOUP DE SUIVI POUR RIEN (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26) ; Opéra, 6 (45-43-41-63) ; Les Trois Luxembourgs, 6 (43-33-67-77) ; 36-65-70-43 ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63).

BAD LIEUTENANT (U.S.A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopia, 5 (45-43-41-63).

BASIC INSTINCT (U.S.A., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) ; 36-65-70-43 ; 36-65-70-74 ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63).

LA BATAILLE DE SALAMMBO (Fr.) : La Géode, 16 (40-06-80-00).

BEAUCOUP DE SUIVI POUR RIEN (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26) ; Opéra, 6 (45-43-41-63) ; Les Trois Luxembourgs, 6 (43-33-67-77) ; 36-65-70-43 ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63).

BAD LIEUTENANT (U.S.A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopia, 5 (45-43-41-63).

BASIC INSTINCT (U.S.A., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) ; 36-65-70-43 ; 36-65-70-74 ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63).

LA BATAILLE DE SALAMMBO (Fr.) : La Géode, 16 (40-06-80-00).

BEAUCOUP DE SUIVI POUR RIEN (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26) ; Opéra, 6 (45-43-41-63) ; Les Trois Luxembourgs, 6 (43-33-67-77) ; 36-65-70-43 ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63).

BAD LIEUTENANT (U.S.A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopia, 5 (45-43-41-63).

BASIC INSTINCT (U.S.A., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) ; 36-65-70-43 ; 36-65-70-74 ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63).

LA BATAILLE DE SALAMMBO (Fr.) : La Géode, 16 (40-06-80-00).

BEAUCOUP DE SUIVI POUR RIEN (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26) ; Opéra, 6 (45-43-41-63) ; Les Trois Luxembourgs, 6 (43-33-67-77) ; 36-65-70-43 ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63).

BAD LIEUTENANT (U.S.A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopia, 5 (45-43-41-63).

BASIC INSTINCT (U.S.A., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) ; 36-65-70-43 ; 36-65-70-74 ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63).

LA BATAILLE DE SALAMMBO (Fr.) : La Géode, 16 (40-06-80-00).

BEAUCOUP DE SUIVI POUR RIEN (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26) ; Opéra, 6 (45-43-41-63) ; Les Trois Luxembourgs, 6 (43-33-67-77) ; 36-65-70-43 ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63).

BAD LIEUTENANT (U.S.A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopia, 5 (45-43-41-63).

BASIC INSTINCT (U.S.A., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) ; 36-65-70-43 ; 36-65-70-74 ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63).

LA BATAILLE DE SALAMMBO (Fr.) : La Géode, 16 (40-06-80-00).

BEAUCOUP DE SUIVI POUR RIEN (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26) ; Opéra, 6 (45-43-41-63) ; Les Trois Luxembourgs, 6 (43-33-67-77) ; 36-65-70-43 ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63).

BAD LIEUTENANT (U.S.A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopia, 5 (45-43-41-63).

BASIC INSTINCT (U.S.A., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) ; 36-65-70-43 ; 36-65-70-74 ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63).

LA BATAILLE DE SALAMMBO (Fr.) : La Géode, 16 (40-06-80-00).

BEAUCOUP DE SUIVI POUR RIEN (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26) ; Opéra, 6 (45-43-41-63) ; Les Trois Luxembourgs, 6 (43-33-67-77) ; 36-65-70-43 ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63).

BAD LIEUTENANT (U.S.A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopia, 5 (45-43-41-63).

BASIC INSTINCT (U.S.A., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) ; 36-65-70-43 ; 36-65-70-74 ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63).

LA BATAILLE DE SALAMMBO (Fr.) : La Géode, 16 (40-06-80-00).

BEAUCOUP DE SUIVI POUR RIEN (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26) ; Opéra, 6 (45-43-41-63) ; Les Trois Luxembourgs, 6 (43-33-67-77) ; 36-65-70-43 ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63).

BAD LIEUTENANT (U.S.A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopia, 5 (45-43-41-63).

BASIC INSTINCT (U.S.A., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) ; 36-65-70-43 ; 36-65-70-74 ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63).

LA BATAILLE DE SALAMMBO (Fr.) : La Géode, 16 (40-06-80-00).

UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; 36-65-70-43.

BEIGNETS DE TOMATES VERTES (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

BENNY'S VIDEO (A., v.o.) : Utopia, 5 (45-43-41-63).

C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

LE CAHIER VOLÉ (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

CERCLE DE FEU (A.) : La Géode, 16 (40-06-80-00).

CHÉRIE, J'AI AGRANDI LE BÉBÉ (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHUTE LIÈRE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHÉRIE, J'AI AGRANDI LE BÉBÉ (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHUTE LIÈRE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHÉRIE, J'AI AGRANDI LE BÉBÉ (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHUTE LIÈRE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHÉRIE, J'AI AGRANDI LE BÉBÉ (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHUTE LIÈRE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHÉRIE, J'AI AGRANDI LE BÉBÉ (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHUTE LIÈRE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHÉRIE, J'AI AGRANDI LE BÉBÉ (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHUTE LIÈRE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHÉRIE, J'AI AGRANDI LE BÉBÉ (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHUTE LIÈRE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHÉRIE, J'AI AGRANDI LE BÉBÉ (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHUTE LIÈRE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHÉRIE, J'AI AGRANDI LE BÉBÉ (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHUTE LIÈRE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHÉRIE, J'AI AGRANDI LE BÉBÉ (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHUTE LIÈRE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHÉRIE, J'AI AGRANDI LE BÉBÉ (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHUTE LIÈRE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHÉRIE, J'AI AGRANDI LE BÉBÉ (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHUTE LIÈRE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHÉRIE, J'AI AGRANDI LE BÉBÉ (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHUTE LIÈRE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHÉRIE, J'AI AGRANDI LE BÉBÉ (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHUTE LIÈRE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHÉRIE, J'AI AGRANDI LE BÉBÉ (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHUTE LIÈRE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHÉRIE, J'AI AGRANDI LE BÉBÉ (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHUTE LIÈRE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHÉRIE, J'AI AGRANDI LE BÉBÉ (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHUTE LIÈRE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHÉRIE, J'AI AGRANDI LE BÉBÉ (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHUTE LIÈRE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHÉRIE, J'AI AGRANDI LE BÉBÉ (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHUTE LIÈRE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHÉRIE, J'AI AGRANDI LE BÉBÉ (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHUTE LIÈRE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHÉRIE, J'AI AGRANDI LE BÉBÉ (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHUTE LIÈRE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHÉRIE, J'AI AGRANDI LE BÉBÉ (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHUTE LIÈRE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHÉRIE, J'AI AGRANDI LE BÉBÉ (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHUTE LIÈRE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHÉRIE, J'AI AGRANDI LE BÉBÉ (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHUTE LIÈRE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHÉRIE, J'AI AGRANDI LE BÉBÉ (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHUTE LIÈRE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHÉRIE, J'AI AGRANDI LE BÉBÉ (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHUTE LIÈRE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHÉRIE, J'AI AGRANDI LE BÉBÉ (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHUTE LIÈRE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHÉRIE, J'AI AGRANDI LE BÉBÉ (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHUTE LIÈRE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHÉRIE, J'AI AGRANDI LE BÉBÉ (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Opéra, 6 (45-43-41-63) ; 36-65-70-43.

CHUTE LIÈRE (A., v.o.)



# ÉCONOMIE

## BILLET

### Des privatisations pour qui ?

Alors que le gouvernement vient de déterminer la liste des futures entreprises privatisables, l'enquête réalisée par la SOFRES, à la demande de la Commission des opérations de Bourse (COB), de la Banque de France et de la SBF-Bourse de Paris, dresse un nouvel état de l'actionnariat hexagonal. Si l'enquête révèle que, depuis quinze ans, le nombre de porteurs de valeurs mobilières a augmenté de façon constante, il n'en est pas moins vrai que cette progression a été arrêtée en 1991, année où ils étaient encore 14 millions, dont 5,8 millions à détenir directement des actions. A croire que les krachs successifs de 1987 et 1989 ne les avaient pas encore détournés du palais Brongniart. Nombre de professionnels à l'époque pensaient que les chiffres communiqués étaient particulièrement optimistes et que la réalité du paysage boursier français était tout autre.

A la fin de l'année 1992, ils n'étaient plus que 4,5 millions d'actionnaires individuels, soit une baisse de 22 % par rapport à avril 1991. Depuis 1987 — date des dernières privatisations —, le reflux du nombre d'actionnaires est de 27,5 %. Ces 4,5 millions d'actionnaires détiennent, il est vrai, la tiers de la capitalisation boursière de la place de Paris, mais leur comportement est très différent : l'étude révèle que l'on peut opposer une population de « petits porteurs », qui sont venus en Bourse dans les années 70-80, dont le profil socio-démographique est populaire et assez peu actif sur son portefeuille, à une population d'actionnaires jugée plus sophistiquée (dont 23 % détiennent un portefeuille actions important, supérieur à 250 000 F), soit un peu plus d'un million de personnes. L'entrée en Bourse de la majorité des actionnaires d'aujourd'hui (environ 60 % d'entre eux) seraient venus entre 1978 et 1987. Ce correspond à deux grandes impulsions gouvernementales : les *Monny* de 1978 qui, à elles seules, auraient sensibilisé 19 % des sondés, et les privatisations de 1986-1987, qui auraient touché 30 % de la population sondée. Quel accueil aura réservé aujourd'hui à l'ambitieux programme de privatisation qui porte sur un montant de 40 milliards de francs ? Les données privatisations partielles ont mis en évidence la désaffection des particuliers pour la Bourse. Seuls les investisseurs institutionnels et étrangers leur avaient réservé un bon accueil, et la fraction de capital mis à la disposition du public n'avait rien de commun avec ce qui va être fait. Au-delà de ce sondage, l'accueil qui sera réservé aux futures privatisations par les particuliers donnera, sans aucun doute, un éclairage plus précis sur le « petit porteur » des années 90.

FRANÇOIS BOSTNAVARON

A l'initiative de la Banque de France, de la COB et de la SBF

### Une enquête de la SOFRES révèle une contraction de l'actionnariat individuel

A l'initiative de la Banque de France, de la Commission des opérations de Bourse (COB) et de la SBF-Bourse de Paris, la SOFRES a publié, mardi 1<sup>er</sup> juin, une enquête, réalisée à la fin 1992 (1), sur l'actionnariat individuel en France et la détention des valeurs mobilières. La précédente enquête remontait à avril 1991 et avait fait apparaître quelques imperfections dans ses conclusions.

A quoi ressemble l'actionnaire en 1992, qui est-il ? L'enquête de la SOFRES révèle que les actionnaires des sociétés cotées en Bourse sont majoritairement des hommes (56 %), constat qui a peu varié avec la précédente enquête. Le taux de détention d'actions croît avec l'âge, passant de 3,4 % pour les moins de 25 ans à 19,6 % pour les plus de 65 ans. Si l'on s'en tient à la répartition par âge, 57 % des actionnaires ont plus de 35 ans, alors que les 15-34 ans ne sont que 15 % à détenir des titres. Ces données, note l'enquête, confirment tous les résultats des études précédentes, et ce malgré les privatisations de 1987 qui avaient amené un public plus jeune vers la corbeille.

Sans réelle surprise, on note que ce sont les cadres et les professions libérales qui ont le plus souvent des actions avec un taux de déten-

tion d'action deux fois supérieur à la moyenne (22,4 % contre 10,6 %). En revanche, les ouvriers et, dans une moindre mesure, les employés ont la plus faible propension à en avoir, avec respectivement 3,4 % et 6,6 %. Mais ce sont les inactifs qui constituent la majeure partie de l'actionnariat (53 %).

Géographiquement, le taux de détention le plus élevé est celui de la région parisienne (17,5 % contre 10,6 % en moyenne). Viennent ensuite l'Est et le Sud-Est, le taux de pénétration le plus faible se situant dans le Nord. Si l'on prend en compte les agglomérations, l'actionnariat est majoritairement urbain, 55 % des actionnaires habitant des villes de plus de 100 000 habitants. En termes de montant, on note, par rapport à la précédente enquête, une certaine contraction du dépôt moyen par portefeuille.

#### La pénétration du PEA

Cette enquête a permis également de connaître un peu mieux le profil du détenteur du tout jeune plan d'épargne en actions (PEA). Contrairement aux actionnaires individuels, ce sont les femmes qui sont majoritairement détentrices d'un plan d'épargne. A la fin de l'année 1992, 7,4 % des femmes avaient un PEA contre 6,5 % des hommes. L'enquête a permis de dénombrer 3 millions de plans

parmi 1,9 million de foyers. Ces chiffres, rapportés à une population totale de 42,7 millions d'individus âgés de plus de 15 ans, permettent d'estimer que 7 personnes sur 100 sont détentrices d'un plan d'épargne en actions. La pénétration du PEA par catégorie socio-professionnelle est à peu près identique aux détenteurs d'actions, à une seule exception : les cadres supérieurs, s'ils détiennent plus de PEA que la moyenne, sont plutôt actionnaires hors cadre du plan, en raison probablement de leur capacité à épargner plus.

En matière d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), l'évolution de la détention des titres est comparable à celle des actions : un Français sur quatre détenait des titres ou des fonds communs de placement (FCP) en 1991, il n'y en a plus aujourd'hui qu'un sur cinq. Le nombre de porteurs de parts de FCP ou de FCP a fortement chuté depuis dix-huit mois, passant de 5,5 millions à 3,2 millions. Il n'y a que les OPCVM monétaires qui aient connu un grand succès : 5,6 millions d'épargnants étaient détenteurs de ce type de produit contre 4 millions à la fin de 1991.

(1) Enquête réalisée par la SOFRES en novembre et décembre 1992 auprès d'un échantillon représentatif de 6 000 personnes âgées de plus de 15 ans.

Selon une étude du ministère de l'Industrie

### Le nucléaire demeure l'énergie la plus compétitive

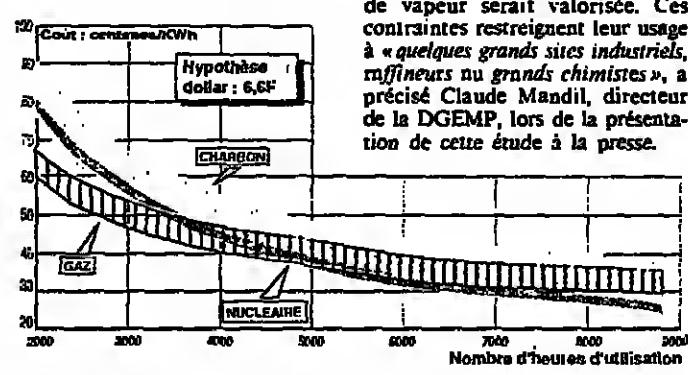
Si l'on devait décider aujourd'hui, en France, de la construction d'une centrale électrique qui soit opérationnelle en 2003 et qui fonctionne plus de six mille heures par an (c'est-à-dire environ 70 % du temps), une centrale nucléaire serait la plus rentable.

L'édition 1993 de l'étude sur les *Coûts de référence de la production d'électricité en France*, publiée mardi 25 mai, par la direction générale de l'énergie et des matières premières du ministère de l'Industrie (DGEMP), donne à nouveau l'énergie nucléaire gagnante pour une centrale utilisée de façon intensive. Les calculs ont été effectués pour une installation

au charbon et au gaz sont les plus rentables. Si une éolotaxe (projet de taxe communautaire pénalisant plus fortement les combustibles riches en carbone) devait grever les énergies, seules les centrales à gaz resteraient en lice.

Pour les « extrêmes points », c'est-à-dire pour une utilisation ne dépassant pas plus de quelques centaines d'heures par an, les centrales au fuel seraient alors les plus compétitives.

Dans des cas bien particuliers, les installations de cogénération (c'est-à-dire qui produisent également de la vapeur) s'avèrent les moins coûteuses (17 centimes le kWh environ). Il devrait s'agir de centrales de forte puissance (40 mégawatts), dont la production de vapeur serait valorisée. Ces contraintes restreignent leur usage à « quelques grands sites industriels, raffineries ou grands chimistes », a précisé Claude Mandil, directeur de la DGEMP, lors de la présentation de cette étude à la presse.



qui entrerait en service dans dix ans. Selon cette enquête, réalisée tous les trois ans depuis vingt ans, le coût de production d'un kilowatt-heure nucléaire est de 25 centimes environ, contre 30 centimes pour le charbon et le gaz. Ces coûts intègrent les dépenses de recherche et développement, de retraitement des combustibles irradiés, de stockage des déchets au démantèlement, ainsi que le coût d'un accident du type Tchernobyl.

L'énergie éolienne a aussi été étudiée pour la première fois dans le cadre de cette enquête. Elle fournit une énergie relativement bon marché (28 centimes le kWh), mais son fonctionnement aléatoire (lié aux variations du vent) la rend difficilement comparable aux autres sources d'énergie.

Pour M. Mandil, la compétitivité du nucléaire français (qui ne se confirme ni en Grande-Bretagne ni aux Etats-Unis) serait à attribuer « aux effets de série considérables dus à la construction de plus de cinquante centrales ».

Un colloque à Mulhouse avec trois cents industriels

### GDF en quête de clientèle rurale

Sur le thème « développement économique et protection de l'environnement », Gaz de France a réuni récemment à Mulhouse quelques trois cents industriels et représentants de collectivités locales d'Alsace, de Franche-Comté et de Lorraine. Cette opération, qui vise à promouvoir le raccordement des communes rurales au réseau de distribution existant, doit être renouvelée dans une quinzaine de régions.

MULHOUSE

de notre correspondant régional

« Aujourd'hui, je ne peux évaluer qu'une vingtaine de communes par an alors que les demandes n'arrêtent pas de doubler », déplore Michel Chamblé, directeur de GDF pour l'Alsace. Soumis à la sacro-sainte loi de la rentabilité, les gaziers français ne peuvent accroître leur clientèle sans se garantir, sur des certains cas exceptionnels, que les nouveaux investissements seront financièrement avantageux. Aussi la politique conduite jusqu'à présent consiste-t-elle à trouver un utilisateur suffisamment important (en général une entreprise) qui permette de rentabiliser le projet et donc d'équiper la commune où il est installé.

GDF tente d'échapper à cette contrainte du coup par coup en « globalisant la rentabilité ». L'idée est d'élaborer avec les collectivités locales des « schémas directeurs » qui justifient la viabilité du projet non plus au niveau d'une commune mais d'un canton ou d'un département, voire d'une région. Fort de l'expérience réalisée il y a quelques années dans la Sarthe, le président de Gaz de France, François Gutmann, croit dur comme fer à cette solution pour viser l'objectif « d'être partout » sans en avoir « l'obligation ». La première pierre du nouvel édifice sera posée en juin prochain sous la forme d'un contrat avec le département du Haut-Rhin.

Les participants à la rencontre de Mulhouse ont apporté de l'eau au moulin de M. Gutmann. Elus locaux et entrepreneurs sont venus témoigner de l'importance de la

#### « Un rôle de conseil »

L'intérêt manifesté pour le gaz est d'autant plus grand que GDF s'aligne comme « un partenaire de la réflexion pour un développement plus intelligent et plus intégré ». M. Gutmann a livré les ambitions de son entreprise : « Gaz de France ne peut être qu'un fournisseur d'énergie, il doit remplir en outre un rôle de conseil pour ses clients ». C'est pourquoi l'entreprise offre toute une panoplie de services qui vont du simple bilan thermique à l'audit énergétique complet de site en passant par le contrôle d'émission de polluants.

Conscient que GDF assure avant tout un service public et que, dans ces conditions, il ne peut trop empiéter sur les territoires du privé, son président tient à fixer les limites de son champ d'activités. Afin de ne pas se poser en concurrent des installateurs et des firmes dont la principale fonction est la prestation de services sophistiqués (ingénierie industrielle ou financière, par exemple), il se dit déterminé « à veiller scrupuleusement à l'échancé des frontières » entre les deux secteurs. « Mais comme nous ne pouvons pas refuser à nos clients un conseil parce qu'ils ne comprennent pas une telle attitude, prévoyons-les, nous leur indiquerons nos filiales ».

MARCEL SCOTTO

Après le memorandum d'EDF-GDF

### La FGE-CFDT réclame une négociation globale pour contribuer à la création de postes de travail

Entreprises nationales, EDF et GDF s'étaient déjà signalés par l'attitude qu'ils portaient aux thèmes de l'emploi. Dans un rapport, Pierre Daurès, directeur général adjoint, avait recensé les différentes pistes de contribution de la part d'un ensemble qui comprend plus de 143 000 agents. Il soulignait qu'une baisse tarifaire de 1 milliard de francs par an pouvait induire 1 700 emplois ou encore, que des activités nouvelles telles que la propriété pouvaient se traduire par 1 090 postes en l'an 2000, contre 640 aujourd'hui. Il évoquait aussi la responsabilité d'EDF-GDF à l'égard des emplois externes et démontait qu'un soutien au développement local était possible. Ces préoccupations devaient pouvoir se retrouver dans un protocole sur l'emploi, élaboré en concertation avec les syndicats, partie intégrante du projet social prévu dans le cadre du contrat de plan 1993-1996. Un memorandum, intitulé « A été rendu public le 14 mai ».

Toutefois, particulièrement intéressé par le projet, la Fédération gaz-électricité (FGE) de la CFDT considère cet engagement comme insuffisant. Estimant que « l'emploi doit devenir un axe stratégique », elle a fait part, le 24 mai, de ses propositions, plus larges, et pour ce faire, prend appui sur les déclarations de M. Balladur, qui souhaite que des « contrats de progrès » soient signés entre les directions et les partenaires sociaux.

Face à la baisse du marché automobile

### Peugeot envisage un nouveau plan social en 1994

Un nouveau dispositif de réduction des effectifs devrait être négocié chez Peugeot en 1994, estime Jacques Calvet, PDG du groupe automobile PSA. « Compte tenu de l'environnement général et de l'objectif de gain de productivité de 12 % fixé pour 1993, il est clair que le plan social qui vient d'entrer en application ne sera pas le dernier », a souligné, vendredi 28 mai, M. Calvet lors de la présentation de la Peugeot 306 diesel.

Cette précision du PDG de PSA ne constitue pas une surprise. Le très net recul du marché européen condamne ce effet les

constructeurs à poursuivre leur politique d'adaptation des effectifs. On voit mal comment Peugeot, qui a accélééré le rythme de ses suppressions d'emplois (2 597 prévues en 1993 dont 1 600 à Sochaux après 1 600 en 1992) comme Citroën (1 629 départs en 1993) ou Renault (2 249) pour éviter de programmer un plan social l'an prochain.

Reste à savoir quelle en sera l'ampleur. En outre, ces mesures risquent de s'étendre non plus essentiellement au personnel de production mais à la « main-d'œuvre indirecte », c'est-à-dire aux services administratifs.

(1) INSEE-Première, N°239, mai 1993.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE  
Renseignements :  
46-62-72-67

**Le Monde**  
ARTS-SPECTACLES

**PRÉPAREZ-VOUS  
A  
SORTIR !**

Chaque mercredi dans le  
Monde daté jeudi

**Social**  
Par ici la sortie !  
Alain Lechaud



## ÉCONOMIE

ÉTRANGER

S'affirmant fondamentalement attaché au principe du libre-échange

## Le Japon apparaît toujours aussi sûr de lui

Partisan du libre-échange, largement excédentaire dans ses échanges commerciaux avec le reste du monde, le Japon refuse l'« économie contrôlée » et la « yen forte » que les États-Unis veulent lui imposer. Il en appelle à l'Europe déprimée et cherche à se recentrer plus activement sur sa région, l'Asie, au plein boom économique.

KYOTO

de notre envoyé spécial

Plongé dans une « récession » qui ferait envie en Europe puisque le chômage n'y représente que 2,3 % de la population active, le Japon reste confiant dans sa puissance économique. Dans la guerre commerciale qui l'oppose avec une intensité croissante aux États-Unis, notamment l'archipel se présente aujourd'hui comme le plus ardent défenseur des principes du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).

Pour cela, Tokyo milite activement en faveur d'un maintien d'un système multilatéral de libre-échange et d'une conclusion rapide des négociations de l'Uruguay Round. Les Anglo-Saxons violent dans ce plaidoyer nippon — celui d'un pays où de nombreux marchés, et pas seulement celui du riz, restent très protégés — un surprenant paradoxe. Mais au-delà de ses conflits avec les vieilles puissances industrielles que sont l'Amérique du Nord et l'Europe, le Japon, pour rebondir, compte tirer parti d'une insertion accrue dans sa région, l'Asie de l'Est, la zone du monde où le dynamisme économique est le plus grand.

Ces quelques observations, retirées des débats menés entre responsables économiques et politiques européens et japonais dans le cadre de la troisième conférence Japon-Europe organisée par l'Institut Aspen (1), qui a eu lieu du 19 au 22 mai à Kyoto, éclairent le contexte dans lequel va se tenir, début juillet, à Tokyo la réunion des chefs d'État et de gouvernement des sept grands pays industriels, le G7. Le pays hôte, le Japon, traverse peut-être, comme l'Europe, une « crise d'identité », selon la for-

mule de l'un des participants, il n'en reste pas moins assuré de son avenir économique. Et il compte bien, dans les négociations commerciales, faire preuve de fermeté.

## La guerre entre « les deux pays amis »

Le Japon fanatique du libre-échange? Véritable machine à fabriquer des surplus commerciaux, l'économie japonaise est, depuis plusieurs années déjà, la cible de violentes attaques, de la part des États-Unis essentiellement. Les statistiques publiées ces derniers jours dans chacun des deux pays traduisent une aggravation du déficit américain en même temps qu'une explosion des excédents nippons. Les difficultés politiques intérieures de Bill Clinton n'ont fait qu'exacerber les tensions. Au cours de l'année budgétaire 1992 (1<sup>er</sup> avril 1992 au 31 mars 1993), le Japon a dégagé un surplus commercial record, de 136 milliards de dollars (750 milliards de francs), représentant plus de 3 % du PNB nippon. Plus de 40 % de cet excédent provient des États-Unis. Une situation désormais insupportable pour Washington. Entre les deux pays « amis », c'est donc la guerre. Le Japon aimerait prendre à témoin les Européens, oubliant parfois qu'avec les pays de la Communauté le problème est à peu près le même.

De fait, les mécanismes que l'administration américaine envisage de proposer pour obtenir en trois ans une réduction de moitié du surplus commercial japonais provoquent — c'est le moins qu'on puisse dire — une vive irritation chez les responsables japonais. Washington souhaiterait ainsi imposer au Japon des objectifs chiffrés d'importations de produits américains, des obligations d'achats quantifiés établis éventuellement sur une base volontaire. Les conseillers de Bill Clinton veulent s'inspirer d'un précédent : l'exemple des semi-conducteurs, un secteur dans lequel un accord entre les deux pays réservait 20 % du marché japonais aux constructeurs des États-Unis.

Ces propositions, qui n'auraient pas encore été formelles, ont été transmises à l'administration japonaise,

sont de toute façon considérées comme « inacceptables » aussi bien par le gouvernement que par les industriels. « C'est le marché libre qui doit décider et non des obligations administratives imposées », affirme le ministre des Affaires économiques, Kenjiro Maeda. Tokyo est bien déterminé à s'opposer à ce qu'on lui impose une « économie contrôlée » ou un « commerce géré » (« managed trade »). Il invoque pour cela les grands principes du GATT. Le libre-échange est toujours l'arme des plus puissants. Ce fut celle des États-Unis en leur temps, c'est celle du Japon aujourd'hui.

La vénération qu'affichent les Japonais à l'égard des lois du marché ne concerne pas ceux des changes. Le forte appréciation du yen vis-à-vis du dollar mais aussi des devises européennes, depuis quelques semaines, est ici une autre source d'inquiétude. Pour Tokyo, cette nouvelle hausse du yen n'est pas le produit d'un « pur phénomène de marché », reflétant naturellement la confrontation de l'offre et de la demande ou l'évolution des « fondamentaux économiques ». Elle apparaît surtout comme le fruit d'une volonté américaine depuis que quelques propos venus de Washington ont alimenté l'idée selon laquelle une revalorisation du yen serait un bon moyen pour réduire le gigantesque surplus japonais.

Officiellement, Tokyo ne critique pas tant le mouvement de hausse du yen que sa brutalité : le dollar est passé en quelques semaines de 125 à 107 yens. Le billet vert pourrait attendre, selon certains, les 100 yens. On repère — comme aux lendemains des accords monétaires du Plaza de

1985 — de l'introduction d'un « nouveau yen » qui vaudrait alors un dollar.

Quel symbole serait cette parité de 1 yen pour 1 dollar? Pour l'instant, les exportateurs japonais d'automobiles ou de produits électroniques — ceux présents à Kyoto, notamment — s'inquiètent du brusque renchérissement de leurs produits sur le marché mondial. Le gouvernement craint deux choses de ce nouvel « endokan » (la hausse du yen) : qu'il ne favorise pas la résorption des excédents commerciaux et, pis, qu'il n'étouffe la reprise tant attendue. La Banque du Japon, aidée par la Réserve fédérale américaine, tente bien de freiner la hausse en intervenant de façon répétée, les officiels nippons en multipliant les déclarations. En vain.

## Premier créancier du monde

La hausse du yen, même brutale, en favorisant une baisse des prix des produits importés et des taux d'intérêt, devrait, en définitive, se révéler positive pour l'économie japonaise. Personne n'en disconvient ici.

Mais la revalorisation du yen devrait aussi renforcer les actifs détenus par le pays à l'étranger. Le ministère des finances vient de rappeler l'opportunité de ceux qui parient sur le yen à encore peu de temps des faiblesse présumées de l'archipel que le Japon reste en 1992, et pour la seconde année consécutive, le premier créancier net du monde. Avec des investissements à l'étranger toujours en hausse (même si leur rythme

s'est à nouveau ralenti), le patrimoine total du pays s'est encore gonflé de 34 % l'an dernier, atteignant à la fin de 1992 le total de 514 milliards de dollars, loin devant celui des Allemands (334 milliards). Pauvre Japon!

Face aux ennuis qu'il rencontre avec ses grands « amis », Américains et Européens, le Japon trouve quelque réconfort auprès de ses voisins, ceux de l'Asie de l'Est et la Chine. Industriels et financiers de l'archipel sont — les débats de Kyoto en témoignent — de plus en plus attirés par cette vaste zone de forte croissance. « La hausse du yen nous incite à réviser notre politique et à envisager une accélération de nos investissements en Asie et en Chine », expliquait l'un des participants, M. Takashita, l'ancien premier ministre japonais, avait d'ailleurs souligné le dynamisme de la région en indiquant que si l'on extrapolait pour l'avenir les rythmes de croissance des années 1987-1991, « le produit national brut de l'Asie de l'Est (Japon compris) dépasserait celui de l'Amérique du Nord en 2003 et celui de l'Europe de l'Ouest en 2011 ».

Fidèle à ses convictions « libérales », le Japon se défend de vouloir constituer un quelconque bloc commercial dans la région, une sorte de pendant à la CEE et au NAFTA (Accord de libre-échange d'Amérique du Nord). Tokyo se veut plutôt partisan d'un « régionalisme ouvert », selon le terme d'un expert européen. Et il est vrai que le pays n'a aucun accord commercial préférentiel avec ses voisins, qu'il ne participe directement à aucune organisation d'inté-

gration économique régionale. Certains observateurs ne sont pas loin de penser, néanmoins, que le Japon est en train de créer un bloc économique, notamment à travers ses aides financières et les investissements directs massifs de ses entreprises. Une création qui se fait un peu de la même manière que le Japon gère son économie : par le moyen de politiques implicites, indirectes et invisibles. Face aux marchés occidentaux déprimés, Tokyo sait en tout cas qu'il a autour de lui quelque 600 millions de personnes avides de consommation.

A quelques semaines du sommet de Tokyo, le mini sommet de Kyoto confirme bien que, malgré le ralentissement économique dont souffre le Japon depuis deux ans, le pays qui recevra le G7 dans quelques semaines dispose encore de beaux atouts, avec ses surplus commerciaux et son patrimoine industriel et financier. Le dynamisme et les capacités de croissance de ses voisins immédiats, l'Asie de l'Est et la Chine, renforcent encore la puissance du Japon qui trouve à sans doute son espoir le plus prometteur.

ERIK IZRAELEWICZ

(1) Filiale de l'Aspen Institute américain (du nom de la ville d'Aspen, dans le Colorado, où siège l'institution), l'Institut Aspen France est un club de réflexion indépendant qui réunit régulièrement des responsables économiques et politiques du monde entier pour débattre des grands thèmes de l'actualité internationale.

Affecté par son endettement et ses pertes

## Ferruzzi ouvre son capital et se recentre sur l'agroalimentaire

La famille Ferruzzi perdrait-elle le contrôle de son groupe, fondé en 1945 et classé au deuxième rang des firmes privées italiennes derrière Fiat? Les spéculations vont bon train à la Bourse de Milan après la publication de très mauvais résultats (une perte de 5,6 milliards de francs) qui obligent à faire entrer de nouveaux actionnaires dans le capital du groupe et à recentrer les activités sur l'agroalimentaire (le Monde daté 30-31 mai).

D'ici la mi-juin, les conseils d'administration de la Ferruzzi-Finanziaria (Ferruzzi) et de Montedison, société qu'elle contrôle, se réuniront pour arrêter de nombreuses décisions, sur l'ouverture du capital, une restructuration du groupe, et la présentation d'un plan de cession d'actifs.

Le banquier d'affaires Sergio Cragnotti, ami de la famille ayant travaillé pour elle auparavant, pourrait servir d'intermédiaire dans les négociations sur l'arrivée de nouveaux action-

naires. A cette occasion, la structure du groupe pourrait être simplifiée avec la fusion de Ferruzzi et de Montedison, comme semble l'anticiper le marché milanais en rapprochant les cours de ces deux valeurs.

La Bourse milanaise a joué aussi, lundi 31 mai, les futures cessions en provoquant une baisse des cours des sociétés Treco (propriétaire de terrains et de champs de courses), d'Isivim (société immobilière) et de Calcestruzzi (béton prêt à l'emploi).

Ces ventes devraient s'ajouter aux accords de partenariat dans la chimie (le plastique avec Shell) et vraisemblablement la chimie fine (Ausimont) avec un autre partenaire. L'objectif est de réduire l'endettement de Ferruzzi, qui s'élève à 15 123 milliards de francs (55 milliards de dollars), soit presque autant que son chiffre d'affaires (19 900 milliards de francs).

D. G.

## Une « contre-performance » du secteur agricole

## Le PIB au Maroc a chuté de 3,5 % l'an passé

Autant 1991 avait été une année exceptionnelle pour l'économie marocaine, avec une progression du produit intérieur brut (PIB) de 5,1 %, autant 1992 se sera révélée décevante. L'an passé, en effet, le PIB a baissé de 3,5 % en monnaie constante, selon le Centre marocain de conjoncture (CMC). Dans un Bilan économique et social de 1992, présenté en début de semaine à la presse par son président, Habib El Malki, le CMC estime que cette « contre-performance » vient largement du secteur agricole, en raison de la sécheresse qui a subi le Maroc fin 1991 et début 1992.

La céréaliculture, principale branche de l'agriculture, a ainsi vu le tonnage de sa récolte chuter de 66 % en 1992 par rapport à 1991 (29 millions de quintaux contre 85 millions). Enfin, évoquant les perspectives pour 1993, le CMC table sur un taux de croissance du PIB en termes réels de l'ordre de 2,4 %, ce qui ne permettrait pas encore de retrouver le niveau de production de 1991. Le CMC s'attend par ailleurs à une légère reprise de l'inflation (7,2 %) en raison d'un mouvement migratoire de ruraux vers les villes consécutif à la sécheresse.

La réunion interministérielle de l'OCDE

## Les perspectives de croissance revues en forte baisse

Les ministres des finances des pays industrialisés de l'OCDE se réuniront, mercredi 2 et jeudi 3 juin, au château de la Muette, à Paris, pour affronter leurs politiques économiques, réviser leurs prévisions de croissance et évaluer les travaux menés par le secrétariat de l'organisation sur le chômage et l'emploi.

Les prévisions de croissance publiées à la fin de l'année dernière avaient été fortement revues à la baisse au cours d'une réunion dite de « perspectives à court terme » qui s'était tenue les 10 et 11 mai. Le taux de croissance de 1,9 % prévu en décembre 1992 pour l'ensemble des pays industrialisés en 1993 avait été ramené à 1,5 %. Mais la révision la plus importante avait concerné les pays européens, revus de + 1,2 % à

+ 0,1 %. Ce sont ces perspectives déjà bien grises que les ministres des finances de l'OCDE vont discuter et à nouveau rectifier.

Les plus fortes corrections concerneront l'Allemagne, qui devrait passer d'un recul de 1,1 % du PIB à - 1,5 % mais aussi les États-Unis (de + 3,3 % à + 2,7 %) et la France (de 0 % à - 0,5 %). Seul le Japon verrait ses perspectives revues : de + 0,8 % à + 1 %. Tous comptes faits, la croissance de l'ensemble des pays industrialisés, déjà ramenée de 1,9 % à 1,5 %, passera à 1 %, ce qui correspond à un rythme réduit de moitié par rapport à la fin de l'année dernière. La correction serait encore plus forte pour l'Europe, qui passerait d'une croissance du PIB de + 1,2 % à un recul absolu d'environ 0,3 %.

## FINANCES

Plus de 247 millions de francs de bénéfices

## La Société des Bourses françaises a réalisé une excellente année 1992

Si la Bourse de Paris affiche une santé étonnante, la Société des Bourses françaises (SBF), son organe de tutelle, se porte comme un charme. Elle avait triplé ses bénéfices entre 1990 et 1991 (de 30 à 91 millions de francs) et vient encore de les multiplier par 2,4 entre 1991 et l'an dernier. Elle affiche ainsi en 1992 un résultat net de 247,9 millions de francs, qui lui permet d'apurer en totalité un report déficitaire de 221,6 millions de francs. Ses fonds propres atteignent 1,044 milliard de francs, dont 150 millions pour risques bancaires généraux.

La SBF explique ses performances notamment par l'extériorisation de plus-values de cession, pour 101,8 millions de francs, et par le haut niveau des taux d'intérêt qui lui ont permis de dégager 103,6 millions de résultats financiers. Afin de rassurer ses clients et actionnaires, la SBF indique que les commissions perçues ont pourtant diminué de 6 % d'une

année à l'autre. « Ayant rétabli complètement sa situation financière, la SBF... est en mesure de concourir avec efficacité aux opérations de privatisation tout en poursuivant sa politique de réduction des coûts de place », ajoute un communiqué.

Fort d'une santé retrouvée, la Société des Bourses françaises pourrait également rembourser les avances faites par ses actionnaires en 1988. Entre octobre 1987 et juin 1988, l'ex-chambre syndicale des agents de change avait alors perdu sur fond de scandale 613 millions de francs, l'essentiel de son fonds de garantie, en spéculant sur les marchés à terme de taux d'intérêt (Matif). L'organisme avait été ensuite recapitalisé par les sociétés de Bourse, les grandes banques et les compagnies d'assurances. Une partie des sommes apportées ne constituant que des avances (pour plus de 200 millions de francs). Elles pourraient être remboursées en quasi-totalité.

## INDICATEURS

## JAPON

● Production industrielle : - 2,2 % en avril. — Après deux mois de hausse, le niveau de la production industrielle du Japon, indicateur clé de la santé de l'archipel, a da nouveau diminué en avril, reculant de 2,2 % sur mars. Par rapport à avril 1992, le recul est de 3,8 %.

● Mises en chantier de logements : + 1,1 % en avril. — Les mises en chantier de logements ont augmenté de 1,1 % au Japon en avril par rapport à avril 1992, soit le onzième hausse mensuelle consécutive en glissement annuel. La hausse d'avril est nettement inférieure au bond effectué en mars (+ 9,2 %).

Malgré le souhait des Européens

## Le MITI refuserait de renégocier l'accord avec la CEE sur l'automobile

Le Japon refuserait de renégocier l'accord automobile conclu avec la CEE, concernant les importations d'automobiles japonaises en Europe, en 1993. Cette position a été rendue publique vendredi dernier à Bruxelles par Noburu Hatakeyama, vice-ministre au ministère du commerce international et de l'industrie (MITI).

Cet accord avait pris pour hypothèse une baisse du marché automobile de 6,5 % en 1993. Il avait suscité la colère des constructeurs automobiles européens. Martin Bangemann, commissaire européen à l'industrie, avait alors déclaré

que si la dégradation du marché était effectivement plus importante, l'accord pourrait être renégocié. Or le marché automobile a baissé de 18,4 % en Europe durant les quatre premiers mois de l'année. Conséquence : à une lettre du ministre français de l'Industrie, Gérard Languet, M. Bangemann aurait effectivement répondu, vendredi 21 mai, qu'il s'attendait à une renégociation de l'accord en juillet. Mais ses homologues du MITI ne semblent pas être sur la même longueur d'onde.

Le Monde

## L'IMMOBILIER

## appartements ventes

5<sup>e</sup> arrdt

Card-Lamotte/Concorde

Studio de charme, parquet, 34 m<sup>2</sup>

550 000 F. 45-46-05-07

## pavillons

M<sup>re</sup> ALBIA, Petit pavillon

2 étages, Calme, Jardin

1 850 000 F. 45-46-55-51

## appartements achats

Recherche 2 à 4 P. Paris

Préférence RIVE GAUCHE

PRIX COMMANDEMENT

48-73-35-45, même le soir.

## propriétés

Proximité 5 km. Vallée de la

Confine Valley-Forest

prix à débattre 71-03-22-08.

## locations meublées offres

Paris

APPTS de 30/300 m<sup>2</sup>

de grande qualité

PARIS-PRÉFECT

25, av. Hoche, 75008 Paris

45-45-25-50, Fax 45-41-10-30

et tous services, 43-55-17-50

## bureaux

Locations

BUREAUX EQUIPÉS

Mise à l'heure, rétro, park.

Proximité ville, 3000 F/m<sup>2</sup>

43-75-34-00

VOTRE SÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

et tous services, 43-55-17-50

Le Monde

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

46-62-72-67



# ÉCONOMIE

## COMMUNICATION

Le quarante-sixième congrès de la Fédération internationale des éditeurs de journaux à Berlin

### La presse écrite cherche des solutions à la crise

L'érosion des ventes et la récession publicitaire contraignent les éditeurs de journaux, qui se sont réunis en congrès à Berlin du 24 au 26 mai, à trouver des solutions à la crise qu'ils connaissent. Les remèdes vont de la diversification dans les médias électroniques à un enrichissement rédactionnel propre à séduire de nouveaux lecteurs.

BERLIN

de notre envoyé spécial

La presse écrite n'est pas atteinte d'une fièvre passagère mais d'un mal profond. « Le patient est très malade », notait Timothy Balding, directeur général de la Fédération internationale des éditeurs de journaux (FIEI), qui regroupe plus de quinze mille titres parus dans quelque soixante-dix pays, en préambule aux échanges du quarante-sixième congrès mondial de la fédération, qui avait lieu à Berlin du 24 au 26 mai.

L'an dernier, l'état du malade n'a fait qu'empirer. Selon la dernière étude de la FIEI, intitulée *Tendances mondiales de la presse* et portant sur l'année 1992, la diffusion planétaire des journaux s'est stabilisée par rapport à l'année précédente mais l'examen des disparités géographiques est moins encourageant. Les pays qui tiennent longtemps la corde en matière de presse écrite enregistrent des reculs sensibles de leur diffusion. Ainsi, aux États-Unis, la presse écrite a accusé une baisse de sa diffusion de 2,6 % en 1992, contre 1,1 % en 1991.

En France, la chute est encore plus spectaculaire : -45,6 %. Seul le Vieux Continent semble échapper à la maladie. La détérioration de la diffusion de ses journaux paraît être écurée jusqu'à 1,5 % en 1992, contre 1,1 % en 1991. Mais cette apparente bonne santé européenne cache des zones à risque. Alors que la presse écrite affiche des progrès dans les pays d'Europe centrale, en Espagne, au Danemark, au Luxembourg ou en Italie - entre 4 % et 10 % de hausse -, la France et la Grande-Bretagne s'enfoncent dans la déprime, la diffusion de leurs journaux se dégradant respectivement de 1,8 % et 1,2 %.

#### Nouvelles technologies

Ce tableau, déjà terni, est un peu plus assombri par l'effondrement des recettes publicitaires. Mondiale, la récession semble marquer le pas, mais les États-Unis et l'Europe affichent pourtant un nouveau recul des investissements publicitaires dans leurs journaux, de l'ordre de 2,6 %, dont tire profit la télé-

vision. De ce côté de l'Atlantique, la France, l'Espagne et les Pays-Bas sont les pays les plus mal lotis. Toutefois, en dépit de la douche froide de chiffres qui leur a été assésée, les éditeurs présents à Berlin ont tenté de recroquer les remèdes qui pourraient donner un regain de vie à leurs journaux. Tout en sachant qu'il n'existe pas de potion miracle.

Le constat est simple. Autrefois seuls vecteurs de l'information, les journaux ont aujourd'hui fort à faire avec leurs concurrents qu'ils se nomment télévision, câble, magazine ou micro-ordinateur. « La génération nouvelle est marquée par la télévision et par le micro-ordinateur. Les jeunes d'aujourd'hui abandonnent le journal sans aucune culpabilité », fait remarquer Donald E. Newhouse, président du groupe américain Advance Publications House, versé à la fois dans la presse écrite (*The Cleveland Plain Dealer*) et dans l'édition (*Random House*). Il faut donc que nos décisions d'investissement dans ces nouvelles technologies, ou que nous adaptions nos journaux à notre clientèle.

Les nouvelles technologies représentent pour certains éditeurs la cure de jeunesse nécessaire à la presse écrite. Pour Cathleen Black, présidente de la puissante Newspaper Association of America (NAA), qui représente 1 350 quotidiens américains, elles sont devenues une obligation, compte tenu des attentes qui s'ajoutent du côté des télévisions mais aussi des compagnies téléphoniques, « qui entrent bientôt dans le champ de l'information. Si nous ne bougeons pas... »

La compétition avec nos rivaux s'est accrue, que ce soit pour gagner des lecteurs ou des annonceurs, affirme-t-elle. Les gens ont tout simplement davantage de choix qu'auparavant. Si nous voulons continuer à vivre et à attirer le lecteur, nous devons nous intéresser aux médias électroniques, introduire des services d'informations par téléphone, des éditions par satellite ou des annonces, affirmer-elle. Quant aux annonceurs, ils sont souvent rebutés par la complexité d'utilisation des journaux, leur format différent, la lourdeur de la fabrication. Pour regagner de jeunes lecteurs, plus de sept cents journaux américains de la NAA ont établi des liens avec des écoles tandis qu'une centaine d'éditeurs se sont groupés afin d'explorer les possibilités des médias électroniques. Enfin, la NAA a décidé de mettre sur pied un réseau national permettant aux annonceurs d'utiliser plus facilement un grand nombre de journaux (« une commande, une facture »). « Nous devons rattraper notre part de marché publicitaire de 1980, qui était de 31 % contre 23 % actuellement. Ce doit représenter dix milliards de dollars », souligne M. Black, dont l'association lancera en 1994 une grande campagne de promotion multimédias en faveur de la presse écrite.

Plusieurs quotidiens expérimentent déjà les voies des concurrents de l'écrit. C'est le cas de Axel Springer Verlag, l'un des plus puissants groupes d'édition allemand (*Die Welt, Bild Zeitung*, etc.) qui est entré dans le capital de Sat 1 et d'une télévision sportive DSF. Mais à côté de ce « compagnonnage » classique, d'autres journaux comme le quotidien mexicain *El Norte* ont choisi de se lancer dans les médias électroniques. « Nous sommes obsédés par l'idée que l'information doit forcément transiter par l'encre et le papier, alors qu'il y a d'autres moyens de donner des informations à des clients ciblés », justifie Alejandro Juncos de la Vega, directeur général de ce journal diffusé à 46 000 exemplaires. Trois cent cinquante consoles installées au siège de journal, à Monterrey, délivrent des informations boursières et financières mais aussi des bilans historiques et chronologiques des entreprises, à quelques milliers d'abonnés, équipés de micro-ordinateurs, qui paient ce service mensuel 500 dollars (2 750 francs). Mais le fait d'avoir élargi sa vision des technologies n'empêche pas *El Norte* de s'efforcer de rénover ses pages. Car si les éditeurs entendent parfois la voix de silence des nouvelles technologies, c'est sur leurs journaux qu'ils concentrent leurs efforts.

#### Développer l'interactivité

« Rélever le défi de la concurrence, c'est d'abord relever le défi de l'éditorial », font remarquer plusieurs éditeurs. « Le temps de la consommation médiatique ne s'accroît pas parallèlement à celui du temps de loisir », regrette Günter Wille, président du directeur d'Axel Springer Verlag, pour lequel « la qualité de l'éditorial reste l'about du journal ». Donald E. Newhouse a renoué les pages de son *Cleveland Plain Dealer* (400 000 exemplaires) en érudant les remarques de ses lecteurs mais aussi de ses abonnés. Son journal a développé ses éditions, ouvert trois nouveaux bureaux, embauché douze reporters et allocuteurs, et créé des suppléments pour les lecteurs (« Everywoman ») et pour les journaux membres (« Next »). Le lien *Il sole 24 Ore* a, quant à lui, développé sa diffusion et son influence en troquant quasiment insensiblement son rang de quotidien économique et financier pour celui de journal intégrant de plus en plus culture, loisirs et pages pour les jeunes. Dans la région britannique du Kent, au Kent Messenger, quotidien phare d'un groupe qui compte un peu plus de six hebdomadaires et de journaux gratuits, la diffusion a augmenté de 14,8 % en un an.

« Cette hausse ne peut pas être due aux recettes publicitaires », assure Edwin Boorman, président du groupe. « Nous avons développé la communication interne, développé la

promotion du journal et du groupe à la télévision et sur les bus locaux, ainsi que les liens avec les lecteurs : le journal de demain est celui dont la porte est ouverte. »

Plusieurs titres ont fait dans cette interactivité avec leur lectorat. Pour François-Régis Hutin, patron du premier quotidien français, *Ouest-France*, le succès de son journal s'explique par une « communauté de valeurs » relayées par la confiance établie entre le lecteur et le journal, mais aussi par un dialogue constant qui facilite le « maillage » des divers réseaux (journalistes, porteurs-vendeurs, responsables de la promotion et des ventes, etc.). Au quotidien mexicain *El Norte*, chaque responsable de département (« sport », « culture », « économie », etc.) peut consulter un comité de donneurs experts capables de l'informer et de l'écarter sur les sujets.

Les méthodes choisies sont parfois plus tranchantes. À l'*Evening News* de Edimbourg, Stuart Garner et Terry Quione ont complètement renoué la présentation du journal et sa ligne éditoriale en prenant parti pour des campagnes locales (le profit d'un hôpital pour enfants, par exemple), ce s'inscrivant pas à ruderoyer le personnel politique local et à renouveler la moitié de la rédaction, dont les plus anciennes ont dû céder la place à de « jeunes journalistes motivés et ambitieux ». Le quotidien, qui dépend du groupe de presse régional le plus important de Grande-Bretagne, Thomson Regional Newspapers, a gagné 1 % de diffusion « mais dans un secteur en pleine récession ». « Plutôt qu'un baiser, nous avons donné un coup de pied à la Belle au Bois dormant », dit Terry Quione, Potion miracle ou remède de cheval, tout semble bon aux quotidiens pour sortir de la crise.

YVES-MARIE LABÉ

## Nouveau rapprochement entre la télévision et le football

### TF1 entre dans le capital de l'Olympique de Marseille

TF1 fera partie des annonceurs internationaux qui vont détenir un tiers du capital de l'Olympique de Marseille, a annoncé le président du club, Bernard Tapie. La chaîne de télévision publique va ainsi se doter d'un nouveau partenaire, sans doute moins du dixième de la part dévolue à ces annonceurs.

Pour limiter financièrement qu'il soit, l'engagement de la première chaîne française auprès du premier club français confirme une logique qui pousse à la symbiose entre ballon rond et petit écran. Canal Plus investit dans le PSG, TF1 soutient l'OM, tout ce qui exploite au commun la chaîne Eurosport. Les deux médias éprouvent le besoin de s'assurer la qualité et l'approvisionnement à moyen terme d'une matière rare et chère - le football quand il est pratiqué à un haut niveau - en soutenant les compétitions (*Le Monde* date 24-25 mai). Elles versent des sommes toujours plus élevées, pour les retransmissions, aux fédérations ou aux clubs (60 millions de francs versés par TF1 à l'UEFA), dont la rentabilité dépend de l'audience. Et elles attachent leur image à celle d'une équipe. Les performances récentes de l'OM ont sans doute encouragé TF1 à sauter le pas. Car l'OM est le plus septennement l'équipe d'une ville mais l'embème de tout le football français, qui peut soutenir

sans grand risque la « cabane des familles ».

Bernard Tapie, qui fut actionnaire de TF1 lors de sa privatisation, avait déjà fait la démonstration de son intérêt pour la télévision, et TF1 a toujours ouvert largement ses portes. Les grands clubs d'aujourd'hui ne peuvent plus vivre sans la télévision et ses retransmissions, ce qui confirme la présence de Silvio Berlusconi à la tête du Milan AC.

M. C. I.

□ Silvio Berlusconi Interrogé comme témoin sur l'attribution de fréquences de télévision. - Silvio Berlusconi, président du groupe Fininvest, a été entendu comme témoin, lundi 31 mai, par le parquet de Rome dans le cadre d'une enquête judiciaire sur l'attribution des fréquences de télévision. La justice italienne souhaite savoir si, à cette occasion, des pots-de-vin ont été distribués à des fonctionnaires du ministère des postes et de la société publique des services téléphoniques ASST. L'enquête menée par le procureur adjoint de la République de Rome, Maria Cordova, a donné lieu à l'incarcération à titre préventif de deux fonctionnaires accusés de concussion.

(Publicité)

## PRÉFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE

Aménagement de la rocade Est de RENNES

Attribution du statut autoroutier aux rocades Nord et Est de Rennes

### AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté en date du 24 mai 1993, il est prescrit du lundi 21 juin au jeudi 22 juillet 1993 inclus, une enquête publique portant sur :

- la déclaration d'utilité publique des acquisitions foncières et des travaux d'aménagement de la rocade Est de Rennes sur le territoire des communes de CESSON-SÉVIGNÉ et THORIGNÉ-FOUILLARD.
- la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes concernées avec le projet ;
- l'attribution du statut autoroutier aux rocades Nord et Est de Rennes situées sur le territoire des communes de CESSON-SÉVIGNÉ, THORIGNÉ-FOUILLARD, RENNES et SAINT-GRÉGOIRE.

Le siège de l'enquête est fixé à la mairie de CESSON-SÉVIGNÉ où toute correspondance relative à cette enquête pourra être adressée au Président de la commission d'enquête.

Ont été désignés en qualité de membres de la commission d'enquête par le Président du Tribunal administratif de RENNES :

- M. Pierre LE TNAFF, Ingénieur d'oliosionnaire des TPE en retraite ; Président.
- M. Albert HUGUEN, Ingénieur, Chef du Génie Rural des Eaux et Forêts ; membre titulaire.
- M. Roger DESAIZE, Contrôleur général à la direction nationale de la circulation et de la sécurité routière ; membre titulaire.
- M. Claude ROUSSEL, Chef de section des TPE en retraite, membre suppléant.

Pendant cette période, le public pourra prendre connaissance des dossiers :

**Aménagement de la rocade Est :**

à la mairie de CESSON-SÉVIGNÉ :

du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 12 h, et de 13 h à 17 h 15 ;

à la mairie de THORIGNÉ-FOUILLARD :

le mardi de 13 h 45 à 17 h 30 ; du mardi au vendredi, de 8 h 30 à 12 h 30, et de 13 h 45 à 17 h 30 ; le samedi, de 9 h à 12 h.

**Attribution du statut autoroutier aux rocades Nord et Est**

à la mairie de CESSON-SÉVIGNÉ :

les jours et heures indiqués ci-dessus ;

à la mairie de THORIGNÉ-FOUILLARD :

les jours et heures indiqués ci-dessus,

à la mairie de RENNES (service de l'urbanisme, 71, rue Dupont-des-Loges) :

du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h, et de 14 h à 17 h ;

à la mairie de SAINT-GRÉGOIRE (service technique)

du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h,

et formuler ses observations sur les registres d'enquête ouverts à cet effet ou les adresser par écrit au Président de la commission d'enquête à la mairie de CESSON-SÉVIGNÉ qui les visera et les annexera aux registres d'enquête.

Toutes les observations consignées aux registres ou adressées par correspondance seront tenues à la disposition du public.

Les observations du public seront reçues par un ou plusieurs membres de la commission d'enquête :

à la mairie de CESSON-SÉVIGNÉ :

les mardi 22 et 29 juin, de 14 h à 17 h 15, et le jeudi 22 juillet, de 10 h à 12 h, et de 14 h à 17 h 15 ;

à la mairie de THORIGNÉ-FOUILLARD :

le vendredi 25 juin, de 10 h à 12 h 30, de 14 h à 17 h 30, et le lundi 5 juillet de 14 h à 17 h 30 ;

à la mairie de RENNES (services de l'urbanisme, 71, rue Dupont-des-Loges) :

le jeudi 24 et le mercredi 30 juin de 14 h à 17 h.

à la mairie de SAINT-GRÉGOIRE (services techniques)

le lundi 28 juin de 14 h à 17 h.

Copies du rapport et des conclusions motivées de la commission d'enquête seront tenues à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Pour le président,  
le secrétaire général,  
Albert DAUSSIN-CHARPANTIER.

**Hydro-Québec**

**AVIS PUBLIC**

**D'APPEL DE CANDIDATURES POUR LA FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ DE SOURCE ÉOLIENNE AUX ÎLES-DE-LA-MADELEINE**

**ACSE-93**

Hydro-Québec désire acheter de l'énergie électrique produite par un parc éolien aux îles-de-la-Madeleine. Pour ce faire, Hydro-Québec procédera selon les deux étapes décrites ci-dessous.

La première étape est l'appel de candidatures ACSE-93, au vu de préqualifier les promoteurs intéressés par le projet. Ces promoteurs sont donc invités à retourner avant 15.00 heures, hors de Montréal, le mardi 15 juin 1993, l'information demandée dans le document d'appel de candidatures qui peut être obtenu de l'endroit suivant :

Hydro-Québec  
Approvisionnement et Services  
75, boulevard René-Lévesque ouest  
16 étage  
Montréal (Québec) Canada  
H2Z 1A4  
Téléphone: (514) 289-2525  
Télécopieur: (514) 289-3751

Lors de la deuxième étape, seuls les promoteurs qui auront été préqualifiés à la première étape, seront invités à soumettre une proposition dans le cadre de l'appel de propositions restreint de source éolienne APRSE-93. Suite à ces deux étapes, Hydro-Québec choisira un promoteur pour négocier et signer un contrat d'achat d'électricité.

Le promoteur choisi aura la responsabilité de construire, financer et exploiter un parc éolien d'environ 5 MW pendant la durée du contrat d'achat d'électricité aux îles-de-la-Madeleine.

Francis Dupuis  
Directeur  
Production privée

**CORRESPONDANCE**

**Reality inceste**

Après la diffusion, jeudi soir 27 mai de l'émission *Mes culpas* sur TF1, consacrée au viol d'une fillette de douze ans par son père, nous avons reçu d'un téléspectateur, M. Pierre Beckouche, la lettre suivante :

A la suite du récit des faits par la fillette, la famille et les gens du village ont apporté leur vision des faits ou invoquant la responsabilité de la fillette. Sous le to de bon sens populaire ils ont montré une incroyable carence. Heureusement que des psychologues parisiennes ont, ensuite, rappelé qu'il s'agissait bel et bien d'un crime. On est passé à deux doigts d'une seconde exécution, publique celle-ci, de la victime.

Mais voilà. La majorité des téléspectateurs ont-ils été, comme on l'espère, sensibles au vocabulaire parisien de nos psychologues, ou bien ont-ils été plutôt bercés par la connivence délectable mais communicative des « gens du village » ? La télévision doit-elle se permettre un tel risque ? Ne devrait-elle pas s'en tenir au témoignage des victimes et éviter de placer les téléspectateurs dans une position abusive de juges ?

**Le Monde ÉDITIONS**

Enquêtes sur la droite extrême  
René Monart  
« On s'aperçoit que la plus hypothèse est souvent la bonne »

La République menacée  
Dix ans d'effort Le Pen  
Edwy Plenck, Alain Rolla  
Pour qu'on ne puisse pas dire « on ne savait pas... »

**EN VENTE EN LIBRAIRIE**

**change**

**ir de lui**

Le Monde

BLICITE FINANCIÈRE

16-62-72-67











# CARNET DU Monde

## Naissances

M. Jean-Paul LAIDET et M<sup>me</sup>, née Martine Constans, ainsi que Caroline de LASTIC ont la joie d'annoncer la naissance de

Alexandra,

le 12 mai 1993.

4, boulevard Anatole-France, 92100 Boulogne.

Kimberley LAHMI a la joie d'annoncer la venue au monde de sa petite sœur

Méghan.

## Mariages

M. et M<sup>me</sup> André CANTER, M. et M<sup>me</sup> Ousmane SALAM, M. Jean-Claude RONCIN, sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants

Jean-Christophe et Anna,

qui a été célébré le samedi 29 mai 1993, en l'église ukrainienne Saint-Vladimir, à Paris.

## Décès

- Henri et Dorothea Drucker, Marie, Serge, Marie-Laure et Jean-Michel Brisson, Hélène et Didier Drucker, Toute la famille Et ses amis chers, font part du décès de

Daniella BRISSON-DRUCKER, artiste peintre.

Stricte intimité.

NI fleurs ni couronnes.

Une prière, une pensée.

« Les Vieilles Vignes », 77750 Saint-Cyr-sur-Morin.

## CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-66-29-94 ou 40-65-29-98

Les avis peuvent être insérés

LE JOUR MEME

s'ils nous parviennent avant 8 h

au siège du journal,

16, rue Falguère, 75016 Paris

Tél : 206 806 F

Télécopieur : 46-86-77-13

Tarif de la ligne H.T.

Tous rubriques ..... 100 F

Abonnés et actionnaires ..... 80 F

Communications diverses ..... 100 F

Thèses étudiants ..... 60 F

Les lignes en capitales grises sont

facturées sur la base de deux lignes.

Les lignes en blanc sont obligatoires

et facturées. Minimum 10 lignes.

## Le Monde

PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements : 46-62-74-43

- Cavalière. Hyères, Nogent-sur-Marne.

M. et M<sup>me</sup> Gérard Engelfred, leurs enfants et petits-enfants, M. Michel Maillet et M<sup>me</sup>, née Nicole Engelfred, leurs enfants et petits-enfants, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger ENGELFRED, chevalier de la Légion d'honneur, médaille militaire, croix de guerre 1939-1945, combattant volontaire 1914-1918, combattant volontaire 1939-1945, médaillé de la bataille de Verdun,

survenu à Hyères (Var), le 25 mai 1993, dans sa quatre-vingt-quinzième année.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

- Olga Fink, Mathias et Minelle Fink, Elisabeth et Marc Benjamin, Hélène et Edgar Reichman, Emmanuelle, Julia, Natacha et Amos, ses enfants et petits-enfants, ont le grand chagrin de faire part du décès de

Ignace FINK, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur général du COJASOR,

survenu à Paris, le 31 mai 1993.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Bagneux, le jeudi 3 juin, à 16 heures.

5, rue Chernoviz, 75016 Paris.

- Nous apprenons la mort, le 30 mai 1993, à Ajaccio, de

Joseph LAMBROSCHINI,

[Né le 22 juillet 1913, Joseph Lambroschini s'était engagé dans les Forces armées françaises combattantes en février 1943. Il avait été intégré à la Libération dans les cadres du ministère des affaires étrangères. Il avait été ensuite en poste notamment à Moscou, Saint-Paul-de-Lansade, Damas, Freetown, Tabat et Mogadiscio. Nommé conseiller général d'Inde-Franche, en 1961, il avait été élu à plusieurs reprises à ce poste. Il avait été élu à l'Assemblée nationale en 1967, et avait rejoint l'armée suite à la loi de 1967, puis Ceylan en tant qu'attaché militaire et militaire en chef.]

## THÈSES

Tarif Étudiants  
60 F la ligne H.T.

## RETRAITE 93®

LE SALON CONGRÈS  
DE LA RETRAITE  
HEUREUSE ET DYNAMIQUE

2-3-4 juin 1993

9 h 30 à 19 h

Palais des congrès - Porte Maillot

Ouvert au public et aux professionnels servant les seniors

CAISSE D'ALLIANCE MILITAIRES DE FRANCE (AMF) - 100 RUE DE LA PAIX - 75001 PARIS

- Pauline Leroy, son épouse, Bernard Leroy, son fils, Solange et Charles Fraisse, ses beaux-parents, Charlotte, Damien, Nicole, Emmanuel et Dany Fraisse, Donatienne et Patrick Desmarest, Jacques Poirineaud, ses belles-sœurs et beaux-frères, ses neveux et nièces, La famille Voegel, ont le grand chagrin de faire part du décès de

Serge LEROY,

survenu à Paris le 27 mai 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 3 juin, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Montrouge, Paris-14.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Le conseil d'administration de la Société des réalisateurs de films (SRF), qui a perdu en

Serge LEROY

un ancien président généreux et combatif, s'associe à la douleur de sa famille.

- Pierre Grimblat Et toute sa famille de Hamster Productions, ont la douleur de faire part du décès de

Serge LEROY,

auteur, réalisateur de films.

Un grand artiste, un honnête homme dont le talent et l'amitié chaleureuse nous manqueront chaque jour.

Pauline, sa femme, Bernard, son fils, peuvent être fiers de lui.

(Le Monde du 29 mai)

- Ran et Dominique, ses parents, Deborah et Salomé, ses petites sœurs, Toute sa famille, ont le grand chagrin de faire connaître le départ de

SONIA,

survenu, dans sa vingt-troisième année, le 30 mai 1993.

Ceux qui avaient perçu en elle le soleil, pourront l'accompagner jeudi 3 juin, à 16 h 15, en l'église de Vert-Saint-Denis (Seine-et-Marne).

Famille Guez-Vidal, 8, square des Palétoyeurs, 77240 Cesson-la-Forêt.

Not abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », nous prions de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

## Avis de messes

- Il y a trois mois, le 6 mars 1993, disparaisait

Claude WEETS.

Beaucoup de ses amis s'étaient pu se rendre à ses obsèques qui avaient eu lieu à Plan-d'Orgon (Bouches-du-Rhône).

Une messe sera célébrée en son souvenir, le jeudi 3 juin, à 18 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule, Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine).

## Messes anniversaires

- Il y a dix ans,

André-Antoine CASTIN

nous quittait.

Une messe sera célébrée à son intention le dimanche 6 juin 1993, à 10 heures, en l'église Notre-Dame de Boulogne (Hauts-de-Seine).

Ce jour-là nous serons encore plus près de lui par la pensée.

## Anniversaires

- Il y aura un an, le 8 juin 1992,

Liliane BOUCHÉ

était rappelée à Dieu, le lundi 8 juin, à l'âge de soixante ans.

Une prière, une pensée sont demandées à celles et à ceux qui l'ont connue.

Samedi 5 juin, à 18 h 30, la messe du Relais Sainte-Cécile, avenue Hector-Berlioz, à Saint-Germain-en-Laye, sera célébrée à son intention.

- Le 31 mai 1988, cinq ans déjà,

M<sup>me</sup> Raymond LAFAYE,

née Alfred Flacé, nous quittait.

Vous qui l'avez connue, estimée et aimée, avez une pensée pour elle.

- Il y a dix ans, le 1<sup>er</sup> juin 1983,

PATRICE

choisissait de quitter ce monde.

Il aura toujours trente ans.

## Communications diverses

- « Ethique et sexualité : du rapport sexuel au rapport à l'autre ». Mercredi 2 juin 1993, à 20 h 30. Avec Gilberte Sieg, gynécologue ; Benjamin Duvshani, médecin ; Daniel Sibony, psychanalyste ; Alfred Spira, professeur.

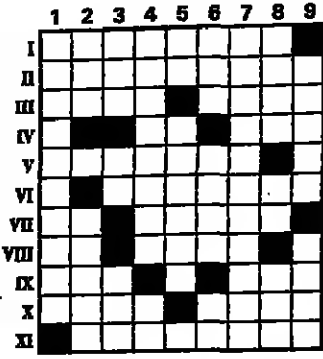
Centre Rachl, 30, boulevard de Port-Royal, Paris-5<sup>e</sup>. Tél. : 43-31-75-47.

## Soutenances de thèses

- Le vendredi 4 juin 1993, à 14 h 30, à l'université Charles-de-Gaulle-Lille-III (salle E 217), Annick Munet soutiendra sa thèse, pour le grade de docteur, « Philodème. Sur les sensations. Édition critique et commentaire du Philéas ».

# MOTS CROISÉS

## PROBLÈME N° 6052



1. Pour sauter, mais aussi blanchir. - 2. Riposte brutallement. Quantité pour un ménage. - 3. Adverbe. Dieu. Autrefois, elle faisait fureur. - 4. Un bâtiment pour ceux qui valaient suivre un régime. Pronom. - 5. Quelque chose d'urgent. Sorties en famille. - 6. Joli couvert. Bénéficiaire d'un rajoutissement. Nota. - 7. N'est plus qu'un souvenir quand arrive l'automne. - 8. Dorna des raisons de se plaindre. Interjection. On a de l'audace quand on n'en manque pas. - 9. Tombent bien souvent pour ne plus se relever. Sont très « étouffants ».

## Solution du problème n° 6051

### Horizontalement

I. Liéudit. - II. Imegas. Pô. - III. Amis. Bru. - IV. Ré. Né. Et. - V. Dément. Cu. - VI. Sb. Viser. - VII. Léporité. - VIII. Létala. - IX. Ye. Stema. - X. Osés. Tu. - XI. Xéres. Ost.

### Verticalement

1. Liards. Lynx. - 2. Immeubles. - 3. Eau. Et. Or. - 4. Uguine. Passa. - 5. Désinvolte. - 6. la. Entrées. - 7. Si. - 8. Précédents. - 9. Couture. Ent.

GUY BROUTY

# HISTOIRE

## Création d'une Fondation de la Résistance

La Fondation de la Résistance a été créée mardi 25 mai : elle est présidée par Jean Mattéoli, actuel président du Conseil économique et social. Elle veut « sauvegarder pour l'Histoire » le témoignage de ceux qui ont refusé la collaboration, « rappeler aux générations futures que les vérités de notre civilisation ne peuvent dépendre d'un succès ou d'un échec militaire et leur transmettre cette exigence de justice et de liberté, ouvrant la voie à la communauté des peuples ». Son premier appel a été notamment signé par Jacques Chaban-Delmas, Pierre de Bénouville, Alain Griederer, Marie-Claude Vailland-Couturier, Henri Rol-Tanguy, Claude Bourdet, Jacques Chirac, Philippe Séguin, Philippe Mestre et Charles Pasqua.

M. Mattéoli explique, dans le Figaro du 31 mai, que sa fondation veut combattre l'émergence du révisionnisme sur les crimes nazis, à un moment où l'on ose attaquer la personne de Jean Moulin d'une manière insidieuse et où apparaît « la volonté par petites touches successives de déconsidérer l'action et les choix du général de Gaulle et, par-delà, de réhabiliter le gouvernement de Pétain ».

# ÉCHECS

## Lyon-Oyonnax champion de France des clubs

### AUXERRE

de notre correspondant

Quatrième titre consécutif pour Lyon-Oyonnax, qui a remporté, lundi 31 mai, à Auxerre, les championnats de France des clubs d'échecs. La lutte avec Clichy a été indécise jusqu'à la dernière partie, mais, grâce à la maîtrise des Salov, Anand, Kramnik et autres Lautner, le titre est demeuré dans la capitale des Gaules.

La vedette de ces championnats - quinze des vingt-cinq meilleurs joueurs mondiaux y participaient - restera le Hongrois Pinter (Montpellier), qui contraindra Karpov (Belfort) au nul et malheureusement le champion du monde Kasparov (Auxerre). La jeune équipe d'Auxerre (le Monde daté 30-31 mai), qui comptait sur son capitaine Garry Kasparov pour monter sur le podium, n'est pas parvenue à pallier par son enthousiasme son manque d'expérience à ce niveau.

V. R.

Classement : 1. Lyon-Oyonnax, 32 points ; 2. Clichy, 30 ; 3. Belfort, 30 ; 4. Strasbourg, 26 ; 5. Auxerre, 25, etc.

16/9  
stereo numérique

**France supervision la nouvelle chaîne du câble**

**Cinéma ...**  
" Dans de parfaites conditions. "

**Sport ...**  
" Comme si vous y étiez. "

**Musique...**  
" Dans l'ambiance à la perfection "

**Découverte...**  
" La vie grandeur nature. "

ROLAND GARROS  
CHAQUE JOUR 8 HEURES DE GRAND SPECTACLE

France supervision est diffusée en clair (non crypté) sur le câble et par satellite (Télécom 2A).

**France supervision**

LE SPECTACLE, GRANDEUR NATURE.







Lors du dernier face-à-face, à six jours du scrutin espagnol

## Felipe Gonzalez a pris sa revanche sur José Maria Aznar

MADRID

de notre correspondant

Felipe Gonzalez ne s'est pas laissé surprendre une deuxième fois. Le président du gouvernement avait annulé son meeting de dimanche à Madrid et il avait préparé ses dossiers pour ce que Tele Cinco avait appelé le « débat décisif », lundi soir 31 mai. Ce face-à-face avec le candidat du Parti populaire (PP), José Maria Aznar, a, contrairement à celui de la semaine dernière, nettement tourné à l'avantage du secrétaire général du PSOE, le Parti socialiste ouvrier espagnol.

Une revanche de deux heures quarante, au cours de laquelle Felipe Gonzalez est immédiatement passé à l'offensive et a gardé l'initiative tout au long des échanges, contraignant son adversaire à parer les attaques et l'empêchant de reprendre le dessus. José Maria Aznar ne s'est pas laissé surprendre par autant d'adversité mais il n'a pu ni répondre aux questions, aux demandes d'éclaircissements d'un Felipe Gonzalez qui, lui, avait tiré la leçon de son échec d'il y a huit jours.

À six jours du scrutin du dimanche 6 juin, un Felipe Gonzalez rassuré a poussé le président du PP dans ses retranchements pour mettre en lumière l'« imprécision » de son programme, en soulignant les contradictions, les lacunes. José Maria Aznar a répliqué qu'il était préférable de ne pas faire de promesses comme le PSOE lors des dernières échéances électorales, « promesses qui n'ont pas été tenues ».

Il a accusé le dirigeant socialiste d'« avoir peur » du changement, de refuser de quitter le pouvoir, de dire des « demi-vérités », d'utiliser la télévision publique à des fins partiales, d'avoir fait « un usage arro-

gant et exagéré de sa majorité parlementaire ». Moins agressif qu'il y a huit jours, plus vague, comme s'il avait déjà utilisé toutes ses munitions, José Maria Aznar s'est cantonné dans ses thèmes favoris du chômage, de la corruption, de la faillite économique et sociale du pouvoir sans trouver de nouvelles ressources polémiques. Il s'est contenté d'affirmer qu'il voulait tout améliorer sans dire comment, en dépit de l'insistance de son contradicteur.

« Un changement raisonnable, équilibré, prudent », a répété le chef de file du PP alors que Felipe Gonzalez lui reprochait de vouloir faire du neuf avec du vieux, « d'être comme un bon représentant de la droite, quelqu'un qui ne se trompe jamais », alors qu'il reconnaît ses erreurs.

De l'avis général, les deux face-à-face suivis par plus de dix millions de téléspectateurs ont permis de clarifier le débat, de montrer ce qui séparait les deux leaders en dépit de certaines longueurs. Mais cela permettra-t-il à l'une des deux formations de prendre nettement le dessus ? Réponse dimanche soir.

M. B.-R.

Lire, page une, le premier volet de notre série « L'Espagne désemparée ».

■ BOSNIE : onze morts, dont quatre enfants, lors du bombardement d'un terrain de football à Sarajevo. Deux obus de mortier sont tombés, mardi 1<sup>er</sup> juin, sur une zone utilisée comme terrain de football à Dobrinja, dans la banlieue de Sarajevo, faisant onze morts, dont quatre enfants, ont annoncé des médecins de l'hôpital de Dobrinja. Quarante blessés ont été transportés dans cet hôpital, a-t-on précisé de même source. (AFP)

## SOMMAIRE

### DÉBATS

Chômage : « Réviser les vérités premières », par Philippe Vasseur ; « Pour une réévaluation program-  
mée », par Jacques Rozner. 2

### ÉTRANGER

La situation dans l'ex-Yougoslavie. 3  
Allemagne : nouvelle et violente manifestation à Solingen. 5  
Burundi : première élection présidentielle pluraliste. 6  
Le sommet américain-africain de Libreville. 6  
Venezuela : un entretien avec le président suspendu, M. Perez. 8

### POLITIQUE

La grogne des armées avant la nouvelle loi de programmation militaire. 9  
A la Martinique, les békés, la banane et l'Europe. 10  
Les grandes manœuvres ont commencé pour la conquête de la mairie de Nice. 10

### SOCIÉTÉ

Education : le Syndicat des enseignants en quête de nouveaux publics. 11  
80 000 lits hospitaliers inutilisés devraient rapidement disparaître de la carte sanitaire. 11  
L'Observatoire international des prisons veut lutter pour le droit à la dignité des incarcérés. 12  
Les Internationaux de France de tennis. 14  
Teuromachia : la culte du « toro-toro » à Vic-Fazense. 14

### SCIENCES • MÉDECINE

■ L'inventaire de la nature ■ Réunion : la biodiversité en réduction ■ L'industrie de l'adénome de la prostate. 15 à 17

### CULTURE

Théâtre : le Prix Martin, d'Eugène Ionesco à la Comédie-Française. 18  
Arts : le 38<sup>e</sup> Salon de Montreuil. 18  
Musiques : les aphorismes de Chopin. 18  
Généralistes, par Bertrand Poirot-Delpech : « Vient de disparaître » 19

### ÉCONOMIE

Une enquête de la SOFRES sur l'actionnariat individuel. 21  
La nucléaire demeure l'énergie la plus compétitive. 21

### COMMUNICATION

Le 46<sup>e</sup> Congrès de la Fédération internationale des éditeurs de journaux à Berlin. 23

### INITIATIVES

■ Dossier : les banlieues de l'emploi ■ Management : échec et mat ? ■ Etude : le bilan social individualisé, un atout de dialogue ■ Tribune : « L'emploi : aller à l'essentiel », par Dominique Thierry ■ Séances. 29 à 42

### Services

Abonnements. 24  
Annonces classées. 22  
Cartes. 28  
Marchés financiers. 24 et 28  
Météorologie. 27  
Mote croisé. 26  
Radio-télévision. 27  
Spectacles. 20  
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Initiatives » coté de 29 à 42. Le numéro du « Monde » daté 1<sup>er</sup> juin 1993 a été tiré à 399 646 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

### « Arts-Spectacles » : la Biennale de Venise

Du 13 juin au 10 octobre se tient la 45<sup>e</sup> édition de la plus importante manifestation culturelle italienne. Enquête sur cette institution à l'heure de l'opération « main propre » : entretien avec un des plus grands sculpteurs contemporains, Louise Bourgeois, invitée du pavillon américain ; portrait de Jean-Pierre Raynaud, qui aménage dans le secret le pavillon français ; hommage au musicien Luigi Nono, auquel la Biennale consacre une rétrospective ; et le programme complet des manifestations.

### « Education-Campus » :

les universitaires en leur miroir

Une enquête du Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) analysée avec minutie les revenus et les conditions d'activité des enseignants du supérieur. Un kaléidoscope passionnant.

Le décompte des voix évoluant en sa défaveur

## Le régime cambodgien demande l'annulation des élections à Phnom-Penh et dans trois provinces

Invokant des « irrégularités », le régime de Phnom-Penh a réclamé, lundi 31 mai en fin de soirée, que le vote soit annulé dans la capitale et dans trois provinces, tout en affirmant qu'il n'entendait pas se retirer du processus de paix.

### PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

Mardi matin, le porte-parole du gouvernement de Hun Sen a lancé « un appel au calme » à ses propres forces de sécurité. Faisant état de signes « avant-coureurs d'émeutes », il a condamné, par avance, « toute violence ». Le porte-parole de Hun Sen a également accusé de « partialité » les services d'information de l'APRONUC, l'Autorité provisoire des Nations unies pour le Cambodge. Cette dernière n'a pas accepté d'organiser un nouveau vote.

Ainsi, à la suite d'un brutal revirement de tendance dans la journée de lundi, la tension a monté d'un cran à Phnom-Penh. Donné en tête la veille avec 44 % des voix décomptées contre 37 % de son principal adversaire, le PPC (Parti du peuple, au pouvoir) s'est fait doubler par le FUNCINPEC sihanoukiste lorsqu'on est connus les premiers résultats dans trois provinces de l'ouest et du nord-ouest.

Mardi, alors que 60 % des votes avaient été décomptés, le FUNCINPEC avait déjà une petite longueur d'avance sur le PPC (42,3 % contre 37,2 %). Cette tendance pourrait s'accroître avec l'addition de résultats partiels dans les deux provinces-clés de Kompong-Cham (18 députés sur 120) et de Kandal (11 sièges), où le FUNCINPEC serait largement en tête.

### Un « complot » passant par les urnes ?

Le régime de Phnom-Penh a réagi dès lundi en faisant état d'« irrégularités » pendant le déroulement du scrutin et en réclamant des vérifications. Dans la soirée, Chea Sim, président du PPC, a demandé à M. Akashi que l'an vote de nouveau à Phnom-Penh et dans la province de Battambang (où le FUNCINPEC caracolait en tête) mais aussi dans celles de Prey-Veng et de Kampong-Chhnang (où le PPC l'emporte, pour l'instant, de loin).

Bref, le gouvernement de Hun Sen s'est raidi quand le PPC s'est retrouvé, tout à coup, en deuxième position.

Les résultats en deçà de ce d'un scrutin qui s'était déjà étalé sur six jours présent visiblement sur les nerfs. Lundi, la première requête du PPC et d'ailleurs été de réclamer l'arrêt de la diffusion de résultats partiels qui font l'effet d'une double écosse. D'autre part, comme le FUNCINPEC et le PPC se totalisaient à eux deux, lundi soir, que 72 % des bulletins décomptés, et que les petits partis

ne réunissent que quelques points supplémentaires, on se demande sur qui se sont reportés entre deux cent mille et trois cent mille votes déjà décomptés.

Mais si l'APRONUC manque peut-être d'expérience dans l'organisation d'élections dans un pays du tiers-monde en guerre - une épreuve déjà assez difficile en soi - M. Akashi va devoir calmer une situation de plus en plus volatile. Pour certains observateurs, l'équation se résume ainsi : comment faire accepter une défaite, même limitée, à un gouvernement sur le

territoire duquel le scrutin a eu lieu et dont les forces armées ont assuré, dans une large mesure, le déroulement ? Dans les rangs du régime, certains évoquent déjà la possibilité d'un « complot » pour se débarrasser, par le biais des urnes, d'un pouvoir qui se targue de l'avoir emporté sur le terrain. En d'autres termes, alors qu'elle a réussi à tenir à distance les Khmers rouges après le retrait des troupes vietnamiennes, l'armée de Phnom-Penh peut-elle céder la place à ceux qui étaient, il y a deux ans encore, les alliés des « rouges » ?

### Le FUNCINPEC

félicité

Tout en « félicitant le FUNCINPEC pour sa bonne performance », les porte-parole du régime se sont engagés sur une voie qui peut déboucher sur une impasse. Le corps diplomatique a même été convoqué mardi matin à une réunion d'information tenue par Sar Kheng, ministre de l'Intérieur et beau-frère de Chea Sim. Il faudra donc à la fois beaucoup de tact et de fermeté aux principaux intéressés - l'APRONUC et le prince Sihanouk - pour éviter que le dérapage ne tourne au drame.

Entre-temps, les Khmers rouges s'en sont pris - ce qui n'était pas arrivé depuis deux semaines - aux « bérés bleus » en tendant, dans la province de Kompong-Cham, une embuscade au cours de laquelle un Uruguayen a été tué. Un autre Uruguayen ainsi que deux Polonais ont été sérieusement blessés.

JEAN-CLAUDE POMONTI

■ 65 % des Français se déclarent « satisfaits » d'Edouard Balladur. - Selon un sondage effectué par la SOFRES du 25 au 27 mai auprès de 1 000 personnes, et dont les résultats sont publiés dans le Figaro du 1<sup>er</sup> juin, 65 % des personnes interrogées se déclarent « satisfaites » d'Edouard Balladur, contre 20 % qui sont d'un avis contraire. 55 % d'entre elles (contre 28 % qui sont d'un avis contraire) estiment que la collaboration est « plutôt positive » ; 50 % pensent que le gouvernement doit « laisser en place les responsables des administrations et des entreprises publiques » ; 67 %, que le premier ministre est « le vrai chef de l'exécutif », alors que 24 % pensent que c'est François Mitterrand.

### L'absence prolongée du premier ministre chinois

## De quoi souffre donc Li Peng ?

Plus d'un mois après la disparition du premier ministre chinois, Li Peng, de la scène publique pour une myténieuse cause de santé, Pékin se contente de fournir à la population des signaux indiquant qu'il est toujours en fonctions.

### PÉKIN

de notre correspondant

Li Peng « est dans un processus continu de récupération », inlassablement, le porte-parole du ministère des affaires étrangères répète cette phrase, se refusant, comme tous les responsables, à entrer dans le détail de ce mal qu'un avait d'abord présenté comme un « gros rhume », pour maintenant ne plus même le nommer. Aux interrogations, que cela suscite sur le fonctionnement du régime, il a répondu par la spécificité chinoise : « Chaque pays fait les choses à sa manière, il est inutile de se départir de ses habitudes par souci d'uniformité. Cessez de faire des spéculations. »

L'absence du premier ministre depuis fin avril est, en fait, diversément expliquée par une attaque cardiaque, peut-être suivie d'une deuxième, selon la presse de Hongkong, ou, selon certaines sources diplomatiques, par une congestion cérébrale. Il serait même question, selon des

propos prêtés à son entourage, qu'il ne réapparaisse pas avant au moins deux mois. Certaines informations publiées à Hongkong et non démenties par Pékin donnent en outre à penser que ce grave incident de santé aurait suivi une mini-crise dans laquelle M. Li aurait été critiqué par plusieurs des grands gérontes encore en vie.

Le nom de l'impopulaire M. Li surgit de temps à autre dans les médias pour signaler à l'opinion qu'il continue, depuis son lit d'hôpital, de signer des messages de félicitations et autres communications symboliques. Ainsi la télévision a-t-elle montré, lundi 31 mai, une lettre dactylographiée portant sa signature manuscrite, adressée à des responsables de la lutte contre les inondations et la sécheresse.

En revanche, le chef du gouvernement « est généralement passé sous silence dans les rapports avec le monde extérieur. Les dirigeants ne mentionnent pas son nom à leurs visiteurs étrangers. Visiblement, cette maladie arrange beaucoup du monde au sein du pouvoir où l'on sait en général le peu de plaisir qu'ont les hommes politiques occidentaux à serrer la main à l'artisan de la répression de 1989. L'homme du peuple, quant à lui, semble se soucier assez peu de la question.

FRANCIS DERON

## L'Irlande avec sa voiture : plus on prend le ferry, moins c'est cher. Bizarre, très bizarre.

3 ferries : à partir de 728 F A/R :



\* par personne, base 5 personnes, voiture comprise, jusqu'au 8 juillet.

Un trajet en ferry direct, l'autre par la Grande-Bretagne.

Dans un sens (celui que vous voulez), le confort d'une traversée sans escale et d'une vraie croisière entre la France (Le Havre ou Cherbourg) et l'Irlande (Rosslare ou Cork). Dans l'autre, des traversées très courtes : à peine 3 heures 30 entre l'Irlande et l'Angleterre, 1 heure et quart entre l'Angleterre et la France.

Irlande

IRISH FERRIES

4 ferries : à partir de 552 F A/R :



\* par personne, base 5 personnes, voiture comprise, jusqu'au 8 juillet.

Les deux trajets en passant par la Grande-Bretagne.

Vous pouvez choisir les traversées les plus courtes dans un sens : Calais-Douvres (1 heure 15) et Holyhead-Dublin (3 heures 45). Et le chemin des écoliers dans l'autre sens : Rosslare-Pembroke (4 heures 15) et Portsmouth-Cherbourg ou Le Havre (un peu moins ou un peu plus de 5 heures). Ou partir et revenir par le même chemin.

B&I LINE

P&O European Ferries

Renseignements et brochures : 3615 IRLANDE, votre Agent de Voyages ou

Transports et Voyages

37, rue du Quatre-Septembre 75002 Paris  
Tel. : (1) 42 66 90 90 - Minitel 3615 IRISH FERRIES

Bennett Voyages

28, boulevard Haussmann 75009 Paris  
Tel. : (1) 48 01 87 77 - Minitel 3615 BENNETT

Pour tous les secteurs d'activité, c'est surtout pour les hautes technologies que le Monde Initiatives du 15



# Le Monde

## INITIATIVES

sa défaveur

nde l'annulation  
lans trois provinces

Les élections municipales de 1995 ont été annulées dans trois provinces de la région Rhône-Alpes : la Savoie, la Haute-Savoie et la Haute-Mauricie. Cette décision a été prise par le Conseil d'Etat, qui a jugé que les conditions de déroulement des élections n'étaient pas satisfaisantes dans ces zones.

des villes

i Peng?

Le maire de la ville de Peng, en Chine, a été élu grâce à une fraude massive. Les élections ont été truquées pour que son parti remporte la victoire.

Le maire de la ville de Peng, en Chine, a été élu grâce à une fraude massive. Les élections ont été truquées pour que son parti remporte la victoire.

Le maire de la ville de Peng, en Chine, a été élu grâce à une fraude massive. Les élections ont été truquées pour que son parti remporte la victoire.

Le maire de la ville de Peng, en Chine, a été élu grâce à une fraude massive. Les élections ont été truquées pour que son parti remporte la victoire.

Le maire de la ville de Peng, en Chine, a été élu grâce à une fraude massive. Les élections ont été truquées pour que son parti remporte la victoire.

Le maire de la ville de Peng, en Chine, a été élu grâce à une fraude massive. Les élections ont été truquées pour que son parti remporte la victoire.

Le maire de la ville de Peng, en Chine, a été élu grâce à une fraude massive. Les élections ont été truquées pour que son parti remporte la victoire.

Le maire de la ville de Peng, en Chine, a été élu grâce à une fraude massive. Les élections ont été truquées pour que son parti remporte la victoire.

Le maire de la ville de Peng, en Chine, a été élu grâce à une fraude massive. Les élections ont été truquées pour que son parti remporte la victoire.

Le maire de la ville de Peng, en Chine, a été élu grâce à une fraude massive. Les élections ont été truquées pour que son parti remporte la victoire.

Le maire de la ville de Peng, en Chine, a été élu grâce à une fraude massive. Les élections ont été truquées pour que son parti remporte la victoire.

Un cœur de l'actualité dès qu'un incident s'y produit, la question des banlieues ne se réduit pourtant pas ni à des manifestations de violence, vite attribuées à la drogue ou à la délinquance juvénile, ni aux tensions que provoqueraient l'immigration dans des quartiers populaires. Certes en marge, la situation des jeunes exclus ne saurait davantage, à elle seule, expliquer ces flambées de violence que provoquent le moins dire bavure. Il y a plus, et autrement préoccupant, qui met en péril l'ensemble de la société, dans les drames presque quotidiens qui se jouent à la périphérie, le plus souvent loin des centres-villes.

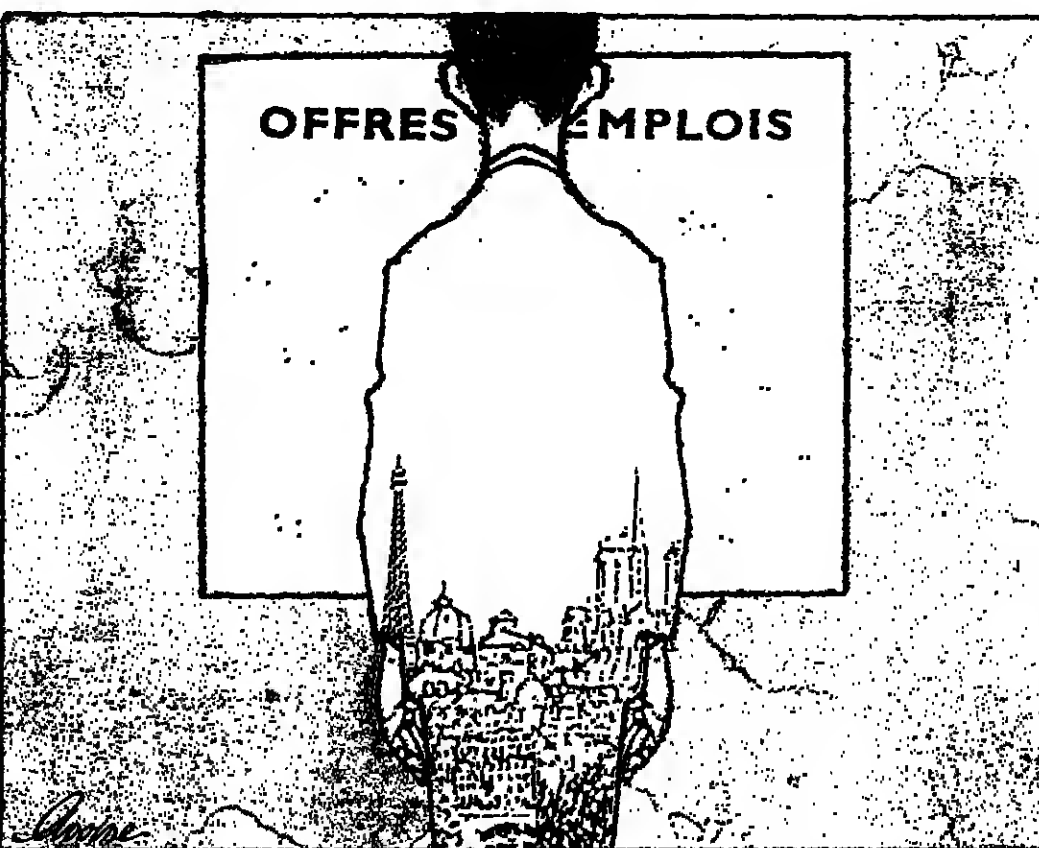
Derrière les grands ensembles et les logements dégradés, en voie de paupérisation il faut le dire, c'est la tragédie du chômage - de l'absence d'emploi, donc - qui s'exprime cruellement. Tout y est lié, jusqu'au moindre détail de la vie courante, dans ces lieux du bout du monde. D'un autre monde déjà, qui pourrait préfigurer ce qui, par onde de choc, menace notre cohésion sociale. De la même façon que, selon l'expression de Michel Moullart et Camille Poncelet à propos de l'image de Marseille, « la France se méfie d'une ville dans laquelle elle craint de lire son avenir... »

En soi, la situation de l'habitat dit pratiquement tout des conséquences d'un terrible processus. Vacants, pour certains d'entre eux, il y a encore cinq ans, les HLM souffrent maintenant d'un trop-plein et, pis, on constate que les populations ne se renouvellent plus comme autrefois, prises au piège de leurs difficultés. Là où il y avait « aspiration », et donc promotion sociale, pour reprendre le mot de Paul Pavy, responsable pour la Caisse des dépôts et consignations du programme spécialisé « Développement et solidarité », apparaissent les signes d'une stagnation qui ressemble à une assignation à résidence. Endettées, appauvries, des familles restent là, prêtes à basculer des qu'elles ne peuvent plus payer les loyers. L'environnement collectif se détériore et, avec l'inactivité, se développent les tensions sociales. Dans les secteurs de la propriété collective populaire, c'est encore plus grave, au point que près de 100 000 logements seraient dans un état déplorable. Là encore, l'enchaînement des causes est fatidique. Sans emploi, des copropriétaires ne sont plus capables de faire face aux charges communes d'entretien. Ils vendent à bas prix ou finissent par louer, dans les pires conditions, à plus démunis qu'eux. C'est-à-dire à des travailleurs immigrés qui s'entassent dans quelques pièces. Résultat, les bidonvilles horizontaux d'autrefois deviennent verticaux et il faudrait réinventer des lieux transitoires pour ceux qui ne peuvent même pas accéder au logement social.

DUE à l'emploi, pareille situation ne se résoudra que par l'emploi, y compris au niveau le plus modeste puisqu'il s'agit, patiemment et laborieusement, d'éviter que ne se déchire le tissu social. Dans ce contexte, toute tentative sociale une petite victoire, qu'elle provienne des régies de quartier, des entreprises d'insertion, ou de ces multiples initiatives que prennent différents acteurs, les élus, les sociétés d'HLM, ou les pouvoirs publics avec la délégation interministérielle à la ville que dirige Jean-Marie Delaune. De ce point de vue, la mobilisation est évidente, pour des résultats qui restent finalement modestes, compte tenu de l'énormité de la tâche à accomplir. Fournir de nouveaux services ou faire réaliser l'entretien des immeubles par les habitants, et donc créer de l'activité dans ces quartiers, est indispensable mais pas suffisant. De même, faire en sorte que les services publics

### Les banlieues de l'emploi

Les plans locaux d'insertion offrent la possibilité de redonner du travail à des chômeurs en situation d'exclusion



n'abandonnent pas les lieux ou qu'un minimum de structures commerciales soit maintenu s'apparente à une exigence normale, mais ne fera, au mieux, que ralentir la dérive.

Il n'empêche, cette difficile reconstruction trace la voie et permet de venir en aide à des catégories qui, sinon, seraient vouées à la marginalité puis à l'exclusion. A partir du plan local d'insertion lancé à Lille par Pierre de Saintignon s'est monté tout un programme qui rassemble 32 plans et 234 communes, lesquelles se sont engagées, contractuellement, à créer 25 000 postes d'insertion en cinq ans. Malgré l'alternance politique, les mêmes - Saint-Denis et Chanteloup-les-Vignes, Dunkerque et Angoulême, - gauche et droite confondues, ont récemment constitué l'ANPLIE (Association nationale des plans locaux d'insertion par l'économie) afin de proclamer leur volonté commune. Avec une structure adaptée, prétendent-ils, il est possible de remettre à l'emploi des personnes qui en sont écartées, pourvu que l'on utilise le sas des entreprises d'insertion, par exemple, et que l'on associe celles-ci aux entreprises tradition-

nelles. Après tout, via le volume de travaux que commandent chaque année les collectivités locales ou les propriétaires du foncier, il est possible de convaincre chacun de ses partenaires d'une nécessaire collaboration pour la bonne cause. Dans le même ordre d'idée, il convient également de souligner l'accord intervenu le 30 janvier dernier qui amène les sociétés d'HLM à mettre en place un réseau d'agents du développement économique chargés d'initier des créations d'emplois. Au passage, et on le voit bien au travers de l'attitude de la SCIC, la filiale du logement social qui dépend de la Caisse des dépôts, une telle préoccupation aboutit à une redéfinition du rôle et des fonctions des gardiens d'immeuble. Un nouveau métier est né de la crise.

Le sens de tout cela ? Prévenir le délabrement des banlieues par un traitement curatif. Mais on sait que c'est l'évolution générale de l'emploi lui-même qui apportera la seule vraie réponse aux malheurs des quartiers en difficulté.

Alain Lebaube

■ Dénî, défi, délit  
par Liliane Delwasse

■ Les régies de quartier,  
un progrès

par Francine Aizicovici

■ La bataille des Mureaux  
par Marie-Béatrice Baudet

page 30

■ Gérer socialement  
le logement social

par Françoise Vayssa

■ L'appel aux fantassins  
par Alain Lebaube

■ Les offices d'HLM  
sur le front

par Olivier Piot

page 31

■ Service public  
en déshérence

par Jean Menanteau

■ Plans locaux d'insertion :  
un espoir

par Catherine Leroy

■ L'intégration difficile  
des «hypers»

par Marie-Claude Beiheder

page 32

MANAGEMENT  
□ Echec et mat ?

ÉTUDE

□ Le bilan social individualisé,  
un atout de dialogue

page 33

TRIBUNE

□ L'emploi : aller à l'essentiel  
par Dominique Thierry

page 34

C'est pour tous les secteurs d'activité,  
c'est surtout  
pour les hautes technologies,  
c'est le Monde Initiatives du 15 juin\*.



\*Atteint 15

Le Monde  
INITIATIVES

Pour agir et pour réfléchir

### Les 3èmes Cycles de Management

IGS enseignement supérieur

- Ressources Humaines et Communication
- Finance et Contrôle de Gestion
- Qualité Totale et Gestion de Projet

10 mois de formation  
7 mois de mission en entreprise

JOURNÉE  
PORTES OUVERTES  
3 juin à partir de 14 h

Admission : Diplômes de l'enseignement supérieur  
Écoles d'ingénieur, écoles de commerce, IEP, maîtrise  
qui souhaitent se préparer à des postes de managers  
supérieurs

Concours : Sessions 1993 Avril-Juin Septembre  
Renseignements tel : (1) 47.57.31.41  
IGS, 120 rue Danton 92300 Levallois-Perret  
Site web : [www.igs.fr](http://www.igs.fr)

GROUPE IGS

Je souhaite recevoir une  
documentation détaillée des  
3èmes Cycles de Management  
□ Ressources Humaines et  
Communication  
□ Finance et Contrôle de Gestion  
□ Qualité Totale et Gestion de projet

Nom \_\_\_\_\_ Age \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code Postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
Niveau d'études \_\_\_\_\_

IGS, 120 rue Danton 92300 Levallois-Perret - Tél (1) 47.57.31.41

LE MONDE - 1er Juin 93



## Déni, défi et délit

Une équation à résoudre pour des jeunes dont la vie est fondée sur le vide

C'EST une phrase de Freud qui a déterminé le choix du psychanalyste Karim Abboud. Le savant notait, en 1918 : « Nous sommes plusieurs à nous occuper de la névrose bourgeoise, mais nous ne savons pas répondre à la névrose populaire. » Une névrose que Karim Abboud a voulu aborder avec les outils de la psychanalyse pour offrir un espace de paroles aux jeunes de la Seine-Saint-Denis.

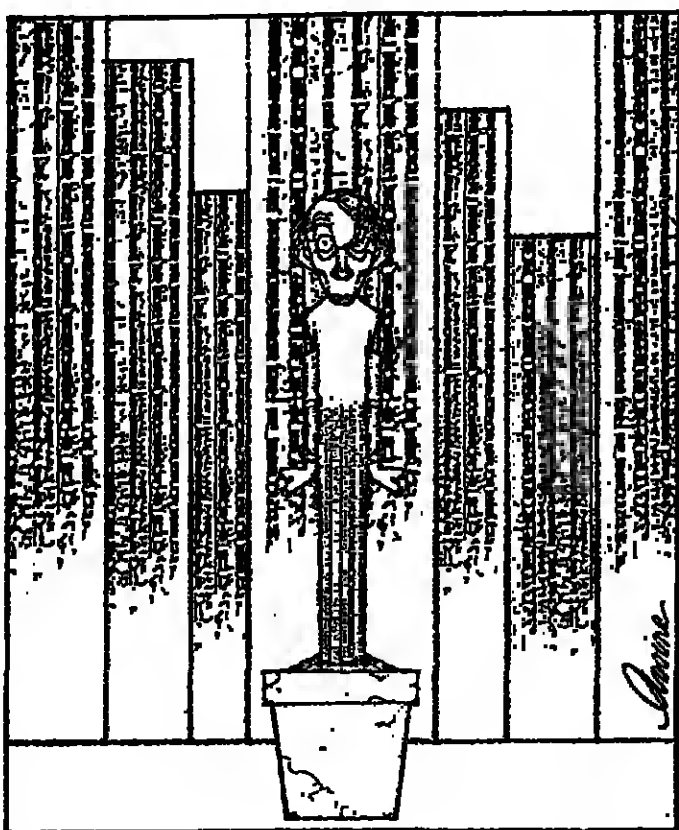
Initiateur et responsable du Centre pour la communication et la formation dans l'espace local (CCFEL), il évoque ce qu'il appelle les trois « d » : déni, défi, délit. « Vous rencontrez toutes les sociopathies génériques des névroses. Leur vie est fondée sur le vide : les familles disloquées, composées de chômeurs et de RMIstes ne transmettent rien, ni valeurs, ni histoire, ni mémoire. Privés de protection parentale, les jeunes se sentent désemparés. Plus tard, l'échec scolaire est inévitable et confirme tragiquement l'absence de repères et de lien social. »

Ce déni de leur existence, de leur être profond les pousse à dénier une société où ils ont eu place ni références, d'où délits et délinquance. La dépression adolescente est à l'origine des conduites à risques. Leur santé mentale ne peut être intacte : les ravages causés par la toxicomanie sont irréversibles.

L'héroïne est le produit le plus utilisé dans le département. Mais ils se droguent aussi avec des produits courants tels qu'antidépresseurs et somnifères qui, ingérés à hautes doses, agissent sur le système nerveux central.

### Dormir ou l'on peut

Les chiffres du sida sont alarmants : plus de mille jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans sont séropositifs en Seine-Saint-Denis. Il ne faut pas croire que l'information ne leur arrive pas, mais elle n'est pas intériorisée. L'eau même est vecteur du virus : tous



plongent leur seringue dans la même bouteille contaminée. Dans un esprit de prévention, les éducateurs leur distribuent des fioles d'eau de javel et leur recommandent d'y nettoyer plusieurs fois leur seringue. On trouve à la fin du vingtième siècle, toutes les pathologies de la misère sociale, exactement comme dans les romans de Zola il y a cent ans. La tuberculose sévit car les logements sont insalubres, et les jeunes « en galère » dorment où ils peuvent, une nuit par-ci, une nuit par-là, clochardisés et mal nourris. Les maladies et infirmités organiques sont naturellement les mêmes qu'ailleurs, mais elles ne sont pas soignées à cause des carences parentales. Il n'est pas exceptionnel de recroquer des surdités ou détectées ou oco

traitées, dont les victimes sont cataloguées comme défilées. De même cet illettré définitivement taxé d'incapable d'être un petit garçon myope qui, faute de lunettes, n'avait jamais pu apprendre à lire les lettres au tableau.

### Pas de suivi médical

Narcissisme irrémédiablement blessé, dévalorisation de soi, oco pour corollaire une incroyable dureté vis-à-vis de sa propre personne, une absence totale de soin, d'attention, de respect pour son corps. D'où un seuil de tolérance élevé par rapport à la maladie. Espace Vie Adolescence (EVA) est implanté dans une cité de

Saint-Denis et reçoit des jeunes filles et des jeunes femmes. Deux éducatrices et oco psychologue font marcher cette structure d'accueil, aidées par une permanence médicale hebdomadaire et oco présence du Planning familial. Ici, on ne voit guère de pathologies spécifiques, mais une absence de suivi médical, un éparpillement des consultations qui aboutissent à coup sûr à une aggravation de tous les risques. Infections dentaires, gynécologiques et respiratoires non traitées entraînent en longeur et sont monnaie courante. « On voit des gripes, des otites, des pneumonies qui durent des mois, des états fébriles pas possibles. Le carnet de santé est inexistant. Les filles ont été opérées, elles ne savent même pas de quoi », raconte Mireille Sissi, fondatrice d'EVA. Une autre éducatrice réchète : « Le dentiste, il ne connaît même pas ; on o vu un adolescent s'arracher lui-même une molaire douloureuse. »

Le pire est l'absence d'éducation à la sexualité. La contraception est parfaitement connue mais pas utilisée ; les jeunes filles la recommandent à leurs copines, mais leur problématique intérieure leur interdit de se protéger. Comme si elles voulaient obscurément se punir ou bien retracer l'itinéraire maternel. Des filles de seize ans en sont à leur quatrième interruption volontaire de grossesse. Les grossesses à répétition sont encore le fruit d'un déterminisme social, le viol leur paraît inévitable.

Mal aimée, négligée, délaissée, la population de ces lieux hors de la société n'a pas accès aux soins. Ce n'est pourtant pas faute d'institutions. C'est qu'il n'y a pas suffisamment d'importance pour cela. Emmaouelle, vingt-trois ans, explique : « Je comprends pas pourquoi le toubib il nous soigne ; ça je comprends vraiment pas, on est des merdes, on nous l'a toujours dit. » Les tentatives de suicide sont deux fois plus élevées que la moyenne nationale.

Liliane Delwasse

## La bataille des Mureaux

Maintenir et développer le travail sur place pour les habitants

ILS sont cinq à attendre au rez-de-casse du petit pavillon de banlieue au 4 de la rue Gambetta. Tous demandeurs d'emploi, tous en quête, oco ce début de semaine, d'une offre qui pourrait correspondre à leur profil. Cinq, puis six, douze se présenteront finalement. Le hasard fait parfois bien les choses. Douze candidatures et justement douze postes offerts. La secrétaire qui accueille individuellement chacun de ces adultes est plutôt coquette ce matin. Tous ceux qu'elle a reçus repartent avec « quelque chose, une possibilité, un contact », même si elle se doute bien que l'emploi n'est pas la clé.

Depuis qu'elle travaille au point emploi des Mureaux, créé il y a maintenant trois ans, elle offre un service de proximité aux chômeurs de la ville, qui doivent aller, sinon, à l'ANPE de Meulan, à plusieurs kilomètres de là, elle connaît les difficultés de ceux qu'elle recroque : plutôt sans qualification, plutôt des immigrés qui maîtrisent très mal la langue française et qui font souvent les frais d'une discrimination à l'embauche. Le point emploi travaille avec plusieurs des ANPE environnantes. Celle de Meulan, bien sûr, qui envoie ses offres par réseau télématique, mais aussi celles de Mantes et de Poissy. Il faut ratisser large sur l'ensemble du département des Yvelines. Les Mureaux n'y suffiraient pas, en effet. D'ailleurs, en ville, il est une phrase qui revient souvent : « Les gens qui habitent aux Mureaux n'y travaillent pas, et ceux qui travaillent n'y habitent pas. » Une plaisanterie ? Pas tout à fait. Il suffit d'aller jurer, dès sept heures du matin, de l'affluence sur les quais de la gare. Les trains qui partent pour Paris sont bondés. Aux Mureaux, il y a ceux qui vont travailler et puis ceux qui restent en ville, sans travail, originaires pour la grande majorité de quatre quartiers difficiles car défavorisés : la Vigne blanche, Becheville, les Musiciens et les Bouquimonts. Des grands ensembles poussés comme des champignons dans les années 60,

quand Renault a construit son usine de Filios. La Régie a eu alors besoin de main-d'œuvre, beaucoup de Marocains, venus du pays et logés à la Vigne blanche. Les sous-traitants ont suivi, bico sûr. L'Aérospatiale e aussi, à quelques kilomètres, une implantation soviétique. Les Mureaux, petite ville de villégiature des bords de Seine, comptait 5 000 habitants en 1946 et aujourd'hui 33 000. Filins a depuis automatisé et réduit ses effectifs, l'Aérospatiale recrute ailleurs ses ingénieurs et ses techniciens de pointe. Les Mureaux restent coupés de deux par la voie de chemin de fer : le centre-ville au nord, les quartiers en difficulté au sud. Le taux de chômage (13,5 %) est supérieur à la moyenne de l'Île-de-France.

Ce diagnostic o'a évidemment pas échappé à la municipalité, ocooement communaliste, aujourd'hui teoue par Alain Etort, rocardien depuis quatre ans. Les Mureaux ont donc décidé de mettre en place « l'opération de bataille pour l'emploi », titre du dossier spécial réalisé dans le tout dernier magazine municipal. Et depuis quatre ans, en effet, les initiatives se multiplient : création du point emploi ; ouverture, grâce à un partenariat intercommunal, d'une mission locale ; embauche de contrats emploi-solidarité (CES) construction dans le quartier des Mousiciens d'un hôtel d'entreprise où la ville, propriétaire des lieux, loue des bureaux et des ateliers à des PME et des PMI ; développement de structures d'accueil pour la formation ; lancement d'un programme de création d'entreprises ; et enfin, signature avec l'Etat d'un plan global d'insertion par l'économie, qui concernera 250 personnes sur quatre ans. « Nous devons faire jeu de tout bois », insiste Suzanne Hunkeler, directrice de la mission locale, qui compte 659 nouveaux inscrits chaque année.

Chaque occasion qui se présente est donc saisie. Les Mureaux sont, ocoore aujourd'hui, une opportunité favorable pour les industriels qui souhaitent s'installer dans la région parisienne. L'autoroute est à deux pas et l'aura de Reconoit et de l'Aérospatiale toujours vivante. « Nous sommes vigilants », explique-t-on au service économique de la ville, « quand nous choisissons des entreprises qui désirent s'installer dans notre zone industrielle des Gorennes. Nous sommes attentifs aux demandes de celles qui auront besoin de main-d'œuvre et moins à l'écoute de celles qui veulent simplement installer des entreprises. »

La volonté est donc clairement affichée. Comme elle l'est d'ailleurs avec les entreprises de travaux publics qui procèdent oco charge la rénovation des quartiers en difficulté. Le groupe SCIC, qui vient ainsi de lancer une opération de réhabilitation de la Vigne blanche pour un montant de 116 millions de francs, invite les entreprises retenues sur les marchés des travaux à signer la « charte d'insertion », oco vue de recruter localement la main-d'œuvre nécessaire. Ces projets d'urbanisme sont un des points forts du dispositif. Ce o'est pas le seul. Les Mureaux jouent à fond la carte du partenariat local et intercommunal : « C'est souvent l'une des premières remarques que nous font des observateurs extérieurs, confirme Suzanne Hunkeler. Visiblement, nous arrivons à bien travailler tous ensemble : services de l'emploi, ville, mission locale, assistantes sociales. »

Cette mobilisation est tournée vers les adultes, mais aussi beaucoup vers les jeunes. 26,7 % des moins de vingt-cinq ans sont au chômage aux Mureaux. La tentation est grande en ville - de lier chômage et insécurité, immigration et petite délinquance, un phénomène qui préoccupe effectivement tous les jours commerçants et habitants. Les Mureaux ont donc aussi parfaitement compris que se battre pour l'emploi, c'était aussi lutter contre l'exclusion.

Francine Alzicovici

Marie-Béatrice Baudet

## Les régies de quartier, un progrès

Une initiative qui améliore les relations humaines dans les grands ensembles

ON l'appelle « le 150 » parce que, il y a deux ou trois ans, 150 enfants de moins de vingt ans vivaient dans cette tour de Massy (Essonne). C'est là que la régie de quartier devait s'installer. Mais l'amicale des locataires a refusé, craignant trop d'agitation. Alors, en mai 1992, la régie, baptisée Massy partenaires services, a ouvert ses portes en ville. Sa cible o'a pas changé pour autant : les cités Emile-Zola et Poterrie-Bitvre, soit 900 logements HLM.

Des quartiers sans incidents majeurs, bien que touchés par la drogue, l'alcoolisme des jeunes et un important chômage. Un fragile équilibre qui résulte sans doute de la volonté municipale de oco pas abandonner le terrain - équipements sportifs et culturels, services publics, commerces y sont présents - et d'uo fort maillage d'associations. C'est de l'uoce d'elles, le Club de prévention, qu'est né le projet de régie. « Nous recherchons un moyen pour basculer vers l'insertion par l'économie », indique Ghislaine Guéard, ancienne éducatrice du club, aujourd'hui directrice de la régie.

Cette idée rencontre le désir des habitants de vivre dans des lieux mieux entretenus. Une formule associative adaptée existe : la régie de quartier. Son but : procurer du travail aux habitants, grâce à des marchés d'entretien et de réhabilitation de leurs propres cités (voir encadré). Des amicales de locataires, les offices HLM, la mairie, le club de prévention et la sous-préfecture se rassemblent alors. « Il fallait que les sociétés HLM et la municipalité s'engagent à confier à la régie un certain volume de travail. On o'obtient sur 1,3 million de francs par an », pré-

cise Guy Boceau, élu municipal (Union de la gauche), chargé du logement et secrétaire de la régie. Pour le démarrage, 360 000 francs de subventions Etat-région videront s'ajouter.

Restait à recruter le personnel, de préférence les habitants les plus démunis. En réalité, pour assurer un certain seuil de rentabilité parmi les femmes de ménage et les ouvriers d'entretien des espaces verts oco de second œuvre bâtiment, on trouve tous les profils, de la mère de famille qui n'a jamais travaillé aux jeunes

muois d'uo CAP, jusqu'aux chômeurs de longue durée plus âgés. Ils sont payés sur la base du SMIC, le plus souvent sous contrat à durée déterminée et à temps partiel, pour « partager le travail ». Soit onze salariés en moyenne, soutenus par un bataillon de bénévoles très motivés. L'emploi des CES (contrat emploi-solidarité) est d'emblée exclu pour oco pas coller aux salaires « une étiquette d'assistés », indique Roger Cazabon, président de la régie. « Nous travaillons sur les mêmes marchés que les entre-

prises privées. A nous d'être les meilleurs et d'expliquer notre démarche aux bailleurs. »

### Dialogues sur les paliers

Résultat : oco quelques mois le visage des cités a changé. « Le ménage fait par les habitantes salariées est très respecté », affirme Rachida Eddahri, trésorière de la régie. Autrefois, les jeunes de la Poterie disaient que leur quartier

### Un mouvement reconnu

L'événement de la régie est né en 1981 du res-le-boi des habitants du quartier de l'Alme-Gare à Roubaix, de vivre dans des cités dégradées. Faute d'être entendus, ils ont retrouvé leurs manches. Défaitaire, ce laboratoire disparaîtra quelques années plus tard, mais un mouvement ocoiel est né, relayé aujourd'hui par soixante quinze régies de quartiers en France.

Un mouvement dont le marque est déposée, doté d'une charte, d'un livret méthodologique et prochainement d'un manifeste. De quoi se prémunir contre toute récupération. En 1990, Michel Rocard, alors premier ministre, n'avait-il pas incité à implanter quatre cents régies dans les quatre cents quartiers dits sensibles ? « Nous

ne sommes pas un dispositif de la politique d'Etat, mais une structure de droit privé, totalement matraquée par son mouvement et ses acteurs », insiste Charles Bouzola, directeur de la régie de Mieux et président du comité national de liaison des régies de quartier. « Si on démultiplie les régies à grande échelle, leurs acteurs se réveilleront de leur

Aujourd'hui, elles offrent mille cinq cent postes équivalents temps plein, conçus comme un ses vers l'emploi. Reste que l'emploi se faisant rare, le temps de passage des habitants dans les régies s'allonge. « On en profite pour muscler la formation, tant sur le plan professionnel qu'humain. C'est un vivier. Divers dangers guettent toutefois les régies. D'abord que les entre-

prises dont-elles reprennent les marchés licencient leur personnel. Qu'ensuite les donneurs d'ordres substituent la création d'emplois par cette formule d'insertion bénéficiant de l'argent public. Qu'enfin, des zones industrielles s'implantent aux pieds des HLM pour pulser dans ces viviers en offrant des statuts précaires. D'où l'urgence de former aussi les salariés des régies à la citoyenneté dans l'entreprise. Or, aujourd'hui, elles n'ont ni convention collective ni syndicats. Charles Bouzola envisage la syndicalisation, « facteur d'insertion », sans préjudice ni emprise. « Nous sommes habitués à faire face à des situations bien plus compliquées, notamment en matière de partenariat. »

F. A.

Les offices H



INITIATIVES

DOSSIER • Les banlieues de l'emploi

# Gérer socialement le logement social

Une revalorisation des différents métiers  
a permis une meilleure compréhension entre locataire et bailleur

# L'appel aux fantassins

La Caisse des dépôts s'efforce  
de mobiliser tous azimuts

« Les rapports avec les locataires sont plus difficiles car on rencontre des gens qui ont plus de problèmes. Mais il y a une façon de les prendre, et ça marche. » Quand on l'interroge sur ses relations avec les cent douze locataires dont elle s'occupe à Vauréal (Val-d'Oise), Jacqueline Launay répond sans détour. Mais sans s'apaiser. La quarantaine souriante, elle raconte comment elle s'y prend, concrètement, par exemple pour encaisser les loyers des retardataires : « J'ai un suivi permanent. Je mets des petits mots très gentils dans les boîtes à lettres. Du genre : « Au plaisir de vous revoir. »

Comme les autres gardiennes de la SCIC, elle joue un rôle clé dans la nouvelle politique menée depuis trois ans par le groupe. La ville et ses problèmes, la SCIC connaît. Premier propriétaire de HLM de France (avec un parc de 165 000 logements), cette filiale de la Caisse des dépôts est aussi le plus gros bailleur social de la région parisienne : elle gère 13 % du parc d'Ile-de-France, soit 96 000 logements dont 56 000 sont situés en grande couronne. Dans trois communes, Epinay-sous-Sénart (Essonne), Sarcelles et Villiers-le-Bel (Val-d'Oise), son patrimoine représente plus de 43 % des résidences principales, et 86 % à 100 % du parc social.

Il y a trois ans, le groupe a modifié de fond en comble sa gestion locative en Ile-de-France, redéfinissant « et revalorisant » à cette occasion l'ensemble des métiers dans ce domaine. Cette action s'est déroulée selon quatre axes : une gestion de proximité à l'échelle des quartiers, l'amélioration qualitative du patrimoine (réhabilitation), l'aide à l'insertion par l'économie et le logement, le soutien aux initiatives des habitants.

## Rapprocher le bailleur de ses clients

Concrètement, la première action s'est traduite par la création de quarante-cinq agences en Ile-de-France, qui ont permis de rapprocher le bailleur de ses clients. Composées de quinze à trente personnes (administratifs, gardiennes...), ces équipes sont « le socle de la gestion locale de proximité », explique Jean-Michel Guenod, président-directeur général de SCIC Gestion Ile-de-France. En prise directe sur le terrain, les gardiennes – le plus souvent des femmes – ne sont donc plus seules à affronter les problèmes. Jacqueline Launay, dans le métier depuis quinze ans, se félicite du virage pris : « Nous travaillons

dans la solitude et la débrouille. Maintenant, nous nous voyons régulièrement. » Elle évoque « la reconnaissance de notre métier », « les nouvelles méthodes de travail avec plus d'écoute et plus de responsabilité ».

Revalorisées à leurs propres yeux – et financièrement depuis décembre – les gardiennes ne sont aussi à ceux des personnels administratifs : l'effort de formation et de communication entrepris leur a permis de sortir de leur rôle de « femme-balai ».

Car les gardiennes sont une source précieuse d'informations : mieux que tout autre, elles connaissent la vie des cages d'escalier, sont à l'écoute des problèmes, voient les tensions, peuvent tirer les signaux d'alarme, mettre en garde contre telle ou telle décision.

Leur fonction de base d'entretien et de maintenance n'est pourtant pas écartée : « On ne les transforme pas en travailleurs sociaux ou rabois » et encore moins en « indices », explique Jean-Michel Guenod. Ces précautions ne sont pas qu'oratoires : elles donnent un aperçu de l'extraordinaire difficulté du travail concret, sur le terrain, au jour le jour. Et le pragmatisme avec lequel les problèmes sont abordés.

A la SCIC, mais aussi chez tous ceux qui, à des titres divers, sont confrontés aux situations de crise les plus aiguës dans le logement, la question peut se résumer ainsi : où commence et où s'arrête le métier de bailleur social ? Un organisme de HLM qui loge la moitié d'une ville peut-il se désintéresser du sort de ses locataires ? Jusqu'où un bailleur social peut-il aller trop loin ?

Ce débat sur l'évolution du métier agite le monde des HLM, qui y réfléchit depuis de nombreux mois avec l'aide d'organismes, comme le CREPAH. Ainsi, la question des « politiques de peuplement » a donné lieu à une contribution du conseil social de l'Union des HLM lors du congrès de 1992. « Derrière le terme de « peuplement » (...) c'est toujours la question de la répartition du parc social (et de son corollaire, la recherche de la diversité sociale) qui est posée », souligne cette contribution, avant d'interroger : « Une politique de peuplement doit-elle prévenir la paupérisation d'un territoire, doit-elle ou contraire prioritairement lutter contre l'exclusion ? Doit-elle concilier les deux par l'élargissement du champ d'intervention ? » Et, allant plus loin : « La politique de peuplement est-elle un instrument efficace de lutte contre l'exclusion ou un facteur susceptible de renforcer l'exclusion spatiale ? » Et cette contribution rappelle à

propos qu'« une politique d'attribution est nécessairement discriminatoire car le logement social, bien rare, est fondé sur le principe de la sélection (...). C'est sans doute pour cette raison qu'une telle politique ne peut s'écrire ni s'annoncer clairement. »

« Les logements HLM sont soumis à des normes d'occupation et de ressources minimales telles que bon nombre de familles s'en trouvent exclues de fait », remarque Olivier Piron, consultant spécialiste des questions de l'urbanisme chez ACL. Les personnes défavorisées ne sont plus seulement des personnes aux revenus réguliers mais faibles, en faveur desquelles a été conçu l'actuel système d'aide à la pierre et d'aide à la personne. Les défavorisés sont aujourd'hui d'abord des personnes sans emploi et sans revenus réguliers.

La situation est paradoxale. Le parc HLM n'a jamais été aussi vivant (101 000 PLA programmés en 1993). Les HLM accueillent des populations de plus en plus pauvres. La loi Besson a mis sur pied toute une série de mécanismes pour les plus pauvres. Pourtant, les situations de crise du logement se multiplient.

## Pas de pilote dans l'avion

On retrouve parfois les exclus du logement dans les copropriétés dégradées. En « déshérence », comme Marie-Françoise Legrand à l'Union des HLM, certaines n'étant pas dégradées, Montfermeil, Marseille-Bellevue, Cergy-Saint-Christophe, les exemples sont nombreux. Certaines présentent les mêmes caractéristiques que les grands ensembles HLM : « Une conception introvertie qui coupe du reste de la ville, une évolution technique et sociale faisant craindre des dérives globales », décrit Olivier Piron dans un récent rapport. Et Paul Pavy, à la Caisse des dépôts, va même jusqu'à estimer qu'« on retrouve dans les copropriétés dégradées les bidonvilles des années 50, les taudis des centres-villes ».

A Bellevue, par exemple, les immeubles construits dans les années 60 pour les rapatriés sont désormais entre les mains de petits propriétaires (généralement des veuves des acheteurs d'origine) qui habitent ailleurs et ont donné carte blanche à des intermédiaires pour gérer leur bien. Le résultat est désastreux.

Dans d'autres cas, les propriétaires de départ ont été contraints de vendre (parfois, ils l'ont fait de leur plein gré, sentant le vent tourner) à vil prix à des agences

qui en tirent profit en louant à des gens ne trouvant pas à se loger ailleurs. Afin de réussir à payer leurs loyers – trop élevés pour leurs bourses – ceux-ci se voient à sous-louer une ou deux pièces à encore plus pauvres qu'eux. Au prix d'une sur-occupation ravageuse.

L'enlèvement de la dégradatinn est toujours un peu le même : des charges impayées qui pèsent sur les autres copropriétaires peu fortunés, des assemblées générales où les décisions ne peuvent se prendre faute de majorité, un bâti non entretenu (d'abord l'entretien courant puis des travaux plus lourds), des coupures d'eau, d'électricité, de chauffage...

A la limite, les problèmes sont encore plus difficiles puisque, pour caractériser, les lois et règlements en vigueur sont conçus de telle façon qu'à la différence d'une HLM classique « il n'y a pas de pilote dans l'avion ». « Les méthodes développées sur les grands ensembles HLM des années 60 ne peuvent être simplement transposées sur les copropriétés qui constituent des collectivités originales et dont les modes de gestion doivent être aussi respectés que possible. En effet, on travaille sur du patrimoine privé, avec des règles spécifiques de gestion, et l'objectif fondamental de toute intervention doit d'abord être de retrouver le droit commun après remise globale à niveau », souligne M. Piron.

La aussi, c'est le pragmatisme qui guide l'action. Souvent, les organismes de HLM sont appelés à la rescousse par une municipalité dépassée, mais ils y vont à reculons et à dose homéopathique. En fait, le résultat de l'opération dépend du syndic, lorsqu'il y en a encore un.

Depuis 1987-1988, la Caisse des dépôts travaille de plus en plus sur toutes ces situations extrêmes. Elle a d'abord orienté son action dans deux directions : d'une part, en passant des conventions avec les réseaux associatifs, d'autre part en lançant des prêts expérimentaux (les fonds de solidarité habitats, FSH), à faibles taux pour aider au maintien des ménages à faibles revenus en centre-ville. A ce jour, explique Patrick Terroir à la Caisse, une quarantaine de FSH se sont mis en place ou sont en train de le faire.

La Caisse explore, aussi, des voies nouvelles sur toutes ces questions qui vont jusqu'au logement des très pauvres, tentant de marier les différents acteurs sur le terrain. Un travail dans la dentelle, de bédécir, mais dont chacun mesure l'enjeu.

Françoise Vaysse

# Les offices HLM sur le front

Etre considérés, dorénavant, comme des acteurs du développement local et plus seulement comme des constructeurs

JANVIER 1991, premier partenariat : l'Etat signe avec la Caisse des dépôts et consignations (CDC) et l'Union nationale des fédérations d'organismes d'habitations à loyer modéré (UNFOHLM) un accord-cadre visant à lutter contre l'exclusion et à favoriser l'insertion des populations en difficulté. Objectif : créer dans les organismes HLM des postes de chargés de mission « insertion par l'économie » (CMIE). Leur rôle consiste à monter avec les partenaires locaux des projets d'insertion dans les quartiers en crise.

Fin 1992, un premier bilan est dressé : près de 4 348 emplois ont été créés depuis le lancement du programme. Ces résultats, combinés à la dégradation continue du marché de l'emploi, encouragent les partenaires. Le dispositif s'inscrit dans la durée. En janvier 1993, l'accord est renouvelé – par avenant – pour les années 1993-94. Outre l'Etat (les ministères de l'équipement, du logement, du travail, des

affaires sociales, de la ville), les mêmes signataires sont présents aux côtés du Fonds d'action sociale (FAS).

Les organismes HLM sont donc au cœur du programme. Certes, certains d'entre eux n'ont guère attendu les signatures officielles pour entretenir des rapports étroits avec les structures locales d'insertion, ayant même été à l'initiative de la création de régions de quartiers ou d'entreprises d'insertion. Pourtant, l'accord signé en 1991 a permis d'amplifier et de coordonner un mouvement souvent trop éphémère. Percus comme de stricts « constructeurs et gestionnaires urbains », les organismes ont choisi d'assumer le rôle d'acteurs du développement local.

## Réactiver le rôle social

Au fond, il s'est agi de tirer tout le profit possible de structures directement associées à la

vie des quartiers. Placés quotidiennement en contact avec le tissu social et urbain, les organismes de HLM ont un savoir-faire et une expérience locale qui font d'eux des intermédiaires privilégiés entre l'Etat, les entreprises et les résidents. Durant ce tout, le programme de CMIE a par ailleurs systématisé des pratiques locales encore trop timides. La présence des chargés de mission à « réactiver le rôle social des organismes par une meilleure appréhension des ressources humaines d'un quartier et de la demande sociale des populations logées », souligne l'UNFOHLM (1).

Trois objectifs prioritaires ont été donnés aux CMIE : favoriser l'accès à l'emploi et développer des actions de formation qualifiante ; implanter des activités économiques dans les quartiers ; renforcer les services, les emplois et les équipements de proximité. Intégrés aux équipes de direction des organismes HLM, les chargés de mission multiplient les diagnostics,

construisent des partenariats locaux. « La pauvreté, c'est aujourd'hui le problème de l'exclusion qui est au cœur des difficultés que rencontrent les organismes », précise l'UNFOHLM dans son rapport de synthèse. « Devant ces évolutions sociales, les organismes HLM ne peuvent se situer en simples observateurs (...), d'autant que ces évolutions peuvent remettre en jeu le rôle prioritaire de bailleur social et sur leurs équilibres de gestion (2). »

A la fin 1992, les résultats sont là : quelque 43 postes de CMIE ont été créés, au sein de 59 organismes implantés dans 38 départements. Au total, ils ont participé à la création de 4 348 emplois : 1 490 personnes embauchées directement par les organismes HLM (CES, CRE, contrats de qualification...), 1 571 ont trouvé un emploi dans des entreprises travaillant sur des immeubles appartenant à ces organismes ; enfin, 1 287 personnes ont été employées par des entreprises d'insertion et des

associations intermédiaires auxquelles ces organismes ont commandé 120 millions de francs de travaux.

L'insertion par l'économie, la démarche n'est pas nouvelle. En revanche, des résultats pourraient bien apparaître, qui dépendent de la multiplication des moyens et des acteurs, d'une évolution des démarches. « Il apparaît comme fondamental de trouver sur ces quartiers difficiles une cohérence entre les différentes forces en présence », souligne Christophe Beaugrand à l'OPHLM d'Argenteuil-Bezons. Cela nécessite une volonté de choc des partenaires de sortir des logiques institutionnelles devenues parfois inopérantes aux besoins de la population (...).

Olivier Piot

(1) Etat d'avancement du programme, 6 janvier 1993, UNFOHLM.  
(2) Développement de l'insertion par l'économie dans les organismes HLM. Rapport de synthèse, 8 avril 1993, UNFOHLM.

sinn et, mieux, y voit l'expression de ses intérêts bien compris. Dame, le logement social représente au bas mot 300 milliards de francs d'encours sur le livret A, celui-là même qui collecte l'épargne populaire. Si les quartiers en difficulté devaient partir à la dérive, au davantage encore, la kyrielle des causes se transformerait vite en machine infernale.

Avec un espace urbain dégradé, un foncier en mauvais état et sans valeur, des loyers impayés, c'est tout le système, qui s'écroulerait, y compris financièrement, entraînant dans sa perte les petits épargnants.

« Nous n'en sommes pas là », heurte-t-elle. assure M. Lagayette, volontairement apaisant, en ajoutant toutefois que, « pour que tout cela ne bascule pas, on ne peut pas tout attendre de l'Etat ». Conscient d'avoir une « fonction d'alerte » et de disposer d'un « savoir-faire », il veut craindre qu'« on n'est pas en train de s'enfoncer ». Mais, parce qu'« on est sur une crête », il faut que ceux qu'il appelle les « fantassins de la société », les enseignants, les agents de l'administration, ceux des services publics, se mobilisent aux côtés de tous les acteurs de terrain, des associations aux chefs d'entreprise, des syndicats aux élus.

Quand Bouygues, la Lyonnaise des eaux et des banques en viennent, comme depuis un an environ, à manifester concrètement leur préoccupation, puis se proposent d'innover en montant des actions, on peut se dire que la bataille est bien engagée.

## La loi du progrès continu

Indubitable, « l'effet laboratoire social de certains quartiers » laisse espérer que des « mailloons de la chaîne » seront progressivement reconstitués par un travail inlassable.

Mais il faudra que naissent encore de multiples initiatives, pour que, peu à peu, on parvienne à « rompre le lien de l'emploi dans des quartiers dorénavant ». A l'exemple : « Chacun doit se demander si on fait travailler des entreprises d'insertion », poursuit Philippe Lagayette, qui souligne que la SCIC, dans ses cahiers des charges, à l'instar de ce qui se fait à Lille notamment, y incite les entrepreneurs lors de la passation de marchés.

Ces efforts, aussi inventifs que variés, suffisent-ils ? A défaut de répondre à cette question qui le hante, Paul Pavy énumère les motifs de crainte dont il fait sa motivation. Alors que, il y a cinq ans encore, « le problème des HLM, c'était celui des vacances de logements » inoccupés, on assiste aujourd'hui à un trop-plein.

Les rotatifs d'autrefois ne s'opèrent plus et, avec le marché du logement qui se bloque, il constate que l'on assiste à une « véritable assignation à résidence », obligeant des populations particulières à rester dans ces quartiers.

Parallèlement, il s'inquiète aussi de voir que, pour certains publics, le seuil d'accès est devenu trop élevé, qui justifie de soutenir, avec une vingtaine de sociétés désormais spécialisées, un « logement social de foi », aux côtés de ce « logement social de droit » que sont les HLM. Tant que le quartier populaire ou même le logement dégradé n'étaient qu'un « sas », ou un lieu transitoire d'intégration, les tensions se régulaient d'elles-mêmes, dans la durée. L'inquiétant, aujourd'hui, vient de ce que « la machine s'est grippée et qu'il faudrait recréer de la respiration », conclut-il.

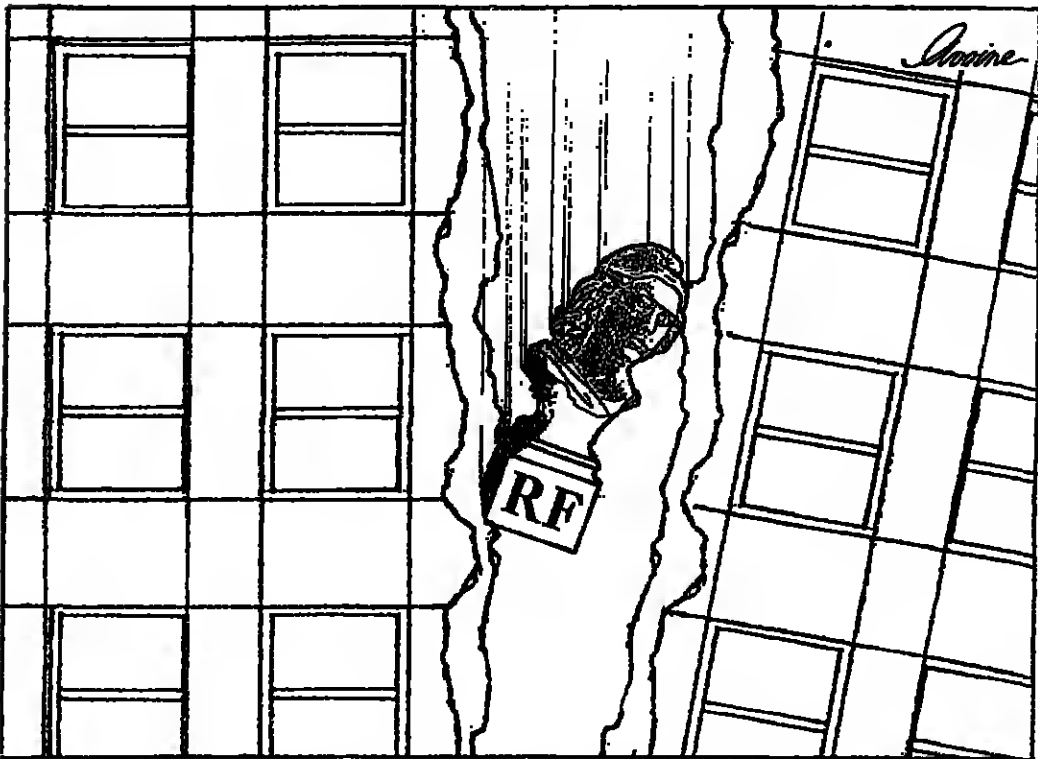
Ce qui l'amène à une terrible interrogation, qui remet en question les fondements de la politique du logement : « La ville peut-elle être belle pour tout le monde », « Peut-on croire à la loi du progrès continu ? »

A. Le.



## Service public en déshérence

Certains fonctionnaires « s'accrochent » et permettent à l'édifice de ne pas craquer



« Notre quartier n'est pas desservi par les transports en commun. Ce qui revient à dire que cette zone d'emplois n'est pas reliée au centre de Strasbourg, dont nous sommes distants de 6 kilomètres. »

C'est en prenant conscience de cette carence d'un service public – et de quelques autres – que Dominique Leblanc fut à l'origine, en 1977, de l'association AGATE. Ayant aujourd'hui largement essaimé, elle est devenue un collectif d'associations. Caractéristique : la plupart d'entre elles correspondent à l'absence pure et simple, voire à la déshérence du service public. Un service « au public » dont le principe républicain, faut-il le souligner, fut qu'il soit fondé sur la continuité.

Au mois de septembre 1994, le futur tramway de Strasbourg viendra réparer ce qui est plus qu'un oubli. En attendant, dans ce quartier d'HLM de 13 000 habitants, dont le taux de chômage est estimé à 25 %, la population immigrée à 30 %, AGATE, depuis quinze ans, pallie les déficiences.

L'emploi ? « Du fait de l'absence d'une agence locale de l'ANPE, nous avons créé, il y a trois ans, une permanence emplois-études », dit Dominique Leblanc. Nous recevons en moyenne six cents personnes par an. Nous y présentons les offres d'emplois de l'ANPE. L'éducation ? « Bien que classé en [ZEP], zone d'éducation prioritaire, Neuflus reçoit les enseignants les plus jeunes et les moins expérimentés. Mais des équipes éducatives soudées font que ça ne craque pas. » Les cantines ? « Nous avons dû monter un restaurant-garderie ouvert de 6 à 21 heures. La police ? « Le commissariat de quartier est fermé la nuit et les week-ends. La Poste ? « Elle n'a changé en ayant aujourd'hui un comportement d'entreprise. Les agents sont ici dans le cadre exclusif de leur carrière. » La santé ? « Avec nos propres médecins, nous avons tenté une expérience vite transformée en ratage. Nous nous sommes heurtés aux libéraux. »

### Situation contrastée

Sombre tableau que celui de Neuflus. Dominique Leblanc le nuance cependant : « Si nombre de fonctionnaires rêvent de se casser, beaucoup s'accrochent. Les bonnes volontés individuelles que manifestent certains fonctionnaires font que la situation est contrastée. » Reste cependant que ce quartier d'habitat social concentre l'inquiétant divorce entre les attentes des habitants et les services publics. Une rupture, un déficit, une exclusion, une inadaptation qui ont conduit, à l'échelon national, les précédents gouvernements à mettre en œuvre depuis 1990 une politique de la ville. On découvre alors – ou on feint de découvrir

– que les métiers de la fonction publique s'exercent à différencier. Et qu'ils tendent vers un minimum, venant bafouer un autre grand principe du service public : celui de l'égalité. Les besoins des populations en termes de services publics, mais aussi privés, s'expriment-ils dans ces quartiers différemment ?

### Deux ans de cafouillage

C'est bien le contraire que les missions – que les pouvoirs publics instaurent dans l'urgence – ont prouvé. « Ce sont les plus démunis, les plus frappés d'exclusion qui ont le plus besoin de recours aux services publics », notait en 1991 le rapport Picard (maire de Mautes-la-Jolie), à la suite d'une enquête conduite, dans trois cent vingt quartiers dits en difficulté, avec l'aide des préfets. « 40 % des quartiers n'ont pas de poste, les deux tiers manquent d'entretien de police, d'une mairie annexe ou d'une mission locale, 80 % n'ont pas de service en matière d'emploi et de formation », notait le rapporteur à l'attention de Michel Delebarre, alors ministre de la ville.

Tout aussi éloquent fut le rapport Pêcheur, du com du directeur général de l'administration et de la fonction publique, sur les « postes difficiles ». Après avoir dressé un constat, il définit les orientations générales d'une politique de valorisation des agents de l'Etat dans le cadre d'une politique de la ville. Applaudies, malgré certaines réserves, par la Fédération générale autonome des fonctionnaires (FGAF), les propositions Pêcheur constituaient un « bon socle » parce que « concrètes », selon la fédération.

Reconnaissance dans la rémunération des conditions d'exercice du métier dans les postes difficiles, valorisation des carrières, fixation d'objectifs, évaluation des besoins de formation, cohérence, dispositifs incitatifs, politique globale d'offres de services et moyens de mise en œuvre ont été autant de propositions faites par la mission Pêcheur. Enfin, l'enquête, suivie de propositions comparables par le conseiller d'Etat Jean-Marie Delarue, confirma bien des diagnostics sur la dérive sociale des quartiers que l'on n'osait s'avouer.

Pour la FGAF, la satisfaction fut de courte durée. « Nous avons toujours estimé que le rôle des services publics était incontournable pour restaurer la cohésion sociale des quartiers », dit Jean-Pierre Guazzelli, secrétaire général de la fédération. En nommant dans un premier temps Yves Dauge – un urbaniste – à la délégation de la ville, c'est l'emballage que l'on a privilégié. Pour la FGAF, en effet, si le tir fut rectifié, ce fut après deux ans de cafouillage, l'intervention de l'Elysée et la nomi-

nation d'un premier ministre de la ville.

Depuis, notamment dans la police et à La Poste, des actions en profondeur et souvent innovantes ont été entreprises. A titre d'exemple, l'une des actrices les plus révélatrices du retour du service public a lieu en Seine-Saint-Denis. La Poste travaille, en effet, en partenariat, de manière transversale, en liaison étroite avec la préfecture, les services de police, la sécurité sociale, les allocataires familiales, les offices d'HLM... Une véritable « thérapie » sociale pour les quartiers. Et pour les administrations, une manière de révolution sur elles-mêmes. Mais quid des avantages et autres incitations proposés aux fonctionnaires par le rapport Pêcheur ? « Nous n'en avons pas vu la couleur, répond sur place un responsable de La Poste. En attendant, nous travaillons. »

Jean Menanteau

## Plans locaux d'insertion : un espoir

Mobilisation générale à Chanteloup-les-Vignes, Lille et dans deux cent trente villes

« Il faut redonner espoir aux gens et leur faire en sorte que toutes les mesures qui fonctionnent en parallèle convergent en une véritable politique d'insertion pour plus d'efficacité », explique Pierre de Saintignon, « tombeur » de Michel Rocard aux élections législatives de mars et qui a engagé sa commune dans un plan local d'insertion par l'économie (PLIE). Les problèmes d'intégration et d'emploi, il connaît. Après la mise en place de la Mission locale centrée sur l'insertion des jeunes de moins de vingt-six ans, il lui a semblé indispensable de créer avant l'heure, en 1988, une structure pour les adultes de la commune en difficulté. Ce sera AIDE, Agence intercommunale pour le développement de l'emploi, qui attirera plus tard lors de la mise en place du RMI quatre communes avoisinantes (Conflans Sainte-Honorine, Maurecourt, Andrézy puis Triel). Malgré les structures sociales et à maillage associatif vivace, le dispositif d'insertion révèle ses limites. Si, en quelques années, le chômage sur cette commune de dix mille habitants a été ramené de 30 % à moins de 15 %, parallèlement sa durée s'allonge. Et Pierre Cardo ne se fait pas trop d'illusions. Compte tenu du contexte économique, il est vraisemblable que le taux se mette à remonter. Il fallait donc renforcer le dispositif et créer une organisation dans laquelle tous les acteurs économiques et sociaux puissent unir leurs efforts pour conduire ou reconduire à l'emploi des gens en grande difficulté.

Fin février, la commune de Chanteloup-les-Vignes a signé une convention pluriannuelle avec l'Etat. Elle s'engage à insérer ou réinsérer deux cent cinquante jeunes en difficulté ou chômeurs de longue durée entre février et décembre 1997. Le budget annuel du PLIE s'élève à près de 4,5 millions de francs : 2 millions provenant du Fonds social européen, 1,65 million de la ville, et 850 000 francs de l'Etat. Le centre de pré-formation AIDE, la Mission locale, les organismes sociaux et différentes associations locales se retrouvent partenaires. Début avril, une coordination est nommée : Guillemette Dussart, responsable jusqu'à présent d'AIDE. Son rôle : créer une synergie entre

organismes et associations. « Il s'agit de faire en sorte que toutes les mesures qui fonctionnent en parallèle convergent en une véritable politique d'insertion pour plus d'efficacité », explique Pierre de Saintignon, président de l'ANPLIE (1).

Et, tandis que les différents opérateurs commencent à proposer des personnes susceptibles de rentrer dans le plan d'insertion, Gérard Devillers multiplie les démarches pour monter des structures d'insertion. Une entreprise de conditionnement, France-Maitrise, serait d'accord pour démanteler une entreprise d'insertion sur la commune. D'autres idées sont à l'étude : la création d'une entreprise de pâtisserie orientale qui vendrait ses produits aux restaurants d'entreprises, une fabrique de bijoux fantaisie, une entreprise de collecte de vêtements dans la finlue d'Emmatis. Une entreprise classique, la Chionnaise Confection dirigée par Ahmed Lardjane (2) étudie même la possibilité d'implanter un atelier sur la commune. Bref, les projets partent tous azimuts.

### Se remettre en cause

A Chanteloup-les-Vignes, on en est encore aux prémices. Quel sera l'avenir du PLIE ? On ne peut guère en préjuger mais on peut toujours se tourner vers Lille où le « plan lillois d'insertion », l'un des trente-deux PLIE existants, constitue « la » référence dans ce domaine. Son objectif : conduire à l'emploi 1 000 personnes, chômeurs de longue durée ou jeunes en difficulté, en quatre ans, du 1<sup>er</sup> juillet 1990 au 30 juin 1994, avec un budget de 120 millions de francs (le Monde du 3 mars 1992). Au 4 mai 1993, 591 bénéficiaires du PLIE étaient entrés en emploi (dont 466 depuis plus de six mois), 787 étaient en insertion et 81 en attente de placement. A cette même date, on recensait 378 échecs. Un bilan plus qu'hopotable.

Pour arriver à ce résultat, les partenaires économiques et sociaux n'ont pas hésité à remettre en cause

leur stratégie. L'évaluation effectuée depuis 1992 avait permis de détecter quelques points faibles dans le dispositif mis en place. « Elle soulignait la faiblesse des relations avec les entreprises classiques et le surinvestissement à l'égard des entreprises d'insertion. Elle relevait le manque de diversité dans nos activités et estimait que les sorties vers l'emploi n'étaient pas assez préparées », indique Hervé Barré, directeur de l'association Réussir, qui pilote les opérations.

Le PLIE s'attache à diversifier ses activités et à approfondir ses liens avec les entreprises. Aujourd'hui, il travaille pour un tiers avec les entreprises d'insertion, pour un tiers avec les régies de quartiers, chantiers, écoles et autres structures d'insertion « douces » qui ne demandent pas une grande productivité. Le dernier tiers est consacré aux relations avec les entreprises classiques et au montage d'opérations formation-emploi. « L'équipe contacte des employeurs dont on sait qu'ils vont embaucher », explique Hervé Barré, et leur propose de commencer à préparer des candidats du plan aux emplois. Des programmes de formation devant aboutir à des emplois répartis sur ainsi été montés avec Carrefour ou la SNCF. Pour compléter son dispositif, le PLIE s'est doté d'une structure originale d'accompagnement social, l'Espace Réussir, un lieu où chacun peut débayer ses problèmes et surtout reprendre confiance en soi. Il a créé également une agence Le pas pour l'emploi qui met en relation employeurs et candidats à l'emploi, aide au montage administratif de dossiers et surtout assure un « service après embauche ». Bref, un dispositif qui vise à rassurer aussi bien le salarié que l'employeur. Une démarche indispensable pour réussir une insertion ou une réinsertion.

Catherine Leroy

(1) L'ANPLIE, Association nationale des communes pour les plans locaux d'insertion par l'économie, regroupe plus de deux cent trente villes engagées dans treize et un PLIE.

(2) Le Monde Initiatives du 11 mai.

## L'intégration difficile des « hypers »

Le face-à-face de la pauvreté et de la richesse dans les temples de la consommation est de plus en plus souvent explosif

L'HEURE n'est plus à l'ignorance réciproque entre les autorités publiques chargées des quartiers « difficiles » (des élus locaux à la délégation interministérielle à la ville – DIV –) et les commerçants et sociétés de grande distribution qui y ont leur activité. « Nous sommes sollicités de toutes parts pour des projets concernant ce secteur », constate Catherine Bazin, déléguée régionale adjointe au commerce et à l'artisanat pour Rhône-Alpes. Voilà deux ans, la communauté urbaine de Lyon a chargé la chambre de commerce de faire une analyse de tous les points chauds du Rhône. Des projets de rénovation commencent à voir le jour : de la Duchère au quartier Mermoz de Lyon, de Vaulx-en-Velin à Vénissieux... L'inquiétude grandit : comme le confirme un rapport de la DIV « Commerce et artisanat dans les quartiers fragiles, mars 1993 » : « les difficultés n'affectent plus uniquement les petits centres de proximité mais aussi des ensembles de plusieurs milliers de mètres carrés, incluant souvent une ou plusieurs grandes surfaces ».

L'énormité de certains des projets qui s'élaborent dans le Rhône est révélatrice : à Vaulx-en-Velin on parle carrément de reconstruire le centre-ville en détruisant le Grand Vire, centre commercial d'ampleur régionale, bâti voilà seulement une quinzaine d'années, notamment pour faire... des rues. Ce dernier et son voisin, le quartier du Mas du Taureau, ont en effet perdu toutes leurs grandes surfaces (Intermarché, Ikéa, Auchan) et une bonne partie de leurs petits commerces. A Mermoz, on parle de raser le bâtiment du centre commercial pour le remplacer par une place du marché et de réimplanter les commerces au pied des immeubles, d'ouvrir de nouvelles voies d'accès...

Mais est-on en état de dire aujourd'hui ce qu'il convient de faire ? Ce n'est pas évident. On sait que les maux les plus graves des espaces commerciaux des quartiers difficiles sont : l'insécurité qui provoque la fuite des clients et l'encens de concurrence engendré par une multiplication anarchique de grandes surfaces. Mais les objectifs d'une rénovation qui met en jeu des intérêts et des aspirations très contradictoires, de même que les moyens d'y parvenir, restent très flous. « Il faut se résoudre au plus grand pragmatisme », juge Gilles Chevalier, responsable du pôle de développement économique de la DIV.

Symboliquement, c'est en effet le face-à-face du prolétariat et des « riches » qui continue à se jouer sur ce terrain : face-à-face provocant s'il s'agit d'hypermarché entouré de magasins plus ou moins luxueux ; accablant s'il s'agit du petit ensemble commercial de quartier, sale et délabré, qui n'offre rien pour répondre au désir de diversité, de fantaisie, de rêve.

Quelques brefs coups de projecteur sur la réalité concrète donneront une idée du problème. Cet après-midi ensoleillé de mai, le centre commercial de V. débordait

d'une foule détentue où semblent se mêler toutes les races de la terre. Dans les allées, s'alignent des centaines d'événements de tissus, de vêtements, d'alimentation... A l'arrière-plan, de nombreuses boutiques à l'abandon jouxtent quelques commerces classiques (opticien, pharmacien, teinturier...). Mais aussi et surtout l'épicerie turque, sa voisine « orientale », le coiffeur afro, la boucherie casher. Aux tables des cafés, y compris en terrasse, pas une femme. Même les rares Européennes ne s'y assoient pas.

A M., après une période désastreuse, le grand centre paraît reparti pour des temps meilleurs, même si trente des cinquante boutiques sont vides : « Nous avons réussi à sensibiliser le maire à nos problèmes de sécurité », dit la présidente de l'association des commerçants, une battante ; et nous faisons un très gros effort de gardiennage : des gens de couleur qui dialoguent avec les jeunes mais font sortir tous ceux qui n'achètent pas. J'ai confiance : du vilain petit canard je refais un beau cygne blanc ». Elle regrette qu'un hôtelier ait remplacé l'ancienne grande surface qui drainait une clientèle plus sélecte. La logique est inverse de celle de V. : ici on recrée la réalité sur la consommation et le bien-être.

Pour Michel-Edouard Leclerc il n'y a pas vraiment contradiction si un centre de ce genre est implanté à quelque distance des zones de forte population.

Là il est accepté, joue un rôle de pôle d'attraction et ne connaît

guère de problèmes : « Mais il est stupide et dangereux de l'installer au milieu des HLM. On dit qu'il anime le quartier mais il le perturbe surtout, par le bruit, la circulation... et la population reçoit comme une provocation l'étalage des marchandises qu'elle ne peut acheter ». D'accord avec lui sur ce point, Kamel B., jeune beur de la région lyonnaise, ne le suit pas en matière de commerce de proximité : les magasins à prix cassés (du genre Ed) – que M. E. Leclerc considère comme une bonne solution – se comportent trop en machines anonymes à « pomper l'argent des pauvres ». Il faut, juge Kamel, « qu'une partie au moins des commerçants soient du quartier, participent à sa vie, à ses associations. Et il faudrait aider ceux qui tentent de faire naître de petites activités, source d'une vraie animation ».

Il sait de quoi il parle : il se bat pour faire vivre une boulangerie et un restaurant qu'il a créés. Les difficultés sont multiples, le soutien rare ; même les élus de gauche sont réticents face à des initiatives comme les siennes. Par peur d'en arriver à la situation de V. et de nourrir ainsi l'avancée du Front national. « Il faudrait discuter avec les habitants », insiste-t-il. C'est un fait : le débat, la concertation entre tous ceux qui touchent ces graves problèmes, en sont encore à l'état embryonnaire. C'est pourtant la seule façon d'avancer dans ce brouillard.

Marie-Claude Betheder

Le bilan social indivi



INITIATIVES  
EXPÉRIENCES

MANAGEMENT

# Echec et mat ?

Alors que certaines entreprises vivent encore les échecs comme des drames, d'autres découvrent leurs vertus...

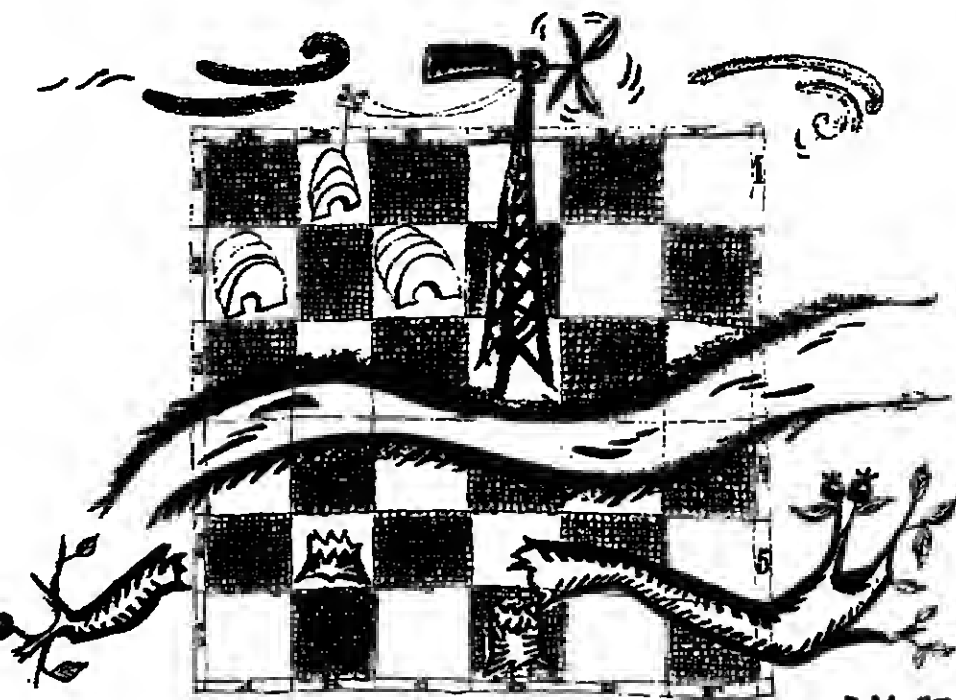
UNE OPA qui tourne mal, un lancement de produit qui ne débouche pas, un concurrent qui vous prend de vitesse... par la nature même de son activité, et une entreprise s'expose à l'échec. Selon les estimations du Boston Consulting Group, dans la grande consommation, par exemple, seulement un produit nouveau sur dix passe la rampe, soit huit échecs ou semi-échecs ! Le foisonnement de la concurrence et les aléas des marchés ont d'ailleurs tendance aujourd'hui à ce n'est à banaliser ces ratages, du moins à augmenter leur risque.

Pourtant, malgré cette banalisation, l'échec est toujours reçu par de nombreuses entreprises comme un camouflet. Certes, la déception qui le suit est toujours grande. A la hauteur de l'investissement matériel et affectif placé dans le projet. « Le lancement d'un nouveau produit est toujours un événement majeur dans une entreprise qui focalise les énergies », rappelle Marie-Pascal Sire, chef de groupe Milka au sein du groupe Kraft Jacobs Suchard General Foods France. De plus, un four gère toujours une cassure dans une trajectoire brillante et prometteuse d'avenir. Il entraîne des remises en question, parfois douloureuses. D'autant qu'il officialise des erreurs de conception ou d'appréciation commises à un moment ou à un autre. Or personne n'aime se tromper. Et reconnaître ses erreurs ne fait pas encore pleinement partie de notre culture. L'échec jette aussi le doute, voire le discrédit, sur les compétences de l'entreprise comme des hommes. Frappent les esprits, plus encore que le succès, il transforme les entreprises en procès médiatiques. Et, de façon presque paradoxale, ce sont les plus brillants, ceux qui connaissent des parcours presque sans fautes, qui sont le plus souvent montrés du doigt. Comme si on les attendait au tournant. « Commentant

notre succès story, les professionnels comme les journalistes aiment bien nous lancer une petite pique à propos de notre échec dans les magnétoscopes (1) », reconnaît Philippe Citroën, chef de groupe vidéo chez Sony. Les distributeurs ont également tendance à l'utiliser pour créer un rapport de forces en leur faveur.

## Ne pas jouer les « Zorro »

Pas étonnant dans un tel contexte que beaucoup d'entreprises développent une attitude négative ou même hostile vis-à-vis de l'insuccès. Pour l'exorciser, certaines se drapent dans un silence de plomb et font comme si le « malheur » n'avait jamais eu lieu. Une attitude surtout répandue dans les sociétés bureaucratiques, genre administrations ou monopoles, capables d'encaseler le coup sans être vraiment gênées. Chez d'autres, les « comptables » sont désignés à la vindicte populaire. Dès lors, les sanctions tombent, si ce n'est les têtes. Lors des grands mouvements qui engagent la réputation de l'entreprise, comme les OPA, de nombreux PDG sont décapités pour avoir failli à leur mission. Les victimes sont souvent des « Zorro », agissant en solo sans s'assurer du soutien de leurs pairs. Bien sûr, s'ils avaient réussi, on les aurait couverts d'éloges. Pour se « couvrir », les plus frileux font porter le chapeau aux autres et s'arrangent pour les éliminer. Refusant carrément de voir l'échec en face, certains, enfin, s'entêtent, persistent et signent. Au risque de couler l'entreprise. Une attitude beaucoup plus fréquente qu'on ne pourrait le croire. « Car rien n'est plus difficile que de tirer un projet qui n'obtient pas », souligne Xavier Mosquet, directeur associé du Boston Consulting Group.



Evidemment, ce refus de l'échec est nécessairement destructeur à terme. Il jette le discrédit dans l'entreprise, conduit les salariés à minimiser les risques, donc à ne pas innover. « Et, surtout, l'entreprise perd tout le potentiel d'apprentissage contenu dans l'échec », explique Xavier Mosquet.

## Ne pas jouer les kamikazes

Parce que non seulement on ne meurt pas d'un « échec », mais il a ses vertus intrinsèques. Les innovations en sont intimement convaincues. « On apprend énormément de ses échecs, car ils conduisent à creuser les problèmes, dit Marie-Pascal Sire. Je pense que gérer l'échec, c'est-à-dire comprendre et réorienter, est une démarche indispensable à nos métiers. » D'autant qu'un échec n'est pas nécessairement réversible. Il suffit parfois de peu d'efforts pour redresser le tir. Dans l'agroalimentaire, par exemple, tous les responsables marketing sont conduits, un jour ou l'autre, à améliorer la recette ou l'emballage de leur nouveau produit avant de connaître un franc succès. D'autre part, un échec bien assumé permet de rebondir et prépare parfois les succès de demain. Ainsi, les connaissances acquises par Sony dans les magnétoscopes au même titre que le savoir-faire de ses

équipes techniques ont balisé les « chemins de la gloire » de ses caméscopes (mixte de caméra et de magnétoscope portable). Dépasser le débat, analyser et dépasser. Le sésame pour sortir grand de l'échec est sans doute là. Grâce à une attitude franche et ouverte, l'échec ne devient pas un sujet tabou et le capitaine du projet montre qu'il tient toujours le gouvernail du bateau. Le 29 avril dernier, Gilbert Trigano, PDG du Club Méditerranée, tenait les propos suivants devant son assemblée générale : « Je vous disais, il y a juste un an, combien je croyais que notre participation conjointe dans Minerve et Air Liberté était porteur d'espoir. Je me suis trompé. Il n'est pas dans mes habitudes de

me chercher des excuses plus ou moins valables. Je n'ai pas su unir ces deux maisons. Ni leur management ni leur actionnariat. » Un discours aussi direct remotive sans doute davantage des cocopiers déçus qu'un silence hypocrite.

En fait, l'attitude vis-à-vis de l'échec dépend étroitement de la culture d'entreprise. « Le droit à l'erreur existe chez nous, sans doute parce que la prise de risque est inhérente à notre travail et que nos choix sont collectifs », réclame Marie-Pascal Sire. Même son de cloche chez Sony. « A partir du moment où créer des nouveautés est notre métier, sanctionner l'échec serait une erreur », souligne Philippe Citroën. Mais attention, prendre des risques, c'est-à-dire accepter qu'on puisse se tromper, ne signifie pas jouer les kamikazes. D'abord, il est évident que si des erreurs ont été commises en toute bonne foi, d'autres traduisent des incompétences dont il faut bien tenir compte. D'autre part, « on ne peut prendre des risques que si l'on est en mesure de survivre à l'échec », met en avant Didier Ribadeau Dumas du Boston Consulting Group. Les coûts de lancement des nouveaux produits sont, en effet, très élevés, tant au niveau recherche et développement que référencement ou publicité.

« L'important est de mettre toutes les chances de son côté », dit Philippe Citroën. D'où l'idée de minimiser les risques. Tests marketing, scénarios prospectifs, tables de probabilité, les entreprises disposent à cet effet d'un vaste arsenal d'outils préventifs. Il reste bien sûr toujours une part d'aléatoire. La meilleure façon de ne pas courir à l'échec consiste donc à ne pas prendre de risques et à jouer les timorés ou les sursuys. Mais stagner, dans le monde actuel, signifie sans doute échouer, un jour ou l'autre, disent maints spécialistes.

Catherine Lévi

ÉTUDE

# Le bilan social individualisé, un atout de dialogue

Une initiative souhaitée par le personnel de Rank Xerox dès 1991

« J'ai été étonnée de savoir que je valais tant », déclare, un brin amusée, Lauriane Chupin, trente ans, cadre chez Rank Xerox. Sa « valeur », comme elle dit avec humour, elle l'a retrouvée chiffrée dans la rubrique capital-décès de son bilan social individualisé (BSI). Certes, chez Rank Xerox, les collaborateurs savent qu'ils bénéficient d'avantages sociaux non négligeables : régime de prévoyance, intéressement, formation, prêts divers... sans pour autant pouvoir les mesurer avec exactitude. Désormais, avec le BSI, chaque salarié de l'entreprise sait ce que cela représente dans son cas personnel, compte tenu de sa rémunération, de son ancienneté, mais aussi de sa situation familiale.

« Le BSI permet de recoller tous les morceaux qui constituent la rémunération globale », explique Pierre Lacroix, directeur de la gestion du personnel et des relations sociales. A savoir la rémunération et tout ce qui la compose, les avantages sociaux immédiats, les avantages complémentaires éventuels, comme les prêts, et les avantages différés, comme la retraite. En résumé, le BSI se présente pour chaque collaborateur comme une « photographie » chiffrée de tout ce qui vient en contrepartie de son activité dans l'entreprise. Il est le complément du guide des avantages sociaux qui a été réactualisé cette année et distribué en même temps que le BSI : « Le guide », souligne Pierre Lacroix, donne les informations générales sur tous les avantages sociaux dont on peut bénéficier chez Rank Xerox. Le BSI donne les informations indispensables. Ce dont chacun a bénéficié effectivement. »

Le bilan social individualisé n'est pas arrivé tout à fait par

hasard dans l'histoire de Rank Xerox. En 1991, l'entreprise spécialisée dans la copie de documents lance une grande enquête de satisfaction auprès de ses collaborateurs. Dans la foulée, quarante groupes de travail se forment autour des différents thèmes de réflexion. Leur cogitation débouche sur la mise en place d'un plan d'action nationale. Le bilan social individualisé est l'une des actions prévues dans ce plan. « L'enquête avait révélé une insuffisance de communication en matière de rémunération. Le groupe de travail qui s'est penché sur la question n'estimait qu'il fallait également donner des informations plus précises, plus personnalisées, plus chiffrées sur les avantages sociaux que ce qu'offrait la documentation générale », indique Pierre Lacroix.

## Une longue mise au point

La mise au point du BSI nécessitera de longs mois de préparation. « Le travail était complexe car il fallait à la fois croiser nos propres fichiers (paie et personnel) avec des données émanant d'organismes extérieurs, comme les caisses de retraite et les organismes de prévoyance », explique Pierre Lacroix. Il fallut solliciter la « bonne volonté » des caisses de retraite pour obtenir les données nécessaires et faire appel à un prestataire de services spécialisés dans le traitement informatique des données sociales. L'opération, lancée en juillet 1992, se conclura par la distribution fin avril 1993 des bilans en mains propres - confidentialité oblige - aux collaborateurs ayant un contrat à durée indéterminée et présents dans l'entreprise au

1<sup>er</sup> janvier 1992. Ils seront remis à jour tous les ans à la même époque.

D'ores et déjà, des améliorations sont prévues pour 1994 dans la rubrique retraite. Cette année ne figurait dans le BSI que les points acquis depuis l'entrée chez Rank Xerox. L'an prochain, les collaborateurs de plus de cinquante ans bénéficieront d'une estimation de leur retraite en France, qui reprendra l'intégralité de leur carrière.

La distribution des bilans, constitués d'une douzaine de feuillets, a été accueillie de façon positive dans l'entreprise, qui employait fin décembre 1992 quelque 4 338 personnes. « Le BSI était une demande des salariés. Le fait que Rank Xerox y ait répondu prouve qu'elle a une considération pour son personnel », estime Jacques, un jeune technicien. Au-delà des principes, le contenu des bilans a beaucoup étonné les collaborateurs de l'entreprise : « Je ne pensais pas qu'on descendrait à ce niveau de précision », indique Michèle Denoyer-Huignard, cadre détachée à la stratégie marketing. Si la rubrique « assurances » (invalidité, maladie, capital-décès) a remporté un franc succès - « c'est quand même un élément rassurant pour ceux qui ont charge de famille », note Pierre Lacroix - d'autres ont également retenu l'attention d'une façon plus surprenante.

« J'ai peut-être une déformation parce que je suis femme de chef d'entreprise », relève Michèle Denoyer-Huignard, mais j'ai trouvé très intéressant que figurent dans le BSI des éléments comme les charges patronales. Il est important que les salariés soient aussi conscients de cet aspect. »

Même si les salariés jugent le bilan social individualisé assez

complet, certains auraient souhaité y voir figurer quelques éléments complémentaires. « On nous donne le budget global du comité d'entreprise. C'est bien. Mais j'aurais souhaité retrouver un chiffrage de tout ce dont j'ai bénéficié - notamment par l'intermédiaire du CE. Ces avantages qui interviennent indirectement

dans le pouvoir d'achat : par exemple, les subventions accordées à l'occasion de voyages », indique Lauriane Chupin. « De même, complète-t-elle, il m'aurait intéressé de savoir tout ce que la mutuelle m'a remboursé l'an dernier. » Des indications qui, selon Pierre Lacroix, semblent a priori difficiles à fournir car elles ne

sont pas du ressort de la direction.

Qu'il soit possible ou non de donner suite à ces attentes, la simple formulation de ces remarques prouve au moins que le bilan social individualisé n'a pas laissé indifférent ses destinataires.

Catherine Leroy



## DIPLOME UNIVERSITAIRE DE FORMATEURS D'ADULTES

Un objectif : former ou perfectionner des professionnels capables de maîtriser l'ensemble des enjeux et des outils de la formation au service d'un projet d'entreprise, au niveau français et européen.

Deux modalités :

Le DUFA à temps plein

\*mention « Responsable de Formation et Consultant » (19 mnis)

Conditions : Diplôme de 2<sup>ème</sup> cycle + expérience professionnelle d'un minimum 3 ans

\*mention « Expert Européen en Formation » (9 mnis)

Conditions : Diplôme de 2<sup>ème</sup> cycle + expérience professionnelle d'un minimum 3 ans dans le champ de la formation d'adultes + 2 langues européennes dont l'anglais

Le DUFA à temps partiel dans le cadre de l'une ou l'autre mention

Conditions : Diplôme de 2<sup>ème</sup> cycle + 3 années d'expérience professionnelle + être en fonction dans le champ de la formation d'adultes + 2 langues européennes pour la mention 2

Ces cycles sont réalisés avec le concours financier du Conseil Régional d'Ile de France. Dans ce cadre, des rémunérations de stagiaires, pour les demandeurs d'emploi, pourront être prises en charge.

Renseignements et retrait des dossiers :

DEPARTEMENT D'EDUCATION PERMANENTE - Université de Paris-Dauphine  
Place du Mal de Tassigny - 75775 PARIS CEDEX 16 - Tél : (1) 44.05.42.46

Date limite de dépôt des dossiers : 1<sup>er</sup> JUILLET 1993

# Insertion : un espoir

à Chantilly, les Vignes, dans la vallée de la Oise

Le 1<sup>er</sup> janvier 1992, l'insertion des jeunes a été officiellement reconnue comme un enjeu de société. Cette reconnaissance a été le fruit d'un long processus de concertation entre le monde de l'entreprise, les pouvoirs publics et les associations. Elle a abouti à la création de la Commission nationale de l'insertion professionnelle des jeunes (CNIPI), présidée par le ministre de l'Éducation nationale. Cette commission a pour mission de définir les orientations de la politique de l'insertion et de suivre la mise en œuvre de ces orientations. Elle est composée de représentants du monde de l'entreprise, des pouvoirs publics et des associations. Elle a tenu sa première séance le 15 janvier 1992. Elle a examiné le rapport de la Commission nationale de l'insertion professionnelle des jeunes (CNIPI) sur la situation de l'insertion en 1991. Elle a également examiné le rapport de la Commission nationale de l'insertion professionnelle des jeunes (CNIPI) sur la situation de l'insertion en 1992. Elle a enfin examiné le rapport de la Commission nationale de l'insertion professionnelle des jeunes (CNIPI) sur la situation de l'insertion en 1993.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1992, l'insertion des jeunes a été officiellement reconnue comme un enjeu de société. Cette reconnaissance a été le fruit d'un long processus de concertation entre le monde de l'entreprise, les pouvoirs publics et les associations. Elle a abouti à la création de la Commission nationale de l'insertion professionnelle des jeunes (CNIPI), présidée par le ministre de l'Éducation nationale. Cette commission a pour mission de définir les orientations de la politique de l'insertion et de suivre la mise en œuvre de ces orientations. Elle est composée de représentants du monde de l'entreprise, des pouvoirs publics et des associations. Elle a tenu sa première séance le 15 janvier 1992. Elle a examiné le rapport de la Commission nationale de l'insertion professionnelle des jeunes (CNIPI) sur la situation de l'insertion en 1991. Elle a également examiné le rapport de la Commission nationale de l'insertion professionnelle des jeunes (CNIPI) sur la situation de l'insertion en 1992. Elle a enfin examiné le rapport de la Commission nationale de l'insertion professionnelle des jeunes (CNIPI) sur la situation de l'insertion en 1993.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1992, l'insertion des jeunes a été officiellement reconnue comme un enjeu de société. Cette reconnaissance a été le fruit d'un long processus de concertation entre le monde de l'entreprise, les pouvoirs publics et les associations. Elle a abouti à la création de la Commission nationale de l'insertion professionnelle des jeunes (CNIPI), présidée par le ministre de l'Éducation nationale. Cette commission a pour mission de définir les orientations de la politique de l'insertion et de suivre la mise en œuvre de ces orientations. Elle est composée de représentants du monde de l'entreprise, des pouvoirs publics et des associations. Elle a tenu sa première séance le 15 janvier 1992. Elle a examiné le rapport de la Commission nationale de l'insertion professionnelle des jeunes (CNIPI) sur la situation de l'insertion en 1991. Elle a également examiné le rapport de la Commission nationale de l'insertion professionnelle des jeunes (CNIPI) sur la situation de l'insertion en 1992. Elle a enfin examiné le rapport de la Commission nationale de l'insertion professionnelle des jeunes (CNIPI) sur la situation de l'insertion en 1993.

# des « hypers »

en matière de rendement

Le 1<sup>er</sup> janvier 1992, l'insertion des jeunes a été officiellement reconnue comme un enjeu de société. Cette reconnaissance a été le fruit d'un long processus de concertation entre le monde de l'entreprise, les pouvoirs publics et les associations. Elle a abouti à la création de la Commission nationale de l'insertion professionnelle des jeunes (CNIPI), présidée par le ministre de l'Éducation nationale. Cette commission a pour mission de définir les orientations de la politique de l'insertion et de suivre la mise en œuvre de ces orientations. Elle est composée de représentants du monde de l'entreprise, des pouvoirs publics et des associations. Elle a tenu sa première séance le 15 janvier 1992. Elle a examiné le rapport de la Commission nationale de l'insertion professionnelle des jeunes (CNIPI) sur la situation de l'insertion en 1991. Elle a également examiné le rapport de la Commission nationale de l'insertion professionnelle des jeunes (CNIPI) sur la situation de l'insertion en 1992. Elle a enfin examiné le rapport de la Commission nationale de l'insertion professionnelle des jeunes (CNIPI) sur la situation de l'insertion en 1993.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1992, l'insertion des jeunes a été officiellement reconnue comme un enjeu de société. Cette reconnaissance a été le fruit d'un long processus de concertation entre le monde de l'entreprise, les pouvoirs publics et les associations. Elle a abouti à la création de la Commission nationale de l'insertion professionnelle des jeunes (CNIPI), présidée par le ministre de l'Éducation nationale. Cette commission a pour mission de définir les orientations de la politique de l'insertion et de suivre la mise en œuvre de ces orientations. Elle est composée de représentants du monde de l'entreprise, des pouvoirs publics et des associations. Elle a tenu sa première séance le 15 janvier 1992. Elle a examiné le rapport de la Commission nationale de l'insertion professionnelle des jeunes (CNIPI) sur la situation de l'insertion en 1991. Elle a également examiné le rapport de la Commission nationale de l'insertion professionnelle des jeunes (CNIPI) sur la situation de l'insertion en 1992. Elle a enfin examiné le rapport de la Commission nationale de l'insertion professionnelle des jeunes (CNIPI) sur la situation de l'insertion en 1993.



INITIATIVES  
RENDEZ-VOUS

TRIBUNE

# L'emploi: aller à l'essentiel

par Dominique Thierry

**L**A triple conjonction du passage symbolique des trois millions de demandeurs d'emploi, officiellement recensés, des travaux du XI<sup>e</sup> Plan et des débats de la campagne électorale ont eu au moins cet avantage: enfin on parle et on débat du problème de l'emploi en France. Réjouissons-nous, en espérant qu'il ne s'agit pas d'un feu de paille et que, surtout, l'action suivra de peu la réflexion. Quand on parle du «problème de l'emploi», l'opinion publique évoque plus ou moins explicitement à la fois la progression continue du chômage - dramatique et inacceptable - et le maintien d'un niveau élevé de plans de restructuration et de suppressions d'emplois.

Nous avons toujours estimé que le terme «problème de l'emploi», utilisé depuis maintenant quinze ans par tous les responsables politiques, économiques ou syndicaux, était trop global et ne permettait pas de travailler concrètement. Il n'existe pas, de notre point de vue, un problème d'emploi mais trois, et aucun des trois ne sera réglé si nous ne progressons pas collectivement sur chacun et en parallèle:

- Le problème de la création d'emplois
- En quinze ans, la France n'a connu que trois «petites années» (1986-1989) où elle a été capable de créer plus d'emplois qu'elle n'en perdait.
- Aux taux de croissance donnés, nous créons moins d'emplois et nous les créons plus lentement que les autres pays industrialisés comparables. Pourquoi?
- Sans se donner un objectif collectif impératif d'une création nette d'emplois de l'ordre de 200 000 par an, aucun autre problème ne se règle; ni l'équilibre des nos systèmes de protection sociale (Sécurité sociale, régime d'assurance - chômage, retraites), ni l'intégration des jeunes sur le marché du travail, ni l'espérance - à très long terme - d'une lente érosion du niveau de chômage.
- Sur ce sujet, tant que collectivement nous considérons que la création d'emplois ne se crée pas «nous continuerons à attendre Godot»: la reprise aux États-Unis, la baisse des taux d'intérêt...

• Le problème de l'adaptation des compétences aux transformations qualitatives des structures des entreprises et des métiers.

C'est certainement sur ce deuxième point que le plus de travail a été accompli en cours de la dernière décennie. Bien sûr, le système éducatif doit accélérer sa transformation, bien sûr les entreprises n'anticipent pas suffisamment leurs besoins, bien sûr il existe encore un très grand nombre de salariés avec un niveau d'employabilité insuffisant, bien sûr il existe encore des entreprises qui gèrent leurs ressources humaines et leurs relations sociales comme au dix-neuvième siècle. Mais arrêtons de ne pointer que les trains qui n'arrivent pas à l'heure et regardons le chemin accompli pour être plus lucides et plus volontaires pour faire ce qui reste à faire.

• Le problème de l'insertion ou de la réinsertion: ce troisième problème nécessite des démarches spécifiques mais il est totalement insoluble à long terme: dans un contexte de non-anticipation où les entreprises rejettent sur la collectivité leurs problèmes d'adaptation de la main-d'œuvre et le coût du sous-emploi.

A l'égard de ce problème spécifique, il est indispensable à la fois:

- d'améliorer l'efficacité réelle des dispositifs de terrain et des politiques publiques de l'emploi;
- de trouver une véritable articulation entre les moyens du service public de l'emploi, ceux des collectivités territoriales, des milieux associatifs et des entreprises;
- d'indiquer que c'est aussi à chacun, pas seulement aux structures, de participer à ce travail sur l'insertion (par les associations de quartier, les parents d'élèves, les syndicats d'enseignants...).

Mais revenons au premier problème, celui de la création nette d'emplois, sans lequel tous les autres efforts ressembleront à des châteaux de sable attaqués par la marée montante.

Quelques pistes d'actions non limitatives, de la plus globale à la plus locale:

1) Il faut bien sûr un minimum de protection à l'égard des importations dites sauvages... qui ne sont que les fruits du libéralisme du même nom, sans sombrer pour autant dans le protectionnisme. Mais on ne peut pas, par exemple, à la fois demander des protections extra-européennes à l'égard des constructeurs automobiles japonais et refuser toute règle du jeu à l'intérieur de l'Europe. Le «syndrome Hoover» va certainement nous marquer collectivement pendant un certain temps!

2) Il faut bien sûr favoriser la création d'entreprises, mais l'addition de 77 mesures n'a jamais rien favorisé! L'indifférence collective à l'égard du taux de création depuis 1991 est évidente: le passage de 250 000 entreprises nouvelles par an à 180 000 environ a un effet mécanique sur environ 200 000 emplois. Les titres des médias au cours des derniers mois sont significatifs: «la fin de l'effet de mode», comme si on pouvait se passer de cette mode là!

3) Il faut bien sûr éviter que les entreprises licencient trop vite et trop fort. Le récent manifeste contre l'exclusion signé par des chefs d'entreprise montre qu'un début de prise de conscience se développe. Supprimer un emploi est simple et rapide, en créer un demande parfois des mois de travail, de réflexion et de préparation. La banalisation de termes comme «licenciement de permutation» ou «restructurations permanentes» est insupportable et va recréer un fossé entre les entreprises et les Français.

4) Il faut bien sûr développer toutes les formes de travail à temps partiel et à temps partagé, mais on ne peut pas découvrir les bénéfices de cette piste après en avoir dit le plus grand mal pendant dix ans. Le travail à temps partagé est un marché à développer; son développement passe par un travail d'appui auprès du management de proximité des entreprises. Si nous voulons sortir des représentations (et aussi des réalités) qui assimilent «travail à temps partagé» à libération le mercredi pour des mères de familles ou «horaires exotiques pour les caissières des supermarchés», un

travail plus sérieux doit être fait, en concertation avec les partenaires sociaux: entreprise par entreprise, service par service, parfois salarié par salarié. Les pouvoirs publics seraient bien avisés d'arrêter de penser uniquement aides aux entreprises mais de réfléchir à des moyens favorisant la demande individuelle.

Ces formes de temps partagé (hebdomadaires, mensuelles, annuelles...) relèvent à l'organisation du travail n'ont évidemment rien à voir avec la vieille lune de la réduction uniformisée et généralisée de la durée hebdomadaire du travail.

5) Il faut bien sûr réduire le coût social des emplois faiblement qualifiés, mais ce n'est certainement pas en dégageant des charges sociales les créations nettes d'emploi qu'on avancera sur le sujet. Puisqu'on constate que souvent la substitution capital/travail se fait un peu trop hâtivement et parfois sans véritable calcul économique, on pourrait commencer à faire payer les charges sociales par les machines pour inciter les décideurs à réfléchir un peu plus sur le plan économique.

6) Il faut bien sûr développer massivement les activités et les services de proximité, mais sans les assimiler à des petits boulots. Leur développement passe par une véritable «organisation industrielle» de l'offre et de la demande sur le terrain.

Le développement de tels emplois ne peut être laissé au seul artisanat des entreprises d'insertion, des associations d'aide familiale, des initiatives de quelques médecins qui décident de mettre en place une association de garde à domicile, de collectivités territoriales... Par analogie, c'est comme si dans l'immédiat après-guerre on avait demandé aux Français de répondre aux besoins énergétiques de la France en construisant des moulins à eau et des alternateurs électriques au fond de leur jardin.

Nous ne sommes plus maintenant démunis d'idées. Il faut désormais changer de braquet dans leurs réalisations.

► Dominique Thierry est vice-président de Développement et Emploi.

**2<sup>e</sup> CONVENTION EMPLOI & FORMATEURS**  
15 JUIN 1993

**ATELIERS SUR LES METIERS DE LA FORMATION**

- Formateurs pour bas niveaux de qualification
- Rendre pro les Formations de Formateurs
- Assistant(e) de Formation
- Les Formateurs et le bilan
- La Convention Collective
- Devenir Formateur-Consultant

Partenaire: MADIF

Inscriptions: 6, rue Yves Toudic - 75010  
Tél. 42.06.12.80 - Fax 42.06.15.27

Offres et Demandes d'Emplois: 3617 FORMAJOB

**L'UNIVERSITE PARIS X NANTERRE**

**FORMATION CONTINUE**

Notre choix: répondre à la demande de qualification des salariés ou des demandeurs d'emploi.

- Nos domaines: Communication multimédia, gestion, droit, langues, informatique, ressources humaines.
- Nos diplômes: nationaux ou d'université niveau: licence, maîtrise, 3ème cycle.
- Notre méthode: le partenariat de professionnels et d'universitaires.

Pour tous renseignements: CENTRE D'EDUCATION PERMANENTE  
200 AVENUE DE LA REPUBLIQUE - 92001 NANTERRE CEDEX  
TEL. 40.97.78.66 - FAX 40.97.71.81.

## STAGES

Pour consulter l'une de ces offres de stages et plus de 5 000 autres (Bac à Bac + 6), tapez directement: 3615 LEMONDE.

Pour en bénéficier et poser votre candidature, contactez STAGETUD, le Service des Stages de la MINEF au: (1) 45-46-16-20.

Les entreprises souhaitant passer une annonce sont priées de contacter le même numéro.

## COMMERCIAL INTERNATIONAL

□ Secteur: Agro-alimentaire. Lieu: Paris. Date: juin. Durée: 3 mois. Ind.: à définir. Formation: bac + 2/4, diplôme de commerce international, avec convention de stage. Mission: suivre l'acheminement des produits et de la livraison de la marchandise. Offre réf.: 04973.

## COMMUNICATION

□ Secteur: audiovisuel. Lieu: Marseille. Date: immédiat. Durée: 2 mois. Ind.: non prévue. Formation: bac + 2, communication, audiovisuel, publicité, connaissances photographiques. Mission: organisation et gestion d'un fond iconographique. Offre réf.: 05006.

□ Secteur: communication. Lieu: Paris. Date: 15 août. Durée: 3 mois minimum (été-automne). Ind.: 1 500 F/mois. Formation: bac + 1, lecture de l'anglais, avec convention de stage. Mission: réaliser la revue de presse de journaux médicaux et d'information générale. Offre réf.: 04495.

□ Secteur: radio. Lieu: Allauch (13). Date: septembre. Durée: 2 mois. Ind.: non prévue. Formation: bac + 2/4, communication, journalisme, connaissances économiques et socioculturelles de la région, avec convention de stage. Mission: participer à la rédaction et à la conception des informations, interviews et montage. Offre réf.: 04977.

## COMPTABILITE

□ Secteur: tourisme. Lieu: Brignog-Py (29). Date: juillet. Durée: 2 mois. Ind.: à définir. Formation: bac + 2/3, BTS, DUT, Sup de Co., allemand et anglais souhaités, avec convention de stage. Mission: assurer la comptabilité et le secrétariat, réception téléphonique, vente. Offre réf.: 05030.

□ Secteur: métallurgie. Lieu: Chauny (02). Date: juin. Durée: 4 à 5 mois. Ind.: 1 725 F minimum. Formation: bac + 2, école supé-

rieure de commerce, connaissances en contrôle de gestion et en comptabilité, avec convention de stage. Mission: étudier le système actuel de valorisation des coûts et des procédures ainsi que les possibilités de leur informatisation. Offre réf.: 04959.

## ELECTRONIQUE

□ Secteur: électro-informatique. Lieu: Bizanos (64). Date: immédiat. Durée: 2 mois. Ind.: non rémunéré. Formation: BTS électronique, informatique industrielle, génie électrique, avec convention de stage. Mission: réaliser des études de cartes et des relevés de mesures physiques analogiques sur microprocesseurs 5802-6803. Offre réf.: 05014.

## INFORMATIQUE

□ Secteur: informatique. Lieu: Paris. Date: immédiat. Durée: 6 mois. Ind.: à définir. Formation: DUT informatique, première expérience en programmation informatique. Mission: dans le cadre de projets d'EAO, effectuer la saisie, le paramétrage et l'intégration de textes avec sons et images. Offre réf.: 04991.

□ Secteur: télématique. Lieu: Saint-Aubin-d'Aubigné (35). Date: immédiat. Durée: 4 mois. Ind.: à définir. Formation: bac + 3/5, informatique, connaissances en informatique industrielle et de Transpac, avec convention de stage. Mission: développer un réseau Transpac-Serveur. Offre réf.: 04957.

□ Secteur: ingénierie informatique. Lieu: Lyon. Date: 2.800 F/mois. Durée: 5 mois. Ind.: 2.800 F/mois. Formation: bac + 5, ingénieur, connaissance de SGBDR, d'Unix, de réseaux et de C, avec convention de stage. Mission: participer à la réalisation d'outils informatiques autour des bases de données relationnelles (gestion de configurations, distribution, comparaison de données de données). Offre réf.: 04955.

□ Secteur: électro-informatique. Lieu: Bizanos (64). Date: immédiat. Durée: 2 mois. Ind.: non rémunéré. Formation: bac + 2 minimum, IUT ou formation universitaire en informatique, avec convention de stage. Mission: gérer le traitement de banques de données, réaliser les calculs et/ou les applications sur Paradox, Excel 4, Intelligence artificielle, Systèmes Expert. Offre réf.: 05015.

## STAGES EN ITALIE

□ Secteur: distribution. Lieu: Milan, Bolzè. Date: immédiat. Durée: 2 à 3 mois. Ind.: à définir. Formation: bac + 2/4, école de commerce ou économie, avec

convention de stage. Mission: coordonner d'achats, internationaliser les produits de la marque, valoriser les gammes en terme de clarté, de l'offre, des prix et services. Offre réf.: 05004.

□ Secteur: distribution. Lieu: Metz/Bollat. Date: immédiat. Durée: 3 mois. Ind.: à définir. Formation: bac + 2/4, IUT, école de commerce, avec convention de stage. Mission: assurer la responsabilité économique (CA), commerciale et humaine d'un rayon, conseiller les clients dans leurs choix, gérer les stocks et les livraisons. Offre réf.: 05003.

## MARKETING

□ Secteur: médical. Lieu: Paris. Déplacements sur Lyon et Marseille. Date: immédiat. Durée: 2 mois. Ind.: 5 000 F. Formation: bac + 3/4, écoles de commerce, spécialisation en marketing, avec convention de stage. Mission: marketing stratégique: étude de marché dans le domaine médical avec préconisation de stratégie de lancement de produit. Offre réf.: 05036.

□ Secteur: marketing. Lieu: Paris. Date: immédiat. Durée: 3 mois. Ind.: à définir. Formation: bac + 2, action commerciale, psychologie sociale, avec convention de stage. Mission: assistance sur le terrain, recruter les enquêteurs, assurer le suivi d'équipes et la préparation logistique. Offre réf.: 05028.

□ Secteur: distribution. Lieu: Versailles (78). Date: septembre. Durée: 3 à 6 mois. Ind.: 1 500 F + commissions + prime. Formation: bac + 2, BTS action commerciale, ou école de commerce, avec convention de stage. Mission: assistance marketing et commerciale, réaliser une étude marketing, prospection commerciale, assurer le suivi administratif. Offre réf.: 04984.

□ Secteur: distribution. Lieu: Villeneuve-d'Ascq (59). Date: 16 août. Durée: 2 mois 1/2. Ind.: à définir. Formation: bac + 3, école de commerce, avec convention de stage. Mission: réaliser une étude de marché sur le basket, le volley, le handball, mesurer l'adéquation offre/demande auprès du grand public et des clubs, apporter une réponse aux nouvelles attentes et motivations. Offre réf.: 05005.

## PERSONNEL

□ Secteur: logement. Lieu: Saint-Maur (94). Date: immédiat. Durée: 3 mois minimum. Ind.: à définir. Formation: bac + 4, ressources humaines, connaissances en droit du travail, avec convention de stage. Mission: réaliser une étude sur le statut du personnel de gardiennage (féminisation, avantages, conditions de travail...) et faire des propositions de gestion de ce personnel. Offre réf.: 05029.

## PUBLICITE

□ Secteur: publicité. Lieu: Pantin (93). Date: immédiat. Durée: à définir. Formation: bac + 1 minimum, diplôme des arts graphiques/publicité, avec convention de stage. Mission: intégrer un «team» de graphistes dans le suivi de dossiers, de la création au document d'exécution, en traditionnel ou PAO. Offre réf.: 04606.

## SECRETIARIAT

□ Secteur: bâtiment. Lieu: Paris. Date: immédiat. Durée: 4 à 6 mois. Ind.: à définir. Formation: bac + 2, secrétariat de direction, utilisation de Word 5, du Macintosh, en comptabilité et communication, avec convention de stage. Mission: assister le secrétaire général dans la gestion de dossiers de direction, réalisation de manifestations. Promotion d'un nouveau métier: «plaqueur» du bâtiment. Offre réf.: 04851.

□ Secteur: services informatiques. Lieu: Paris. Date: immédiat. Durée: 3 mois. Ind.: 2 500 F + prime. Formation: bac + 2, secrétariat, maîtrise de Word et de Lotus (appariées), avec convention de stage. Mission: support de l'assistant du directeur général. Assurer les relations avec la clientèle, suivi du portefeuille des prospects et courrier. Offre réf.: 04564.

## VENTE

□ Secteur: Agro-alimentaire. Lieu: Nantes, Bordeaux, Biarritz, Toulouse. Date: 21 juin. Durée: 3 mois. Ind.: 5 300 F. Formation: bac + 2/4, DUT, BTS, écoles de commerce, maîtrises universitaires, avoir déjà effectué un stage de vente, avec convention de stage. Mission: après une formation préalable et en relation avec le chef de secteur, vous commercialiserez nos produits et organiserez des opérations promotionnelles auprès des GMS. Offre réf.: 04992.

□ Secteur: Travail temporaire. Lieu: Paris. Date: immédiat. Durée: 2 mois. Ind.: à définir. Formation: bac + 2 minimum, avec convention de stage. Mission: prospection et recherche de clientèle (téléphonique et sur le terrain) auprès de DPH, chefs du personnel, directeurs techniques... participer au recrutement, à la gestion de dossiers ainsi qu'au suivi commercial. Offre réf.: 04989.

## DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

**Le Monde**  
ARTS ET SPECTACLES

ADMINISTRAT

Contrôle de Gestion Industrielle

FCP

LISTE SENIOR  
DROIT SOCIAL

SECONDE CHANCE

16-62-73-02  
16-62-73-90

FAX: 46-62-98-74



مكتبة

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 2 juin 1993 35

# ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Gestion - Finance - Ressources humaines - Juridique

Filiale d'un groupe multinational, notre société (3000 personnes - CA : 2,8 Mds F)  
leader sur le marché de la biologie animale,  
recherche pour l'un de ses sites industriels, son

## Contrôleur de Gestion Industriel

Toulouse

± 250 KF

Rattaché au Directeur d'Etablissement et en étroite collaboration avec le Responsable du contrôle de gestion groupe, vous assurez l'ensemble du processus budgétaire (établissement, suivi mensuel) et élaborez le reporting de gestion.

Agé de 26/30 ans, diplômé d'une E.S.C ou d'une Université de Gestion, vous justifiez d'une expérience d'au moins 3 ans en gestion dans un univers industriel.

Responsable de la détermination des Prix de Revient de tous les produits, vous procédez également aux études de rentabilité des projets d'investissement.

Au-delà de l'optimisation de ces différents systèmes, votre rôle est d'assurer les opérations dans la gestion du site. Vous devez être une véritable force de proposition auprès de vos interlocuteurs et ce, dans un environnement en développement constant.



**Michael Page Finance**  
Spécialiste en recrutement Financier



Groupe Fiat en France

Ce grand groupe recherche pour sa filiale spécialisée dans le financement de véhicules automobiles (encours 2,7 Mds Frs) son

## Contrôleur de Gestion

Paris Ouest

Rattaché au Directeur Général vous prenez en charge l'élaboration des budgets et des plans prévisionnels, le reporting mensuel consolidé à la maison-mère en Italie, l'établissement des tableaux de bord, le suivi des risques clients et concessionnaires.

de 5 années minimum dans le contrôle de gestion au sein d'un organisme de financement (crédit, location longue durée, ou location avec option d'achat).

Agé(e) de 29 à 35 ans, diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent, vous avez une expérience

de 5 années minimum dans le contrôle de gestion au sein d'un organisme de financement (crédit, location longue durée, ou location avec option d'achat).



**Michael Page Finance**  
Spécialiste en recrutement Financier

CLIFFORD CHANCE, cabinet international d'avocats  
recherche pour son département "Commercial" à Paris un

## JURISTE SENIOR DROIT SOCIAL

Spécialiste du droit social, vous intervenez avec une large autonomie en tant que conseil auprès d'une clientèle internationale. Vous devez être une véritable force de proposition auprès de vos interlocuteurs et ce, dans un environnement en développement constant.

Agé de 30 ans environ, de formation juridique supérieure avec si possible une spécialisation en droit social, vous pouvez justifier d'une expérience d'au moins 5 ans dans cette spécialité, développée de préférence dans un cabinet juridique international. Vous parlez et écrivez parfaitement l'anglais. Vous pouvez faire preuve à la fois de rigueur juridique et de pragmatisme.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et rémunération actuelle) sous la réf. SDS/LM à CLIFFORD CHANCE, Département des Ressources Humaines, 112 avenue Kléber, BP 163 Trocadéro, 75770 PARIS cedex 16.

**CLIFFORD CHANCE**

AMSTERDAM BARCELONA BEIRUT BERN BRUSSELS CHICAGO DUBLIN GENEVE HONG KONG LONDRES MADRID MONTREUX  
NEW YORK PARIS SINGAPORE TOKYO WASHINGTON WURZBURG ZURICH

## Accounting Manager

FRANCE/INTERNATIONAL

Agé(e) de 30/35 ans, diplômé(e) E.S.C. + DECS ou équivalent, vous avez mené pendant au moins 5 ans avec succès au sein d'un cabinet d'audit et/ou d'une DAF en entreprise, des missions d'audit, d'expertise comptable et de reporting dans un contexte international. Vous avez l'habitude de dialoguer avec les contrôleurs de gestion et les informaticiens.

**omnicar**  
INTERNATIONAL  
GROUPE H&C CONSEIL

Le Groupe  
EUREST FRANCE  
(6800 p. 2,4 milliards  
CA) occupe une  
place prépondérante  
sur le marché de la  
restauration  
collective et est doté  
d'une organisation  
décentralisée. Notre  
service juridique  
recherche un(e)

## Juriste Droit des Affaires

Au sein d'une petite équipe active, vous prenez en charge la rédaction et le suivi de contrats commerciaux en veillant au respect de la réglementation relative à notre métier.

Vous participez aux négociations, êtes le conseil de nos directions régionales (informations juridiques et fiscales, contrats, licences...) et contribuez, par une attitude pédagogique constante, au développement des connaissances juridiques de nos opérationnels.

Titulaire idéalement d'un 3ème cycle en droit des affaires, complété par une formation gestion, votre expérience professionnelle de 2/4 ans en entreprise vous a familiarisé avec le conseil et la rédaction de contrats. Personnalité affirmée mais aussi sens de l'écoute et finesse d'analyse vous permettront de mener à bien votre mission.

Pour ce poste basé à Levallois-Perret, Corinne Langourieux vous remercie de lui adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. JDA 06.93 à EUREST BP 327 - 92307 Levallois-Perret Cedex.

**EUREST FRANCE**



Pour passer vos annonces :



46-62-72-02  
46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

## Courtaud & Associés : création du département "Santé-Cosmétique"

Courtaud & Associés vient de créer un département "Santé-Cosmétique". Le Groupe Courtaud poursuit ainsi la diversification de son activité recrutement et répond aux attentes d'une profession en évolution constante.

Marielle Kalifa, professionnelle des Ressources Humaines, est nommée responsable de ce nouveau département. Elle est entrée en 1992 chez Courtaud

& Associés, après 15 ans d'expérience en entreprise dans des fonctions d'encadrement.

Elle est assistée par France Davoine qui s'est spécialisée dans les métiers de la santé et de la cosmétologie en tant qu'assistante de recherches en cabinet de recrutement.

Contact : 45 62 55 13

Groupe Courtaud



## ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

### Juriste Contentieux

A 30 ans environ, votre formation juridique supérieure et votre expérience du contentieux ont fait de vous un spécialiste dans ce domaine. Précis et rigoureux, vous êtes enthousiaste et avez le goût des contacts. La Direction des Affaires Juridiques et Financières du Crédit Commercial de France vous propose d'intégrer son service contentieux. Au sein d'une équipe

de juristes, vous aurez pour mission la gestion de dossiers contentieux complexes nécessitant une bonne connaissance des mécanismes juridiques. De plus, vous assisterez et conseillerez notre réseau de succursales dans la rédaction de procédures de recouvrement à mettre en place. Vous aurez instauré des relations de confiance avec vos différents interlocuteurs et

apporter des solutions fiables et rapides aux divers dossiers traités. Votre esprit d'initiative et votre sens des responsabilités vous permettront d'évoluer au sein de notre groupe en fonction de votre potentiel et de vos aspirations.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence JC/06 à Eric BUREAU - CCF - 103, Champs-Élysées 75419 Paris Cedex.



C'EST TOUS LES JOURS QU'ON JUGE SA BANQUE

**NSM**  
Banque de Neufville, Schlumberger, Mallet  
GROUPE AMN-AMMO

### ATTACHÉ CLIENTÈLE ENTREPRISES LYON

MEMBRE  
D'UN GROUPE  
INTERNATIONAL  
NSM EST UNE  
BANQUE  
COMMERCIALE  
PRIVÉE À FORTE  
VOCATION  
FINANCIÈRE

Dynamique dans votre approche commerciale, vous contribuez à développer notre activité auprès des moyennes et grandes entreprises françaises et internationales. Votre autonomie et votre aisance dans les contacts vous permettent d'apporter le conseil de qualité que nous voulons assurer dans la gestion quotidienne de notre clientèle.

A 30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur ou de formation professionnelle équivalente, vous souhaitez valoriser une première expérience de l'exploitation d'entreprise (3 ans minimum) dans ce nouveau poste où votre audace et votre sens du risque seront sollicités.

Votre connaissance du tissu économique et social de la région Rhône-Alpes, associée à une culture internationale (anglais indispensable), sera déterminante. Isabelle Morenne vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre, photo, CV et prétentions), sous référence M0106, à NSM, 75410 Paris Cedex 08.

LE POUVOIR DU TEMPS

Structure prestataire de services de haut niveau filiale d'un très important groupe para public recherche pour Paris

### 2 JURISTES D'AFFAIRES Séniors

Vous aurez pour mission :

- d'apporter un conseil et un service de qualité, payant, aux différentes entités du Groupe.
- d'intervenir à toutes les étapes de la conception, de la négociation ou de la réalisation d'un projet.
- de contribuer à la conception et au montage d'opérations.
- d'assurer des prestations juridiques liées à la vie des sociétés du Groupe et de leurs organes délibérants, en France et à l'étranger.

Votre solide expérience du droit privé et éventuellement des relations contractuelles avec les collectivités locales, vos connaissances en comptabilité et fiscalité des entreprises, votre capacité d'analyse, votre faculté à trouver des réponses performantes, votre rigueur de raisonnement et d'exposition ainsi que le goût du travail en équipe seront plus particulièrement déterminants.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (CV, photo et prétentions) :



Développement et Management  
des Hommes et des Entreprises -  
département recrutement.

29, RUE DE MIROMESNIL - 75008 PARIS

UN IMPORTANT ORGANISME  
DU SECTEUR TERTIAIRE situé à PARIS  
recherche son

### DIRECTEUR ADJOINT DE L'ADMINISTRATION ET LA GESTION DU PERSONNEL

Vous avez 35 ans environ, une double formation (Sciences Po + Droit, par exemple) et une expérience en grande entreprise (8 000/10 000 personnes)

Votre mission sera triple :

- Améliorer ou restructurer le Secteur Technique National du Personnel qui gère plusieurs milliers de salariés.
- Prendre la responsabilité des études (plan social, rapports C.E.) et coordonner les liaisons avec l'informatique (rédaction du cahier des charges).
- Assurer la gestion de la convention collective, des rémunérations et la gestion prévisionnelle de l'emploi.

Pour vous seconder dans votre action, vous pourrez vous appuyer sur une équipe d'une vingtaine de professionnels qualifiés.

Etudier, analyser, synthétiser, conseiller, proposer : vous serez un acteur de la gestion de personnel auprès de nos instances politiques de décision.

Votre pouvoir sera votre créativité et la conceptualisation de nos et de vos idées. Vivacité et ouverture d'esprit, sens de la négociation et de l'adaptation vous permettront de réussir dans cette fonction.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier (sous réf. 1072/EC) à PL Consultants - 18/20, rue Claude Tillier - 75012 PARIS.



### Gestion juridique et financière de nos contrats

Filiale d'un grand groupe international, nous sommes spécialisés dans la conception et la réalisation d'équipements industriels lourds, notamment auprès des constructeurs automobiles et intervenons dans le monde entier. L'accroissement de nos activités nous amène aujourd'hui à rechercher, au sein du secrétariat général, un cadre chargé de la gestion juridique et financière des contrats commerciaux du siège et de nos filiales européennes : contrôle des procédures liées aux offres, analyse des risques en matière de responsabilité, assistance juridique pendant les négociations, gestion des litiges, suivi fiscal et administratif des contrats à l'étranger. Agé(e) d'une trentaine d'années, de formation supérieure juridique et financière (Droit des Affaires, HEC, Sciences-Po), vous justifiez d'une expérience de 5 ans minimum de la gestion de contrats internationaux soit dans un groupe industriel, ingénierie ou BTP, soit au sein d'une banque spécialisée en financement à long terme. Vous souhaitez aujourd'hui participer à notre développement et faire de ce poste, grâce à votre sens de l'analyse et à votre tempérament relationnel, une fonction stratégique dans l'entreprise. Ce poste, basé en proche banlieue ouest, nécessite une maîtrise parfaite de l'anglais et une disponibilité pour des déplacements réguliers à l'étranger.

Si ce challenge vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence 1488.93 M à notre conseil Chantal Baudron s.a., 61 boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

### Télécommunications - Roumanie

Cette entreprise du secteur des télécommunications développe une stratégie dynamique d'internationalisation de ses activités. Elle cherche pour sa structure en Roumanie, son Directeur Administratif et Financier.

Après des études supérieures (commerciales et/ou économiques), vous avez acquis et enrichi votre expérience au sein, si possible, d'entreprises de télécommunications. Aujourd'hui, à 35-45 ans, vous êtes un

professionnel de haut niveau, rompu aux techniques de supervision de la comptabilité, d'organisation, d'élaboration de budget, de co-contrôle et d'optimisation de la trésorerie en usage dans les entreprises internationales.

En charge de la direction administrative et financière, vous assurerez l'ensemble des responsabilités liées à cette fonction, y compris la gestion du personnel, les relations avec les administrations locales, le reporting ainsi que le suivi et l'adaptation de la trésorerie.

Il est évident que le contexte géopolitique et culturel favorise les candidats d'origine roumaine, ou connaissant parfaitement les pays d'Europe de l'Est (particulièrement la Roumanie). La pratique usuelle du roumain et de l'anglais est indispensable.

La rémunération et les avantages sont à la hauteur des responsabilités assumées.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV) à SAGE S.A. 11, rue du Temple - 1530 Payenne - Suisse. Fax : 41 37 61 43 94.

### DIRECTEUR ADMINISTRATIF & FINANCIER

Filiale d'un Groupe Industriel agro-alimentaire européen  
de tout premier plan recherche un

### Juriste d'Affaires

Paris

Rattaché au Directeur Juridique, vous intervenez en droit des affaires en assurant le suivi en direct des dossiers qui vous sont confiés. En droit des sociétés, vous gérez le secrétariat juridique de la société et de ses filiales ainsi que les opérations de restructurations (cessions, fusions, dissolutions, apports, etc.). Vous assurez le suivi du contentieux, prenez en charge la rédaction des contrats et conseillez les opérationnels en matière de promotion et droit de la concurrence.

Agé d'environ 30 ans, de formation supérieure (DEA, DESS, DJCE, etc.), vous justifiez

d'une expérience de 5 ans environ en droit des affaires, impérativement acquise au sein d'un groupe agro-alimentaire.

Excellent juriste, autonome et dynamique, votre sens des contacts ainsi que votre bon niveau d'anglais vous permettront d'évoluer à terme dans un contexte international. De nombreux déplacements sont à prévoir.

Contactez Antoine Rnseoni au (1) 47.57.24.24 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 3 boulevard Bineau, 92594 Levallois-Perret cedex, sous réf. AR8446MO.



Michael Page Tax & Legal  
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

ADMINISTRATI

Arocats

responsable de formation

CO  
GES

ENERGIE

Prions instamment  
leurs d'avoir l'obligean  
andre à toutes les lett  
reçoivent et de restit  
adressés les docume  
ont été confiés.



SES

ASW

É CLIENTÈLE  
SES

... à la recherche d'un nouveau cadre de travail...  
... à la recherche d'un nouveau cadre de travail...  
... à la recherche d'un nouveau cadre de travail...

stion juridique et  
ancière de nos contrats

... à la recherche d'un nouveau cadre de travail...  
... à la recherche d'un nouveau cadre de travail...  
... à la recherche d'un nouveau cadre de travail...

B. Chantal Baudouin S.A.

... à la recherche d'un nouveau cadre de travail...  
... à la recherche d'un nouveau cadre de travail...  
... à la recherche d'un nouveau cadre de travail...

d'Affaires

... à la recherche d'un nouveau cadre de travail...  
... à la recherche d'un nouveau cadre de travail...  
... à la recherche d'un nouveau cadre de travail...

et Page Tax & Legal

REPRODUCTION INTERDITE

# ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Gestion - Finance - Ressources humaines - Juridique

Le Monde • Mercredi 2 juin 1993 37

GRAND CABINET D'AVOCATS  
INTERNATIONAL  
en fort développement  
recherche

## Jeunes Avocats Fiscalistes

Diplômés de l'enseignement supérieur  
3ème cycle de droit, grande Ecole de  
Commerce, IEP, actuellement Conseils  
juridiques stagiaires ou titulaires du  
CAPA, débutants ou bénéficiant d'une  
première expérience.

Pour ces postes basés à Paris/La  
Défense, une capacité à travailler en  
équipe, allée à des qualités de rigueur et  
de disponibilité, ainsi qu'une bonne  
maîtrise de l'anglais, sont indispensables.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV,  
photo et prétentions sous réf. TAX/001/YK  
à ORGANISATION ET PUBLICITE  
2, rue Marengo - 75001 Paris, qui trans-  
mettra.

FRANCHE-COMTÉ

Seconde banque régionale, nous appartenons au cinquième  
groupe financier français. Dans le cadre de notre développement,  
nous recherchons pour notre siège social un

## Auditeur interne

Intégré au département Audit/Inspection, vous prenez en  
charge des missions de contrôle sur l'ensemble des directions  
(analyses, diagnostics, préconisations). Vos responsabilités  
s'étendent également à des interventions au sein de notre centre  
informatique et aux activités d'inspection en agence.

Vous avez environ 30 ans et une formation supérieure juridique,  
financière ou économique. Vous justifiez d'une expérience  
réussie de 3 ans minimum dans un établissement bancaire ou  
au sein d'un cabinet d'audit.

Homme de contact, vous êtes rigoureux, autonome et faites  
preuve de curiosité intellectuelle. Cette fonction nécessite par  
ailleurs une connaissance des systèmes informatiques de  
production et de la gestion financière d'un établissement de  
crédit (gestion actif/passif, nouveaux instruments financiers).

Merci d'envoyer votre CV, sous référence 20Z - 31 547 à notre  
Conseil Onoma, Tour Crédit Lyonnais, 69431 Lyon Cedex 03.

Onoma

GRUPE COURTAUD

NAF NAF

JURISTE  
CONFIRME  
Droit immobilier  
H/T

Groupe  
succursale  
de distribution  
textile en  
plein essor :  
1 milliard  
de CA et 110  
magasins  
en 1992.  
Introduction  
prochaine  
au second  
marché et  
ouverture  
de plus de  
50 points  
de vente  
en France et  
en Europe.  
Cette année.

Vous prendrez en charge l'ensemble des missions relatives  
au Droit immobilier (acquisition en France et à l'étranger  
de fonds de commerce, cessions, rachats de société,  
litiges et contentieux, droit au bail, SCI, rédaction et suivi  
des actes...) et la gestion du patrimoine (suivi des SCI,  
des loyers, rédaction, gestion et renouvellement des  
baux...).  
Directement rattaché au Directeur du Développement,  
vous aurez également un rôle important de conseil  
auprès de la Direction Générale lors des transactions.  
Agé d'environ 35 ans, doté d'une solide formation juridique  
(DJCE, DESS ou DEA en Droit, complété éventuellement  
par un diplôme étranger), vous souhaitez valoriser votre  
expérience d'au moins 5 ans dans cette fonction acquise  
en entreprise ou en cabinet, au sein d'une entreprise  
jeune et dynamique.  
La connaissance de la distribution et du fonctionnement  
des Centres Commerciaux est un plus.  
L'anglais courant est indispensable. La pratique de l'allemand  
ou de l'espagnol et la maîtrise de l'outil informatique  
(Word, Excel) sont des atouts.

Si cette opportunité vous  
intéresse, déposez des main-  
tenant votre candidature s'ilé.  
MOI par minitel (3615 NAF NAF)  
ou par courrier lettre, CV et  
photo à NAF NAF, Service  
Recrutement, 23 rue Eugène  
Varlin, 75010 Paris.



Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs,  
recherche dans le cadre d'un renforcement de structure de son  
Département des Ressources Humaines un

## Responsable de Formation

Gestionnaire d'un budget conséquent, vous intervenez tant auprès  
des responsables opérationnels pour la définition des besoins  
annuels en formation, que des utilisateurs pour le choix des  
programmes et vous animez le réseau d'intervenants que vous  
aurez choisis. Par ailleurs, vous participez à l'analyse des  
potentiels humains de l'entreprise et à la mise en place de la  
gestion prévisionnelle des emplois. Enfin, dans le cadre du projet  
d'entreprise, vous êtes le correspondant Qualité du Département  
des Ressources Humaines.

Vous avez au moins 30 ans et êtes de formation supérieure  
commerciale ou de gestion. Une expérience de 5 ans minimum  
acquise en industrie : des fonctions similaires, vous a permis de  
développer des capacités d'écoute, d'animation et de gestion.  
Nous vous offrons de venir créer chez nous cette fonction très  
complète et évolutive.  
Poste basé en proche banlieue sud.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous  
réf. 201A/M à notre Conseil : Antoinette LECLERCQ, PSYNERGIE,  
2 rue Saint Thomas d'Aquin, 75007 PARIS. Confidentialité assurée.

PSYNERGIE PARIS - LYON  
MARSEILLE MONTPELLIER

Premier groupe français sur le marché du diagnostic biologique ;  
plus de 3 000 personnes, 2 Milliards de CA dont 70% à  
l'international, ou travers d'un réseau de près de 20 filiales ; nous  
commercialisons des systèmes (instruments et réactifs) destinés  
aux laboratoires d'analyse médicale et de l'industrie. Nous  
recherchons pour notre direction financière un(e)

## CONTRÔLEUR DE GESTION/FILIALES

En liaison avec les responsables administratifs de nos filiales,  
vous aurez à collecter, contrôler, analyser leurs comptes ; les  
aider dans des aspects d'organisation ; produire pour la  
direction du groupe les documents internes de suivi (comptes  
consolidés...).

Diplômé(e) d'une école supérieure de commerce, vous  
possédez 2 à 3 ans d'expérience à un poste de contrôleur de  
gestion ou en cabinet d'audit. Vous maîtrisez l'anglais et une  
troisième langue qui idéalement serait l'espagnol ou le  
portugais. Vous êtes familiarisé avec le micro-informatique  
(utilisation du logiciel "micro control" si possible), et avez  
approché les techniques et concepts de la consolidation.

Pour ce poste basé à Lyon, et pouvant offrir à terme des  
perspectives de carrière à l'étranger, merci d'adresser votre  
dossier en précisant votre rémunération actuelle à  
J.C. Alérini, bioMérieux, 69280 Marcy l'Etoile.



bioMérieux

RÉALISONS ENSEMBLE

## JURISTE EXPERIMENTE

Afin d'instruire et de gérer les dossiers contentieux  
d'Entreprises (secteurs PME, immobilier...), la Direction  
des Affaires Juridiques de la Banque recherche un  
JURISTE EXPERIMENTE.

Votre formation, maîtrise de droit privé, votre expérience  
de 3 à 5 ans dans une fonction similaire au sein d'un  
établissement bancaire, ainsi que de bonnes  
connaissances du droit bancaire, des voies d'exécution et  
des procédures collectives vous permettront rapidement de  
prendre en charge la responsabilité de dossiers.

Rigueur, analyse mais aussi des qualités relationnelles  
sont indispensables pour mener à bien les différentes  
missions qui vous seront confiées.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo  
et prétentions) à Anne-Claire MOINAS, Banque HERVET,  
Division Recrutement, 127 avenue Charles de Gaulle,  
92200 NEUILLY, sous réf. MAJE.

BANQUE  
HERVET

Facture de la banque

Nous prions instamment nos  
annonceurs d'avoir l'obligeance  
de répondre à toutes les lettres  
qu'ils reçoivent et de restituer  
aux intéressés les documents  
qui leur ont été confiés.

Le Monde  
PUBLICITE

Pour passer vos annonces :



46-62-72-02

46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74



# LE MONDE DES CADRES

Promotion - Médias - Communication

## ALIMENTAIRE

Etudiez les marchés mondiaux de grandes marques renommées.  
Un groupe français de dimension internationale  
de forte notoriété, en expansion et dont les marques  
sont mondialement connues, offre au sein de sa holding le poste de

### CHEF DE GROUPE ETUDES MARKETING

à dominante internationale

**Votre mission :** Intégré à une Direction de Marketing prospective et novatrice, vous serez en prise directe avec les centres de décision du groupe et chargé de :

- l'évolution des méthodologies et des procédures afin que vos recommandations forment un rôle moteur dans les performances de notre marketing
- l'élaboration et la gestion des études stratégiques en France et à l'étranger
- la responsabilité des études de développement de nouveaux produits et des études prospectives
- la conception et la mise en œuvre d'outils spécifiques pour l'ensemble du groupe (fichier études, séminaires de formation...)

**Votre profil :** L'importance et la diversité de cette mission nécessitent une formation supérieure Ecole Supérieure de Commerce, Sciences Po, DESS études de marché... et une expérience de 5 à 7 ans environ dont 3 ans au moins dans un des instituts connus pour ses techniques avancées et performantes en études de marché qualitatives et quantitatives.

La réussite à ce poste, vos qualités d'innovation et de réalisation vous ouvriront de larges perspectives dans la Société ou le Groupe. Evidemment, vous maîtrisez parfaitement l'anglais (si possible une autre langue étrangère) et vous êtes familier de la micro-informatique.

Ecrire sous réf.  
22A 2560 3M  
Discrétion absolue

etap

71, rue d'Auteuil  
75016 Paris

Groupe industriel international, nous comptons parmi les leaders mondiaux de notre secteur.  
Notre Direction de la Communication recherche un(e)

### CHARGÉ(E) DE COMMUNICATION

Bilingue français/anglais

Associé à l'ensemble des opérations de communication externes et internes, ce cadre intervient aussi bien dans l'élaboration des outils que dans le suivi et la coordination des campagnes :

- il gère et développe nos documents de présentation, conçoit et prépare les supports de communication externe (dossiers de presse, articles pour les journaux professionnels, dossiers pour les salons et manifestations événementielles...)
- il participe à la conception des campagnes de communication "Produits" et institutionnelles et en suit le bon déroulement.
- En relation avec les équipes de Communication de nos unités en Europe et aux USA, il rassemble, traduit, rédige ou réécrit les textes pour nos journaux internes.

Diplômé(e) d'études supérieures (Bac + 4 minimum), vous avez acquis au moins 3 ans d'expérience en communication externe et interne, dans une grande entreprise industrielle ou dans une agence de relations presse ou de publicité institutionnelle. Vous avez fait la preuve de votre créativité, de vos qualités rédactionnelles, de votre esprit d'équipe. Vous avez développé de solides compétences dans le domaine de l'édition. Vous êtes capable d'écrire et de communiquer indifféremment en français et en anglais.

Poste basé en région parisienne.  
Merci de nous adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous la référence AD/5430 par l'intermédiaire de

AD'COM

32, rue Pierret, 92200 Neuilly-sur-Seine

## CONSEILS EN CARRIÈRE

### Soyez plus efficace dans votre recherche de situation

Les consultants de Forgeot, Weeks peuvent vous y aider très concrètement. Depuis 18 ans, ils ont ainsi conseillé et suivi plus de 8 000 dirigeants et cadres supérieurs. Y compris dans la prospection de la face cachée du marché et dans les temps difficiles.

Bilan de carrière, outplacement : de plus en plus souvent, les entreprises prennent en charge nos prestations.

Alors, n'hésitez plus : prenez rendez-vous pour un premier entretien exploratoire strictement confidentiel et sans frais.

Forgeot, Weeks

CONSEILS PERSONNELS EN EVOLUTION PROFESSIONNELLE

Paris : 3, rue du Fg St-Honoré, 75008. Tél. (1) 42.65.42.00  
Genève : 9, route des Jeunes, 1227. Tél. 022.342.52.49  
Bureau associé : Londres

**RECRUTE 4 PROFESSEURS CONSULTANTS**  
(3 ou 4 jours par semaine pour la rentrée septembre 93)

- ANALYSE ET TRAITEMENT DE L'INFORMATION
- MARKETING
- RESSOURCES HUMAINES
- FINANCE INTERNATIONALE

Vous avez un Doctorat, voire un DEA.  
Vous êtes Diplômé d'une Grande Ecole.  
Vous avez une expérience pédagogique et/ou d'entreprise. Venez rejoindre une équipe dynamique au sein d'un groupe de formation en plein développement.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite et références en précisant le poste concerné à :

Groupe E.S.C. CLERMONT  
Délégation JOURD'AN  
4, Bd Trudaine - 63037 Clermont-Fd Cedex 1

### RESPONSABLE COMMERCIAL

Secteur associatif

Paris - Une société de services, filiale d'une très importante association, spécialisée dans la vente de progiciels de gestion, de communication écrite et de marketing direct, recherche son responsable commercial. Il aura pour mission de développer le fonds de commerce dans le secteur des associations en proposant une gamme très large de solutions pour tout ce qui touche à la communication et au marketing de ces institutions (gestion de fichiers, édition laser personnalisée, traitement de routage, traitement des remontées, tableaux de bord...). Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 32 ans,

diplômé de l'enseignement supérieur et possédant une expérience significative de la vente de solutions informatiques auprès d'une clientèle de type associations, administrations, collectivités territoriales... Il devra justifier d'une réelle capacité à avoir des contacts à haut niveau et à travailler sur des projets impliquant des négociations de longue durée. Ecrire à Marc de SOUZA, en précisant vos prétentions et la référence R/0363M - PA Consulting Group 3, rue des Gravières 92521 NEUILLY Cedex Tél. 40.88.79.70.

PA Consulting Group  
Creating Business Advantage

# SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF

Collectivités territoriales - Ministères - Associations

REGION NORD-PAS DE CALAIS  
CONSEIL REGIONAL



## Promouvoir et animer le projet Environnement de la région

L'un des points clés de la mission du Conseil Régional, sous l'impulsion de l'Exécutif et conformément aux choix de l'Assemblée, est sa capacité, à partir d'une détection des besoins régionaux sur le terrain et à travers différents réseaux d'intervenants d'imaginer, monter, faire aboutir des projets relatifs à l'environnement, à la fois utiles et porteurs de changements pour la région.

C'est dire l'importance que le Conseil Régional accorde à la fonction, à Lille, de :

## Directeur des Programmes Environnement

En contacts étroits avec les partenaires concernés, le titulaire sera, au sein des Services Régionaux, le garant de la cohérence, de la qualité et de la faisabilité des projets concernant l'environnement, l'énergie et les déchets. Il mettra en oeuvre et finalisera, avec une équipe d'une vingtaine de personnes, les politiques, objectifs et programmes qu'il aura contribué à concrétiser avec l'Exécutif régional.

Pour accéder à ce poste, il est indispensable d'avoir prouvé ses capacités de monteur de projets complexes, d'animateur d'équipes et de réalisateur et d'avoir acquis une expérience préalable du domaine de l'environnement. Ce type de mission exige de savoir collaborer avec une assemblée d'élus, avec la capacité à démontrer, rassembler et aboutir.

Les candidatures (lettre de motivation, CV complet et rémunération actuelle) sont à adresser sous référence 115 à Madame la Présidente du Conseil Régional, à l'attention de Monsieur le Directeur Général des Services - Conseil Régional Nord-Pas de Calais BP 2035 - 59014 LILLE CEDEX.

COOPERATION ECONOMIQUE ET SOCIALE NORD-SUD

## Délégué(e) aux Actions de Développement.

Créé en 1973, le Groupe Développement (Organisation Non Gouvernementale) soutient des projets de développement économique et social proposés et administrés par les organisations des pays du Sud partenaires.

Nous recherchons un(e) généraliste ayant au moins 5 années d'expérience de la coopération Nord-Sud, des relations internationales économiques et sociales. Le poste requiert une ouverture d'esprit, le sens du relationnel et du dialogue, la capacité à coordonner, l'efficacité et la rapidité dans le travail, une bonne communication écrite et orale et, bien entendu, une forte motivation.

Par ailleurs, la connaissance générale des pratiques budgétaires et comptables et l'habitude du travail sur ordinateur PC sont nécessaires.

Une expérience réussie en coopération institutionnelle internationale ainsi qu'en fund raising sera un plus.

La maîtrise à un haut niveau d'au moins 2 langues parmi le français, le portugais, l'espagnol et l'anglais est indispensable.

Lettre de motivation, photo, C.V. détaillé (comportant au moins 3 références professionnelles) à adresser à :

Me Nicole Tanghe, B.P. 4, F-94121 Fontenay s/Bois CEDEX



Une Collectivité Dynamique (952.962 hab.)  
En Pôle Universitaire - Des Industries d'Avenir  
A Proximité de la Mer et de la Montagne

Recherche

## Chef de bureau de la comptabilité départementale

(effectif : 31 personnes)

Comptant sur vos capacités de gestion, votre aisance relationnelle, nous vous proposons le rôle de l'exécution du budget ainsi que le développement de la gestion.

Professionnel confirmé, vous devez avoir une expérience significative dans un poste similaire.

Merci d'adresser sous réf. arrêtée + photo) avant le 15-17, rue du Colonel-Pierre-avia, 75902 Paris Cedex 15.



LA VILLE DE LA ROCHE-SUR-YON  
(49 000 habitants)

recrute

par mutation ou sur liste d'aptitude

## UN CONSERVATEUR TERRITORIAL DU PATRIMOINE

(cadre A de la Fonction Publique Territoriale)

### MISSIONS

- Direction et gestion du musée municipal.
- Coordination de l'atelier d'arts plastiques.
- Préfiguration d'un équipement muséographique.

### PROFIL DU CANDIDAT

- Connaissance en histoire et histoire de l'art pour la période du XIX<sup>e</sup>, XX<sup>e</sup> siècles.
- Connaissance de l'art contemporain (photographies, peinture, sculpture).
- Expérience souhaitée, mais débutants acceptés.

Merci d'envoyer votre lettre manuscrite et votre curriculum vitae sous les références H.L. jusqu'au 20 JUIN 1993 dernier délai, à :

MONSIEUR LE MAIRE - Hôtel de Ville

Direction des Ressources humaines

BP 829 - 85021 LA ROCHE-SUR-YON Cedex

Renseignements à la Direction des Ressources humaines, Joëlle LAMBLON. Tél. 51-47-45-54

VILLE DE 50 000 HABITANTS SUD-OUEST  
recrute son

## DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION

### Missions :

- Il devra assurer :
- la mise en oeuvre de l'information écrite et de la communication de la ville ;
- assurer la gestion des supports d'information et de promotion ;
- le suivi de la communication interne de la collectivité.

### Profil :

- formation supérieure en communication (ou expérience équivalente) avec qualité rédactionnelle confirmée ;
- expérience professionnelle dans le domaine de la communication et bonne connaissance du milieu territorial ;
- aisance professionnelle, capacité à encadrer et à animer une équipe, sens de l'organisation et disponibilité.

Emploi contractuel. Cadre A à pourvoir immédiatement.

Envoyer candidature manuscrite, c.v. + photo au MONDE PUBLICITE sous n° 8 655. 15-17, rue du Colonel-Pierre-avia, 75902 Paris Cedex 15.

La Rose des Vents  
Scène nationale de Villeneuve-d'Ascq (Nord)  
recrute son

## ADMINISTRATEUR

Homme ou femme, il/elle devra justifier d'une solide expérience de gestion à un poste et dans une structure similaire (diffusion/production). Rémunération SYNDEAC à négocier suivant l'expérience du candidat.

Envoyer CV + lettre de motivations à

Monsieur le directeur

La Rose des Vents

Boulevard Van-Gogh

59650 VILLENEUVE-D'ASCQ



## LE MONDE DES COMMERCEAUX

### DIRECTEUR DE DÉVELOPPEMENT

Groupe parrainé par une banque d'affaires, recherche des directeurs de développement de haut niveau pour compléter son équipe.

**PLACEZ VOTRE TALENT FINANCIER, DEVEZ-EN MANAGER ET ACTIONNAIRE**

Votre profil : 28-40 ans de formation supérieure, vous avez une expérience de manager dans la gestion de patrimoine privée (entreprise ou particulier). Votre mission : Développer et assister des partenaires : notaires, assureurs, avocats, experts comptables, syndicats... Vous définirez, auprès d'eux les stratégies commerciales et marketing ; vous assurerez la formation et la direction des consultants en ingénierie patrimoniale.

Nous vous offrons une rémunération attractive et évolutive en fonction du C.A. de votre région et une position d'actionnaire. Postes disponibles sur les régions : Nord Pas de Calais, Bretagne, Aquitaine, Midi-Pyrénées, Côte d'Azur, Rhône Alpes, Alsace-Lorraine. Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à LA FINANCIERE DU GALION à l'attention de Thierry DUTOUR 163 bureau de la Colline 92213 ST CLOUD Cedex.



LA FINANCIERE  
DU GALION

### Alimentaire

### CHEF DE GROUPE ETUDES MARKETING

Pour rejoindre  
un groupe français de dimension  
internationale,  
retrouvez notre opportunité  
en rubrique "CADRES".

etap

Dans le cas  
d'une annonce  
domiciliée au  
« Monde Publicité »,  
il est impératif  
de faire figurer  
la référence sur votre  
enveloppe, afin  
de transmettre  
votre dossier dans  
les meilleurs délais.

## TOSHIBA

Leader mondial des micro-ordinateurs portables, nous commercialisons une gamme complète au travers d'un réseau de revendeurs. Nous renforçons nos équipes et recherchons :

### UN CHEF DE PRODUITS MARKETING

Vous avez en charge la gestion, le développement et la promotion d'une ligne de produits. Très proche de la force de vente, vous poursuivez votre action sur le terrain en formant l'équipe commerciale et en lui apportant votre support auprès des clients finaux.

### UN RESPONSABLE MARKETING DIRECT

Votre mission consiste en l'organisation, la mise en place et le suivi des opérations et outils de Marketing Direct (bases de données, télémarketing...). A l'écoute de la vente, vous mesurez l'impact de vos actions auprès des forces de vente et du réseau.

Diplômé d'une Grande École (HEC, ESSEC, ESCP, SUPELEC, CENTRALE...), vous avez une expérience commerciale ou marketing terrain d'environ 5 ans, de préférence dans le secteur informatique. Votre goût pour les challenges vous permettra de démontrer vos talents au sein d'équipes enthousiastes et d'évoluer dans la structure TOSHIBA. La maîtrise de l'anglais et une connaissance de l'outil informatique sont des atouts supplémentaires.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo et rémunération souhaitée), en précisant la référence M/IPS 27, à la Direction des Ressources Humaines qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

TOSHIBA SYSTEMES (France)  
7, rue Ampère, B.P. 131 - 92800 Puteaux

## SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute technologie

### Piloter nos projets et prendre la responsabilité de notre système d'informations

Vous créez une fonction organisation, et impliquerez les différents acteurs de l'entreprise dans l'élaboration d'une nouvelle informatique et d'une nouvelle Bureautique performantes.

Formalisation des procédures, animation des groupes de travail, choix et coordination des prestataires et sous-traitants extérieurs... jusqu'à l'installation des nouveaux matériels, la migration des applications, la conception de spécifications :

vos fonctions sont larges et vous positionnent comme le garant du fonctionnement et de l'évolution maîtrisée de notre organisation et de nos systèmes d'informations.

Nous : Organisme de Gestion à taille humaine (50 personnes) notre activité s'articule autour de 11000 adhérents ; représentant 11000 gestion de dossiers, et un millier de tenues de comptabilités.

Vous : 30/35 ans, de formation supérieure MIAGE ou équivalent, vous possédez 5 à 10 ans d'expérience professionnelle en cabinet et/ou en entreprise, en tant que Chef de Projet sur des applications de gestion. Vous avez participé à la mise en place d'une première informatique.

Au-delà d'une solide culture technique (base de données, langage de 4ème génération, réseaux et micros), vous avez affiné votre sens du dialogue et votre capacité à gérer des projets.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence. D 892 à notre Conseil, Danielle Boulos, Sérielys Consult, 42, rue Jean Jaurès, 92800 PUTEAUX.



### INGENIEURS FINANCIERS SENIORS

Une des toutes premières banque mondiale et française recherche, pour sa Direction des marchés, des Ingénieurs Financiers Seniors.

Agé de 30 ans environ, de formation Grande Ecole Scientifique (X, Normale Sup, Centrale, ...), vous possédez une compétence pratique des calculs financiers, notamment des méthodes de calcul d'options, complétée par une expérience réussie de développement de logiciels de salle de marchés (de préférence en environnement UNIX).

Nous vous offrons l'opportunité d'affirmer vos compétences et votre expérience au sein d'une équipe dynamique chargée de concevoir, réaliser et mettre en oeuvre des outils d'aide à la décision et de suivi de risques pour nos traders.

De larges perspectives d'évolution de carrière et d'encadrement vous seront proposées au sein de notre groupe.

Adresser votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. 2331 à EUROMESSAGES - BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex.

EUROMESSAGES

RESPONSABLES  
DE



Responsable  
Etudes Sociales

Géoclean

Directeur d'affaires





## SECTEURS DE POINTE

## Ingénieur en informatique de gestion

Le siège du CNES, situé au centre de Paris, renforce son équipe d'informatique de gestion.

Ingénieur en informatique, ou titulaire d'une MIAGE, vous souhaitez aujourd'hui donner un nouvel élan à votre carrière. Méthodique et autonome, vous possédez une expérience d'une dizaine d'années en conduite de projet d'informatique de gestion et connaissez UNIX, le SGBD-R Ingres et les techniques d'AGL.

Attaché à notre sous-directeur informatique, vous aurez pour mission au siège, de développer des projets notamment en liaison avec nos équipes de Toulouse.

Votre mobilité, vos qualités humaines, associées à votre expérience sont les meilleurs atouts pour nous rejoindre et vivre votre métier différemment.

Merci d'adresser votre candidature : lettre, CV et prétentions sous réf. LM/SGSI au Centre National d'Études Spatiales, 2 place Maurice Queotin, 75039 Paris Cedex 1. Minitel 3615 code CNES.



AGENCE FRANÇAISE DE L'ESPACE

Dans le cadre de notre développement, nous recherchons pour notre Département Informatique un :

## INGENIEUR RESEAU DSA

Directement rattaché au Responsable Réseaux, vous participerez au développement de notre réseau d'entreprise et des échanges informatisés avec nos clients.

DSA, X25, ETHERNET, NUMERIS.

Nous vous offrons d'enrichir vos compétences dans un environnement performant et évolutif.

De formation supérieure en informatique (Bac + 5 ou équivalent), vous justifiez d'une expérience d'au moins trois années dans le domaine des réseaux et vous maîtrisez les techniques suivantes :

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à BFCC/DRH - Référence MON - BP 211 - 92002 NANTERRE Cedex.

**CREDIT COOPERATIF**  
UNE BANQUE POUR ENTREPRENDRE ENSEMBLE

## Votre chance dans la construction d'installations au plan international

Nous sommes une entreprise allemande, ayant du succès sur le plan international dans le secteur des installations de traitement de matières en vrac et de systèmes de transport pneumatiques complètes en chimie et en pétrochimie. En tant qu'entreprise de classe moyenne avec plusieurs représentants et agences à l'étranger, nous comptons parmi les spécialistes les plus renommés dans notre branche sur le marché mondial.

Pour notre vente des installations du secteur chimie et pétrochimie, nous cherchons l'

## Ingénieur de vente pour la France

Agé de 35 à 45 ans, vous avez une formation technique/commerciale (Ecole d'ingénieurs ENI, AM, ...) et possédez une pratique de la vente de plusieurs années en France.

Nous attendons de votre part un haut engagement, de l'initiative ainsi qu'une personnalité ouverte pour l'établissement et l'entretien de contacts avec l'industrie de la pétrochimie et la chimie.

Cette tâche ambitieuse exige une habileté d'acquisition, une capacité de s'imposer, une volonté de réussir, une bonne présence et assurance dans les négociations. Des connaissances écrites et orales en allemand sont nécessaires, des connaissances en anglais souhaitées.

Nous offrons une rémunération correspondant à l'efficacité, une formation approfondie, une tâche intéressante avec de bonnes perspectives professionnelles.

Waesche Maschinenfabrik GmbH  
Postfach 24 40, D-7980 Ravensburg  
Telefon 0049-751/408-250

**Waesche**

GEORG FISCHER + GF + Anlagenbau - Buss Gruppe

## Sud-Ouest

Multinationale américaine intervenant dans le domaine de l'électronique recrute

## 2 Ingénieurs Informatique de Gestion à fort potentiel

## • 1 Ingénieur Software Engineering (Réf. LM 117 A)

Possédant 3 à 5 ans d'expérience en développement dans un environnement avec AGL. Il facilitera le développement et les supports d'application d'une équipe de 20 personnes en mettant en œuvre des méthodes et outils aptes à optimiser la performance et la qualité des logiciels. Il assurera une veille technologique permanente qui favorisera une approche globale des systèmes d'information.

## • 1 Ingénieur Applications Logistiques (Réf. LM 117 B)

Possédant 3 à 5 ans d'expérience dans le développement ou l'installation de logiciels d'application en matière de logistique internationale. Une bonne connaissance des systèmes douaniers, import/export... serait appréciée. Il prendra en charge des projets internationaux au sein d'une équipe de 8 personnes.

Ces postes s'adressent à des candidats de 30/35 ans, de formation Ingénieur Grandes Ecoles, issus d'une structure internationale, très mobiles internationalement et habitués à travailler dans la concertation et en équipe sur des projets variés.

Ils seront évolutifs à moyen terme vers des responsabilités de management.

La pratique de l'anglais oral et écrit est nécessaire.

Les entretiens auront lieu à PARIS et TOULOUSE.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous référence choisie à notre conseil : APPORTS - 55, av. Louis Bréguet, Bât. Hermès - 31400 TOULOUSE. Confidentialité assurée.



## Ingénieurs d'affaires

France Télécom

France Télécom

## GÉRER DES GROS PROJETS INFORMATIQUES A L'EXPORT

## 2 INGENIEURS D'AFFAIRES dont 1 spécialiste des contrats du Moyen-Orient

Mission : Maître d'œuvre complet d'un contrat de vente aussi bien dans ses aspects techniques, logistiques que financiers. Interlocuteur privilégié de la Société auprès du client.

Compétences : Vous êtes ingénieur généraliste, vous avez le sens de l'organisation, l'expérience de la gestion de contrats à l'export. Anglais courant indispensable, autre langue fortement souhaitée (espagnol, allemand, arabe, ...).

Nous recherchons des ingénieurs souhaitant évoluer dans un environnement technologique de haut niveau. Pour l'ingénieur d'affaires Moyen-Orient, une solide expérience de travail dans cette zone est nécessaire.

De nombreux déplacements à l'étranger sont à prévoir. Merci d'envoyer votre candidature à l'attention de Madame de Montalivet, MORPHO SYSTEMES, 33 Route de la Boune-Dame, 77300 Fontainebleau.

MORPHO SYSTEMES, filiale d'un grand groupe industriel, 300 personnes en France et aux Etats-Unis, leader mondial sur ses applications de traitement d'images, étiole aujourd'hui son team d'ingénieurs d'affaires pour faire face à un carnet de commande en très forte croissance.

**MORPHO**  
Systemes